

Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15789 - 7 F

MARDI 31 OCTOBRE 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Cinq millions de Québécois entre le « oui » et le « non » à l'indépendance

AVEC LE RÉFÉRENDUM du 30 octobre sur la souveraineté du Québec, deux visions de l'avenir de la Belle Province étaient, une fois de plus, face à face, et donc deux visions du Canada. La montée du « oui » en faveur de l'indépendance d'un Québec qui compte cinq millions d'électeurs, majoritairement francophones, a déjà fait fuir les capitaux d'une des provinces les plus riches de la confédération canadienne. La force du sentiment indépendantiste a déjà poussé les uns et les autres, fédéralistes et « souverainistes », à redéfinir - quoi qu'il arrive - les liens entre Québec et Ottawa. Ce qui sera en question, de façon plus ou moins radicale selon les résultats, ce sont les relations de cette province avec le reste du Canada, avec une confédération canadienne à laquelle l'Acte d'Amérique du Nord donna naissance en 1867.

Lire page 4

Le tournant de la rigueur dope le franc et la Bourse

M. Baroin nie toute « incohérence » avec les promesses électorales

LE FRANC continuait à se renforcer, lundi 30 octobre dans la matinée, face au deutschemark, après l'intervention télévisée, jeudi 26 octobre, du président de la République, qui a rassuré les investisseurs. La devise française s'échangeait à 3,4635 francs pour un mark, portant ses gains depuis jeudi à 5 centimes face à la monnaie allemande. En dépit de la remontée du franc, la Banque de France n'a pas levé le dispositif de crise mis en place le 9 octobre. L'institut d'émission s'est contenté, lundi matin, d'abaisser le taux de l'argent au jour le jour, son troisième taux directeur, de 6,75 % à 6,48 %. Dans le même temps, les taux de marché ont continué à refluer de plus de 7 % à 6,40 % pour les échéances à trois mois. La Bourse de Paris affichait en milieu de séance lundi, une forte hausse de 2,66 %. Si les marchés financiers ont vu un virage de politique économique dans les propos de M. Chirac, M. Baroin au « Grand Jury-RTL-Le Monde » a nié tout changement, assurant que le chef de l'Etat ne faisait qu'appliquer le

RASSUREZ-VOUS, LE FRANC MONTE, ET LES BILLES SONT EN CAOUTCHOUC!



programme sur lequel il a été élu. Le porte-parole du gouvernement a affirmé qu'il n'y avait « aucune incohérence », mais « unité de ligne » entre les engagements de la campagne électorale et la priorité donnée à la réduction des déficits.

M. Balladur, en revanche, à 7 sur 7 sur TF1, s'est félicité de ce que « l'autre politique ne semble plus d'actualité ». Il a toutefois demandé que des « actes suivent ».

Lire page 7

Les moyens de la police renforcés dans les banlieues

Des projectiles en caoutchouc pourront être utilisés

de gilets pare-balles et d'armes tirant des projectiles en caoutchouc. Dans la nuit de samedi à dimanche, plusieurs voitures ont été incendiées à Mulhouse (Haut-Rhin) et des affrontements ont mis aux prises policiers et jeunes à Villepinte (Seine-Saint-Denis). La nuit précédente, un policier avait été blessé par balle à Mantes-la-Jolie (Yvelines). Cette augmentation des incidents témoigne d'une dégradation manifeste dans plusieurs quartiers difficiles, mais elle a aussi un caractère saisonnier bien connu des policiers de terrain.

Samedi 28 octobre, le chef de l'Etat, Jacques Chirac, avait déclaré, à propos des quartiers difficiles : « Ce sont des zones où il faut tendre la main, et dans lesquelles il ne faut pas faire de provocation. » « Tendre la main, mais aussi ne pas se laisser mordre », a ajouté, dimanche 29 octobre, Eric Raoult, ministre chargé de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion.

Lire page 10

Mehdi Ben Barka, pour mémoire



MEHDI BEN BARKA

TRENTÉ ANS APRÈS, les circonstances et les raisons de l'enlèvement de Mehdi Ben Barka, le 29 octobre 1965 à Paris, devant la brasserie Lipp, boulevard Saint-Germain, restent mystérieuses, même si l'implication du régime d'Hassan II ne fait guère de doute. A compter de cette date, nul n'a revu vivant l'opposant au régime marocain, exilé et condamné à mort par contumace, combattant de l'indépendance de son pays devenu l'un des chefs de file du tiers monde, dirigeant de l'Union nationale des forces populaires, aujourd'hui Union socialiste des forces populaires.

Ce jour-là, Mehdi Ben Barka suivait sans protester deux hommes munis de cartes de police. Sont mêlés à cette affaire des policiers français, de petits truands, probablement le Sécce (espionnage, ancêtre de l'actuelle DGSE) et, selon certaines thèses, la CIA. La plupart des protagonistes - notamment deux proches d'Hassan II, Oufkir et Dlimi - mourront, au cours des années suivantes, dans des conditions mystérieuses (crises cardiaques, « suicides », accident de voiture). L'affaire, en pleine campagne présidentielle, alors que s'affrontaient François Mitterrand et le général de Gaulle, avait soulevé l'indignation des milieux politiques français.

Lire page 13

Allemagne, 3 DM; Arabes-Guyane, 9 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 48 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 200 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 360 DR; Irlande, 140 £; Italie, 2700 L; Luxembourg, 46 F.; Maroc, 3 DH; Norvège, 140 NOK; Pays-Bas, 2 Fl.; Portugal, 200 Esc.; Suède, 10 KSE; Suisse, 2,10 Fr.; Tchécoslovaquie, 100 Kcs; USA, 1 \$; USA (Havane), 2,50 \$.



Photomontage, chantage et presse grecque à scandale

ATHÈNES

de notre correspondant

Depuis plus d'un mois, un quotidien à scandale d'Athènes, *Avriani* (quatorze mille exemplaires), dirigé par Georges Kouris, publie en première page des photos de nus de Dimitra Liani-Papandréou, épouse du premier ministre Andreas Papandréou. Georges Kouris, pendant des années, a soutenu le Pasok, le Parti socialiste grec au pouvoir, s'est retourné contre le gouvernement qui a refusé l'an dernier de lui accorder un prêt avantageux. Ses attaques sont dirigées contre l'entourage du premier ministre, âgé de soixante-seize ans, et contre « Mimi », surnom de Dimitra, quarante et un ans. A la fin de l'été, le journal a commencé à publier des photos prises il y a une dizaine d'années, avant que M^{me} Liani, ancienne hôtesse de l'air, ne rencontre M. Papandréou, qui l'a épousée en troisième mariage au mois de juillet 1989. Ces photos présentant Dimitra nue ou à moitié nue, sur une plage, seule ou en compagnie, ont déjà été publiées par des journaux de droite au printemps 1989, alors que le pays s'enfonçait dans le scandale

politico-financier produit par le banquier véreux Georges Koskotas.

Le mouvement de jeunesse du Pasok a porté plainte, le 28 septembre dernier, pour atteinte à la morale publique contre *Avriani* qui, la veille, avait présenté en pleine page une photo jugée indécente de Dimitra. Le journal est revenu à la charge la semaine dernière en annonçant un cliché carrément odieux qui forçait « Mimi » à rentrer sous terre, alors que le gouvernement menaçait Georges Kouris d'emprisonnement pour des dettes auprès de la Sécurité sociale.

Vendredi 27 octobre, le quotidien a donc frappé fort, et bas, en publiant, pleine page, une photo de « Mimi » nue allongée aux côtés d'une autre jeune femme dénudée, dont elle accepte une caresse. Le parquet d'Athènes a immédiatement ordonné l'arrestation de Georges Kouris et celle de Makis Psomiadis, propriétaire du journal à scandale *Ta Onoma* qui, vendredi, a reproduit la photo d'*Avriani* en précisant qu'il s'agissait d'un « photomontage ». M. Psomiadis a été arrêté et condamné à seize mois de prison pour injure. Il a été lais-

sé libre après avoir racheté sa peine, comme la loi grecque le lui permet. Georges Kouris a pu échapper à la justice.

Le porte-parole du gouvernement a condamné « la sale et misérable politique d'*Avriani*, qui a dépassé toute limite en procédant à un cloir photomontage. Cette campagne affligeante, a dit le porte-parole, s'appuie sur la vie publique du pays et vise à atteindre Andreas Papandréou et le Pasok ». Le chef de la diplomatie, Carolos Papoullas, intime du couple Papandréou, a déclaré que « tous les Grecs doivent avoir honte de cette vulgarité ». Dimitra, de plus en plus mise en cause ces derniers mois après qu'elle eut laissé entendre qu'elle pourrait briguer un siège de député aux prochaines élections générales de 1997, s'en est prise à « la machination déloyale, sommet d'une sale campagne de chantage politique contre une femme. Je ne peux répondre que par mon profond mépris ». Georges Kouris, toujours en liberté, a annoncé son intention de continuer ses attaques.

Didier Kunz

France-OTAN : la fin des tabous

IL N'Y AURA PAS de défense européenne sans les Européens. Cette évidence s'est imposée petit à petit aux dirigeants français, et si elle ne va pas de soi, c'est parce qu'elle emporte des conséquences en rupture avec la vulgate gaulliste acceptée jusqu'à maintenant par tous les successeurs du général à la présidence de la V^e République. François Mitterrand lui-même y a peu touché; converti sur le tard à la politique de dissuasion nucléaire, il a rendu le corps de doctrine à peu près aussi figé qu'il l'avait trouvé à son arrivée à l'Elysée.

S'il n'y a pas de défense européenne sans les Européens, il n'y a pas de défense européenne en dehors de l'Alliance atlantique, parce que tout simplement nos partenaires de l'Union, en tout cas les principaux d'entre eux, n'en veulent pas. Après trois ans de dialogue intensif avec les Britanniques au sein de la commission mixte sur les questions de politique et de doctrine nucléaires, les responsables français ont eu tout loisir de s'en convaincre. Joho Major n'a pas manqué de le rappeler dans nos colonnes : « Je ne vois pas place pour de nouvelles institutions de dissuasion en Europe hors de l'OTAN », a affirmé le premier ministre britannique

(Le Monde daté 29-30 octobre). La situation n'est pas différente avec les Allemands, avec qui les discussions officielles sur le nucléaire n'ont pas encore commencé, mais qui ont toujours répué à choisir entre Paris et Washington; quand ils furent mis en situation de devoir le faire, leur décision a toujours penché vers la France.

A l'issue de sa rencontre avec Jacques Chirac, le chancelier Kohl a indiqué, la semaine dernière, que le gouvernement allemand était en principe disposé à discuter de la composante nucléaire de la défense européenne. C'était la première fois qu'il s'exprimait publiquement sur le sujet. De telles discussions ne pourraient certainement pas s'ouvrir avant la fin des essais français dans le Pacifique mais, malgré la pression d'une opinion publique hostile à l'atome, civil comme militaire, Helmut Kohl s'est gardé de se joindre aux critiques. Après avoir maladroitement présenté la reprise des tests comme l'expression suprême de la souveraineté nationale, la France a développé une argumentation européenne qui exige d'être affinée.

Daniel Vernet

Lire la suite page 15

"Hector Bianciotti est l'astre sombre et brillant de notre littérature, symbole du triomphe de la langue française."

Jean d'Ormesson de l'Académie française

HECTOR BIANCIOTTI

Le Pas si lent de l'amour

roman



Grasset

Double incertitude en Russie

L'état de santé du président Boris Eltsine reste incertain tandis que les Russes s'interrogent sur le caractère démocratique des élections législatives du 17 décembre.

p. 2

Etat d'alerte en Israël

La police et l'armée israéliennes ont été placées en état d'alerte, à la suite des menaces proférées par le Jihad, dont l'un des dirigeants a été assassiné jeudi 26 octobre à Malte.

p. 6

Un an de prison pour Sarah

D'abord condamnée à mort aux Emirats arabes unis pour le meurtre de son employeur qui l'avait violée, Sarah Balaagan fera un an de prison et recevra cent coups de fouet. La condamnation de la jeune Philippine à la peine capitale avait provoqué une vague de protestations internationales.

p. 32

Vers une réduction du temps de travail

Patronat et syndicats pourraient parvenir, mardi 31 octobre, à un accord-cadre sur une réduction du temps de travail annuel. Le gouvernement espère qu'il permettra une décade du chômage.

p. 8

Les All Blacks contre les essais

Les All Blacks néo-zélandais entament, le 1^{er} novembre, une tournée en France. Ils comptent imposer leur jeu et signifier leur opposition aux essais nucléaires.

p. 22

Les éditoriaux du « Monde »

Les images de l'Amérique : Pause sociale.

p. 15

ÉLECTIONS L'état de santé de Boris Eltsine, toujours hospitalisé à Moscou, continue à susciter la plus grande incertitude. Seul le chef de la garde présidentielle, Alexandre Kor-

jakov, dont le pouvoir paraît de plus en plus grand, a accès au chef de l'Etat. Le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, à qui revient, selon la Constitution, d'assumer l'intérim

du président, semble écarté des décisions importantes. ● LA MISE À L'ÉCART du principal parti réformateur en vue des élections législatives du 17 décembre laisse planer un

doute sur la légitimité de celles-ci. D'autant que des rumeurs courent à Moscou sur un éventuel report du scrutin. ● LES INVESTISSEURS étrangers se montrent toujours aussi ré-

ticents à l'égard d'un pays dont ils redoutent l'instabilité chronique et l'insécurité. Le marché boursier russe est dix fois moins important que celui de la Malaisie.

Les craintes se multiplient sur l'avenir démocratique de la Russie

Alors que le rôle du chef de la garde présidentielle, Alexandre Korjakov, s'accroît, l'incertitude règne toujours sur l'état de santé de Boris Eltsine. La mise à l'écart du principal mouvement réformateur pourrait remettre en cause la légitimité des élections législatives de décembre

MOSCOU
de notre correspondant
Depuis quelques jours, la Russie, officiellement « stabilisée », semble de nouveau s'enfoncer dans de dangereuses incertitudes. La question d'un possible report des élections à la Chambre basse du Parlement (Douma) a été ainsi implicitement posée, dimanche 29 octobre, alors que le mystère reste entier sur l'état de santé de Boris Eltsine, qu'aucun image n'est venue éclaircir.

La commission électorale centrale a en effet refusé, samedi et dimanche, d'enregistrer deux des plus importants mouvements d'opposition en lice pour le scrutin prévu le 17 décembre : le parti Derjava (grande puissance), de l'ancien vice-président Alexandre Routsikoï, et le parti Iabloko (la pomme), de l'opposant le mieux placé du camp « démocrate », Grigori Iavlinski. La commission, refusant bien sûr avoir agi sur ordre du pouvoir — désormais sans visage —, a accusé ces deux formations d'avoir violé la loi électorale dans ses étapes préliminaires, compliquées à l'envi. Mais le scandale politique est ainsi installé et sa résolution peut prendre un temps indéfini : les deux partis en question, qui devraient être rejoints par d'autres, ont annoncé qu'ils allaient, dès lundi, saisir la Cour suprême. Celle-ci peut elle-même, au besoin, saisir la Cour constitutionnelle, laquelle pourrait prendre son temps pour émettre un avis. N'avait-elle pas attendu la fin du mois de juillet pour valider la guerre en Tchétchénie, lancée sept mois plus tôt ? Elle peut aussi décider que des élections ne peuvent être tenues tant que le pays traverse une situation extraordinaire, un des rares postulats incontestables en Russie actuellement.

Le pays serait ainsi, depuis cinq jours, dirigé de fait par le chef de

la garde présidentielle, Alexandre Korjakov, dont la voiture a été filmée entrant dans l'hôpital du Kremlin, où le président continuait dimanche à suivre un « traitement actif », selon son service de presse.

BOYCOTTAGE DES ÉLECTIONS ?

Selon l'hebdomadaire Newsweek, citant une « source du Kremlin », Boris Eltsine est dans un état « plus sérieux » qu'on ne le dit, après avoir perdu connaissance et s'être effondré sur son bureau le 26 octobre. Seule source d'information officielle sur la santé de M. Eltsine, le service de presse a précisé que « les médecins » interdisaient toujours au chef de l'Etat tout contact avec ses proches collaborateurs — y compris avec son premier assistant Victor Iliouchine, contrairement à ce qui avait

Ce qui est logique : « En Russie rien ne se décide sans moi », avait l'habitude de dire le président. C'est donc à Alexandre Korjakov que devraient n'être désormais les institutions (Conseil de sécurité, notamment) et les ministères (défense, sécurité, intérieur, affaires étrangères) qui relèvent du président et non pas au premier ministre, Viktor Tchernomyrdine.

Le chef du gouvernement paraît déterminé à ne pas revendiquer l'intérim de la présidence que la Constitution lui attribue en cas d'incapacité du chef de l'Etat : continuant ses activités, il a présidé, samedi, une réunion de l'état-major de son parti. Notre maison la Russie. Celui-ci a d'ailleurs été enregistré sans problèmes, bien qu'il se soit rendu coupable, du propre aveu de ses dirigeants, d'entorses à la loi électorale non

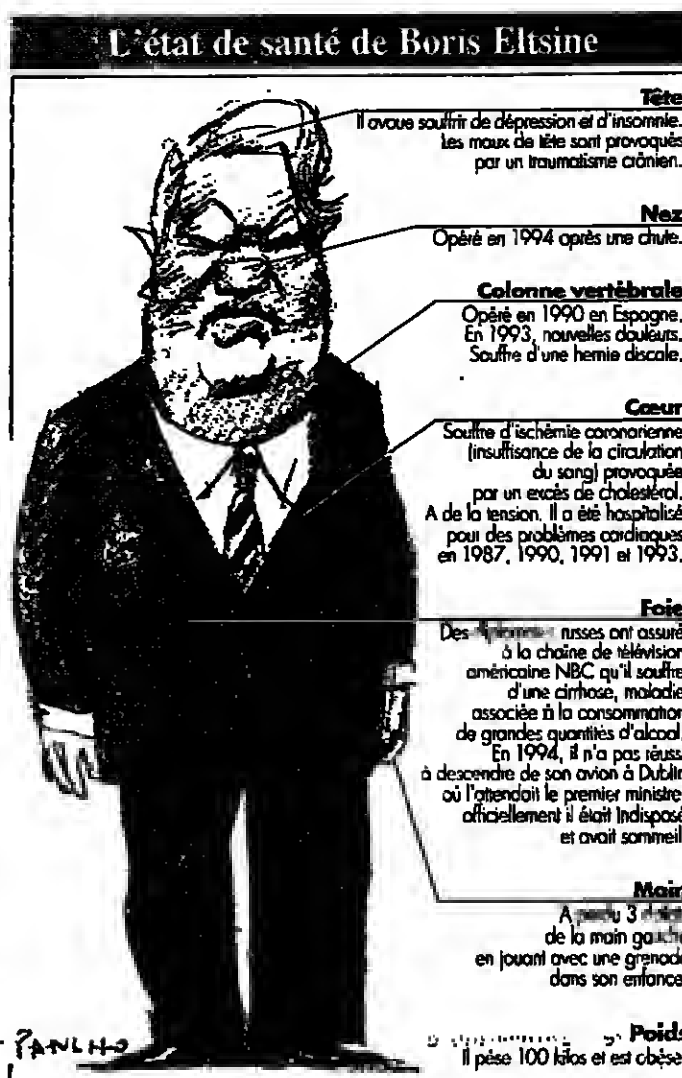
Accord américano-russe sur le désarmement conventionnel

Les Etats-Unis et la Russie se sont entendus sur une modification du traité sur des armements conventionnels en Europe (CFE) aux frontières russes, un des principaux contentieux entre Moscou et l'Occident, a annoncé, dimanche 29 octobre, le ministre russe de la défense Pavel Gratchev à l'issue de ses entretiens, aux Etats-Unis, avec son homologue américain William Perry. Les Américains n'ont pas confirmé pour l'instant l'existence d'un tel accord. Selon le général Gratchev, les Américains auraient accepté de dispenser les Russes d'appliquer l'accord de désarmement dans quatre régions du sud du pays, celles de Krasnodar, Stavropol, Volgograd et Rostov-sur-le-Don. « En même temps, nous avons accepté d'inclure dans le plan nord la région de Leningrad (aujourd'hui Saint-Petersbourg) », a ajouté le ministre russe de la défense. — (AFP)

été prévu. Mais ces « interdictions » ne concernent apparemment pas le général Korjakov, qui avait été officiellement investi fin juillet, par d'obscurs oukases présidentiels, de la charge de veiller non seulement à la sécurité de Boris Eltsine, mais, par extension, à celle du pays dans son ensemble.

moins importantes que celles qui ont été jugées rédhibitoires pour les partis d'opposition.

Le parti du chef des rebelles de l'ancien Parlement, Alexandre Routsikoï, n'était pas crédité, par les médias moscovites, de grandes chances de succès à la Douma, mais la célébrité du général mous-



tabu dans la Russie profonde — surtout, dit-on, parmi les femmes — en faisant un candidat de poids pour la présidentielle de juin 1996. Le parti Iabloko, de Grigori Iavlinski, très apprécié en Occident, était, en revanche, certain

de compter parmi la demi-douzaine de ceux appelés à franchir la barre des 5 % de voix donnant accès à la Douma. Son chef de file talonne en outre le fameux général Lebed, qui domine dans les sondages pour l'élection présiden-

tielle. Le scandale s'est donc surtout développé dimanche avec l'annonce de la mise à l'écart du parti de M. Iavlinski. « Nous ne participerons pas à la farce que seraient des élections législatives sous Iabloko », a affirmé Egor Gaidar, le dirigeant du Choix de la Russie, l'autre parti du camp « démocrate ».

La perspective d'un boycottage des élections par l'ensemble des « démocrates », les uns pour avoir été écartés, les autres parce qu'ils avaient peu de chances de succès, ouvre un large champ de scénarios possibles, dont l'invalidation après coup des élections si la participation de 25 % n'est pas atteinte. Le président de la Cour constitutionnelle, Vladimir Toumanov avait d'ailleurs envisagé une telle possibilité dès la semaine dernière, avant même les derniers coups de théâtre : il avait publiquement déclaré que « la loi électorale n'est pas adoptée aux conditions de la Russie », dans la mesure où l'éparpillement des voix entre les 20 à 30 partis qui seraient finalement enregistrés peut produire une Douma due par une minorité des suffrages exprimés, où les favoris communistes et nationalistes se tailleraient la part du lion. M. Toumanov n'excluait pas dans ce cas d'examiner une demande en invalidation que pourraient présenter « les structures d'Etat ». Car ce n'était pas Boris Eltsine qui devait s'abaisser personnellement à une telle entorse à la démocratie, dont il reste le garant aux yeux de l'Occident — et de tous ceux qui croient, ou font semblant de croire, à une possible arrivée au pouvoir des communistes. Ces derniers jouant désormais le rôle d'épouvantail dévolu, en 1993, au parti de Iirinovski, qui avait alors gagné les élections.

La mise hors course du président introduit un élément nouveau dans tous les scénarios élaborés depuis des mois par les maîtres du Kremlin pour rester au pouvoir. Le choix de la tactique finale devrait se faire désormais par tractations entre les deux hommes restés en haut de l'échelle, M. Korjakov et Tchernomyrdine. Ce qui ne relève pas du domaine public, dont se charge le porte-parole présidentiel Sergueï Medvedev : il a appelé, dimanche, à « ne pas dramatiser » la situation, se disant certain que, bientôt, réapparaîtra un « président combattant, fort et en bonne santé ». Lequel est déjà capable non seulement de garder « la maîtrise du bouton nucléaire », mais aussi d'envoyer des messages de félicitations à la Turquie, pour sa fête nationale, et aux musiciens russes, réunis en congrès.

Les étrangers hésitent toujours à investir à Moscou

MC SECURITIES, toute récente banque d'investissement implantée en Russie, ne pouvait pas prévoir le nouveau malaise cardiaque du président Eltsine, au moment du lancement de son fonds d'investissement à Moscou. « Même si Eltsine meurt, la stabilisation de la vie politique paraît acquise, et les élections prochaines devraient le prouver. La menace extrémiste semble exclue, et il n'y aura pas de victoire communiste », ont assuré, vendredi 27 octobre, les dirigeants de MC Securities lors de la présentation de leur fonds d'investissement à la communauté d'affaires parisienne.

Les fonds, en cours de création, investira dans trente des cinquante valeurs cotées au Moscow Times Index. Il est destiné à encourager les investissements étrangers sur la place boursière russe, jugée « considérable-

ment sous-évaluée ». Ses dirigeants sont persuadés que la situation politique et économique de la Russie sont extrêmement favorables au développement du marché boursier, actuellement très étroit.

INFLATION RALENTIE

A 20 milliards de dollars (100 milliards de francs) environ, la capitalisation boursière est inférieure à celle de la Turquie ou d'Israël, par exemple, et dix fois moindre que celle de la Malaisie. Il est vrai que l'inflation s'est ralentie ces derniers mois, que le rouble s'est stabilisé, et que le processus de privatisation devrait, dans un avenir proche, permettre à davantage d'entreprises d'ouvrir leur capital.

L'enthousiasme de Hans-Jörg Rudloff, patron de MC securities et ancien dirigeant de

Credit Swiss First Boston, très active à Moscou, est encore partagé par peu de responsables financiers. Lorsque l'un d'entre eux fait part de sa préoccupation après les assassinats, à Moscou, de plusieurs banquiers, un autre rétorque que, selon lui, le principal motif d'inquiétude n'est pas la mafia, mais l'immobilité des patrons d'entreprises. En Russie, la privatisation de masse de grandes firmes s'est en effet traduite, le plus souvent, par le maintien des anciens dirigeants. L'étendue de leur champ de compétences, et de leur participation au capital, est le plus souvent mal connue. Et un troisième de conclure : « La Russie n'est pas encore en marche émergente. C'est un marché en déliquescence ».

Les investisseurs étrangers, désorientés, suivent de très près les analyses des institu-

tions financières internationales. Elles font toutes preuve, à l'heure actuelle, d'un certain optimisme. Concluant un voyage à Moscou, le 27 octobre, le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, s'est déclaré « très conscient de l'important effort fourni par le gouvernement russe en ce qui concerne le contrôle de l'inflation et la stabilisation budgétaire », tout en s'inquiétant de la dégradation sociale. La Banque mondiale serait prête à accorder annuellement à Moscou 3 milliards de dollars de prêts servant à financer des programmes sociaux, de restructuration industrielle et agricole. M. Wolfensohn n'a pourtant pas caché qu'il faudrait encore du temps au gouvernement pour stimuler l'investissement.

Françoise Lazare

Sophie Shihab

Lisbonne - Porto - Faro

à partir de
1390

+ 2 jours de location de voiture groupe A gratuits

Pour complément d'informations, contactez
TAP Air Portugal: PARIS 44 86 89 89 ou
NICE 93 21 34 35, ou votre agence de voyages

TAP

AIR PORTUGAL

*Sauf période du 20 au 31 Décembre 1995

Chaque jour davantage

300 personnes périssent dans l'incendie d'une rame de métro à Bakou

La presse azerbaïdjanaise n'exclut pas la thèse d'un attentat

UN INCENDIE a ravagé, samedi 28 octobre, une rame du métro de Bakou, la capitale de la République d'Azerbaïdjan, causant, selon un premier bilan provisoire, la mort de trois cents personnes. Selon l'agence de presse azérie Turan, qui cite des sources officielles, le nombre des victimes pourrait toutefois être plus élevé. Ces craintes sont partagées par les pompiers, qui continuaient, lundi matin, à extraire des corps calcinés de la carcasse de la rame.

La tragédie s'est produite dans un tunnel entre deux stations alors que les gens rentraient chez eux à une heure de pointe (17 h 50, heure locale) depuis un quartier excentré et ouvrier de Bakou. Un incendie qui s'est déclaré a provoqué l'interruption quasi immédiate de tous les systèmes de fonctionn. du métro. Le convoi a été arrêté, le courant élec-

défaît et les portes sont restées bloquées. Dans le noir, la panique et les cris, les passagers ont brisé les vitres et tenté de fuir. « Les gens sont passés sur moi pour tenter d'atteindre la fenêtre. J'avais l'impression que des centaines de jambes me piétinaient », raconte une des survi-

Les rames de métro sont composées à 98 % de matériaux facilement inflammables qui, en brûlant, dégagent de l'acide cyanhydrique

vantes. Une épaisse fumée noire qui s'échappait dans les quatre voitures du convoi a provoqué l'asphyxie des passagers. Du fait de la violence de l'incendie, les portes et les enca-

stres ont fondu. Ces rames de métro, fabriquées à la fin des années 60, sont composées à 98 % de matériaux facilement inflammables qui, en brûlant, dégagent de l'acide cyanhydrique. Le responsable de la commission d'enquête mise en place à Bakou, le premier vice-pre-

sière n'a annoncé la catastrophe que sept heures plus tard, alors que les journalistes n'avaient pas autorisés à s'approcher des lieux du sinistre, gardés par l'armée. Alors que les officiels à Bakou privilégiaient la thèse de la défaillance électrique, des responsables azerbaïdjanais, cités par la radio russe Echo de Moscou, ont toutefois évoqué la possibilité d'un acte terroriste. Deux attentats à la bombe, jamais revendiqués, avaient visé le métro de Bakou, en mars puis en juillet 1994, causant la mort de 19 personnes.

L'Azerbaïdjan, qui a connu plusieurs tentatives de coup d'Etat depuis son accession à l'indépendance en 1991, élira le 12 novembre son premier parlement postsoviétique. Dans cette perspective, les tensions restent vives dans la capitale, où des centaines de candidats ont été écartés du scrutin après avoir été accusés d'irrégularité. — (AFP, Reuters.)

مكتبة الأهل

John Major et Jacques Chirac inaugurent un état-major aérien commun

A High Wycombe, un embryon de coopération militaire franco-britannique se met en place

Ouvrant, lors d'un dîner offert en l'honneur de Jacques Chirac dimanche 29 octobre à Chequers, le 18^e sommet franco-britannique, John Major a

déclaré : « Nous ne serons pas toujours d'accord sur tout. Nos nations sont trop indépendantes, trop fières, peut-être trop individualistes pour

cela, mais nos intérêts sont inextricablement liés. » Lundi, les deux hommes devaient inaugurer un Groupe aérien commun.

HIGH WYCOMBE

de notre envoyé spécial

High Wycombe fut le quartier général du maréchal « Bomber » Harris, l'homme qui pouvait lancer mille bombardiers sur l'Allemagne nazie et qui s'illustra dans le sanglant et inutile bombardement de Dresde. Aujourd'hui, cette base située au milieu de la plus charmante campagne anglaise, à une heure de Londres, abrite le commandement de la force aérienne britannique, l'état-major de l'OTAN pour la zone Nord-Ouest et, dans un petit baraque, le Groupe aérien européen franco-britannique (GAEFB) que devaient inaugurer MM. Chirac et Major, lundi 30 octobre.

Chef d'état-major de ce petit groupe de travail composé de huit officiers, quatre de chaque côté, le colonel François Beck fait visiter les quelques pièces qui sentent encore la peinture fraîche et dont les étagères sont encore vides. Le commandant du Groupe, le général de division aérienne André Nicolau, numéro

deux au Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes à Taverny, ne réside pas sur place mais se rend régulièrement à High Wycombe. Il a une double casquette, tout comme son adjoint, l'Air commodore Wright, qui réside sur place.

Cette dernière-ode des euro-forces ne paie pas de mine, en particulier si on la compare à l'Eurocorps et à la brigade franco-allemande. « On démarre de zéro », reconnaît le colonel Beck. Mais elle témoigne de la volonté politique des Britanniques et des Français de mettre leurs moyens ensemble en cas de besoin.

MOYENS MAIGRETS

Par-delà les réflexes cocardiers, ils savent qu'ils n'ont plus comme jadis les moyens militaires de leur politique. Le temps de leur dernière opération commune - en 1956 à Suez - est bien loin et le total de leurs deux flottes aériennes est bien inférieur à celui que pouvait mobiliser « Bomber » Harris.

Dépourvu pour le moment de

moyens, le GAEFB apparaît un peu maigrelet. Mais son objectif est de préparer et amener une coopération aérienne par une planification des règles d'engagement et d'intervention, l'organisation de l'interopérabilité entre la RAF et l'Armée de l'air, au cas où...

Pas question donc, actuellement, de prêter main forte aux soldats britanniques et français en Bosnie. Il s'agit de faire en sorte qu'avantiers des deux pays puissent agir ensemble en utilisant les forces qu'ils ont disponibles, en cas de crise grâce à ce travail de préparation et à l'habitude créée de travailler ensemble.

Ce n'est donc qu'une potentialité que verront MM. Chirac et Major. Il ne dépendra que d'eux - de leur volonté politique - comme des moyens mis à sa disposition - qu'elle prenne corps, de cette manière informelle, au coup par coup, qu'affectionnent les Britanniques. La méthode relève du pragmatisme, bien sûr, mais aussi de la méfiance à

l'égard de toute structure et elle préserve la possibilité de se défaire, le cas échéant.

Ce n'est certainement pas une coïncidence si Londres a offert asile au GAEFB sur une base de l'OTAN, ni si les Français ont insisté pour que le Groupe relève de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), pilier d'une défense européenne qui sent toujours un peu le souffre de ce côté de la Manche. Paris veut tirer les Britanniques vers l'Europe, Londres souhaite que les Français interviennent plus au sein de l'OTAN. En effet, l'accord signé à Londres le 27 juin dernier permet au Groupe d'opérer dans le cadre de l'Alliance.

En attendant, le colonel Beck, son adjoint, le Group captain Wood - ancien pilote d'essai qui a fait un stage d'un an à Istres et parle aussi bien français que son homologue la langue de Shakespeare - apprennent à travailler ensemble en tapotant sur leur ordinateur.

Patrice de Beer

Le Congrès américain engage la réduction des dépenses sociales

WASHINGTON

de notre correspondant

S'il est trop tôt pour signer l'acte de décès des conquêtes sociales héritées du New Deal de Roosevelt et de la « Grande Société » de Lyndon B. Johnson, les votes qui viennent d'intervenir au Congrès marquent un tournant. En adoptant, vendredi 27 octobre, par cinquante-deux voix contre quarante-sept, le projet de loi sur l'équilibre budgétaire approuvé la veille par la Chambre des représentants, le Sénat a clos la première étape du processus politique entamé avec la victoire électorale des républicains en novembre 1994. Les dispositions de ce texte sont effectivement « révolutionnaires », comme l'avait annoncé Newt Gingrich, le speaker de la Chambre.

Si ce texte prenait force de loi, chacun des cinquante Etats de la Fédération, c'est-à-dire la majorité politique qui le contrôle, aurait, pour l'essentiel, la responsabilité de décider de l'aide qu'il est souhaitable d'accorder aux laissés-pour-compte de la société américaine. Pour le Grand Old Party, la priorité est de revenir à un strict équilibre budgétaire (le déficit annuel atteint près de 200 milliards de dollars), condition sine qua non de la prospérité de l'Amérique de demain, tout en allégeant le fardeau fiscal d'un grand nombre de contribuables. En prime, les républicains veulent

rendre à l'« Amérique profonde » et à ses élus des responsabilités « confisquées » au fil des années par le gouvernement fédéral.

Selon leur projet, ce but devrait être atteint en sept ans, moyennant des réductions budgétaires drastiques touchant inégalement tous les secteurs de l'économie. En effet, ce sont les programmes sociaux qui supporteraient le gros de l'effort, en particulier le Medicare (l'aide médicale aux personnes âgées et aux handicapés, dont bénéficient trente-sept millions d'Américains), qui serait amputé de 270 milliards de dollars, mais aussi Medicaid (l'aide aux plus démunis), et l'ensemble du Welfare (l'aide sociale destinée aux familles avec enfants à charge). D'autres secteurs, comme les subventions aux agriculteurs, l'environnement et les aides accordées aux étudiants, seraient également touchés.

UN « VETO » POPULAIRE

En revanche, les impôts seraient allégés à hauteur de 245 milliards de dollars : la grande majorité des familles appartenant aux classes moyennes obtiendraient un abattement fiscal (500 dollars par enfant à charge), et les entreprises bénéficieraient d'une baisse de l'impôt sur les plus-values.

Sur la base de ces propositions, un texte commun aux deux Chambres doit être maintenant élaboré par une commission mixte,

avant que le Congrès se prononce définitivement. Bill Clinton a confirmé qu'il ferait usage de son veto pour s'opposer à un projet qu'il estime faire la part belle aux « actifs » aisés, au détriment des catégories dont le niveau de vie est fortement dépendant des programmes sociaux. Or la majorité qui s'est dégaïée de la Chambre des représentants (deux cent vingt-sept voix contre deux cent trois) est insuffisante pour attendre le quorum des deux tiers nécessaire pour passer outre un veto présidentiel. De longues négociations se préparent donc entre l'exécutif et le Congrès.

Les démocrates admettent que le financement des dépenses de santé est de venir de fond en comble et que la progression des dépenses sociales est incompatible avec celle des ressources de l'Etat. Mais chaque camp est soucieux de répondre aux vœux des classes moyennes, dont le vote sera déterminant en 1996. En se posant comme le gardien du Medicare face à l'« extrémisme » républicain, Bill Clinton joue a priori une carte populaire : selon un sondage New York Times-CBS, 67 % des Américains sont opposés à une réduction drastique de ce programme, et 27 % seulement optent pour l'équilibre budgétaire. Nul doute que Bill Clinton va se prévaloir de ces résultats dans les mois à venir.

Laurent Zecchini

Les Serbes ont rejeté un accord sur la Slavonie orientale

Le contentieux devra être réglé lors des pourparlers sur un plan de paix pour l'ex-Yugoslavie

ZAGREB

de notre envoyée spéciale

Les séparatistes serbes de Croatie ont rejeté, samedi 28 octobre, un accord devant permettre le retour dans le giron croate de la Slavonie orientale, un territoire de l'est de la Croatie, frontalier avec la Serbie, qu'ils contrôlent depuis 1991. Cet accord mis au point par l'ambassadeur des Etats-Unis à Zagreb, Peter Galbraith, et le médiateur de l'ONU pour l'ex-Yugoslavie, Thorvald Stoltenberg, prévoit la mise en place d'une autorité internationale en Slavonie orientale pour une période limitée avant la réintégration définitive de la région sous l'autorité de Zagreb.

LA DURÉE DE LA TRANSITION

« C'est un retard, mais pas un échec », a assuré dimanche M. Galbraith, annonçant que les négociations entre Serbes et Croates se poursuivront, en Croatie et aux Etats-Unis, parallèlement aux pourparlers de paix qui s'ouvrent le 1^{er} novembre sur la base aérienne de Dayton, dans l'Ohio, en présence des présidents serbe, Slobodan Milosevic, croate, Franjo Tudjman, et bosnien, Alija Izetbegovic.

L'accord sur la Slavonie orientale, dont les principes avaient été acceptés par les deux parties le 3 octobre dernier, sera donc négocié directement par les pré-

sidents Tudjman et Milosevic. Depuis un mois, les pourparlers entre les délégations croate et serbe achoppent sur la durée de la période de transition au cours de laquelle la Slavonie orientale sera gérée par une autorité internationale. Les autorités croates refusent d'envisager une transition de plus d'un an tandis que

de douaniers croates le long de la frontière internationale entre la Croatie et la Serbie dès l'entrée en vigueur de l'accord.

Le règlement du problème de la Slavonie orientale devrait figurer dans l'accord « global » qui sera élaboré aux Etats-Unis et qui doit porter sur les contentieux entre les trois Républiques de

Krajina en août dernier, ont opposé un feu rouge absolu à toute action militaire. La Serbie a également insisté à éviter un affrontement, si elle veut conserver ses chances de voir prochainement levées les sanctions internationales qui ruinent son économie.

MANŒUVRES TACTIQUES

L'échec des pourparlers de ce week-end semble donc relever de manœuvres tactiques, avant la réunion de l'Ohio. A Dayton, Slobodan Milosevic peut espérer sauver la face vis-à-vis de l'opinion publique serbe en monoyant à prix fort un compromis sur la Slavonie orientale. Notamment, contre une levée rapide des sanctions internationales contre son pays.

Le président Tudjman s'est donné encore quelques semaines. « Nous libérerons la Slavonie orientale d'une manière ou d'une autre », a-t-il déclaré vendredi lors de son dernier meeting électoral. « C'est possible de façon pacifique (...). Si cela ne marche pas, nous utiliserons d'autres moyens et il y aura une autre tempête », a-t-il poursuivi. « Soyons patients. Nous avons encore quelques semaines devant nous », a conclu M. Tudjman, qui s'est fixé comme date butoir le 30 novembre prochain, date de l'expiration du mandat de l'ONU en Croatie.

Florence Hartmann

En Allemagne, la monnaie unique européenne est mise en cause par le SPD

Nouvelle stratégie des sociaux-démocrates

BONN

de notre correspondant

L'abandon du deutschemark au profit de la monnaie unique sera un enjeu central des élections générales de 1998 en Allemagne. Le parti social-démocrate, traditionnellement favorable à l'union économique et monétaire européenne, est tenté de se présenter comme le « parti du deutschemark » afin de séduire un électoral qui le boude, comme viennent de le montrer à nouveau les élections de Berlin du 22 octobre (Le Monde du 24 octobre).

« Il serait faux d'abandonner le deutschemark au profit d'une idée qui ne se traduit pas par la stabilité économique et monétaire », a déclaré Rudolf Scharping, président du SPD, au cours d'un entretien téléphonique diffusé dimanche 29 octobre. Ces propos interviennent au moment même où un certain doute s'installe sur la capacité de l'Allemagne à respecter à temps tous les critères de stabilité du traité de Maastricht.

Parallèlement à l'apparition d'un manque à gagner fiscal de 20 milliards de deutschemarks (environ 70 milliards de francs), l'endettement de l'Allemagne pourrait dépasser l'an prochain le seuil de 60 % du PIB. Alexandre Lamfalussy, président de l'Institut monétaire européen, a parlé à ce propos des « dangers courus par l'Allemagne » dans un discours prononcé ce week-end à Garmisch-Partenkirchen (Bavière).

On savait que les sociaux-démocrates allemands étaient préoccupés par les appréhensions grandissantes de leurs compatriotes sur l'union monétaire européenne. D'après le

quotidien Handelsblatt du 30 octobre, 60 % des Allemands sont opposés à la monnaie unique. Jusqu'ici cependant, seul l'ancien candidat du SPD à la chancellerie fédérale, Oskar Lafontaine, avait, parmi les dirigeants de son parti, osé tenir des propos très critiques sur l'union économique et monétaire européenne.

Or, le 26 septembre (Le Monde du 28 septembre), le groupe parlementaire social-démocrate au Bundestag avait adressé un long texte au gouvernement de Bonn pour lui demander des précisions sur le passage à la monnaie unique. Plus récemment encore, l'offensive a été relancée par Gerhard Schröder, ministre-président SPD de Basse-Saxe et rival de Rudolf Scharping à la tête du parti.

A propos de la monnaie unique, ce dernier évoque un « thème national » de la première importance : « Pour les Allemands, l'abandon du mark n'a pas de sens si les pays à monnaie faible ne sont pas de la partie, parce que l'économie allemande souffre aussi de la disparité avec la lire, la peseta et la livre », a déclaré Gerhard Schröder dans un entretien au quotidien Frankfurter Rundschau.

En plaidant notamment pour la participation pleine et entière de l'Italie à l'union économique et monétaire dans le respect le plus strict des critères de stabilité du traité de Maastricht, le ministre-président de Basse-Saxe se range de facto dans le camp de ceux qui, en Allemagne, plaident pour un report sine die de la monnaie unique.

Lucas Delattre

JEAN-DENIS BREDIN
de l'Académie française

L'AFFAIRE
Jean-Denis Bredin

866 p.
198 F

Nouvelle édition refondue
FAYARD/JULLIARD

« L'Affaire ne cesse pas de nous parler. Le sentiment national, le culte des hiérarchies, la recherche du bon émissaire, la soif de sécurité, ce sont des permanences de la mentalité française que le XX^e siècle n'a pas effacées. » J.-D. B.

L'Histoire chez **FAYARD**

José Woehrling, professeur de droit constitutionnel à l'université de Montréal

« Les Américains pourraient avoir intérêt à ce que le Québec se sépare du Canada »

Les partisans et les opposants à la « souveraineté » du Québec ont tenu, dimanche, leurs dernières réunions publiques, à quelques heures du référendum du 30 octobre, décisif pour l'avenir du Québec et du Canada.

« En cas de victoire du « oui », les « souverainistes » proposent de négocier un « partenariat » avec le reste du Canada. Est-ce une façon de forcer le Canada à accepter une nouvelle forme de fédération ?

Le partenariat est un concept ambigu, qui ne faisait pas partie du plan original de M. Parizeau. En parlant de partenariat dans la question référendaire, on laisse entendre un partenariat de nature non seulement économique mais aussi politique, organique, de nature confédérale. Et il est loin d'être acquis que cela puisse être négocié dans un délai raisonnable, ou même être négocié du tout.

Si le « oui » l'emportait, quelle pourrait être la nature des relations entre le Canada et un Québec indépendant ?

Tout dépendrait de la conclusion ou non de ce fameux partenariat, qui serait en réalité un nouvel arrangement confédéral. S'il ne peut être négocié, il n'y aura pas d'intégration économique entre le Québec et le Canada plus forte que celle qui existe actuellement entre

les États-Unis et le Canada. Par ailleurs, si le « oui » est trop marginal, les acteurs politiques fédéraux pourraient être tentés de faire revenir les Québécois sur leur décision en organisant un deuxième référendum.

Le Québec prévoit le maintien d'une union monétaire avec le Canada, ou du moins le maintien du dollar canadien. Est-ce réaliste ?

Si le Québec se sépare du Canada tout en conservant le dollar canadien, son autonomie en matière fiscale, budgétaire et monétaire restera à peu près la même que maintenant. Ou peut-être même moins, puisque, à l'heure actuelle, les Québécois peuvent influencer jusqu'à un certain point la politique monétaire du gouvernement fédéral, dans la mesure où ils font partie du cabinet fédéral. Ce qui fait d'ailleurs que beaucoup de gens pensent que le Québec sera forcé, à court terme, d'adopter sa propre monnaie.

Comment voyez-vous l'évolution du fédéralisme canadien après le référendum ?

Dans l'hypothèse la plus probable, celle où le « non » l'emporte, cela ne créerait pas une situation fondamentalement nouvelle. Mais le Québec aura quand même envoyé un message bien senti et vigoureux au reste du Canada, qui ferait peut-être son chemin.

Surtout si l'on tient également compte d'autres facteurs d'évolution du système fédéral actuel. La crise des finances publiques, qui n'oblige le gouvernement fédéral à couper dans ses dépenses, la vague néolibérale, qui défère sur l'Amérique du Nord et l'Occident en général, vont entraîner un désengagement financier, un désengagement généralisé du gouvernement fédéral, et cela pourrait favoriser une certaine décentralisation, qui serait la même pour le Québec et les autres provinces.

Cette décentralisation pourrait satisfaire un certain nombre de Québécois, en particulier cette fraction de l'électorat qui reste profondément attachée au Canada mais qui est très insatisfaite du statu-quo constitutionnel. Si le fédéralisme canadien évolue vers plus de décentralisation, cela pourrait ramener

dans le camp fédéraliste cette frange de l'électorat qui va se laisser charmer par les sirènes « souverainistes » le 30 octobre. Et ainsi ramener le vote souverainiste à ce qu'il était en 1980, à peu de choses près.

Si d'abord cela leur permettrait de trouver l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), du moins pour ce qui est du Québec, et d'obtenir des concessions supplémentaires, notamment en matière culturelle. Ensuite, dans la mesure où la sécession du Québec pourrait, à moyen ou à long terme, provoquer l'éclatement du Canada

car c'est quand même une hypothèse, elle pourrait entraîner la fusion des provinces canadiennes restantes avec les États-Unis. Cela pourrait être à l'avantage de ces derniers, car un État souverain a toujours avantage à s'étendre territorialement. Cela permettrait aux États-Unis de rétablir la continuité

meeting. Pour sa part, le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, a prédit que le « oui » à la souveraineté l'emporterait. « Le 30 au soir, chaque pays du monde saura qu'il a un nouvel ami, le Québec », a-t-il déclaré.

géographique avec l'Alaska, si jamais la Colombie-Britannique se joignait à eux. Et cela leur donnerait accès à un certain nombre de ressources naturelles canadiennes, dont la moindre ne serait pas l'eau potable. A long terme, une grande puissance comme les États-Unis ne peut voir d'un mauvais œil le fait de s'étendre encore davantage sur le plan territorial et géopolitique.

Dans ce sens, les Américains pourraient secrètement avoir intérêt à ce que le Québec se sépare du Canada.

Les raisons que donnent les partisans du « oui » pour expliquer leur choix sont multiples.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, José Woehrling, professeur de droit constitutionnel à l'université de Montréal, explique les enjeux de cette consultation (lire aussi page 19).

Mais n'y a-t-il pas aussi une grande lassitude devant le débat constitutionnel ?

Certains vont voter « oui » sans enthousiasme, pour en finir. Car ils ont l'impression que si le « non » l'emporte, ce sera de peu et que dans dix ans, on continuera à discuter de cette question. Mais si le « oui » l'emporte, ce ne sera pas fini pour autant non plus. La redéfinition d'un certain nombre des structures politiques et économiques demande toujours du temps.

Propos recueillis par Sylviane Tramier

Les gospels de « saint Lucien »

M. Bouchard est la populaire figure emblématique du « oui »

MONTREAL
de notre envoyée spéciale

Les Québécois francophones aiment les dirigeants à leur image : chaleureux, courageux et... « normands » dans leurs choix. Ils avaient, dans cette catégorie, admiré feu René Lévesque, le « père » du premier référendum sur la « souveraineté-association » du Québec avec le reste du Canada, option rejetée en 1980 par 59,5 % des électeurs. Ils se reconnaissent aujourd'hui en Lucien Bouchard, qui conduit les forces du « oui » pour la seconde consultation organisée sur le même thème, lundi 30 octobre.

Avocat de formation, Lucien Bouchard sait, à cinquante-sept ans, mettre son élocution et d'indéniables talents théâtraux au service de sentiments passionnés. Rayonnant d'espoir ou tragiquement sombre, il déclare, parfois jusqu'à l'émotion, toute la gamme des émotions dont les Québécois raffolent pour rêver d'un pays bien à eux, sans rompre totalement les liens avec le reste du Canada. Ce rôle exigeant convient moins bien à Jacques Parizeau, le premier ministre de la province, un radical plus cérébral et distant. D'ailleurs, dès que ce dernier s'est égaré, début octobre, pour laisser au premier le soin de galvaniser les troupes souverainistes, le « oui » a remporté dans les sondages.

Lucien Bouchard avait déjà, en juin, convaincu Jacques Parizeau que les Québécois, plus nuancés que lui, repousseraient un référendum avec une question claire et nette sur l'indépendance. D'un adjectif d'une proposition de négociation d'un « nouveau partenariat économique et politique » avec le reste du Canada dans ladite question. Il a déjà été désigné pour mener ces pourparlers de « peuple à peuple et d'égal à égal » avec Ottawa.

Pour toutes ces raisons, Lucien Bouchard a été surnommé « le sauveur » par des editorialistes ironiques. Il avait été baptisé « saint Lucien » l'hiver dernier, pour son courage devant la maladie : une bactérie dévoreuse de chair avait mis ses jours en danger. Dans cette bataille, il a perdu la jambe gauche. Vaillamment, il a repris sa croisière pour la « souveraineté-partenariat ».

Marié à une Américaine, Lucien Bouchard a été surnommé « le sauveur » par des editorialistes ironiques. Il avait été baptisé « saint Lucien » l'hiver dernier, pour son courage devant la maladie : une bactérie dévoreuse de chair avait mis ses jours en danger. Dans cette bataille, il a perdu la jambe gauche. Vaillamment, il a repris sa croisière pour la « souveraineté-partenariat ».

Durant la campagne référendaire, les gospels de ce précheur de la souveraineté ont subi quelques coups. « Nous sommes une des races blanches qui font le moins d'enfants », s'est-il un jour exclamé. Le chœur des antiracistes l'a forcé à s'excuser rapidement. Si Lucien Bouchard n'a rien d'un xénophobe, certains nationalistes québécois ont parfois tendance à pencher vers l'intolérance frileuse. Le camp du « non » a préféré ériger « le sauveur » sur d'autres imprudences verbales : « Un oui, ça o quelque chose de magique. D'un coup de baguette, ça transforme la situation », s'est-il exilé dans une envolée aux accents démagogiques. Les Québécois « veulent savoir s'ils pourraient plus ou moins d'impôts. Ce n'est pas la baguette magique de Lucien Bouchard qui va les faire vivre », a répliqué le premier ministre canadien, Jean Chrétien.

Lucien l'enchantement réussira-t-il là où René Lévesque a échoué ? Que le référendum soit gagné ou perdu, on lui prédit de succéder à Jacques Parizeau, qui se déclare, à cinquante-cinq ans, bien fatigué. « Saint Lucien » se laisse courtiser.

Martine Jacot

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

LES PREFETS DU LOIRET, DE LA NIEVRE ET DE LA SEINE-ET-MARNE COMMUNIQUENT :

Une enquête publique d'un mois, du 21 novembre 1995 au 21 décembre 1995 inclus est ouverte sur le projet présenté par la Société des Autoroutes PARIS-RHIN-RHONE (SAPRR), dont le siège est situé 41 bis, avenue Bosquet, 75007 PARIS, en vue d'obtenir l'autorisation, au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application, pour les rejets dans le milieu naturel relatifs à la future autoroute A.77 NEMOURS-NEVERS, tronçon OORDIVES - COSNE SUR LOIRE (rev. A.67).

Le tracé de l'autoroute OORDIVES - COSNE SUR LOIRE s'étend sur 3 départements (SEINE ET MARNE, LOIRET, NIEVRE) et concerne 36 communes. La zone traversée est subdivisée en 5 unités hydrographiques :

- LOING AVAL
- FUSAIN
- LOING AMONT
- TREZEE
- COTEAUX DE LOIRE

Le dossier correspondant à chaque unité hydrographique est déposé dans chaque commune concernée et selon les modalités ci-après, afin que le public en prenne connaissance, pendant les heures habituelles d'ouverture des Mairies et formule ses observations sur un registre ouvert à cet effet :

DEPARTEMENT DU LOIRET (45)

MAIRIES

BATILLY EN PUISAYE
BOISMORAND
BONNY SUR LOIRE
BRIARE
(LA) BUSSIÈRE
CHALETTE SUR LOING
CHEVILLON SUR HULLARD
(LES) CHOUX
COROUILLEROY
DAMMARIE EN PUISAYE
DORVILLE
GIEN ARRABLOY
GIROLLES
GONOREVILLE
MONTARGIS

BASSINS HYDROGRAPHIQUES concernés

COTEAUX DE LOIRE
LOING AMONT
COTEAUX DE LOIRE
TREZEE
LOING AMONT et TREZEE
LOING AMONT
LOING AMONT
LOING AMONT
FUSAIN et LOING AMONT
COTEAUX DE LOIRE
LOING AVAL
TREZEE
FUSAIN
FUSAIN
LOING AMONT

MAIRIES

NARGIS
NOGENT SUR VERNISSON
OUSSON SUR LOIRE
OUSOUY EN GATINAIS
OUZOUER OES CHAMPS
OUZOUER SUR TREZEE
PANNES
PREFONTAINES
SAINT HILAIRE SUR PUISEUX
THOU
TREILLES EN GATINAIS
VARENNES CHANGY
VILLEMANDEUR
VIMORY

BASSINS HYDROGRAPHIQUES concernés

LOING AVAL et FUSAIN
LOING AMONT
TREZEE et COTEAUX DE LOIRE
LOING AMONT
LOING AMONT
TREZEE
LOING AMONT
FUSAIN
LOING AMONT
COTEAUX DE LOIRE
FUSAIN
LOING AMONT
LOING AMONT
LOING AMONT

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE (77)

MAIRIES

CHATEAU LONDON
SOUPPES SUR LOING
LOING AVAL et FUSAIN
LOING AVAL

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE (58)

MAIRIES

ANNAY
(LA) CELLE SUR LOIRE
COSNE SUR LOIRE
MYENNES
NEUVY SUR LOIRE

BASSINS HYDROGRAPHIQUES concernés

COTEAUX DE LOIRE

Une commission d'enquête, comprenant 5 membres titulaires et deux membres suppléants a été désignée par le Tribunal Administratif d'Orléans :

Président : M. Robert LECOMTE, Ingénieur des TPE à la retraite.
Membres titulaires : M. Jean AUTISSIER, Conseiller en aménagement et environnement industriel à la retraite (Président suppléant en cas d'empêchement de M. LECOMTE).
M. Henri OLINDIN, Ingénieur des Travaux des Eaux et Forêts à la retraite.
M. Jacques SAUTRE, Chef de district SNCF à la retraite.
M. Jacques GILLARD, Directeur d'entreprise de bâtiments et travaux publics.
Membres suppléants : M. Pierre GAOY, Ingénieur TPE à la retraite.
M. Michel OELCROUX, Ancien responsable d'entreprise de transport.

Un ou plusieurs membres de la Commission d'enquête se tiendra (se tiendront) à la disposition du public pour recevoir ses observations :

TRONÇONS	PERMANENCE DES COMMISSAIRES ENQUÊTEURS
LOING AVAL Communes de SOUPES SUR LOING, CHATEAU LONDON (77), DORDIVES et NARGIS (45)	1 MAIRIE DE CHATEAU LONDON (77) Dates et heures des permanences : ► Jeudi 23 novembre 1995 de 9h à 12h ► Jeudi 14 décembre 1995 de 9h à 12h 2 MAIRIE DE DORDIVES (45) Dates et heures des permanences : ► Mercredi 22 novembre 1995 de 15h à 18h ► Mercredi 13 décembre 1995 de 15h à 18h
FUSAIN Communes de NARGIS, PREFONTAINES, GIROLLES, TREILLES EN GATINAIS, COROUILLEROY, GONOREVILLE (45) + commune sur le territoire de laquelle l'opération est susceptible de faire sentir ses effets : - CHATEAU LONDON (77)	3 MAIRIE DE COROUILLEROY (45) Dates et heures des permanences : ► Mardi 21 novembre 1995 de 9h à 12h ► Jeudi 14 décembre 1995 de 9h à 12h
LOING AMONT Communes de COROUILLEROY, PANNES, CHEVILLON SUR HULLARD, VILLEMANDEUR, VIMORY, OUSOUY EN GATINAIS, SAINT HILAIRE SUR PUISEUX, VARENNES CHANGY, OUZOUER OES CHAMPS, NOGENT SUR VERNISSON, LES CHOUX, BOISMORAND et LA BUSSIÈRE (45) + communes sur le territoire desquelles l'opération est susceptible de faire sentir ses effets : - CHATELLE SUR LOING (45) - MONTARGIS (45)	4 MAIRIE DE VILLEMANDEUR (45) Dates et heures des permanences : ► Mardi 21 novembre 1995 de 14h30 à 17h30 ► Jeudi 14 décembre 1995 de 14h30 à 17h30
TREZEE Communes de LA BUSSIÈRE, GIEN-ARRABLOY, BRIARE, OUSOUY SUR LOIRE et OUZOUER SUR TREZEE (45)	5 MAIRIE DE NOGENT SUR VERNISSON (45) Dates et heures des permanences : ► Lundi 27 novembre 1995 de 15h à 18h ► Jeudi 21 décembre 1995 de 15h à 18h
COTEAUX DE LOIRE Communes de OUSOUY SUR LOIRE, BONNY SUR LOIRE, DAMMARIE EN PUISAYE, BATILLY EN PUISAYE, THOU (45), NEUVY SUR LOIRE, ANNAY, LA CELLE SUR LOIRE, MYENNES, COSNE SUR LOIRE (58)	6 MAIRIE DE BRIARE (45) Dates et heures des permanences : ► Lundi 4 décembre 1995 de 15h à 18h ► Lundi 18 décembre 1995 de 15h à 18h
	7 MAIRIE DE BONNY SUR LOIRE (45) Dates et heures des permanences : ► Vendredi 24 novembre 1995 de 9h à 12h ► Mardi 19 décembre 1995 de 9h à 12h
	8 MAIRIE DE COSNE SUR LOIRE (58) Dates et heures des permanences : ► Mardi 28 novembre 1995 de 15h à 18h ► Vendredi 15 décembre 1995 de 14h à 17h

Dans une grande Université
CALIFORNIE FLORIDE
Stages linguistiques ou Etudes.
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in America
CEPES 42, avenue Bosquet, 75007 PARIS
(1) 45 50 28 28

صكنا من الامم

Saddam Hussein maintient son emprise sur l'Irak

Le président mise sur une levée des sanctions

BAGDAD
de notre envoyé spécial
Sans réelle valeur politique, tant la liberté est un mot inconnu en Irak, le récent plébiscite, qui a confirmé pour un nouveau mandat de sept ans le président Saddam Hussein, a toutefois permis à ce dernier de montrer aux yeux du monde que les sanctions n'ont pas réellement affaibli son emprise et qu'il demeure toujours l'homme fort du pays.

Le fait que cet exercice ait pu se dérouler dans tout le pays - à l'exception des trois gouvernorats kurdes, qui échappent pour l'instant à l'autorité du gouvernement central - sans incidents notables, est à mettre au crédit d'une sécurité qui fonctionne toujours efficacement. Contrairement à l'habitude, aucune partie de l'Irak n'a été interdite de visite et des groupes de journalistes ou d'invités ont pu, sans problème, se rendre dans la zone des marais, au sud du pays, où des troubles sporadiques sont régulièrement signalés par l'opposition basée à l'étranger.

Que les marais aient été asséchés par les grands travaux d'irrigation, entrepris dans un but tout autant politique qu'économique, et que les habitants s'en plaignent à mi-voix, ne change rien à la réalité: le président Hussein et le parti Baas au pouvoir conservent une capacité de mobilisation dans tout le pays. Ceux qui ont osé dire «non» au président ont été vite repérés: près de 500 personnes ont été arrêtées dans la région de Ramadi, où des troubles avaient eu lieu en mai et où les «non» auraient atteint 40 % des votants. Une trentaine d'autres contestataires ont été arrêtés à Kerbala, ville sainte chiite, et tout autour de Bagdad.

Présenté comme une première étape sur la voie de la démocratisation, ce plébiscite est aussi le point de départ d'une remise en ordre au sein d'un régime secoué par des querelles de famille et des contestations tribales. «En ce sens», affirme un observateur, la fuite en Jordanie, le 8 août, du gendre du président, le général Hussein Kamel Hassan, a facilité les choses. Le centre de pouvoir que ce dernier avait constitué autour de lui a été démantelé et ombre d'institutions qu'il avait mises

fautes de confiance. Dans le soubresaut de brider, également, les extravagances d'Oudai, le président a demandé à son fils de vendre quelques-unes des 78 voitures de luxe qu'il possédait. Devant le refus de ce dernier, 28 de ces véhicules ont été récemment brûlés dans la cour du palais présidentiel. M. Hussein a aussi ordonné, récemment, le retour à Bagdad d'une voiture d'Oudai arrêtée à la frontière irako-jordanienne, avec, à l'intérieur, une mallette contenant 600 000 dollars en billets et 50 lingots d'or.

«Le problème est que l'avenir du pays sera déterminé davantage à New York ou à Washington qu'à Bagdad»

Avant l'élection d'une nouvelle assemblée, annoncée pour le début de l'année prochaine, un nouveau gouvernement devra voir le jour. A en juger d'après les premières consultations engagées à cette fin, le président renoncera au poste de premier ministre qu'il occupe, en faveur d'un baasiste qui n'a pas été mêlé à la politique des cinq dernières années. «Les personnes consultées jusqu'à présent», commente un observateur, «appartiennent toutes à de grandes familles restées plus ou moins dans l'ombre ces dernières années». Cette volonté d'élargir la base du régime, et de montrer une unité derrière le président, s'était déjà exprimée lors de la cérémonie d'investiture de ce dernier, à laquelle avaient été invités tous les anciens responsables du régime baasiste et l'ancien président Abdel Rahmane Aref, renversé en 1968.

«Le régime veut redonner espoir aux gens, les convaincre que le futur sera meilleur», affirme un diplomate, qui ajoute toutefois: «Le problème est que l'avenir du pays sera déterminé davantage à New York ou à Washington qu'à Bagdad». Toutefois, malgré les rapports très négatifs de la commission de l'ONU sur le désarmement, les dirigeants irakiens se disent optimistes sur une prochaine levée des sanctions. «Depuis le début du mois d'août (après la défection du général Hassan), nous sommes très ouverts et très coopératifs et, en quelques semaines, nous pourrions tout conclure avec la commission», affirme le général Amer Rachid, ministre du pétrole et principal interlocuteur de Rolf Eickus, chef de la commission chargée du désarmement de Bagdad. «Il reste quelques petits problèmes sur les programmes passés, que nous espérons résoudre en quelques semaines», ajoute-t-il.

L'optimisme des dirigeants irakiens tient peut-être à la nervosité des hommes d'affaires étrangers qui se succèdent à Bagdad pour être prêts au cas où... Déjà, des affaires sont conclues. Comment expliquer, en effet, la récente acquisition par l'Irak de 150 camions semi-remorques Mercedes flamants neufs qui circulent entre la Jordanie et l'Irak? Comment les pilotes d'Iraqi Airways peuvent-ils s'entraîner sur des simulateurs de vol en Allemagne? Comment une compagnie britannique se fait-elle payer l'entretien du Boeing 747 d'Iraqi Airways?

A la frontière irako-jordanienne, comme au nord de Mossoul, où l'on entre dans la zone kurde qui échappe au contrôle de Bagdad, les camions bâchés sont particulièrement nombreux et l'activité est intense. Les convois que suscite le marché irakien sont, au fil des ans, plus grandes, ce qui pourrait expliquer la confiance des responsables irakiens, malgré tous les signes négatifs de l'ONU.

Fr. C.

Querelle américano-européenne à la conférence économique du Proche-Orient

Des rivalités interarabes sont apparues dès la séance d'ouverture

Latente depuis un an, une querelle américano-européenne sur la création d'une «Banque pour le développement économique du Proche-Orient»

et de l'Afrique du Nord» voulue par les Etats-Unis a éclaté au grand jour, dimanche 29 octobre, à l'ouverture, à Amman, de la deuxième

conférence pour le développement économique de ces deux régions. L'Arabie saoudite a exprimé son opposition à la création de cette institution.

AMMAN
de notre correspondant au Proche-Orient

«Notre objectif est de revitaliser le développement de cette région et d'améliorer le niveau de vie de ses peuples», a déclaré, dimanche 29 octobre, le roi Hussein, à l'ouverture de la deuxième conférence pour le développement économique du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. Un an après le premier forum de Casablanca, la présence israélienne, au milieu d'un parterre de deux mille participants, pour la plupart arabes, n'étonne plus. Beaucoup plus discrets qu'au Maroc, les Israéliens comme les autres sont là pour faire des affaires, et le premier ministre, Itzhak Rabin, l'a dit d'emblée: «Désormais, tous les projets doivent porter sur l'amélioration du niveau de vie des populations».

La volonté affichée de privilégier l'économie sur la politique n'a toutefois pas empêché la querelle américano-européenne sur la création d'une «Banque pour le développement du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord», d'éclater au grand jour. Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a en effet annoncé le lancement de cette banque, dont le siège sera au Caire. Après une longue nuit de discussions, à la veille de l'ouver-

ture du sommet, les Européens avaient toutefois réussi à faire préciser dans le projet de déclaration finale que les négociations sur la création de cet établissement continueraient jusqu'au 31 décembre.

Mais d'ores et déjà les Allemands et les Français ont très clairement affirmé leur opposition à la création de cette nouvelle institution, qu'ils considèrent comme trop lourde et faisant double emploi avec les organismes déjà en place dans la région. «Nous ne voulons pas bloquer ce projet, mais nous estimons que c'est une institution inappropriée parce que trop coûteuse et trop longue à mettre en place», a affirmé le ministre allemand de l'économie, Gunther Rexrodt.

TENSIONS

Rappelant que l'Europe contribue à hauteur de 32 % au développement de cette région, le ministre français de l'Industrie, Yves Galland, s'est étonné, avec quelque ironie, que «les promoteurs de ce projet ne figurent pas parmi les plus grands fournisseurs d'aide. La France n'a pas l'intention de participer à cette banque», a-t-il dit.

Les Européens ont reçu le soutien du chef de file des monarchies pétrolières du Golfe, «Il n'est pas question pour l'Arabie saoudite de

participer au capital de la banque», a affirmé le ministre saoudien du commerce, Oussama El Fakih. Il a précisé que son pays n'a pas non plus l'intention de financer des projets régionaux puisqu'il a «déjà accordé 74 milliards d'aide à la région».

Dans ces conditions, le forcé américain pourrait bien n'être qu'une victoire à la Pyrrhus, d'autant qu'il faudra au moins deux ans pour mettre en place les structures de la banque. Pour satisfaire la Jordanie, qui voulait abriter le siège de la Banque, la conférence a décidé d'établir, à Amman, le secrétariat permanent du groupe de travail sur le développement économique des négociations multilatérales de paix. Ce secrétariat, dont il reste à définir le rôle, le fonctionnement et la structure, pourrait voir le jour dans les six mois. «En se battant jusqu'au bout pour obtenir le siège d'une banque dont l'existence demeure incertaine, l'Egypte et la Jordanie ont compromis leur chance d'obtenir à court terme des financements ciblés», a déclaré au Monde, sous couvert d'anonymat, un délégué européen.

La tension égypto-jordanienne s'est manifestée dès la première séance plénière. Reprenant sèche-

ment le chef de la diplomatie égyptienne, Amr Moussa, qui repro-

chait à certains pays arabes d'«avoir traité trop vite vers la paix avec Israël», le roi Hussein a rappelé que l'Egypte avait précédé de dix-sept ans tous les autres pays, en signant, en 1979, à Camp David, la paix avec l'Etat juif. «Pour rattraper le temps perdu, il ne faut pas morcher mois courir à toutes jambes», a insisté le souverain hashémite.

Un autre conflit interarabe, qui risque de laisser des traces, a opposé l'Egypte au Qatar pour le lieu de la prochaine conférence. Alors que les Qataris plaident pour Doha, ou Dubaï dans les Emirats arabes Unis «afin d'impliquer davantage les pays du Golfe dans le développement économique de soutien à la paix», la conférence a tranché en faveur du Caire, les Egyptiens refusant de céder.

Ces querelles éminemment poli-

ques augurent mal d'une entente des participants sur un plan global de développement, qui nécessite pourtant la mobilisation de très importants financements. Loin de ces préoccupations, les hommes d'affaires ont toutefois commencé à discuter des projets qui feront l'objet de présentations détaillées, lors des travaux qui s'achèveront mardi soir.

RHÔNE-POULENC INFORME SES ACTIONNAIRES

Résultats des 9 premiers mois de 1995

Les résultats à fin septembre 1995 sont en progression par rapport aux neuf premiers mois de 1994, grâce aux progrès de l'activité dans les quatre secteurs du Groupe.

Le programme de cessions réalisé en 1994 et destiné à recentrer les activités du Groupe sur ses métiers stratégiques, a sensiblement diminué le périmètre de consolidation. C'est pourquoi, seules les données à structure comparable sont véritablement représentatives des tendances d'évolution.

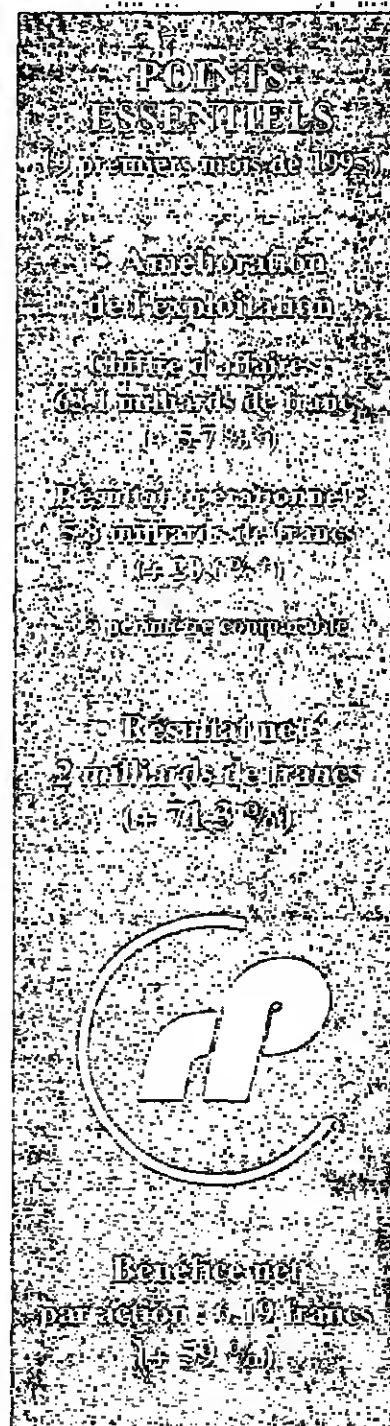
POURSUITE DE L'AMÉLIORATION DE L'EXPLOITATION

Le chiffre d'affaires consolidé des neuf premiers mois progresse de 5,7 % à structure comparable, grâce à l'amélioration des volumes et des prix de vente.

Pour le troisième trimestre, la hausse est de 1,6 % seulement, la baisse du dollar ayant occulté en grande partie la croissance de l'activité.

Le résultat opérationnel des 9 premiers mois augmente de 20,6 % à périmètre comparable; il reste stable au troisième trimestre.

Avant provisions pour restructuration, la progression est de 11,3 % pour les 9 premiers mois et de 4,2 % au troisième trimestre, grâce aux progrès de l'activité dans les quatre secteurs, et malgré la dégradation de la conjoncture brésilienne au troisième trimestre.



FORTE PROGRESSION DU RESULTAT NET DES 9 PREMIERS MOIS

Le résultat net progresse de 71,3 % par rapport à la période correspondante de 1994 - malgré une baisse de 17 % au troisième trimestre 1995 - grâce à l'amélioration significative de l'exploitation et à la baisse des frais financiers nets.

Pour l'ensemble de l'année 1995, le Groupe confirme ses prévisions d'une amélioration sensible de son résultat net.

RÉSULTATS PAR SECTEUR 9 premiers mois 1995		
Chiffre d'affaires	MF	% 95/94*
Santé	25 839	+ 3,5
Agro	9 112	+ 4,2
Chimie	21 501	+ 5,6
Fibres et polymères	9 950	+ 14,8
Autres**	2 281	-
Total	63 121	+ 5,7
Résultat opérationnel	MF	% 95/94*
Santé	3 385	+ 12,3
Agro	1 170	+ 20,0
Chimie	870	+ 12,5
Fibres et polymères	853	+ 35,1
Autres**	- 529	-
Total	5 779	+ 20,6

* à périmètre comparable (1994 à structure 1995)

** y compris élimination des ventes inter-secteurs

Prochains rendez-vous
Annonce résultats 1995: 31 janvier 1996
Assemblée générale: 10 avril 1996

Pour toute information complémentaire:
Relations Actionnaires,
Rhône-Poulenc,
Philippe Rumeau,
25, quai Paul Doumer,
92406 Courbevoie cedex

N° Vert 8000
Minitel
3616 CLIFF Rhône-Poulenc

RHÔNE-POULENC

Israël redoute des représailles après l'assassinat du chef du Djihad islamique

L'annonce du meurtre de Fathi Chakaki, jeudi à Malte, a provoqué une manifestation à Gaza

L'armée et la police israélienne sont en état d'alerte depuis l'annonce de l'assassinat, attribué aux services secrets israéliens, du chef du

Djihad islamique. Fathi Chakaki a été tué, jeudi à Malte, par un commando non identifié de deux hommes qui se sont enfuis sur une moto intro-

duite sur l'île par un Français. Le mouvement extrémiste palestinien a promis de venger la mort de son chef en tuant des Israéliens.

AMMAN
de notre correspondante
ou Proche-Orient

Derrière son bureau, dans un petit appartement du camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk, à Damas, Fathi Chakaki apparaît comme un homme affable, toujours prompt à expliquer les fondements de la lutte du Djihad islamique. Il avait plus l'air d'un professeur que du médecin qu'il était pourtant. Né, en 1952, à Rafah, dans la bande de Gaza, dans une famille de Palestiniens réfugiés en 1948, il fait ses études de médecine au Caire, où il commence à se rapprocher d'un islamisme politique au contact des Frères musulmans. Il reproche toutefois à ceux-ci de privilégier l'islamisation de la société à la lutte politique, particulièrement en Palestine. Avec quelques-uns de ses amis palestiniens étudiants, il fonde donc, au début des années 80, le mouvement qui allait devenir le Djihad islamique.

La révolution en Iran, en 1979, le persuade que l'islam est l'arme la plus efficace pour sa lutte. « J'ai découvert à ce moment-là que l'islam pouvait même venir à bout des États-Unis. Cela a été une révélation », nous avait-il affirmé lors d'un entretien. Il consacre un livre au « Guide de la révolution islamique », l'imam Khomeiny - Khomeiny, la solution alternative -.

dans lequel il soutient que le devoir des musulmans du monde entier est de « libérer la Palestine de l'occupation sioniste ».

Après la chasse aux extrémistes islamistes qui suit l'assassinat du président égyptien Anouar el-Sadate, en 1981, Fathi Chakaki est brièvement arrêté, puis expulsé vers Gaza. Il y est de nouveau arrêté, pour une courte période, par les services de sécurité israéliens. Avec Cheikh Abdel Aziz Odeh, dont il s'était récemment éloigné, il assoit la présence du Djihad islamique à Gaza. Celui-ci se sera jamais un mouvement de masse mais recruté plutôt dans le cercle restreint des intellectuels et développe, au fur et à mesure de la lutte contre l'occupation israélienne, une aile militaire efficace et très cloisonnée.

En 1986, Fathi Chakaki est condamné à quatre ans de prison par un tribunal militaire israélien. Deux ans plus tard, il est expulsé vers le Liban, où il noue des liens avec le parti chiite pro-iranien du Hezbollah qui lutte contre l'occupation israélienne du Liban-sud. Il continue ses activités militantes et le Djihad islamique joue un rôle non négligeable dans le déclenchement de l'intifada, en décembre 1987.

Fathi Chakaki s'installe ensuite à Damas, tout en faisant de fréquents séjours au Liban. Il entre-

tient de bonnes relations avec les dix organisations palestiniennes opposées aux négociations de paix avec Israël. Sans nier l'aide financière de l'Iran, il assure toutefois que son mouvement garde son autonomie. Refusant totalement les accords de paix avec Israël, il estime que « nul n'a le droit d'abandonner une terre musulmane » et que « la lutte islamique, aussi longue soit-elle, assurera le succès aux musulmans ».

UN « CATASTROPHE »

Beaucoup moins bien implanté dans la société palestinienne que le Mouvement de la résistance islamique Hamas, le Djihad revendique néanmoins un nombre important d'attentats meurtriers anti-israéliens. Fathi Chakaki se défend cependant d'être un « terroriste », affirmant que son mouvement n'a jamais agi et n'agira jamais hors d'Israël et des territoires occupés. Avec le nouveau cours des relations israélo-palestiniennes et l'instauration de l'autorité autonome à Gaza, le Djihad a très souvent maillé à partir avec les services de sécurité palestiniens. En juin, Israël bannit la femme et les trois enfants du chef du mouvement extrémiste.

A un responsable américain qui se plaint de la liberté d'action dont jouissait Fathi Chakaki à Damas, le président syrien Hafez el-Assad

avait récemment répondu en substance que le chef du Djihad était un réfugié interdit de rentrer chez lui et que ce n'était pas depuis la Syrie qu'il posait des bombes.

Dès l'annonce de son assassinat, le Djihad islamique s'est immédiatement donné un nouveau chef en la personne de Ramadan Abdallah Chalabi, qui est lui aussi un intellectuel originaire de la bande de Gaza. Né, en 1955, il a suivi des études de sciences économiques et politiques en Égypte, en Grande-Bretagne puis aux États-Unis, et vit discrètement au Liban depuis 1988.

Plus de mille militants du mouvement fondé par Fathi Chakaki ont manifesté à Gaza, dimanche 29 octobre, à l'annonce du meurtre de leur chef. Le Djihad a qualifié de « catastrophe » la mort de son dirigeant, imputée aux services secrets israéliens, et a annoncé que « chaque sioniste, où qu'il soit sur terre, sera une cible pour nos combattants et nos bombes humaines ». L'Autorité palestinienne a condamné l'assassinat de Fathi Chakaki sans pour autant en blâmer Israël. L'État juif a assuré de son côté que ce meurtre ne remettra pas en cause le processus de paix tout en mettant l'armée et la police en état d'alerte pour prévenir d'éventuelles représailles.

Françoise Chipaux

La presse algérienne dénonce l'aide sous conditions de la France

ALORS QU'À ALGER l'ensemble de la presse, traduisant apparemment la position officielle, continue une virulente campagne antifrancaise et ironise sur l'« aide économique » accordée par la France, on s'efforce, à Paris, de calmer le jeu par des déclarations conciliantes. « Je ne crois pas qu'il appartienne à la France de porter jugement sur la façon dont les Algériens conduisent leurs affaires », a déclaré Hervé de Charette, dimanche 29 octobre sur Europe 1. Mais si nous apportons notre aide, nous sommes fondés à dire que cette aide est d'une certaine façon liée à un certain processus économique et politique. Pour sa part, Edouard Balladur, dimanche sur TF 1, s'est dit clairement partisan de conditionner l'aide économique au respect de la démocratie. « J'oppose tout à fait ce qu'on dit là-dessus M. Chirac », a souligné l'ancien premier ministre.

En revanche, pour Yves Bonnet, député UDF-PR de la Manche, président du groupe d'amitié France-Algérie à l'Assemblée nationale, toute conditionnalité de l'aide économique est une « erreur grossière ». « Nous devons tout faire pour aider l'Algérie, tout, sauf sur un plan : nous n'avons pas à intervenir dans ses affaires politiques », a-t-il estimé, dimanche, à Alger, dans un entretien au quotidien gouvernemental *Horizons*. M. Bonnet a été, à plusieurs reprises, chargé de missions officielles auprès des autorités algériennes.

La presse algérienne, gouvernementale et privée, continue d'amplifier les réactions négatives suscitées par la déclaration de M. Chirac, parce que *El Watan* « comme une menace qui accompagne ce qui a l'air d'être comme un nouveau discours français ». Le *Tribune*, qui laisse entrevoir une possible « réaction très ferme » d'Alger contre « l'impair diplomatique de Chirac », a estimé que

la France, qui ferait ainsi preuve d'ingérence « flagrante » dans les affaires algériennes, tire trop de substantiels profits de son commerce avec l'Algérie pour qu'elle « les sacrifie à une motivation politique quelconque ». « Qui permet à M. Chirac de juger et de jouer la démocratie dans notre pays ? » s'insurge, de son côté, le quotidien *Liberté*.

Une semaine après le lancement de la campagne pour l'élection présidentielle du 16 novembre, la violence s'amplifie, notamment dans le centre du pays. Dimanche, l'explosion d'un camion piégé, à Rouiba, au cœur de la zone industrielle d'Alger, a tué, officiellement, six personnes et fait une centaine de blessés, au vu de l'ampleur des dégâts, le nombre des victimes pourrait être beaucoup plus élevé. L'attentat, apparemment identique à celui perpétré, début septembre, à Meftah, visait une gendarmerie et une résidence de familles de policiers.

La conférence de presse que devait donner, lundi 30 octobre, à Paris, le secrétaire général du Front des forces socialistes, Hocine Ait Ahmed, a été interdite par arrêté préfectoral, la France refusant d'être partie prenante dans la campagne électorale. (AFP Reuters)

RAFAL

Face à la gare St-Lazare

Habille les hommes

GRANDS FORTS

15, place du Havre
Paris 98 - Tél. 45.87.34.84

CAP 2000 - NICE
18, av. J. Médecin

LYON - Floray
80, rue E. Herriot

La justice sud-africaine poursuit un ancien ministre de la défense

JOHANNESBURG

correspondance

Des poursuites judiciaires ont été lancées contre l'ancien ministre de la défense, le général Magnus Malan, et une partie de la hiérarchie militaire du régime de l'apartheid. Le général Malan et dix officiers supérieurs à la retraite, dont l'ancien chef de l'armée de terre, le général Liederberg, sont accusés d'avoir contribué à alimenter la violence dans le Natal dans les années 80. C'est la première fois que des hauts responsables militaires du régime de l'apartheid sont poursuivis en justice pour avoir participé à la politique de déstabilisation des mouvements antipartheid, menée à l'époque par une partie de l'armée et de la police.

Ces responsables doivent comparaître, jeudi 2 novembre, devant le tribunal de la province du KwaZulu-Natal. Le leur est reproché d'avoir joué un rôle essentiel dans le massacre de treize personnes en janvier 1987 dans cette région. Cette action visait un responsable du Front démocratique uni (UDF), coalition proche de l'ANC alors interdite. Les accusés devaient être arrêtés et inculpés à l'occasion de leur comparution devant le tribunal, mais pourraient être laissés en liberté provisoire sous caution.

Les poursuites judiciaires contre ces personnalités, décidées par le procureur du KwaZulu-Natal, ont été confirmées, dimanche, par le ministre de la sécurité, Sidney Mufamadi. Il a indiqué qu'elles faisaient suite à une enquête de plus d'un an menée par une unité spéciale de la police, après les révélations de la commission d'enquête sur la violence conduite par le juge Richard Goldstone.

Cette commission avait mis au jour les activités occultes menées

par la police et l'armée dans le cadre de la « troisième force ». Ces révélations avaient débouché sur la mise à pied ou le départ à la retraite de plusieurs officiers supérieurs et sur le procès du colonel De Kock, chargé de la lutte contre l'ANC au sein de la police.

Le général Malan avait été limogé de son poste de ministre de la défense, en 1991, après les révélations sur son implication dans la formation d'« escadrons de la mort » dans le Natal. Son inculpation prolongera le processus engagé avec la commission Goldstone. Le chef du Parti national, alors chef de l'Etat, le vice-président Frederick De Klerk, y voit une menace pour le processus de réconciliation. Il estime que les actes incriminés doivent bénéficier de l'amnistie prévue pour les crimes politiquement motivés.

L'ancien chef d'état-major de l'armée et chef du Front de la liberté, parti d'extrême droite représenté au Parlement, Constand Viljoen, dénonce, de son côté, une opération politique menée à quelques jours des élections locales.

Frédéric Chambon

Le gouvernement portugais officiellement investi

LISBONNE. Le nouveau gouvernement, issu des élections législatives du 1^{er} octobre, a été officiellement investi, samedi 29 octobre, par le président Mario Soares. Composé de 17 ministres et de 39 secrétaires d'Etat (Le Monde du 14 octobre), le nouveau cabinet du premier ministre socialiste Antonio Guterres succède au gouvernement de centre-droit d'Anibal Cavaco Silva. Antonio Guterres a réaffirmé à cette occasion son intention de respecter les engagements européens du Portugal, en précisant : « Il nous faut trouver un point d'équilibre entre notre insertion en Europe et notre vocation atlantique qui passe par une coopération dynamique avec le Brésil et les pays africains lusophones ». (AFP)

Rééquilibrage des échanges commerciaux franco-allemands

LES ÉCHANGES commerciaux entre la France et l'Allemagne ont été pratiquement équilibrés en août, le déficit côté français d'ayant pas dépassé 94 millions de francs. Sur les cinq derniers mois, le déficit mensuel moyen n'est plus que de 280 millions de francs alors qu'il était longtemps resté considérable. Un premier changement important s'était produit en 1991, conséquence de la réunification. Cette année-là, les plus gros déficits commerciaux bilatéraux de la France avaient été enregistrés avec les États-Unis et le Japon, tandis que le déséquilibre vis-à-vis de l'Allemagne revenait à 12 milliards de francs et disparaissait même complètement en 1993 (-1,9 milliard de francs).

EUROPE

■ BULGARIE : le Parti socialiste (PSB, anciens communistes), au pouvoir en Bulgarie depuis décembre 1994, sort largement vainqueur des élections municipales du dimanche 29 octobre. Après le dépouillement de près de 80 % des suffrages, le PSB obtient près de 42 % des voix tandis que l'Union des forces démocratiques (UFD, principale formation d'opposition, anti-communiste) n'en recueille que 24 %. (AFP Reuters)

AMÉRIQUES

■ MEXIQUE : le frère emprisonné de l'ancien président Carlos Salinas de Gortari fait l'objet d'une enquête pour faux, des responsables ayant découvert qu'il était en possession d'un passeport sous un nom d'emprunt. Raul Salinas de Gortari doit comparaître en justice pour son rôle dans un assassinat politique commis l'an dernier. (Reuters)

ASIE

■ CORÉE DU SUD : l'ex-président Roh Tae-woo (1987-1993) a, vendredi 27 octobre, présenté ses excuses au pays pour avoir, durant son mandat, utilisé des fonds secrets provenant de contributions d'hommes d'affaires afin de financer des partis. (AFP)

■ SRI-LANKA : l'armée a consolidé, lundi 30 octobre, ses positions à Neervelli, ville prise dimanche aux rebelles tamouls après une bataille qui a causé au moins 91 morts, selon des sources militaires. Neervelli est l'un des plus importants avant-postes des Tigres de libération de l'Éelam tamoul (LTTE) à proximité de Jaffna, le bastion séparatiste de l'extrême nord de l'île. (AFP)

AFRIQUE

■ NIGERIA : le tribunal spécial de Port-Harcourt (sud) chargé d'instruire le procès des dirigeants du Mouvement pour la survie du peuple Ogoni (Mosp), accusés de meurtre, devait prononcer, lundi 30 octobre, ses premiers verdicts. (AFP)

■ ZIMBABWE : les élections municipales organisées, samedi 28 octobre, ont été entachées d'irrégularités. Dans la plupart des zones, grandes villes du pays, les candidats de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (Zanu-FP) du président Robert Mugabe étaient seuls en lice. Le parti au pouvoir est d'ores et déjà assuré de son succès. (AFP)

■ TUNISIE : Khennas Chammam, député et membre du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), le principal parti d'opposition dont le président a été récemment placé sous mandat de dépôt, s'est vu interdire de sortie du territoire, lundi 30 octobre, alors qu'il s'appretait à prendre l'avion pour Malte. M. Chammam, qui s'est vu retirer son passeport diplomatique, a entamé une « grève de la faim illimitée » pour obtenir la fin des tracasseries policières.

PROCHE-ORIENT

■ SYRIE : le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, est arrivé à Damas, lundi 30 octobre, pour tenter de relancer les négociations israélo-syennes bloquées depuis juin. (AFP)

ÉCONOMIE

■ PAKISTAN : le gouvernement a annoncé, samedi 28 octobre, une dévaluation de 7 % de la roupie par rapport au dollar, afin de protéger la compétitivité des exportations, notamment des produits textiles. (AFP)

■ CHINE : le taux d'imposition appliqué aux sociétés étrangères établies dans les zones économiques spéciales (ZES) de l'est du pays va bientôt augmenter afin de rééquilibrer le développement du pays au profit des provinces pauvres du centre, visant d'indiquer un haut responsable chinois. (AFP)

■ AGRICULTURE : la conférence de la FAO a adopté le 27 septembre un budget de 650 millions de dollars pour 1996-1997, contre 673,1 millions en 1994-1995 (-3,43 %). Le Congrès américain entend réduire sa contribution, à la FAO, à laquelle il doit déjà 76,5 millions de dollars. (AFP)



CONFERENCE
Internationale
MONTPELLIER
16-17 NOV.

Les enseignements de Genève

Après Télécom 95 à Genève et son foisonnement d'annonces :

OU VA L'INDUSTRIE
DES TELECOMMUNICATIONS ?

Les grandes tendances qui modifient en profondeur l'industrie des services et des équipements de télécommunications, avec la participation de nombreux experts internationaux, industriels, opérateurs, grands comptes et réglementeurs.

INFORMATION

☎ 33/67 14 44 44 - Fax 33/67 14 44 00
IDATE - BP 4167 FR-34092 Montpellier cedex 5
email : info@idate.fr

صكزا من الامل

FRANCE

LE MONDE / MARDI 31 OCTOBRE 1995

CONJONCTURE L'annonce par la président de la République que la lutte contre les déficits publics était dorénavant prioritaire a permis une sensible remontée du

franc qui avoisinait 3,47 pour un deutchmark lundi 30 octobre au matin. ● LA BANQUE DE FRANCE reste malgré cela prudente. Lundi elle n'a pas enclenché une baisse

de ses taux directeurs. M. Arthuis, la veille, avait dit son espoir d'une baisse « significative » des taux d'intérêt, baisse qu'avait souhaitée M. Chirac. ● CE VIRAGE de poli-

tique économique a été nié par M. Baroin, porte-parole du gouvernement, dimanche au « grand jury » RTL-Le Monde. ● M. BALLADUR, en revanche, s'est félicité de

cette évolution, « pour peu qu'elle soit suivie d'effet ». Il s'est inquiété d'une éventuelle hausse des impôts après celle déjà décidée en juin.

La rigueur dope le franc, mais la Banque de France reste prudente

Les marchés financiers ont réagi favorablement à la priorité donnée par M. Chirac à la réduction des déficits. Le porte-parole du gouvernement assure qu'il n'y a pas de changement de cap. M. Balladur s'inquiète d'une augmentation des impôts

LE FRANC continuait à s'apprécier face à la monnaie allemande, lundi matin 30 octobre. Il s'échangeait à 3,4635 francs pour un deutchmark, soit un gain de plus de 5 centimes par rapport à son cours de jeudi soir. Le message délivré par Jacques Chirac, jeudi 26 octobre sur France 2, a été bien reçu par les investisseurs. La priorité officiellement et solennellement accordée à la réduction des déficits publics les a rassurés. Le discours présidentiel a réussi là où la loi de finances rectificative pour 1995 et le projet de budget pour 1996 avaient précédemment échoué. En réaffirmant son attachement à la stabilité du franc, le président de la République a également permis de lever l'incertitude monétaire. « L'outre politique est morte jeudi soir », résume un analyste.

En dépit de la remontée spectaculaire du franc, la Banque de France a annoncé, lundi 30 octobre, qu'elle maintenait, à 5 %, le taux de ses appels d'offres, qui constitue le niveau plancher auquel les établissements de crédit se refinancent auprès de la banque centrale. L'institut d'émission a toutefois choisi d'accompagner la détente des taux d'intérêt de marché observée depuis vendredi. Il a abaissé de 6,75 % à 6,48 % le taux de l'argent au jour le jour.

PARTIE REMISE

Certains observateurs avaient espéré un geste plus significatif de la part de l'institut d'émission. Ils pensaient notamment que la Banque de France allait lever le dispositif de crise mis en place le lundi 9 octobre et annoncer une baisse du taux de ses prises en

pension à 24 heures, aujourd'hui fixé à 7 %. Les analystes jugent toutefois que la partie n'est que remise. Si le franc poursuit sa remontée, la baisse de ce taux plancher devrait intervenir au cours des prochains jours.

L'institut d'émission entend toutefois ne pas agir avec précipitation. Il reste vigilant et demeure fidèle à sa politique de baisse ordonnée des taux d'intérêt. Il cherche à démontrer son indépendance et il ne souhaite pas donner l'impression de céder à la pression du gouvernement, alors que, dimanche sur France 2, le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, avait assuré : « Nous sommes à la veille d'un virage de la politique monétaire. »

Ainsi Jean Boissonnat, membre du comité de la politique moné-

taire, a levé le voile, lundi matin au micro d'Europe 1, sur la stratégie de la Banque de France : « Les déclarations du chef de l'Etat, si elles sont suivies d'effet, et je pense qu'elles le seront, devraient ouvrir la voie à une politique de modération des taux d'intérêt. »

JUGER SUR LES ACTES

Le rythme de baisse des taux directeurs de la Banque de France n'est en vérité pas le souci majeur des investisseurs. Ils s'interrogent davantage sur le potentiel de détente des taux de marché. Ces derniers ont fortement baissé depuis le discours de Jacques Chirac. Les taux à trois mois s'inscrivaient lundi matin à 6,50 %, soit une baisse de près de 1 % par rapport à leur niveau de mercredi. L'écart de taux avec l'Allemagne est pour sa part revenu de 3,5 % à 2,6 %.

L'espoir du gouvernement est que cet écart va continuer à se réduire de façon très sensible. Au début du mois de février, il se situait à 0,3 %. Les opérateurs ne croient pas qu'il puisse retrouver rapidement un niveau aussi faible. Selon leurs anticipations, l'écart de taux d'intérêt à court terme entre la France et l'Allemagne devrait rester élevé au cours des prochains mois. Si les prévisions des opérateurs se révèlent exactes, elles constitueraient pour le gouvernement une sérieuse source de désappointement. Celui-ci espère en effet un alignement des taux français et allemands pour soutenir la croissance.

Plusieurs facteurs expliquent le relatif pessimisme des opérateurs sur le potentiel de baisse des taux d'intérêt français. Selon eux, le franc ne sera pas à l'abri de nou-

velles attaques au cours des prochains mois. Il est exposé à une éventuelle rectitude du dollar, qui se traduit mécaniquement par une hausse du deutchmark. La nervosité des opérateurs risque également de grandir à l'approche de la date du 1^{er} janvier 1996, prévue pour le passage à la troisième phase de l'union économique et monétaire européenne. Ce compte à rebours se traduira par une grande agitation sur le marché des devises européennes. Enfin, il faudra du temps au gouvernement pour regagner définitivement la confiance des investisseurs. Ces derniers ne vont pas se contenter des promesses présidentielles. Comme la Banque de France, ils vont désormais juger le gouvernement sur ses actes.

Pierre-Antoine Delhommas

François Baroin nie l'existence d'un virage

LA POLITIQUE est un art difficile. Pour être réussie, elle doit, de préférence, être réalisée par des professionnels. « En politique, comme partout ailleurs, il vaut mieux être un professionnel qu'un amateur », avait ainsi déclaré, pendant la campagne présidentielle, le futur premier ministre, Alain Juppé, en réponse à une attaque d'Edouard Balladur, qui, justement, affirmait ne pas être, lui, un « professionnel de la politique ». Six mois après la formation d'une nouvelle équipe en charge des affaires du pays, chacun peut juger sur pièce.

« Arrive un moment où il faut prendre les mesures qui s'imposent (...). Il faut tenter de lutter contre l'importance de notre dette et de nos déficits »

Invité du « Grand jury RTL-Le Monde », dimanche 29 octobre, le porte-parole du gouvernement, François Baroin, s'est essayé à cet art difficile qui consistait à mettre en images le nouveau message délivré par le président de la République lors de son intervention télévisée du 26 octobre, celui de la rigueur promise pour les deux prochaines années. Le nouveau président de l'association des maires de l'Aube - M. Baroin est

maire de Troyes - a nié farouchement que M. Chirac ait radicalement inversé son discours électoral, tout en essayant de faire comprendre le contraire. C'est que le porte-parole avait une rude tâche à accomplir : dire aux électeurs que rien n'avait changé et dire aux marchés que tout avait changé.

« Les propos de Jacques Chirac, jeudi dernier, ne se démontrent en rien (...) du discours fondateur de la porte de Versailles [du 17 février] qui avait lancé sa campagne présidentielle », a ainsi déclaré celui qui était déjà le porte-parole du candidat Chirac, avant d'ajouter : « Arrive un moment où il faut prendre les mesures qui s'imposent (...). Il faut tenter de lutter contre l'importance de notre dette et de nos déficits », dont la réduction « n'est que l'expression publique et affirmée de la réalité budgétaire et financière de notre pays qui nécessite des efforts ». Selon M. Baroin, il n'y a donc « aucune incohérence » entre les engagements électoraux et le nouveau cap postélectoral. « L'espérance qui a été levée par Chirac pendant la campagne électorale est réaliste », a souligné le porte-parole en assurant que M. Chirac a « déjà tenu beaucoup de ses engagements ».

Peu dupes de ce langage double, qui, pour certains d'entre eux, traduit en réalité une absence de projet, Edouard Balladur et ses partisans se sont félicités, dimanche soir, du changement de route ordonné par M. Chirac à son départ. « On revient un peu sur terre », a commenté François Léotard sur France 3. Le président du PR a ajouté : « Je crois que le président de la République a enfin cédé à ce que nous avions dit pen-

dant la campagne, à savoir qu'il fallait dire aux Français que la période qui s'annonce va être difficile. »

M. Balladur, qui serait fondé à penser que le ralliement de M. Chirac à ses thèses est un peu tardif, a déclaré, au cours de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1 : « Ce qu'on avait dit sur l'autre politique ne semble plus être d'actualité », avant de préciser : « Quant à la pensée unique, on me faisait le grief de considérer que j'étais le détenteur de la pensée unique, eh bien, je constate que tout se passe comme si c'était la pensée unique qui, finalement, devait l'emporter. » Satisfait de la clarification verbale faite par le chef de l'Etat, l'ancien premier ministre, pour autant, refuse de s'en tenir aux mots prometteurs, qui, selon une maxime néogauloise, n'engagent que ceux qui les entendent. « Les intentions, telles qu'elles ont été décrites, c'est très bien. Il faut que les actes suivent », a dit M. Balladur, en se félicitant que « la raison [paraît] revenir à l'ordre du jour, depuis quelques jours ».

S'il souhaite « le succès du gouvernement » auquel il suggère d'« inspirer confiance », le député du 15^e arrondissement de Paris n'en est pas moins hostile à de nouvelles augmentations d'impôts et de cotisations sociales : « On a déjà fait 80 milliards d'impôts de plus dans la loi qui a été votée au mois de juillet. Si on fait encore un point de CSG, ça fait 130 milliards d'impôts nouveaux en l'espace d'un an. C'est considérable, et je pense que c'est trop. » Par avance, M. Balladur met en garde contre la fracture de la reprise.

Olivier Biffaud

Le gouvernement joue sa crédibilité sur la réforme de la Sécurité sociale

« LE TEMPS des décisions lourdes de conséquences arrive pour le système français de Sécurité sociale. » Jacques Chirac ou Alain Juppé auraient pu prononcer cette phrase. Elle figure dans l'introduction du dernier rapport que la commission des comptes de la Sécurité sociale doit rendre public mardi 31 octobre. Son secrétaire général, Jean Marmot, donne ainsi le ton d'un débat qui va occuper le devant de la scène politique dans les semaines qui viennent. Tout en refusant de céder à l'alarmisme ambiant, qui préparait le terrain à un bouleversement du système de protection sociale, il juge que « la solidarité ne peut être financée à crédit » et que « la rapide résorption du déficit structurel persistant du régime général nécessite de nouvelles et pénibles mesures ». Elles devront, selon M. Marmot, « être perçues comme nécessaires et équitables par l'opinion publique ».

BAISSE DES RECETTES

L'urgence est inscrite dans les comptes arrêtés par le gouvernement. Le déficit définitif du régime général (salariés du privé) s'est établi à 54,8 milliards de francs en 1994. Les besoins de financement pour 1995 atteindront 64,5 milliards (61,9 milliards prévus en juillet) sur un total de dépenses de 1170 milliards. La dégradation des comptes constatée entre juillet et octobre s'explique par une baisse des recettes de 2,5 milliards. Quant à l'année 1996, elle se solderait - si rien n'est fait - par un « trou » de 60,4 milliards, estimation que M. Marmot juge « réaliste à environ 10 % près ». M. Juppé a exclu de laisser filer les comptes sociaux et pris l'engagement de réduire de 30 milliards le déficit prévu en 1996.

La situation de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), qui aura un déficit de 36,6 milliards en 1995 et de 30,2 milliards en 1996 (hors frais financiers), reste la plus préoccupante. En pleine préparation d'une réforme des hôpitaux - dont les grandes axes doivent être dévolus courant novembre par le Haut Conseil de la réforme hospitalière -, le rapport s'interroge sur les raisons de la progression des budgets des établissements de soins.

La masse salariale représente en moyenne 70 % de ces budgets. Or, les effectifs (hors médecins) ont augmenté de 15 000 agents (pour un coût annuel moyen de 200 000 francs par agent) sur la période 1992-1994. « De telles évolutions sont-elles compatibles avec une stricte maîtrise à long terme des budgets hospitaliers ? », demande M. Marmot.

Le rapport dénonce également la dérive des dépenses de médecine de ville. Sur les huit premiers mois de l'année, la hausse a atteint 6 % pour l'ensemble des régimes, alors que les médecins libéraux s'étaient en-



Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Si le déficit 1996 n'était pas résorbé, la Sécurité sociale devrait payer 8,2 milliards de francs financiers à l'Etat et à la Caisse des dépôts et consignations.

gagés à ne pas dépasser 3 % en 1995. Le poste des prescriptions pharmaceutiques a explosé (+8 % environ). M. Marmot, également président du comité économique du médicament - chargé de signer des accords de régulation avec les laboratoires et d'en assurer le respect - prévient que cette « évolution préoccupante » appelle une « réaction énergique et concertée de la part des pouvoirs publics et des professionnels ».

De son côté, le déficit de la branche vieillesse passerait de 13,9 milliards cette année à 12,6 milliards l'an prochain (hors frais financiers). Le rapporteur juge ces comptes « décevants » dans la mesure où la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS) a bénéficié de recettes nouvelles (suppression de la remise forfaitaire de 42 francs sur la CSG notamment) et qu'elle commence à engranger les résultats de la réforme des retraites décidée en juillet 1993. Enfin, le déficit de la

Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) passera de 12,6 milliards à 10,5 milliards en 1996. M. Marmot évoque sur ce point un « meilleur ciblage des prestations ». Ce débat a fait l'objet de très vifs échanges entre le gouvernement et les associations familiales.

OPTIMISME PRUDENT

M. Marmot estime que les prévisions pour 1996 sont fondées sur des hypothèses macro-économiques « prudemment optimistes ». Il reste confiant sur les chances de redressement de la « Sécu ». Les chiffres du gouvernement « mettent en évidence une amélioration non négligeable entre 1995 et 1996 des comptes annuels du régime général, que la croissance des frais financiers (...) masque ». En clair, si l'on retire les dépenses (8,2 milliards l'an prochain) liées au remboursement des prêts consentis au régime général en 1994-1995, la situation se stabilise. « Loin d'inciter au fatalisme, les nouveaux comptes prévisionnels apportent des raisons d'agir pour sauver la Sécurité sociale », souligne le rapporteur.

Il est désormais acquis que les déficits cumulés du régime général feront l'objet d'un refinancement dont les modalités ne sont pas encore connues. Cent dix milliards de dettes sont déjà remboursés par le Fonds de solidarité vieillesse (12,5 milliards par an entre 1996 et 2008) au titre des prêts octroyés jusqu'en 1993. Cent vingt milliards de dette s'y ajoutent pour la période 1994-1995. Le gouvernement pourrait créer un fonds ad hoc pour rembourser ces 230 milliards de déficits non financés et permettre ainsi au régime des salariés de repartir sur des bases plus saines. Il reste que la Sécurité sociale n'a jamais été structurellement équilibrée. M. Marmot en prend acte. « Toute réforme (...) restera nécessairement inachevée, conclut-il. Comment penser qu'il ne soit pas nécessaire d'adapter, au moins une fois l'an, à l'évolution de son environnement économique et social un dispositif mobilisant quelque 1 800 milliards de francs ? »

Jean-Michel Bezat

Le recours aux ordonnances n'est pas exclu

Visiblement, le gouvernement n'a pas encore décidé s'il aurait ou non recours à des ordonnances pour mettre en œuvre les mesures de redressement de la Sécurité sociale. C'est ce qu'a laissé entendre, dimanche sur Radio 1, le secrétaire d'Etat aux finances, Hervé Gaymard. « Pour l'instant, cette question n'a pas été tranchée. Elle appartient au premier ministre », a-t-il expliqué, avant d'ajouter qu'il fallait trancher « en termes d'efficacité et de rapidité ».

Jeudi 26 octobre, Jacques Chirac avait déclaré que ce recours « n'était pas à l'ordre du jour », mais qu'il appartenait au gouvernement de lui proposer une procédure. Samedi 28 octobre, le ministre des finances, Jean Arthuis, avait expliqué que, « l'essentiel de ces mesures étant d'ordre réglementaire, cela veut dire qu'il n'est pas nécessaire de légiférer ».

Mardi 17 octobre 14h00

Jean Arthuis cède.
Le gouvernement est prêt à maintenir l'avantage fiscal de l'assurance-vie pour les revenus les plus modestes.

(Source Europe 1)

Où va l'industrie des télécommunications ?

Patronat et syndicats souhaitent un accord-cadre sur le temps de travail

En conséquence d'un assouplissement de la législation, les entreprises pourraient créer des emplois

Renoué depuis le 28 février, le dialogue entre le patronat et les syndicats pourrait parvenir, mardi 31 octobre, à un accord-cadre sur le temps de

travail très attendu par le gouvernement qui en espère une décade du chômage. Cet accord pré-voirait que chaque accord de branche sur une

annualisation du temps de travail comportera une forte réduction de celui-ci. Seules les PME semblent encore réticentes.

LE PATRONAT et les cinq organisations syndicales représentatives des salariés, qui se retrouvent mardi 31 octobre au siège du CNPF à Paris, entendent parvenir à un accord-cadre interprofessionnel sur le temps de travail et son annualisation. Seuls les représentants des PME semblent encore sur la réserve. Signé par au moins quatre syndicats sur cinq, cet accord rendrait obligatoire l'ouverture de négociations dans les branches d'ici le début de l'année prochaine, afin que les réductions de la durée du travail se traduisent en embauche dans les entreprises le plus vite possible.

Une grande partie du patronat

Récidive du député Jean-Yves Chamard

Après avoir été l'instigateur d'un amendement parlementaire sur la semaine de quatre jours à l'automne 1993, Jean-Yves Chamard (RPR), vice-président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, a fait savoir qu'il avait déposé, mercredi 25 octobre, une proposition de loi visant à la réduction du temps de travail. Son intention est double: apporter sa « contribution d'un débat essentiel. Ensuite, envoyer un message aux partenaires sociaux pour leur dire: «vous avez jusqu'à Noël pour aboutir, faute de quoi le Parlement reprendra l'initiative», précise-t-il dans un entretien publié mercredi par Les Echos. «La réduction du temps de travail fait encore peur, tout simplement. Mais l'annualisation que je propose comprend aussi une réduction du temps de travail», continue M. Chamard, qui aimerait que «patronat et syndicats fassent preuve d'imagination et d'ambition en avançant des propositions flexibles, c'est-à-dire susceptibles d'évoluer».

est favorable à cette réduction de la durée du travail, rendue possible par l'accroissement de la productivité, et qui permettrait des créations d'emplois. Toutefois le patronat n'est pas uni sur ce dossier. Selon les branches d'activité et selon la taille des entreprises, la perspective d'une diminution du temps de travail est vécue comme une opportunité ou comme un danger. Il n'y a pas de communauté de vues entre les entreprises de transport routier, qui veulent que leurs chauffeurs réduisent leurs horaires démentiels pour des raisons de sécurité, les sociétés tex-

tilles qui redoutent tout alourdissement de leurs coûts salariaux ou les PME qui détestent les cotisations de tous ordres. D'autre part, les chefs d'entreprise voient dans la perspective d'un réaménagement des temps de travail l'occasion de parvenir à un assouplissement de la législation qu'ils jugent nécessaire pour faire face aux pics de production et aux changements de comportements de la clientèle. Ils rêvent d'asseoir leur organisation, non plus sur la semaine, mais sur l'année, comme la loi quinquennale l'esquissait.

Le 5 octobre, les négociateurs patronaux avaient éprouvé le besoin de se retourner vers leurs bases pour savoir ce qu'elles étaient prêtes à supporter: pas question d'accepter une diminution générale du temps de travail hebdomadaire de 39 à 35 ou 32 heures, mais comment et à quel niveau lier cette position de principe avec un assouplissement de la matière d'heures supplémentaires, de retraites progressives, de temps partiel, de réduction et d'annualisation du temps de travail? (Lire page 19 notre article, dressant le bilan des accords d'entreprises sur l'emploi, établi par la CFDT).

Si l'on en croit les déclarations faites le 27 octobre par Denis Gauthier-Sauvagnac, délégué général de l'Union des industries métallurgiques et minières, la négociation «se présente bien» grâce à une «bonne concertation du côté patronal comme d'ailleurs du côté des syndicats».

TEMPS PARTIEL

La réunion de mardi a été soigneusement préparée, depuis la rencontre du 5 octobre, entre les cinq responsables syndicaux et Jean Gandois, président du CNPF. Les partenaires sociaux sont proches d'un accord qui associerait modulation, annualisation et réduction du temps de travail. Chaque fois qu'il y aura accord d'annualisation, il y aura à la clé un affichage fort sur la réduction du temps de travail. Les syndicats veulent aussi que l'accord comporte une disposition contraignante pour sanctionner les branches qui n'appliqueraient pas l'accord national.

L'affichage recherché sur la réduction du temps de travail pourrait être trouvé du côté du travail le plus contraignant. Sur le travail pénible, de nuit, posté, continu ou semi-continu, patronat et syndicats pourraient s'entendre sur une réduction des horaires, sans perte de salaires et avec embauches. «La question de la réduction du temps de travail» et du «paiement



des salaires en conséquence» sera «la question centrale que nous nous posons», car «c'est là que persistent les principaux blocages», a souligné Michèle Commergnat (CGT).

Un second axe de négociation vise à redonner le temps partiel financièrement plus attractif pour les salariés. La CFDT, la CFTC et la CGC seraient d'accord pour créer, à partir du fonds d'intervention pour l'emploi institué en juillet et financé par l'Unedic, une indemnité de passage à temps partiel. Il y aurait, en contrepartie, une obligation d'embauche pour les entreprises sur le temps ainsi dégagé. Force ouvrière reste réservée sur l'utilisation de l'argent de l'Unedic à d'autres fins que l'indemnisation des chômeurs.

Au point mort depuis l'échec de la réunion qui leur avait été consacrée en mai, les négociations sur les heures supplémentaires pourraient rebondir. Aujourd'hui, la loi impose que si elles dépassent 130 heures par an, elles soient ré-

cupérées en temps de congés et non en sursalaires. En mai le patronat avait proposé d'abaisser ce seuil à 100 heures; certains syndicats proposent qu'il soit fixé à 50 heures.

Les partenaires sociaux veulent redonner à la négociation de branche sa primauté, fixer quelques règles au niveau interprofessionnel et permettre des adaptations dans les entreprises. Sur les négociations dans les entreprises dépourvues de représentation syndicale, un accord expérimental et à durée limitée pourrait voir le jour: un salarié serait mandaté dans les PME, le temps de la négociation, et la validation de l'accord au niveau de la branche deviendrait obligatoire.

Les organisations syndicales veulent éviter un contournement de l'acteur syndical, mais redoutent une intervention législative sur ce terrain.

Alain Beuve-Méry et Alain Faujas

Dix mois de négociations fructueuses

● 28 février. Le CNPF, la CGPME, l'UPA, la CGT, la CFDT, FO, la CFTC et la CGC décident de se retrouver deux fois par an, d'ouvrir une négociation sur l'emploi et d'étudier la répartition des compétences entre le niveau interprofessionnel, celui des branches et celui de l'entreprise.

● 28 mars. Arnaud Leenhardt, vice-président du CNPF, déclare: «Il ne sera jamais question de réduction du temps de travail dans

cette maison».

● 16 mai. Le CNPF propose de modifier les conditions d'utilisation des heures supplémentaires de travail.

● 14 juin. Patronat et syndicats s'accordent sur l'insertion professionnelle des jeunes et notamment sur la création du contrat initiative emploi.

● 6 septembre. Patronat et syndicats signent un accord sur le financement du départ en retraite des salariés de 57 ans ayant cotisé pendant quarante ans et qui seront remplacés par des embauches.

M. Tapie appelle Jack Lang à rejoindre Radical

PLACÉ «HORS-JEU» par ses condamnations, le député des Bouches-du-Rhône appelle Jack Lang à rejoindre Radical pour constituer un «deuxième pôle à gauche», dans la perspective des élections législatives de 1998. «Moi, je parle aux ouvriers, lui aux intellectuels parigots (...). A nous deux, on peut monter un Meccano», explique Bernard Tapie, dans un entretien accordé, lundi 30 octobre au quotidien *Info-Matin*. Cette adhésion, qui pourrait se faire «entre novembre et décembre», «va créer un effet d'entraînement sur d'autres, comme Bernard Kouchner», affirme M. Tapie. Affirmant que Lionel Jospin, «avec le PS tout seul, ne peut gagner ni les législatives ni la présidentielle», M. Tapie ajoute: «Faire un tandem avec Lang, c'est pouvoir dire à Jospin: «Ou bien tu nous prends en considération, ou bien tu vas te faire foutre». Dans un communiqué diffusé dans la matinée de lundi, M. Lang a démenti: «Je dis et je redis clairement: militant socialiste je suis, militant socialiste je reste.»

Réunion syndicale sur la protection sociale

LES RESPONSABLES en charge du dossier de la sécurité sociale de cinq confédérations syndicales (CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC), auxquelles se joignent des représentants de l'UNSA, de la FEN et de la FSU, devaient se réunir, lundi 30 octobre au siège de la CFDT, pour «examiner les conditions dans lesquelles pourrait s'organiser une action commune pour la défense de la sécurité sociale». La CGT, FO et la FSU ont déjà fait part de leur intention d'organiser une journée d'action, le 14 novembre, au moment où se tiendra, à l'Assemblée nationale, le grand débat sur la protection sociale.

DÉPÊCHES

■ SÉCURITÉ SOCIALE: Colette Codaccioni, ministre (RPR) de la solidarité entre les générations, a déclaré, dimanche 29 octobre sur France 3, que la réforme de la sécurité sociale ne sera «pas un énième plan». Interrogée sur les mesures envisagées par le gouvernement, M^{me} Codaccioni a estimé que, dans les forums régionaux, les Français ont souhaité «dire que le travail était trop dur».

■ FRONT NATIONAL: Jean-Marie Le Pen a comparé Jacques Chirac à Bernard Tapie, après l'intervention télévisée du chef de l'Etat. Réagissant samedi 28 octobre, le président du Front national a déclaré: «Jacques Chirac a visiblement pris un profil bas, un peu à la manière de Bernard Tapie au tribunal correctionnel» (lors de sa comparution devant la cour d'appel de Douai, mardi 24 et mercredi 25 octobre). Rappelant les propos tenus par le député d'affaires devant le tribunal de Valenciennes - «J'ai menti de bonne foi» -, M. Le Pen a estimé que M. Chirac avait eu, jeudi, «une thématique assez proche» de celle de M. Tapie.

■ FEMMES: avec 5,5 millions de femmes au recensement de 1990 (dont 2,2 millions travaillent), et 5,2 millions d'hommes, l'Ile-de-France est l'une des régions les plus féminisées de France. Les femmes en Ile-de-France ont plus d'enfants (1,83) que les provinciales (1,78 en France métropolitaine). L'immigration en Ile-de-France s'est fortement féminisée. Sur le plan de la natalité, les femmes étrangères tendent à aligner leur comportement (moins de trois enfants) sur celui des Françaises (moins de deux).

■ KERGUELEN: le Conseil d'Etat a annulé, vendredi 27 octobre, un décret du 20 mars 1987 relatif à l'immatriculation et à l'armement des navires aux Iles Kerguelen. Il a estimé que ce texte modifie les champs d'application du code du travail maritime et du code du travail de l'outre-mer, mesure qui ne relève pas de la compétence du gouvernement, mais du législateur. Les grandes lignes de ce décret sont reprises dans un projet de loi sur les transports (Le Monde du 20 octobre).

Les Verts renouvellent leur confiance à M^{me} Voynet

LES VINGT-TROIS assemblées générales décentralisées des Verts, réunies simultanément dimanche 29 octobre dans les régions, ont accordé une large majorité relative à la motion d'orientation de Dominique Voynet. Celle-ci propose un processus d'unification des militants écologistes et «alternatifs» devant aboutir à une organisation commune avant l'été 1996. Elle a recueilli 47 % des suffrages contre 30 % à la motion de la minorité «waechtérisme» du mouvement. Une troisième motion, cosignée par Marie-Christine Blandin, présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, qui va dans le même sens que celle de M^{me} Voynet mais en prévoyant un «partenariat» avec les partis de gauche, a obtenu 11,5 % des voix. Une assemblée fédérale des Verts sera chargée, à la mi-novembre, de faire la synthèse de ces motions et de renouveler la direction du mouvement.

Le budget de l'outre-mer augmente pour gagner en souplesse

L'OUTRE-MER a donné l'exemple. Pour la première fois après l'invitation faite au gouvernement par le président de l'Assemblée nationale d'arbitrer lui-même les économies réclamées par le Parlement (Le Monde daté 29-30 octobre), un ministre a accepté de voir ses crédits amputés. Jean-Jacques de Peretti, ministre de l'outre-mer, a, en effet, encouragé les députés de la majorité, samedi 28 octobre, à voter un amendement de réduction de crédits, présenté par Jean-Pierre Thomas (UDE, Vosges).

Celui-ci ne portait, il est vrai, que sur cinq millions de francs, alors que, dans l'hypothèse d'une réduction uniforme des dépenses de l'ensemble des départements ministériels, l'outre-mer aurait perdu plusieurs dizaines de millions de francs. «Il faut envoyer un signe de solidarité», a recommandé M. de Peretti. Les députés PS et PC ont voté contre.

Les crédits du ministère de l'outre-mer, d'un montant de 4,9 milliards de francs, ont la particularité d'augmenter de 106 % par rapport à la loi de finances de 1995. Cette croissance spectaculaire se tient cependant qu'à

l'intégration de la «ligne budgétaire unique», regroupant les dotations en faveur du logement social outre-mer et à celle de la «création de proratisation» du revenu minimum d'insertion (versé à 80 % seulement aux bénéficiaires). A structure constante, la progression est de 4,12 %.

Cette réforme de la structure du budget de l'outre-mer doit permettre au ministre de répondre, avec davantage de souplesse, aux situations d'urgence existant dans les DOM-TOM, notamment dans le domaine de l'emploi et du logement. Paul Vergès (RL, la Réunion) a ainsi estimé qu'il serait nécessaire de construire neuf mille logements par an dans cette île. Selon Pierre Petit (RPR), il en faudrait quatre mille par an à la Martinique.

Au cours de ses premiers déplacements outre-mer, le ministre a invité les élus et les socio-professionnels à définir ensemble quelques priorités concrètes, avant que celles-ci soient formalisées lors de la réunion, à la fin de l'année, à Paris, des «nssies de l'égalité sociale active».

J.-L. S.

M. Le Pen rappelle à l'ordre les maires Front national

Le bureau politique du FN devait préciser les consignes données aux élus

QUATRE MOIS après les élections municipales, les relations entre Jean-Marie Le Pen et les trois élus du Front national qui ont conquis une mairie en juin traversent une phase de tension. A l'occasion de la tribune Sud-Radio-Point, samedi 28 novembre, le président du FN a adressé à Jean-Marie Le Chevallier, maire de Toulouse, Daniel Simonpieri, maire de Marignane, et Jacques Bompard, maire d'Orange, un rappel à l'ordre en les enjoignant publiquement de mettre en œuvre le programme sur lequel ils ont été élus. Les trois élus, a ajouté M. Le Pen, devront s'expliquer lors du bureau politique du FN, lundi.

Afin que les élus respectent «l'impératif catégorique de non-augmentation des impôts», M. Le Pen leur donnera pour consigne de «trancher impitoyablement dans les dépenses et dans les subventions». Quant à la «préférence nationale», le président du FN a rappelé que son parti n'avait pas pour vocation de «gérer la décadence», mais de «changer les choses». Il a précisé que les maires devaient «respecter leur programme électoral», même au prix d'un conflit avec l'Etat, notamment à propos des attributions

de HLM. Le président du FN avait indiqué, le 19 juin, qu'«à partir du moment où il y a différentes légitimités démocratiques, la légitimité démocratique d'un maire peut s'opposer à la légitimité administrative du préfet». Deux jours plus tard, M. Le Chevallier lui opposait le «pragmatisme»: «Ce n'est pas le Front national qui va gérer la ville (...). Les responsabilités doivent être assumées au niveau où elles se trouvent. Le maire d'une ville, fût-il du FN, doit être le maire de tous les Toulonnais, faire en sorte qu'il n'y ait pas de fracture sociale». A propos de la mise en œuvre de la préférence nationale, M. Le Chevallier avait précisé qu'il l'appliquerait «dans les limites de la loi».

L'EXEMPLE DE MARIGNANE

L'exemple de M. Simonpieri, à Marignane, montre bien en quoi la gestion des maires du Front national peut mécontenter M. Le Pen, ainsi que nous le signale notre correspondant régional Guy Porte. Le nouveau maire a cultivé une image d'élus consensuel. Il a, également, affiché une certaine indépendance d'esprit à l'égard de son parti. «J'ai un engagement politique que je ne renie en aucune manière et je suis en

phase avec le mouvement que je représente, nous avons déclaré début septembre. Mais je tiens à ce que ce soit les Marignanais élus sur ma liste qui gèrent la commune. Je n'ai pas envie que M. Le Pen, ou M. Mégret, ou un autre vienne me dire: il faut faire cela, il faut gérer de telle façon».

M. Simonpieri avait inscrit dans son programme «l'application de la préférence nationale dans toutes les prestations sociales distribuées par les services municipaux». Il avait décliné ce principe en trois points: «La priorité aux Marignanais en matière d'emploi et de logement sociaux, la suppression de toute aide aux immigrés en situation irrégulière et l'arrêt des subventions aux associations d'immigrés ou politisées». Il avait indiqué, toutefois, qu'«à partir du moment où quel qu'un vit à Marignane, qu'il est de nationalité française ou étrangère en situation régulière, paie ses impôts et n'est pas fiché par la police, il a droit ou social».

S'agissant de la suppression des subventions aux associations «immigrées ou politisées», il avait précisé qu'aucun changement n'était à attendre puisque la précédente municipalité (divers droite) avait

observé «la même attitude». M. Simonpieri avait, par ailleurs, normalisé les relations de la nouvelle municipalité avec le centre social de la ville, dont il avait reconnu l'«utilité». «On ou joue ce jeu-là, nous avons déclaré, et c'est l'intérêt de tout le monde. On ou ne le joue pas, et on se retrouve avec une poudrière...».

Le nouveau maire de Marignane s'était cependant fixé comme objectif de contrôler la situation des familles d'immigrés qui inscrivent leurs enfants dans les écoles de la ville. «C'est dans les prérogatives du maire de le signaler», avait-il affirmé. Devant la protestation d'enseignants marignanais, regroupés dans le collectif Carrefour laïque, cet objectif reste au stade des intentions. Au sujet des impôts communaux, M. Simonpieri est, par ailleurs, dans la ligne définie par M. Le Pen, puisqu'il s'est engagé à instaurer «une réelle politique d'économies» impliquant «un arrêt des emprunts» et «une renégociation des taux», son projet étant «de ne plus augmenter la pression fiscale et de baisser les impôts locaux d'ici trois ans».

C. Ch.

Le maire de Marseille s'emploie à rompre avec les méthodes de son prédécesseur

L'opposition accordée à Jean-Claude Gaudin le mérite d'avoir « décripé » la vie politique

Elu maire de Marseille en juin, Jean-Claude Gaudin, sénateur (UDF-PR) des Bouches-du-Rhône, a pris le contre-pied de son prédécesseur Robert

Vigouroux, critiqué pour son exercice solitaire du pouvoir, et qui ne s'était pas représenté. Comme d'autres maires, M. Gaudin doit imposer

à sa ville une cure de rigueur (Le Monde du 25 octobre) et attend remettre en cause plusieurs grands projets.

MARSEILLE
de notre correspondant régional
Evanouie l'euphorie de la victoire. Fini le délai de grâce des cent premiers jours de mandat. Jean-Claude Gaudin, sénateur (UDF-PR) et nouveau maire de Marseille, a dû très vite composer avec les dures réalités financières et économiques qui sont, peu ou prou, celles de toutes les grandes villes de l'Hexagone. L'état « moins bon que prévu » des finances municipales et la nécessité de continuer les grandes opérations lancées par l'ancienne municipalité (Euroméditerranée, Grand Projet urbain, Grand Stade, etc.) ne lui laissent qu'une marge de manœuvre étroite. Aussi bien a-t-il choisi de présenter comme l'avait fait, naguère, Gaston Defferre, « un grand programme de petits travaux » en différant ou en modifiant certains grands équipements lancés par la municipalité Vigouroux (Le Monde du 25 octobre).

En rompant du tout au tout avec le magistère hautain de son prédécesseur Robert Vigouroux, Jean-Claude Gaudin a déjà réussi à imposer son style. « La vie publique marseillaise s'est décripée », confirme l'ancien député et conseiller municipal (PS), Philippe Sanmarco. Les relations entre la majorité municipale et l'opposition se sont, également, normalisées. « Au moins, à la mairie centrale, la majorité se conduit convenablement, reconnaît Lucien Weygand, président (PS) du conseil général qui conduisit, en juin, la liste de l'Union de la gauche.

Pour autant, le satisfecit trouve vite ses limites. M. Gaudin a bien appliqué la loi sur la représentation des groupes dans les commis-

sions municipales et leur dotation en moyens matériels et en personnel. Il s'est également engagé à redonner aux mairies d'arrondissement les prérogatives dont elles avaient été privées sous l'ancienne municipalité. Mais ses opposants lui reprochent de ne pas avoir totalement joué le jeu de la démocratie. Soit qu'on ne leur ait pas accordé toute leur place dans divers organismes de gestion ou de contrôle, ou qu'ils en aient été évincés. Soit que certaines décisions tardent à être prises ou sont estimées peu judicieuses. Contestant le calcul des moyens en personnel attribués à son groupe, Ronald Perdomo, le chef de file du FN, n'a pas hésité, lui, à saisir le tribunal administratif.

LES SURPRISES DE L'HÉRITAGE

« On ne change pas, en quelques semaines, un système qui était en place depuis quarante-deux ans », plaide Claude Bertrand, directeur du cabinet de Jean-Claude Gaudin. La première tâche de la nouvelle majorité a été, d'abord, de réorganiser l'appareil municipal. D'une part, en démantelant un « super-cabinet » qui « court-circuitait, à la fois, les élus et les responsables des services ». D'autre part, en remouvant le personnel et en lui inculquant « une nouvelle culture municipale » fondée sur la responsabilisation, la confiance et la concertation. Cette démarche a été appréciée par les syndicats, également sensibles à la volonté exprimée par le nouveau maire « de maintenir et de développer le service public ».

Chaque élu responsable de la majorité doit, désormais, recevoir une lettre de mission lui imposant

une « obligation de résultats ». « Nous allons gagner ! » soutient le jeune député RPR et premier adjoint, Renaud Muselier, qui se félicite de voir, pour la première fois, la ville et la région « marchant d'un même pas ». M. Gaudin sait, toutefois, que ses oppositions ne lui feront pas de cadeau. Le FN, séchement renvoyé à ses vieilles lunes de la préférence nationale, n'a guère de raison de lui tendre la main. « M. Gaudin n'a pas de grand dessin pour Marseille », déplore, au demeurant, M. Perdomo. Quant à M. Weygand, il a prévenu, par avance, que la gauche ne pratiquerait pas le « consensus mou ». Les socialistes, en effet, paient sur une alternance rapide. « Depuis 1989, nous étions absents de la mairie, explique Philippe Sanmarco. Nous sommes, aujourd'hui, de retour, bien vivants, et nous avons six ans pour démontrer que nous incarnons une relève politique crédible ».

À Marseille, M. Weygand est devenu le vrai patron du PS. C'est lui qui dirige la manœuvre pour rénover le parti : en le redéployant pour le rendre plus efficace (de quatre-vingt-douze, le nombre des sections marseillaises va être ramené à seize) ; et en cherchant à faire émerger une nouvelle génération de cadres (recrutés dans son entourage au conseil général). Il estime qu'en 1998 la gauche a « les meilleures chances » de reprendre le conseil régional - dont M. Gaudin abandonnera la présidence, pour cause de cumul des mandats, une fois purgé le contentieux électoral des municipales - et qu'elle peut gagner, la même année, « quatre ou cinq sièges » aux législatives. Dans une étude prospective fondée sur les résultats des

élections municipales, M. Bertrand fait la même analyse. « Il est probable, écrit-il, que les échéances de 1998 seront beaucoup plus difficiles pour nos candidats (...). En dehors de la 2^e circonscription, conclut-il, cette situation sera difficile à gérer et, sans doute, un peu comparable à celle des législatives de 1988. »

MISE EN GARDE

Si M. Weygand « réussit » ces échéances, il « pensera », ensuite, à lui. C'est-à-dire qu'il visera le Sénat... Sera-t-il, encore, en mesure d'incarner les espoirs municipaux de la gauche ? Certains croient, à Marseille, que ce rôle pourrait revenir au député communiste fondateur, Goy Herminier. Deuxième de liste de M. Weygand, en juin dernier, M. Herminier dirige, désormais, la mairie du 8^e secteur dont il veut faire « un lieu de renouvellement de la politique ». Tout en réaffirmant sa foi communiste, il s'est façonné, cependant, une image d'homme d'ouverture, partisan ardent d'une « démarche citoyenne ». Mais on aurait tort, se défend-il, de lui prêter une « ambition personnelle ».

Parallèlement, à droite, on scrute aussi la solidité du tandem Gaudin-Muselier. « Tout va bien », répondent, en chœur, les deux hommes, qui travaillent « la main dans la main » et se disent assez forts pour « résister à toutes les pressions, d'où qu'elles viennent ». M. Gaudin a, d'ailleurs, mis sa majorité en garde : si elle ne restait pas unie, la conquête de la mairie par la droite risquerait d'être une simple « parenthèse » dans la vie politique marseillaise.

Guy Porte

Un onzième nationaliste corse assassiné

Tué samedi 28 octobre à Corte, Paul Carlotti était un militant du MPA la vitrine légale du FLNC-canal habituel

BASTIA
de notre correspondant
La Corse est de nouveau tenaillée par l'angoisse, après un nouveau règlement de comptes sanglant entre nationalistes : Paul Carlotti, âgé de trente-six ans, militant « de base » du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), vitrine légale du FLNC-canal habituel, a été mortellement atteint de plusieurs décharges de chevrotines, samedi 28 octobre vers 23 heures à Corte, alors qu'il rentrait à son domicile. Rapidement sur place, les secours ont pu constater le décès et découvrir que la victime portait sur elle un pistolet de calibre 9 mm ainsi que plusieurs chargeurs de munitions.

Paul Carlotti est le onzième militant nationaliste assassiné depuis le début de l'année. S'agit-il d'une nouvelle accélération des règlements de comptes entre le MPA et A Cuncolta (ANC), la vitrine légale du FLNC-canal historique ? Ou bien ce dernier meurtre est-il à ranger dans la catégorie des vengeances d'ordre personnel ? Pour l'heure, les enquêteurs du SRPJ d'Ajaccio ne privilégient aucune piste.

DEUX MOIS DE RÉPIT

Seule certitude, le nom de Paul Carlotti avait été cité, avec d'autres, après l'assassinat de Noël Sargentini, militant de A Cuncolta, abattu le 31 août à Corte au lendemain du meurtre de Pierre Albertini, l'un des principaux dirigeants du MPA, lui-même tué à Bastia au cours d'un guet-apens nocturne. Paul Carlotti s'était d'ailleurs spontanément présenté au juge d'instruction au début du mois de septembre.

Après une journée d'audition, le magistrat l'avait mis hors de cause. En revanche, l'un de ses cousins est toujours activement recherché ; il est suspecté d'être directement impliqué dans le meurtre de Noël Sargentini.

L'assassinat de Paul Carlotti intervient après deux mois de relatif répit en Corse. Pendant cette période, les organisations nationalistes clandestines et légales se sont surtout manifestées par voie de communiqués de presse. Le FLNC canal historique avait annoncé le 9 octobre un « cessez-le-feu sans aucun préalable », mais en excluant « qu'Alain Orsoni (secrétaire général du MPA) et ses tueurs puissent continuer impunément à se livrer à leurs activités mafieuses ».

Trois jours plus tard, le MPA rétorquait : « Le acte du Canal historique est un subterfuge destiné à abuser tous ceux qui aspirent légitimement à la paix. »

Le 24 octobre, le FLNC-canal habituel annonçait qu'il n'entendait pas renouer à son « droit de légitime défense ».

Aujourd'hui, ce onzième meurtre au sein de la mouvance nationaliste (la guerre civile entre les mouvements rivaux a fait jusqu'à maintenant six morts du côté ANC et cinq du côté MPA) marque la rupture d'un processus, fragile, de concertation entre organisations ou militants isolés, afin d'arrêter le massacre des frères ennemis. Ce rebondissement semble marquer la perte du contrôle des appareils publics ou clandestins sur des militants de plus en plus engagés dans des initiatives personnelles.

Michel Codaccioni

Vos besoins
professionnels
étant très
spécifiques,

Votre
interlocuteur sera
très spécialisé.



Vous offrir une relation de
professionnel à professionnel,
France Télécom s'y engage.

Nous sommes faits pour vous entendre.



France Telecom

BANLIEUES Daniel Duglery, directeur central de la sécurité publique, a annoncé, dimanche 29 octobre, un plan de renforcement des moyens policiers dans les quartiers

sensibles. Cette décision fait suite à plusieurs actes de violence perpétrés dans des banlieues défavorisées. ● **DES BRIGADES ANTICRIMINALITÉ** vont être multipliées :

composées de trois gardiens de la paix en civil, ces équipes seront dotées de véhicules plus puissants. Par ailleurs, un nouveau type de gilet pare-balles et des armes tirant des

balles en caoutchouc seront remis aux policiers opérant en banlieue. ● **LES RÉACTIONS** des syndicats de policiers sont contrastées. La Fasp parle d'un « écran de fumée », les

autres organisations sont plus nuancées. Cette décision risque de donner de la police l'image d'une institution privilégiant la répression au détriment de la prévention.

La police des quartiers sensibles va recevoir de nouveaux équipements

Face à la multiplication des incidents violents dans les banlieues, le ministère de l'intérieur a décidé d'équiper ses fonctionnaires avec des gilets pare-balles supplémentaires, des véhicules plus puissants et des armes tirant des projectiles en caoutchouc

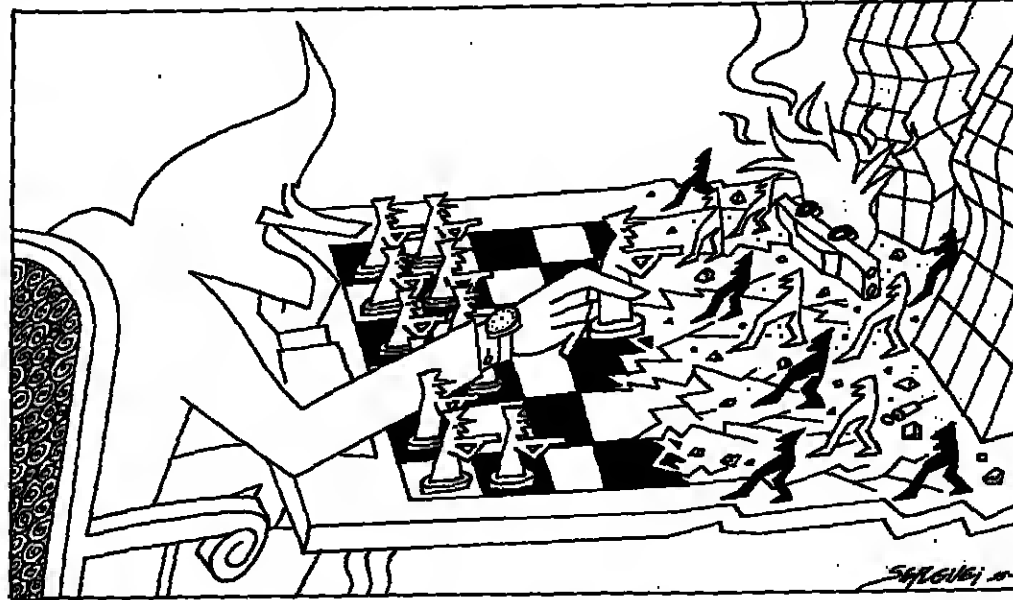
GILETS PARE-BALLES, armes tirant des projectiles en caoutchouc, voitures plus puissantes et effectifs supplémentaires pour les brigades anticriminalité (BAC) vont compléter la panoplie des policiers en poste dans les banlieues. Ce renforcement des moyens policiers a été annoncé par le directeur central de la sécurité publique, Daniel Duglery, dimanche 29 octobre, réagissant à une série de violences urbaines ponctuées, vendredi soir 27 octobre, par le coup de feu qui avait blessé un policier de la BAC des Yvelines en patrouille à Mantes-la-Jolie (Le Monde daté 29-30 octobre).

Ces mesures immédiates et ponctuelles accompagnent en fait un plan d'amélioration de la sécurité dans les quartiers sensibles, qui a donné lieu ce week-end à la signature d'une circulaire ad hoc par le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré.

Une situation encore très loin de ressembler au spectre américain

Le coup de feu ayant atteint le policier à Mantes-la-Jolie est vraisemblablement l'œuvre d'un tireur embusqué dans un immeuble du quartier du Val-Fourré qui, lundi matin 30 octobre, n'avait toujours pas été interpellé. Cet « acte isolé », selon la formule du préfet des Yvelines, Claude Erignac, n'est certes qu'une illustration supplémentaire du mal récurrent qu'est devenu, au fil des années, le phénomène des violences urbaines dans les quartiers en difficulté.

La chronique des faits divers bégaie et ne touche évidemment pas la seule corporation policière.



Dans la seule nuit de samedi à dimanche, elle a enregistré, pélemêle : une poignée de voitures incendiées à Mulhouse (Haut-Rhin), des affrontements entre jeunes et policiers à Villepinte (Seine-Saint-Denis), un homme âgé de dix-huit ans blessé de plusieurs coups de couteau à Sucy-en-Brie (Val-de-Marne) alors qu'un groupe de jeunes gens tentait de s'inviter en force à une soirée dansante.

Réagissant à chaud au coup de feu de Mantes-la-Jolie, le nouveau directeur central de la sécurité publique, M. Duglery, qui avait précédemment occupé des postes consacrés à la prévention de la délinquance, a annoncé une série de mesures ponctuelles. Face à une petite délinquance qui « pourrit la vie » des habitants de certains quartiers, M. Duglery a notamment redonné publique la création de BAC dans les trois départements d'Ile-de-France (Essonne, Seine et Marne, Val-

d'Oise) qui en étaient jusqu'à présent dépourvus. Ces brigades sont généralement composées de trois gardiens de la paix ayant troqué leur uniforme contre des vêtements civils qui, circulant dans des voitures banalisées, font du « sautoir » sur les petits délinquants surpris lors de patrouilles le plus souvent nocturnes.

Ces policiers seront dotés de véhicules plus puissants que leurs classiques Renault 5 ou R21, afin de ne plus être « semés » par des délinquants aux volants de véhicules volés de grosse cylindrée. Enfin, M. Duglery a déclaré que les policiers travaillant en banlieue seront dotés de gilets pare-balles d'un nouveau type et d'armes tirant des balles en caoutchouc (lire ci-contre). Autant de mesures qui s'inscrivent dans le plan d'amélioration de la sécurité dans les quartiers difficiles, objet d'une circulaire signée ce week-end par M. Debré. Outre la création des BAC, le renforcement des effectifs

policiers vise les départements les plus exposés aux violences urbaines. Ceux des cinq départements de la grande couronne parisienne et de la Seine-Saint-Denis ont été renforcés, à cette rentrée, d'un millier de fonctionnaires supplémentaires.

Il a été décidé de doter individuellement les membres de toutes les unités spécialisées, dont les BAC, de gilets pare-balles plus légers que les gilets classiques qui sont d'ordinaire des équipements fournis au compte-gouttes à un service donné. Moins lourds que leurs ancêtres, ces cinq mille nouveaux gilets sont qualifiés de « gilets » par les textes administratifs. Ils pourront être portés sous l'uniforme ou sous les habits de ville. La livraison de voitures puissantes est déjà effective, à titre expérimental, dans la police lyonnaise, depuis le début de l'année, afin de rivaliser avec les bandes spécialisées dans les casses de voiture à la voiture-bélier.

Dans quatre-vingts départements comprenant des quartiers sensibles, la circulaire ministérielle prévoit en outre de créer un bureau de coordination de la lutte contre les violences urbaines qui réunira la police judiciaire, les RG, la DICCILEC (ex-police de l'air et des frontières), et la police urbaine, sous la houlette du directeur départemental de la sécurité publique. Des officiers chargés de coordonner le traitement opérationnel des dossiers intéressant les violences urbaines seront aussi mis en place dans les commissariats

blut certes une banalisation des violences dans les banlieues françaises, sans toutefois que le tableau dressé soit dramatique. La vague actuelle de violences peut ainsi être relativisée dans la mesure où elle relève de variations saisonnières qui font de l'automne une période « chaude » dans les banlieues. Contrairement aux clichés sur « l'été chaud », le phénomène connaît ses plus hautes fréquences en automne et au printemps, selon les rapports spécialisés de la direction centrale des renseignements généraux.

Le fusil « Flash Balls »

Le projectile est noir, en caoutchouc hyper-compressé, gros comme une balle de tennis de table, et supposé mettre l'adversaire knock-out. Il est tiré par une sorte de fusil court, à un ou deux canons, qui a presque l'allure d'un jouet. Il ne faut pas s'y tromper : précis jusqu'à une douzaine de mètres, tirant de un à cinq coups selon les modèles, le Flash Balls frappe ses cibles avec la puissance d'un boxeur poids lourd. Par rapport à une arme à feu, ce fusil envoie des projectiles non perforants qui, selon les spécialistes, sont censés assommer sans tuer.

Le Flash Balls sera distribué à cinq cents exemplaires dans la police française. Il est déjà utilisé, notamment, dans certains services policiers suisses et américains. Dans l'Hexagone, il ne pourra être utilisé qu'en cas de légitime défense, à l'instar des revolvers spécial police, précise-t-on à la direction générale de la police nationale.

des quartiers sensibles. Au niveau départemental comme au niveau local, seront mis en place des groupes améliorant la coordination de la police et de la justice dans le traitement des dossiers liés à la petite et moyenne délinquance. Enfin, l'agglomération des policiers au thème des violences urbaines sera systématisée dans les écoles de police, tandis que les lieux de stages seront recentrés sur les quartiers difficiles afin que les fonctionnaires aient, dès leur début de carrière, une connaissance directe de ce type de problèmes.

Cette riposte d'ensemble repose sur un diagnostic policier qui éta-

Les faits divers émaillant la vie de certaines banlieues françaises dessinent les contours d'une situation encore très loin de ressembler au spectre américain. Même le règlement d'une banale affaire de coup de pistolet mitrailleur, arme de prédilection des gangs américains, entre deux groupes de jeunes noirs, le 15 octobre, dans une rue de Colombes (Hauts-de-Seine), où une riveraine avait été blessée par ricochet, demeure un événement qualifié d'« exceptionnel » par les policiers de terrain.

Eric Inciyan

Les syndicats de policiers demeurent circonspects

LES ORGANISATIONS professionnelles de policiers ont diversement commenté, lundi 30 octobre, l'annonce de mesures visant à renforcer les moyens des brigades anticriminalité (BAC). Parlant d'« écran de fumée », le secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), gauche, majoritaire chez les policiers en tenue, Jacky Viallet, a qualifié d'« inutile » ce train de mesures qui « s'attaquent aux effets mais pas aux causes profondes de l'insécurité en banlieue : le trafic de drogue, l'économie parallèle qu'il engendre, et jusqu'au trafic d'armes, qui n'est peut-être pas sans lien avec la montée de l'indigénisme ». Selon M. Viallet, « ces mesures à caractère répressif, seront aussi peu efficaces pour réduire la délinquance en banlieue que le plan

Vigilante pour stopper les attentats ».

Le secrétaire général de la Fédération nationale autonome de la police (FNAF), majoritaire chez les policiers en civil, Alain Brillet, estime en revanche qu'il s'agit de « mesures de bon sens, dont certaines auraient sans doute dû être prises bien plus tôt », notamment en matière de véhicules rapides et de fichiers informatiques. M. Brillet a toutefois émis des réserves sur la réalité des moyens budgétaires débloqués par le gouvernement.

« Nous approuvons ces mesures, mais nous attendons de voir », a déclaré, dans le même esprit, le secrétaire général adjoint du syndicat Alliance - qui regroupe le Syndicat indépendant de la Police nationale (SIPN) et le Syndicat national des

enquêteurs et des policiers d'investigation (SNEPI) - Jean-Claude Gileze. « Ce n'est pas la première fois qu'on nous promet des effets et des moyens, et il est évident, et nous avons souvent été déçus. Nous regrettons, en tout cas, qu'il ait fallu attendre pour prendre de telles mesures qu'un policier soit blessé par balle », faisant allusion au gardien de la paix blessé par balle à Mantes-la-Jolie.

Pour sa part, Eric Raoult, ministre de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion, a affirmé dimanche, à Amboise (Val-d'Oise) qu'il fallait « tendre la main aux habitants des quartiers en difficulté, comme l'a affirmé le président de la République, mais aussi ne pas se laisser mordre ».

H. G.

COMMENTAIRE PROVOCATION

Maladresses répétées dans sa politique de communication ou double langage chronique, ce gouvernement n'en finit pas de faire l'inverse de ce qu'il annonce. L'engagement de faire baisser les impôts n'a duré que le temps d'une campagne électorale. Celui de gérer le problème des banlieues de façon intelligente n'aura-t-il tenu que le temps d'une émission de télévision ? Interrogé, le 26 octobre sur France 2, Jacques Chirac estimait, à propos des quartiers difficiles, qu'il fallait, avant toute chose, « essayer d'y insérer de l'économie, du travail, de l'emploi (...) et, petit à petit, arriver à l'ordre public, mais qui ne peut

pas être en premier, parce qu'à ce moment-là cela prend des allures de provocation et les effets sont mauvais ».

Admirable leçon que Daniel Duglery, nouveau directeur de la sécurité publique au ministère de l'intérieur, ne paraît pas avoir entendue. Sa priorité, telle qu'il l'a annoncée tout au long du week-end, est d'équiper les policiers des banlieues de voitures rapides, de gilets pare-balles et d'armes pour projectiles en caoutchouc. Certes, les policiers des banlieues opèrent dans des conditions délicates, voire parfois dangereuses, comme en témoigne le coup de feu tiré à Mantes-la-Jolie contre un gardien d'une brigade anticriminalité. Mais la panoplie qu'on leur propose aujourd'hui est techniquement inadéquate pour ré-

gler les incidents les plus courants, et dangereuse pour leur sécurité.

Généraliser l'usage du gilet pare-balles, à l'image des « casques bleus » de Bosnie, c'est en effet livrer un bien mauvais message à ceux qui feront face à des policiers supposés ramener la paix civile dans des quartiers difficiles, et non pas vaincre un ennemi. Quant aux balles en caoutchouc, réputées inoffensives, les jeunes des banlieues, nourris des images télévisées de l'infirmité et des affrontements dans les townships sud-africains, savent ce qu'il en est. Craignons qu'à des lors, comme le soulignait justement le président de la République, ils ne se sentent victimes d'une provocation.

Georges Marion

Le conseil général des Yvelines est confronté à une affaire de corruption

TROIS FONCTIONNAIRES du conseil général des Yvelines ont été mis en examen, mercredi 25 octobre, pour « récel habituel, abus de biens sociaux, corruption passive, trafic d'influence et atteinte à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés publics ». Ils ont été écroués à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines) dans le cadre de l'instruction ouverte, le 11 octobre, par le juge Richard Pallain. En deux semaines, six fonctionnaires du conseil général, deux chefs d'entreprise et deux responsables de bureaux d'études auront été mis en examen dans cette affaire et neuf placés sous mandat de dépôt. Les enquêteurs pourraient également s'intéresser à certains élus de l'assemblée départementale.

C'est au cours d'une troisième perquisition, le 23 octobre, dans les bureaux du conseil général des

Yvelines que les policiers de la section financière de la direction régionale de la police judiciaire de Versailles ont interpellé Pascal Jacquot, trente-neuf ans, ingénieur, chef du secteur travaux des bâtiments, Yves Burget, quarante-six ans, ingénieur subdivisionnaire responsable du bureau de dessins, et Roland Poulard, soixante et un ans, ingénieur en chef en bâtiment chargé du patrimoine au bureau d'études. Il leur est reproché, comme aux trois chefs de service déjà mis en examen et écroués le 11 octobre (Le Monde du 14 octobre), d'avoir bénéficié de largesses de la part d'entrepreneurs ou de bureaux d'études dans le cadre de la négociation des marchés publics du département.

Si les faits auxquels s'intéresse Richard Pallain, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Versailles, couvrent la période al-

lant de 1990 à 1995, il semble que le système de corruption se soit progressivement mis en place depuis 1985. Des sociétés travaillant déjà pour le conseil général étaient approchées par deux chefs d'entreprise qui leur proposaient, moyennant finances, de continuer à obtenir des marchés du département, les récalcitrants étant automatiquement éliminés des appels d'offres au nom du principe qui semblait régir le procédé : « Pas payé, pas de marché ».

Les marchés étaient ensuite répartis au sein de ce club très fermé par la commission des appels d'offres, à laquelle siégeaient, avec voix consultative, les trois chefs de service mis en examen et écroués au début de l'affaire. Selon les versions, les élus faisaient aveuglément confiance au choix des techniciens au vu des dossiers qu'ils préparaient. Des dossiers qui,

comme pourrait le laisser penser l'un de ces rapports saisis lors d'une perquisition, se servaient de fait que d'alibi pour justifier le choix d'une entreprise retenue à l'avance.

Les élus faisaient aveuglément confiance au choix des techniciens

Le système faisait intervenir une dizaine de bureaux d'études. Ceux-ci facturaient des prestations fictives, permettant de dégrader des fonds qui étaient ensuite rétrocédés aux fonctionnaires et à certains élus, sous forme de cadeaux divers,

allant de la semaine de vacances à la location de voitures en passant par des travaux à leur domicile ou à la bibliothèque sur mesure. Daniel Carrette, cinquante-cinq ans, responsable du bureau d'études Desseix Europe, a d'ailleurs été mis en examen, le 20 octobre, et écroué, alors que sa fille, Marie-Pierre Nicolo, trente ans, était elle aussi mise en examen mais laissée en liberté. Cette société, qui a déposé son bilan à la fin du mois dernier, se serait même fait payer des travaux 000 facturés entre 1994 et 1995.

Les enquêteurs devraient, dans les prochains jours, entendre des élus qui auraient, eux aussi, bénéficié de largesses des entreprises, dont certaines sembleraient oter scrupuleusement, en face des avantages offerts, les noms des bénéficiaires. Ils essaient aussi de comprendre le fonctionnement de

la commission d'appels d'offres, où le président du conseil général de l'époque, Paul-Louis Tenaillon (UDF-CDS), président de droit de la commission, se semble avoir siégé qu'une fois. Son successeur, le RPR Franck Borotra, qui était suppléant au sein de la commission, annonçait, vendredi 20 octobre, lors d'une conférence de presse, qu'il avait décidé, au nom du département, de se constituer partie civile. Franck Borotra, qui préside aux destinées du conseil général des Yvelines depuis le 1^{er} avril 1994, s'est rendu, jeudi après-midi, dans le bureau du juge d'instruction. Ce dernier essaie d'établir le rôle de chacun, élu ou fonctionnaire, au sein de cette commission, et de percer les mystères de l'attribution des marchés du conseil général depuis cinq ans.

Jean-Claude Pierrette

La Fédération protestante de France veut renforcer son action sociale

Les Assises nationales du 90^e anniversaire de la FPF se sont achevées dimanche à Toulouse

La Fédération protestante de France, qui a tenu ses Assises nationales à Toulouse du 27 au 29 octobre, a insisté sur la nécessité, pour le mouve-

ment protestant, de s'interroger sur sa propre pratique de « partage ». Un débat dont la toile de fond est la cohabitation entre ses courants

historiques et des sensibilités évangéliques, baptistes et pentecôtistes, qui s'estiment parfois insuffisamment reconnues.

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Pour les Assises de son 90^e anniversaire, tenues à Toulouse en présence de 450 délégués, la Fédération protestante de France (FPF) avait pris le risque de choisir un thème un peu « réchauffé » : le partage. Quoi de plus naturel, en effet, pour une famille d'esprit ancrée à gauche et réputée tolérante, que de s'interroger sur l'urgence et les moyens d'une société plus solidaire ? « Il y a un décalage entre le discours général et la réalité. Chez les protestants aussi », constate Louis Schweitzer, secrétaire général de la FPF. Estimant que la nécessité de partager ne fait pas plus l'unanimité dans les Eglises issues de la Réforme que dans le reste de la société, le pasteur Jacques Stewart, président de la FPF, a lancé devant les Assises un appel à une « révision collective » devant la « bonoisation » de l'exclusion sociale et la multiplication des « réflexes sécuritaires ».

Ce volontarisme n'est pas purement gratuit. Car, dans le domaine du partage et de la solidarité, les protestants ont une expérience qui commence à être reconnue. Le succès des campagnes œcuméniques comme « Accueillir l'étranger » ou du document *Travail, partage, exclusion* a attiré l'attention des pouvoirs publics, de chefs d'entreprise ou d'élus. Dans certains cercles philosophiques et religieux (comme Démocratie et Spiritualité, de Jean-Baptiste de Foucault) et dans des « réseaux » d'origine protestante, on répète que la lutte contre les précarités et les exclusions est une chose trop sérieuse pour être laissée aux seuls responsables politiques ou professionnels. Depuis quelques semaines, François de

Veyrin, secrétaire d'Etat chargée des quartiers en difficulté, présente aux Assises protestantes de Toulouse, sollicite les dirigeants d'Eglise pour qu'ils s'associent à ses efforts, sous des formes qui restent à déterminer. De même, en Alsace, l'Union régionale de la CFTD consulte-t-elle le pasteur Michel Hoefel, président de l'Eglise luthérienne.

Aujourd'hui, les protestants rêvent à des Eglises servantes, comme dit Jacques Stewart, de

flexion des Assises de Toulouse n'a guère été poussée. On y a bien entendu des critiques du pouvoir de l'argent, du « tout-économique » ou de la « pensée unique ». Mais une succession de témoignages, fussent-ils très contrastés, n'a jamais remplacé une vraie confrontation des analyses et des idées. Aux batailles idéologiques d'antan, a succédé un consensus plat, où les grandes voix protestantes et les théologiens semblent absents. La raison d'en est-elle pas la neutrali-

« Nous refusons le tout-économique »

« Le partage n'est pas une faveur occasionnelle accordée à quelques-uns pour leur permettre de survivre. Il est la vie même. Nous vivons par les liens que nous tissons. [...] Nous refusons la logique d'une société qui banalise l'exclusion sociale et multiplie les fractures entre sociétés, entre cultures, entre groupes humains et entre religions », souligne la Fédération protestante de France dans le message final de ses assises, adopté dimanche 29 octobre. « Le progrès, recherché avec fièvre par les sociétés dites avancées, ne saurait constituer un pôle d'espérance pour la planète, sans l'équilibre d'un juste partage entre les humains [...] », poursuit-elle. « Nous refusons le tout-économique comme seul critère, oubliant visages, mains, regards et noms de ceux qui sont exclus », conclut la Fédération qui entend « refuser de sacrifier quoi que ce soit d'humain ou de religieux ».

« lieux d'accueil et d'accompagnement pour les responsables économiques, syndicaux et administratifs ». Il ne s'agit pas, pour autant, de servir de roue de secours. Secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises de Genève, le pasteur allemand Konrad Raiser s'est fait longuement applaudir quand il a affirmé que le rôle des associations n'était pas de pallier les insuffisances des gouvernements et le désengagement des Etats.

Sur quelles bases théologiques et politiques justifier une telle relance du rôle social des Eglises ? La ré-

sation d'une Fédération divisée entre ses courants traditionnels, luthériens et réformés, et des courants évangéliques qui ont le vent en poupe ?

REBELLES A L'UNIFORMITÉ

Si cette diversification est perçue comme une chance, la cohérence interne du protestantisme en souffre. Sur les questions éthiques, les écarts sont déjà grands entre ces porte-parole évangéliques, attachés à une évangélisation directe, à une lecture littérale de la Bible et hostiles à l'homosexualité ou à l'avor-

tement, et les courants réformés qui les tolèrent. Entre le pasteur Pierre Clément, qui distribue des tracts d'évangélisation dans les boîtes aux lettres, et Gérard Gougne, responsable d'une maison de chômeurs à Toulouse, pour qui la « fracture sociale » équivaut à « la fracture du corps du Christ », où se situe aujourd'hui la « pensée » protestante ? Pour le pasteur Jacques Stewart, qui présidait à Toulouse ses dernières Assises – il quittera ses fonctions en 1997 –, la raison d'être des Eglises protestantes est moins la recherche de la cohérence que la mobilisation des énergies et la diversité des initiatives, le lien fédérateur étant sauvegardé.

Les protestants préféreront toujours la liberté à l'unité, jumelle de l'uniformité, et à une vérité assénée d'en haut ou d'un centre. Certains catholiques se disent de plus en plus attirés par les valeurs de la Réforme (Le Monde du 19 octobre), alors que des fondamentalistes protestants sont d'accord avec le pape sur les questions de morale sexuelle et d'éthique. Des courants « trans-confessionnels » apparaissent ainsi, qui permettent à Jacques Stewart de parler que « dans cinquante ans, les Eglises éclateront ». Il ne s'en plaint pas. Pour lui, l'Eglise n'est qu'un « moyen », inspiré par Dieu pour servir à la libération des hommes. Le modèle d'Eglise disséminée, enracinée et itinérante – sur lequel, sous ce titre, Gérard Deltail et Paul Kessler viennent d'écrire au Cerf un livre de référence – plaît aux protestants qui demeurent d'incongrues éveilleurs d'idées. Au risque, parfois, de brasser du vent.

Henri Trica

Droit au logement devrait quitter prochainement la rue du Dragon

L'ASSOCIATION Droit au logement (DAL) a fêté, samedi 28 octobre, ses cinq ans d'existence, à son adresse symbolique du 7, rue du Dragon, à Paris. Elle ne tient pas, en revanche, à souffler une autre bougie dans ce même lieu : celle marquant, le 18 décembre prochain, le premier anniversaire de l'occupation de cet immeuble de la Cogedim. Les négociations que DAL mène discrètement depuis plusieurs mois avec la société immobilière, la préfecture de Paris et des bailleurs sociaux sont en effet sur le point d'aboutir.

L'accord prévoyait de reloger les quelque 180 « locataires » de la rue du Dragon (sauf Mgr Gaillot...) dans des HLM, avec des baux « glissants » et dans des logements d'urgence du plan Pénissol, à Paris et en banlieue. Avec la garantie, stipulée dans chaque contrat, d'obtenir, par la suite, un toit définitif. « Dans ces conditions », souligne Jean-Baptiste Eyraud, président de DAL, le déménagement de la rue du Dragon

s'effectuera en une seule journée, avant, je l'espère, le 15 décembre. Toutefois, ce « repli » ne vaut ni pour le comité des sans-logis (CDSL), « petit frère » parfois dissipé de DAL, ni pour les vingt et un comités locaux de DAL qui, pour beaucoup, « se trouvent confrontés à des blocages de la part des autorités municipales ». DAL entend également « tenter une ouverture » vers les grandes associations de solidarité, réunies ou non dans le réseau Alerte.

UN TRAVAIL DE FOURMI Les occupations d'immeubles, habilement médiatisées, avec l'appui de personnalités comme l'abbé Pierre, Mgr Gaillot, le chanteur Jacques Higelin ou les professeurs Jacquard et Schwarzeberg, n'ont jamais représenté pour DAL que le côté spectaculaire de son action. Une entreprise non violente, jamais dirigée contre les petits propriétaires privés et approuvée par une opinion de plus en plus sensibilisée au scandale des logements

vides face à la montée de l'exclusion. En cinq ans, DAL a accompli un travail de fourmi pour accompagner journalièrement des sans-abri et reloger durablement quelque 850 familles. L'association a « dérangé » : personne ne pensait, en 1990, qu'un gouvernement – en l'occurrence celui de M. Juppé – remonterait des oubliettes l'ordonnance de 1945 sur la réquisition de locaux vacants. Ni que la cour d'appel de Paris instaurerait la notion de « squat par nécessité » et ferait de l'accès au logement « un objectif de valeur constitutionnelle ». Actuellement, DAL bataille pour « une juste attribution » des logements HLM. En décidant une réforme dans le domaine des attributions de logements sociaux, l'OPAC de Paris vient d'apporter de l'eau au moulin de Droit au logement.

Michel Castaing

★ DAL, BP 484 Paris cedex 11, CCP 8 439 86 G Paris.

Début des négociations entre les étudiants de Rouen et le médiateur

L'UNEF-ID souligne « les risques de contagion »

NANTES EN 1993, Angers en 1994 et Rouen cette année : les rentrées universitaires se suivent et se ressemblent. Elles auront toutes commencé par un long mouvement de grève qui traduit l'exaspération des étudiants et des enseignants face à des difficultés financières persistantes, un manque de postes et parfois de locaux. Le conflit de la faculté des sciences de Rouen menace-t-il pour autant de s'étendre ? La mission d'un médiateur nommé par François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'insertion professionnelle pour tenter de mettre fin aux trois semaines de grève est, à cet égard, attendue avec impatience par l'ensemble des universités.

De sa rencontre avec Jean de Boishue, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur, vendredi 27 octobre, la délégation était sortie avec une « profonde déception » (Le Monde daté 29-30 octobre). Dans la matinée de lundi, M. de Boishue confirmait les trois missions confiées au médiateur, Gilles Bertrand, ancien président de l'université de Bourgogne, sur l'examen du déficit, l'élaboration du prochain contrat de Plan et la préparation de la rentrée, sans pour autant avancer de chiffres précis.

Lundi 30 octobre sur le campus de la faculté de Rouen, environ 1500 étudiants étaient réunis dès 8 heures. « On n'attend pas de blocus sur la situation de l'université, mais des propositions concrètes », disait à l'avance un représentant de étudiants. L'un d'eux avait écrit sur un tableau les quatre grandes revendications à l'origine du mouvement : un crédit de 12 millions de francs (la différence entre le budget théorique et les crédits réellement alloués à la faculté), 100 % des budgets théoriques sur les années qui viennent, rattrapage immédiat du déficit en postes d'enseignants, plan d'intégration des « hors statut ».

A 9 heures, le médiateur se faisait toujours attendre et il a suffi qu'un étudiant s'exclame que l'exactitude « est la politesse des rois » pour que l'assemblée se mette à crier : « On va le chercher, on va le chercher ». M. Bertrand avait, en effet, préféré faire un détour par la présidence de l'université avant un contact direct avec les étudiants. Un cortège vers les services centraux de la présidence a obligé le médiateur à rejoindre à toute vitesse la faculté des sciences. « Je suis venu pour du concret », s'est-il contenté d'indiquer avant de s'enfermer dans une salle avec une délégation tandis que les étudiants continuaient de scander : « On n'a pas que ça à faire, 12 millions ! »

Des résultats de la négociation, qui devait s'échelonner tout au long de la journée, dépendait également le maintien de la manifestation « d'ampleur nationale » que

les étudiants de Rouen envisageaient d'organiser, mardi 31 octobre, à Paris. Formulée en assemblée générale, vendredi, cette initiative vise à rassembler « tous les mécontents » à Toulouse, Nanterre... L'UNEF (proche du Parti communiste) a aussitôt apporté son soutien en appelant les étudiants parisiens à se joindre à ce rassemblement et, en province, à « élargir la mobilisation ».

En fait, si elles s'associent à cette démarche considérée comme une « première étape », l'UNEF comme l'UNEF-ID (gauche non communiste) préparent, avec les syndicats d'enseignants et de personnels, une journée nationale pour le 9 novembre, la date de l'examen du budget du ministère de l'éducation par l'Assemblée nationale. Pour l'Amirshahi, le président de l'UNEF-ID, considère en effet que « ce budget ne correspond pas aux besoins exprimés par la communauté universitaire ».

« Le gouvernement ne peut pas d'un côté discuter sur la nécessité de réduire la fracture sociale et de l'autre laisser pourrir la situation. » Selon lui, elle se traduit par « un retour déguisé à des procédures de sélection. Faute de moyens, les présidents d'université et les directeurs de faculté procèdent à une augmentation des droits d'inscription, instaurent des quotas et limitent le droit au redoublement notamment en second cycle ». M. Amirshahi affirme : « M. Bayrou cherche à gagner du temps [...] en nommant un médiateur ou en lançant une consultation générale. La situation [à Rouen] est, à des degrés divers, identique à celle de toutes les universités publiques. Si le ministre continue de faire l'aveugle et le sourd [...], alors les risques de contagion du mouvement et d'explosion sont réels ».

Michel Delberghe et, à Rouen, Dominique Le Guilledoux

DÉPÊCHES

■ TRAFIC : quatre personnes ont été interpellées dimanche 29 octobre au cours d'une opération anti-traffic au marché des oiseaux à Paris, par la Direction des services vétérinaires de Paris. Selon la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), ces personnes ont été surprises en flagrant délit de détention, vente et transport d'espèces protégées en particulier de passereaux (bouvreuils, chardonnerets) et de perroquets originaires des forêts guyanaises.

■ ACCIDENT : deux personnes sont mortes et deux autres ont été portées disparues, samedi 28 octobre au large d'Etretat (Seine-Maritime) à la suite d'un accident d'avion de tourisme. L'appareil, un Piper A-28, s'est abîmé en mer pour des raisons indéterminées après avoir quitté Dieppe avec quatre personnes à son bord.

Le karaoké passe du loisir à la compétition

« QUE VOUS SOYEZ INFIRMIÈRE, coiffeuse, gorgiste ou étudiant, ce soir, c'est vous qui êtes sur la scène ! » Dimanche après-midi 29 octobre à Paris, le karaoké s'est offert au théâtre Bobino un premier championnat de France avec tout ce qu'il fallait d'huissiers, de jury de professionnels compétents, de télévisions, de candidats anxieux, de mères survoltées et de pères bardés de caméscopes.

Ce qui s'apparente à un jeu d'enfant sous le regard indulgent d'une poignée d'amis – chanter, micro en main, devant un écran de télévision qui diffuse le clip vidéo d'un « tube » dont les paroles défilent en bas de l'image – prend ici une tout autre tournure.

Parmi les trente finalistes, certains oublièrent que la scène était plus grande que leur chambre, osant à peine écarter un bras, d'autres découvrirent qu'un micro brutallement penché se venge en sifflant, une dernière que l'on peut casser son talon alguile juste avant de monter sur scène. Quelques-uns, tels Touria et Tom, ont quand même fait oublier les « couacs » de radio-crochet.

« Depuis environ un an, les clubs de karaoké se multiplient. Des semi-professionnels sont apparus, qui s'entraînent énormément et vont de concours en concours pour raffiner les lots », relève l'un des membres du jury, David Sutat, responsable marketing chez Pioneer. Loisir fétiche des japonais de-

puls le début des années 80, le karaoké, qui a pénétré en France depuis cinq ans par l'entremise des restaurants asiatiques, est officiellement reconnu dans la dernière édition du Petit Larousse. On estime que 3 500 sites, y compris des maisons de retraite, sont aujourd'hui équipés de ces « machines à chanter » (lecteur de vidéodisques, enceintes, micros), dont la valeur varie de 35 000 à 50 000 francs, et qui ont « déjà sauvé beaucoup d'établissements ».

Simple (point n'est besoin de retenir les paroles), déstressant, convivial, capable de désinhiber les plus timides, le karaoké aurait toutes les vertus. Même celle de donner un coup de pouce à la natalité. « Dans mon pub, on compte déjà sept mariages et quatre naissances, se flatte l'organisateur du championnat, Pierre Sillic. Le karaoké facilite autant les rencontres que l'ancien bal du samedi soir. Des gens qui ne se connaissaient pas s'encouragent. A la fin de la soirée, les tables se sont rapprochées ».

« Les mardis », conclut M. Sutat, essentiellement les 18-40 ans, ont pour beaucoup délaissé les discothèques où ils ne pouvaient ni se parler ni choisir la musique. Ils ressentent en fait un grand besoin de devenir acteur, de prendre les choses en main. Ils apprécient aussi d'être une star pendant quelques minutes ».

Pascal Krémer

Lundi 23 octobre 7h45

Si la file d'attente devant l'exposition Cézanne vous décourage, allez au Musée d'Orsay. 35 Van Gogh issus des réserves du musée ont fait leur réapparition, à la place des Cézanne décrochés pour l'expo.

(Source Europe 1)

DISPARITIONS

Viveca Lindfors

Une actrice au talent et à la personnalité mal exploités par Hollywood

L'ACTRICE AMÉRICAINE d'origine suédoise Viveca Lindfors est morte mercredi 25 octobre à Uppsala (Suède). Elle était âgée de soixante-quatre ans.

Hollywood avait voulu voir en elle une nouvelle Garbo ou une nouvelle Ingrid Bergman, mais se révéla incapable de lui offrir des rôles à la mesure d'un talent et d'une personnalité que Viveca Lindfors exprima surtout au théâtre. De son vrai nom Viveca Torstensdotter Lindfors, elle fait ses débuts sur scène à l'âge de dix-

sept ans. Membre du Royal Dramatic Theater de Stockholm, elle débute au cinéma en 1940. Les neuf films suédois dans lesquels elle apparaît attirent sur elle l'attention des producteurs américains. En 1946, elle part pour Hollywood, six ans après Ingrid Bergman, et signe un contrat avec Warner Bros. Dans son premier film américain, *Night unto Night*, de Don Siegel, qui ne sera distribué qu'en 1948, deux ans après sa réalisation, elle partage la vedette avec Ronald Reagan. Don Siegel devient en 1949

son troisième mari (elle divorcera en 1953, pour épouser l'année suivante l'auteur dramatique et cinéaste d'origine hongroise George Tabori) et le dirige de nouveau dans *No Time for Flowers* (1955), médiocre comédie inspirée de *Natchka*, dans laquelle elle interprète une communiste tchèque qui découvre, émerveillée, la société capitaliste.

La médiocrité des rôles qui lui sont proposés et qui font d'elle successivement une Française, une reine d'Espagne, une Autrichienne

et une Mexicaine, la décident à revenir à ses premières et seules véritables amours : elle triomphe à Broadway dans *Anastasia* (1954), mais lorsque la pièce est portée à l'écran le rôle est offert à Ingrid Bergman, à laquelle il vaudra un Oscar. Viveca Lindfors joue Shalopea (Cordelia dans *Le Roi Lear*), Strindberg (notamment *Mademoiselle Julie*, en 1955) et Brecht, et ne revient guère au cinéma que pour des raisons alimentaires. Elle travaille toutefois sous la direction de Fritz Lang (*Les Contrebandiers de Moonfleet*), Nicholas Ray (*L'ombre des potences* et la médiocre superproduction *Le Roi des rois*) et Joseph Losey (*Les Damnés*), et tourne aussi bien en Amérique qu'en Europe (*Quatre dans une jeep*, de Leopold Linberg, Ours d'or à Berlin en 1951, *Singarella*, réalisé en Suède par Christian-Jaque, *La Tempête*, d'Alberto Lattuada, etc.).

En 1972, deux ans après avoir trouvé un de ses rôles les plus intéressants, dans *Portrait d'une enfant déçue*, de Jerry Schatzberg, elle écrit et met en scène son propre spectacle, *I am a Woman*, ensemble de sketches qui traduisent son adhésion à certaines thèses féministes, également exprimées dans son autobiographie, *Viveca* (1981). On a pu la voir également dans *Welcome to L.A.* (Alan Rudolph, 1977) et, en 1978, dans *Giffjens* (Claudia Weill) et *Un mariage* (Robert Altman), ainsi qu'en 1994 dans *Stargate*. En tournée en Suède avec *In Search of Strindberg*, spectacle dont elle était l'auteur et où elle interprétait plusieurs rôles (dont celui de Strindberg âgé), elle se trouvait à Uppsala, où elle était née le 29 décembre 1920, lorsqu'une pneumonie l'emporta.

Olivier Schmitt

Pascal Mérieu

Madeleine Tribolati

Une héroïne des syndicats féminins

L'AIR MODESTE mais le verbe rude, l'enthousiasme à fleur de peau et l'indignation prête à jaillir, Madeleine Tribolati, décédée le 26 octobre, était une véritable héroïne des premiers syndicats féminins qui ont marqué les premiers pas du syndicalisme chrétien.

Née le 23 mars 1905 à Paris, d'un père ouvrier et d'une mère femme de ménage, Madeleine Tribolati fréquente l'école laïque et les patronages catholiques et travaille, dès l'âge de treize ans, comme employée de bureau. En 1924, elle adhère à la Fédération française des unions des syndicats professionnels féminins (CFTC), appelée « fédération du boulevard des Capucines ». Afin d'améliorer sa formation, elle suit les cours du « 4^e dimanche », pour les « propagandistes des syndicats féminins », et réussit l'examen, en se spécialisant sur l'encyclopédie *Revue nouvelle* (1891).

Madeleine Tribolati gravit les échelons du Syndicat des secrétaires sténodactylographes - sa profession - et accède en 1935 au conseil de la Fédération des employés. En 1936, dans les négociations sur les premières conventions collectives, cette militante cédulaire se révèle par sa pugnacité.

À la CFTC, elle marie, dès 1935, la position traditionnelle de l'église sur « la place naturelle des mères ou foyer » et le droit au travail pour toutes les femmes : « En vertu de quel droit et au nom de quel principe, écrit-elle, co-définissant une position alors d'avant-garde, voudrait-on séparer l'humanité en deux camps, dont l'un aurait le privilège de prendre librement son essor, pendant que l'autre - pour éviter toute concurrence - se verrait forcé de limiter le sien ? »

Petroanote de la Fédération

des employés en 1936, elle devient secrétaire générale adjointe en 1946 et vice-présidente de la CFTC. Si les syndicats féminins disparaissent, elle continue de se faire l'avocate de l'égalité professionnelle.

Elle participe aux négociations qui devaient donner naissance à la loi de 1950 sur le SMIG, qu'elle racontait avec une truculence qui ne masquait pas sa colère : « Pour le prix du logement, nous avions convenu [...] de prendre comme référence le prix d'un logement HLM. On nous a répondu que c'était trop cher, car pour un logement d'ouvrier à Paris, l'eau courante n'était pas nécessaire. »

Licenciée de son poste à la Fédération des employés en 1963, à la veille de la déconfessionnalisation, elle redevient vice-présidente à part entière de la CFTC en 1965 et se bat pour la généralisation des retraites complémentaires, obtenez en 1972. Elle part à la retraite en 1975, élue présidente d'honneur de la CFTC. La première et la seule.

Michel Noblecourt

Julien Bertheau

Le compagnon des grandes figures du théâtre du XX^e siècle

L'ACTEUR Julien Bertheau, ancien sociétaire de la Comédie-Française, est mort, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, samedi 28 octobre, dans les Alpes-Maritimes où il résidait depuis sa dernière apparition sur une scène en 1982 dans *Le Neveu de Rameau*, de Diderot, au Petit Odéon.

Né le 19 juin 1910 à Alger dans une famille de commerçants, Julien Bertheau était l'un des derniers compagnons de quelques-unes des figures fondatrices du théâtre français au XX^e siècle. Comédien-régisseur au Théâtre de la Porte-Saint-Martin, il entre au Conservatoire national d'art dramatique où il obtient un accessit de comédie. Peu après, il est l'élève de Charles Dullin au Théâtre de l'Atelier, puis de Louis Jouvet à l'Athénée, suivront les enseignements de René Simon. Sous la direction de Jouvet, il est un Horace presque scandaleux dans *L'Ecole des femmes*, de Mo-

lière, affublé d'une perruque noire comme un « blondin ».

Il entre en 1936 dans la troupe de la Comédie-Française dont il deviendra sociétaire en 1942, après avoir interprété la plupart des rôles de jeunes premiers de Musset. Accédant au sociétariat, il aborde les jeunes premiers de Marivaux et de Labiche, il participe aux créations du *Soulier de satin*, de Claudel, de *La Reine morte*, de Montherlant, des *Fiancés* de Havre, de Salacrou, il signe dans le même temps la mise en scène de plus de trente-cinq pièces pour la Comédie-Française et de tant sur les Boulevards comme en tournée en province et à l'étranger : Julien Bertheau dirigera les festivals de Carthage en Tunisie et de Sarlat dans le Périgord. Après son départ de la Comédie-Française en 1957, il est, aux côtés de Pierre Fresnay, l'interprète de trois

pièces à deux personnages : *Le Neveu de Rameau*, de Diderot (1963 et 1967, 700 représentations en France et à l'étranger), *L'idée fixe* (1966 et 1970) et *Man Faust*, de Valéry (1971).

Il retrouve le Conservatoire en 1975 où il est professeur pendant deux ans avant de céder sa charge au comédien Michel Bouquet. Mais il continue d'enseigner à l'Opéra Studio à Paris et dans les conservatoires d'Antibes et de Grasse dont il cède la direction, en 1992, à Georges Descrières. Julien Bertheau a tourné dans une quarantaine de films, de 1929 (*Le Crime de Sylvestre Bonnard*, de Julien Bernheim) à 1985 (*Conseil de famille*, de Costa-Gavras). Il fut l'interprète des cinq derniers films de Luis Buñuel, maître d'hôtel de *La Voie lactée* (1969) et évêque jardinier du *Charme discret de la bourgeoisie* (1972).

Olivier Schmitt

Pascal Mérieu

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Yves BAUDELOT
ont le plaisir d'annoncer la naissance de
Fanny Baudelot,
le 27 octobre 1995.
10, rue Pierre,
75003 Paris.

Décès

On nous prie d'annoncer le décès,
survenu le 20 octobre 1995, de
M. André CAHEN
Il fut pendant la guerre Gaiien pour certains et Galileen pour d'autres.

De la part de ses enfants
Alain, Catherine, Mick, Julien-David.
Et des très proches de son cœur.
38, rue Baudin,
92400 Courbevoie.
21, boulevard Saint-Anoine,
78000 Versailles.

Régis HUVIER,
chorégraphe de la compagnie
L'Arache-Cœur,
nous a quittés, le 24 octobre 1995, à l'âge
de vingt-neuf ans.

Aix-les-Bains, Saint-Etienne, Le
Vésinet.
Pierre Jolas,
Alice Pouilloux,
et leurs familles,
font part du décès de

M^{me} Albertine JOLAS,
née Desy,
survenue le 25 octobre 1995, à Saint-
Etienne.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.

Sa famille,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de
Jacqueline PORQUIER,
née Demoy,
survenue le mardi 17 octobre 1995.

Jeanine Guéron,
son épouse,
Martine Toli
et ses enfants,
Catherine et François Lamotte d'In-
campes
et leurs enfants,
Nicole et Claude Rommery
et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
Jean et Gilberte Guéron,
ses frère et belle-sœur,
Les familles Guéron et Messiah,
ont la tristesse de faire part du décès de

Georges GUÉRON,
dans sa quatre-vingt-sixième année, à
Paris, le 23 octobre 1995.

Le présent avis tient lieu de faire-part.
21, rue Rollin,
75003 Paris.

L'inhumation aura lieu dans la plus
stricte intimité au cimetière du Père-La-
chaise, le jeudi 2 novembre, à 15 heures.
Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Hélène Slama,
Le docteur et M^{me} Maurice Cohen,
Leurs enfants et petits-enfants,
Le docteur et M^{me} Roland Slama,
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Henry SLAMA,
chirurgien-dentiste,
survenue le 27 octobre 1995, à l'âge de
quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques auront lieu le mardi
31 octobre.
On se réunira à la porte principale du ci-
metière du Montparnasse à 10 h 15.

10, boulevard Auguste-Blanqui,
75013 Paris.

M. Gaston Weismann,
son épouse,
Agnes et Bernard Montier,
Murielle et Carlo Boccali,
Nelly Weismann
ses enfants,
Pierre-Alfred, Eric, Fabio,
Arnaud, Elise et Sylvain,
ses petits-enfants,
Sa famille,
Et ses proches,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Odette WEINMANN,
née Boulanger,
survenue le 27 octobre 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 2 novembre, à 11 heures, en la
chapelle de la maison de retraite « La Pro-
vidence », 77, rue des Martyrs, Paris-18^e.

Nelly Weismann,
4, rue Nicolas-Roret,
75013 Paris.

Anniversaires

MAXIMILIEN

Ylmi Yil i Simdi neden degil
devam
Yavas, yavas,
Güle güle.

Il y a cinq ans, nous quittons

Marc PAOLOZZI

Sa famille, ses amis se souviennent.

Il y a six ans, le 1^{er} novembre 1989,

Jacques (Jaime) OLIVER,
journaliste à Géo.

se retirait d'un monde, qu'il n'avait cessé
d'observer avec clairvoyance. Journaliste
de grande rigueur et honnêteté intellec-
tuelle, entré à Géo dès 1979, ce Catalan,
passionné par le désert saharien, a tou-
jours pris la défense des désolés du
dés-monde.

Ce que lui ont partagé ses rêves,
mais aussi ses exigences professionnelles
et ses coups de genou lui consacrant une
pensée particulière.

La direction de Prima Presse,
La rédaction de Géo.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE :

● Séminaires
Sylvie Dreyfus : « La transformation des
matières : problèmes de la représenta-
tion » 16, 23 et 30 nov., 7, 14 et 21 déc.
20 h-22 h, Jussieu, université Paris-VII,
salle R22 ; Catherine Audard : « Y a-t-il
un modèle libéral de la citoyenneté ? »
17 nov., 18 h-20 h, Jussieu, université
Paris-VII, salle Espace Jussieu, Rectifica-
toir au séminaire de Michel Sicaud :
« Sartre : le sujet Flaubert », 15 et 22 nov.,
6 et 20 déc., 19 h-20 h, Jussieu, univer-
sité Paris-VII, salle RCI.
● Samedi autour d'un livre
Ce que l'homme fait à l'homme : essai sur
le mal politique, de Myriam Reuvald
d'Alfonse, intervenants : A. Badiou,
F. Proust, J. Rancière, P. Rieucor et
A. Seala, 25 nov., 9 h-10 h-12 h 30, ENS,
salle Paul-Célan, 45 rue d'Ulm.
Toutes les activités du Collège interna-
tional de philosophie sont libres et
gratuites.
Reservations sur salles, répondre :
44-41-46-85. Autres renseignements :
44-41-46-80.

Nos abonnés et nos action-
naires, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions
du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir
nous communiquer leur
numéro de référence.

Communications diverses

Maison de l'Hebeu : (01 47-97-30-22).
Lectures de l'Hebeu sacré maîtrisées en une
séance. Stages-exprès (moderne/
biblique). Bar-Mitsva.

À l'issue de la réunion qui s'est dérou-
lée le mardi 24 octobre 1995, le jury du
prix Paul-Léautaud, créé et doté par le
Groupe Primagaz, et composé de
MM. Alphonse Boudard, Camille Caban,
Jean-Paul Caracalla, Michel Déon de
l'Académie française, Raymond Dovos,
Jean Guéhenne, Louis Nucera, Jacques
Péjuget et Paul Roche, a couronné le
livre de José Giovanni *Il avait dans le
cœur des jardins intouchables*, écrit chez
Robert Laffont.

Le montant du prix, un chèque de
80 000 F, lui a été remis le même jour par
M. Jean-Charles Ingelsi, président du
Groupe Primagaz, en présence de nom-
breuses personnalités.

Conférences

« La religion, les maux et les vices ».
Les conférences de l'École-Temple pro-
testant, 54, avenue de la Grande-Armée,
Paris-17^e.
● Jeudi 9 novembre à 20 h 30 : « Y a-t-il
des conceptions inévitables ? » Avec
Jean-Deals Bredin, avocat, et Guy Gil-
bert, prêtre.
● Jeudi 16 novembre à 20 h 30 : « Le par-
don et la justice ». Avec Jacques Anati et
Jacques Daquin, journaliste.
● Jeudi 23 novembre à 20 h 30 : « Dieu
nous a-t-il trahis ? » Avec Françoise Ver-
ny et Claude Geffré, op.
● Jeudi 30 novembre à 20 h 30 : « Les
relations d'enfance ? » Avec Georges
Boroff, journaliste, et Marcel Ganchet,
philosophe.
● Jeudi 7 décembre à 20 h 30 : « Le pé-
ché originel ». Avec José Eisenberg, rab-
bin, et Jacques Lacarrière, écrivain.
● Jeudi 14 décembre à 20 h 30 : « Crimes
et mémoires ». Avec Alfred Grosser, pro-
fesseur, et Mgr Vingt-Trois.
● Mardi 19 décembre à 20 h 30 : « Dieu
nous a-t-il trahis ? » Avec Philippe Sollers et
Stéphane Zaglanski, théologien juif.

Chaque conférence sera précédée d'une
introduction du pasteur Alain Hoziaux.
Entrée libre. Libre participation aux frais.

Cycle de conférences
« Les droits et les devoirs
de l'Homme »
par le Pr Bahram Elahi, 6 novembre 1995
à 19 h 30, Sorbonne, amph. Liard,
17, place de la Sorbonne, Paris-5^e.

Thèses

M. Nicolas LEGENDRE a soutenu
le 27 septembre 1995, à l'université Bor-
deaux-II, sa thèse de doctorat en méde-
cine :

« Lésions intestinales et Anti-
inflammatoires non stéroïdiens
(revue de la littérature à propos
de deux cas).

Le jury, composé des professeurs Jean
Pacalini, André Quinton, Bernard Bégaud
et du docteur Marc Hervouet, lui a décer-
né la mention « très honorable avec félici-
tations du jury ».

Le Monde
l'histoire au jour le jour

LA CINQUIÈME RÉPUBLIQUE

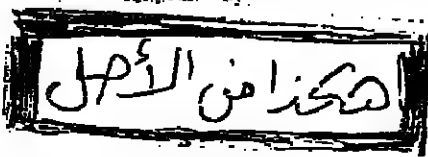
Analyses d'aujourd'hui, articles et documents d'époque vous retracent l'histoire de la Cinquième République au lendemain de l'élection de son cinquième président.

Un ouvrage de référence pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire contemporaine.

VIENT DE PARAÎTRE - 70 F

M UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CARNET DU MONDE
Téléphone 40-65-29-94
Télécopieur 45-66-77-13



HORIZONS

HISTOIRE

La disparition de Mehdi Ben Barka

Les circonstances de la mort de l'opposant marocain, il y a trente ans à Paris, n'ont jamais été élucidées

LE 29 octobre 1965, vers 12 h 30, à deux pas de la brasserie Lipp, deux Français en civil, munis de cartes de police, invitent l'opposant marocain Mehdi Ben Barka à monter avec eux en voiture. Ce dernier les suit sans protester. Il est conduit jusqu'à Fontenay-le-Comte (Essonne), dans la villa de Georges Bouchesleiche, un ancien repris de justice. Est-ce là qu'on l'a fait « disparaître » ? Qui en a donné l'ordre ? Le principal intéressé n'est plus là pour le dire : de ce jour, nul ne reverra vivant le dirigeant de l'Union nationale des forces populaires (UNFP) du Maroc, connu comme l'un des chefs de file les plus dynamiques du tiers-monde.

L'affaire Ben Barka n'aurait peut-être pas éclaté si son ami Thami Azemmour, étudiant en histoire, n'avait assisté à la scène. Ce « grain de sable », selon l'expression de Maurice Clavel (*Le Monde* du 15 juin 1966), n'était pas prévu au programme. Ben Barka avait dû insister, en effet, pour qu'Azemmour l'accompagne chez Lipp, où il devait discuter avec le cinéaste Georges Franju, le journaliste Philippe Bernier et leur « associé » Georges Figon, d'un projet de film sur la décolonisation. Ben Barka et Azemmour ne franchiront jamais les portes de l'établissement.

Petit truand haut en couleur, Figon a noué, en prison, de solides amitiés avec le milieu. Il est également en cheville avec certains agents du service de documentation et de contre-espionnage (Sdece, ancêtre de l'actuelle OGSSE), comme Antoine Lopez, chef d'escadron à Orly. Ce dernier, ami du général marocain Mohamed Oufkir, ministre de l'Intérieur et adversaire déclaré de Ben Barka, affirmera avoir été informé du rendez-vous de la brasserie Lipp par l'un de ses homologues maro-

cains, connu sous le pseudonyme de Chbnuki. Mieux : les deux « honorables correspondants », le Marocain et le Français, avouent avoir organisé, de conserve, l'enlèvement de Ben Barka.

Mais l'objectif, plaidera Lopez devant les juges, n'était pas de le tuer. Il s'agissait seulement de lui faire rencontrer le général Oufkir. Le Maroc, à l'époque, songeait à faire revenir l'exilé et à associer l'UNFP au gouvernement. L'entrevue a-t-elle mal tourné, comme l'écrit Figon, dans un article publié par *L'Express*, où il affirme avoir « vu » le général Oufkir « tuer Ben Barka » d'un coup de poignard ?

Chbnuki et Lopez, eux, n'ont rien vu. Leur mission s'est achevée devant la villa de Fontenay-le-Comte. Ni l'un ni l'autre n'y sont entrés. Même chose pour Louis Souchon et Roger Voitot, les deux policiers chargés d'« interpellier » Ben Barka.

Officier de police principal à la brigade mondaine, Souchon s'est laissé circonvenir assez facilement par Lopez. Ce dernier lui a souvent donné des « tuyaux » sur les affaires de drogue. Et puis, Lopez ne l'a-t-il pas assuré que toute l'opération

avait reçu le feu vert de la présidence ? De retour à Paris, Lopez téléphone à Rabat et avertit le chef de la sûreté marocaine, Ahmed Dlimi, que « l'invité est arrivé ». Le signal est ainsi donné au général Oufkir, qui arrive à Paris dès le lendemain, 30 octobre, et se rend aussitôt à Fontenay-le-Comte.

Que s'est-il réellement passé, dans la villa du truand Bouchesleiche ? Nul ne le saura. Bien qu'alertées par Lopez de ces allées et venues marocaines, les autorités françaises n'ont pas jugé bon d'interpellier le général Oufkir et son adjoint Dlimi. L'information donnée par Lopez, faisant état de la participation

du ministre marocain, sera qualifiée d'« extravagante ». Parce qu'on ne le croit pas ? Ou parce qu'on ne sait trop ? « Vous ne tenez pas en main vos services », reprochera le général de Gaulle à son premier ministre, Georges Pompidou, de qui dépendait alors le Sdece.

Le développement de l'affaire Ben Barka, dont le chef de l'Etat français dira, le 21 février 1966, qu'elle « n'a rien que de vulgaire et de subalterne », provoquera un émoi durable dans la classe politique - y compris parmi les gaullistes. Les anciens du comité Oufkir et son adjoint Dlimi. L'information donnée par Lopez, faisant état de la participation

Chacun s'indigne, certains accusent. « Un peu avant, au peu après l'assassinat de Ben Barka (...), un ami marocain, qui connaît bien le dessous des cartes, me parlait de l'étroite liaison du général Oufkir et des services secrets américains », confie Mauriac à Jean Lacouture (dans le troisième volume de sa biographie *De Gaulle. Le Sauvage* (Seuil), cité par Jean-Marc Théollier dans *Le Monde* daté 28-29 octobre 1990). « Ce qu'il en est réellement, je l'ignore. Il reste que, pour une fois, ces services viennent de réussir un magnifique coup double, contre le tiers-monde en se débarrassant de Ben Barka, et contre de Gaulle », conclut l'écrivain. Pistes américaines, française, marocaine, ou énorme bavure ? Trente ans après, le mystère reste entier.

Catherine Simon

* A lire également : *Les Assassins de Ben Barka*, dix ans d'enquête (Aurélien, 1975 ; repris chez Plon en 1981) et *Ben Barka, ses assassins* (Syllabus et Pariscope, 1991) de Daniel Guérin.

* Les 17 et 18 novembre, l'Institut Maghreb-Europe et la revue *Politix* organisent un colloque, « Mehdi Ben Barka, de l'indépendance à la Tricontinentale », à l'université Paris-VIII (Saint-Denis).



Ben Barka à La Havane, en septembre 1965, en compagnie de Fidel Castro.

Zakya Daoud, journaliste franco-marocaine

« Il a été victime d'une sorte de double meurtre »

« Trente ans après les faits, la disparition de Mehdi Ben Barka reste une énigme. Malgré les recherches entreprises, il semble qu'on ne dispose aujourd'hui d'aucun élément nouveau ».

Dix jours après la disparition de Ben Barka, tout ce que l'on sait aujourd'hui, on le savait déjà. Rien n'a bougé ou presque. Mis à part quelques « frémissements », entre le 4 et le 26 novembre 1965, quand les premiers protagonistes français sont arrêtés et mettent en cause leur hiérarchie - celle, notamment, des services de documentation et de contre-espionnage (Sdece) - on tourne en rond. Qu'est devenu Ben Barka ? Pourquoi a-t-il été enlevé ? Aujourd'hui comme hier, ces questions n'ont pas trouvé de réponse.

Sur le moment, ce qui intéresse l'opinion, c'est de mesurer les implications et les responsabilités françaises. On s'interroge inlassablement sur le rôle qu'aurait pu jouer le ministère de l'Intérieur, Matignon, les services secrets, les réseaux de barbouzes, etc. Ben Barka, à la limite, on ne s'en soucie plus. Il a été victime d'une sorte de double meurtre. Éliminé en tant qu'être humain - on n'a jamais retrouvé son corps -, il l'a été aussi en tant que personnalité : dans cette affaire, il fait figure de pion, son existence propre est niée.

Il n'est pas le seul à avoir disparu. Plusieurs témoins sont morts, eux aussi ?

Comme l'affaire Kennedy, l'affaire Ben Barka est encombrée de morts suspects. Celle de Georges Figon d'abord, que l'on a « suicidé », ou qui « s'est suicidé » selon la version officielle, le 17 janvier 1966, après avoir nargué toutes les polices pendant trois mois. Sa mort

est survenue huit jours après son fameux article dans *L'Express*, « J'ai vu tuer Ben Barka ». Elle n'est que le début d'une longue série noire. Les trois principaux avocats de la partie civile sont morts aussi, tous trois en 1967, tous trois d'une crise cardiaque. Et puis, il y a Annette Cordier, dite Léna, une reporter-photographe de *Jeune Afrique*. Elle avait témoigné au procès, affirmant avoir entendu, sur les lieux mêmes de l'enlèvement, l'une des personnes avec laquelle elle était assise à une terrasse de café, dire qu'il y avait « quelqu'un de la CIA » dans les parages. Ses amis lui avaient conseillé de se taire, de ne jamais mentionner la CIA. Elle est morte, dans les années 70, dans un accident de voiture.

Autre mort troublante, celle du jeune étudiant qui accompagnait Ben Barka. Un suicide, là aussi ? S'il n'avait pas été là, on n'aurait jamais su que la police française était directement impliquée. Sur le coup, d'ailleurs, il n'a pas compris. Ben Barka a demandé leurs papiers aux deux hommes qui l'interpelaient, et Azemmour a cru assister à une arrestation. Il a vu les cartes de police française. Quelques heures plus tard, quand il a réalisé ce qui s'était passé, il a pris peur. Il s'est caché pendant plusieurs jours. Puis, le 4 novembre, il est allé voir la police. On l'a retrouvé pendu chez lui avec une chaîne de bicyclette, en 1972. A l'époque, Thami Azemmour avait terminé ses études tout à fait normalement, il était enseignant. On disait qu'il voulait rentrer au Maroc.

Le général Oufkir et son adjoint Dlimi sont morts aussi. Le premier, qui avait été impliqué dans le complot d'août 1972 contre le roi, s'est officiellement « suicidé » : le second a été victime d'un accident de la route. En revanche, Antoine Lopez a eu plus de chance : il tient un café ou un bar-restaurant, à La Courneuve. Bernier a pris sa retraite.

On a beaucoup parlé à l'époque du rôle joué par les Etats-Unis - ou par leurs alliés. Certains estiment qu'à travers l'affaire Ben Barka, c'est le général de Gaulle qu'on visait.

Tout est dans le contexte. L'affaire Ben Barka a ébranlé quelques jours avant que de Gaulle n'annonce sa candidature à l'élection présidentielle [A l'issue des deux tours de scrutin, les 5 et 19 décembre 1965, le général de Gaulle, d'abord en ballottage face à François Mitterrand, sera élu, au second tour, avec 54,6 % des suffrages]. Une décision qu'il a, semble-t-il, longuement pesée. Au lendemain de l'enlèvement, beaucoup, parmi ceux qu'on appelle les gaullistes de gauche, comme Maurice Clavel, nourrissent des soupçons à l'encontre des Etats-Unis et de leurs alliés marocains et français. On suspecte les Américains d'avoir été les commanditaires de l'enlèvement et de s'être appuyés, pour ce faire, sur des réseaux français.

C'est une thèse qu'Antoine Lopez a également accréditée. En tant qu'agent du Sdece, il travaillait avec le bureau des narcotiques américain. De tous côtés, il y a des indices. Mais pas l'ombre d'une preuve. Ce qui est sûr, c'est que de Gaulle avait pris très nettement ses distances vis-à-vis des Etats-Unis, singulièrement pendant cette année 1965. On s'en rend compte avec l'affaire du Congo [devenu l'actuel Zaïre], au mo-

ment de la sécession de la province du Katanga ; ou dans celle de Saint-Domingue, lors du débarquement des « mirlons » américains. Chaque fois, de Gaulle critique les positions de l'ONU ou de l'OTAN, instances où les Américains occupent une place prépondérante. L'affaire Ben Barka peut être lue comme un avertissement, une mise en garde lancée aux tiers-mondistes - et à leurs alliés supposés. De Gaulle, comme on le sait, ne cédera pas. En février 1966, la boucle est bouclée : il annonce le retrait de la France de l'OTAN.

L'année 1965 marque un tournant. Pour la France, mais aussi pour le camp tiers-mondiste... Oui, c'est la fin d'une période. Commencée à Bandung, en 1955, elle s'achève à La Havane, en janvier 1966. Pendant ces dix années, les militants du tiers-monde ont cru possible de modifier l'ordre international, en profitant des brèches creusées par la guerre froide. Leur projet a échoué. Le nouvel ordre mondial, qui se met progressivement en place au nom de la « coexistence pacifique », finit par triompher et on imagine mal, aujourd'hui, la passion qui a pu animer des hommes comme Mehdi Ben Barka. Che Guevara ou Amilcar Cabral.

Cet échec n'est pas le fait des seules puissances occidentales. Lors du sommet arabe de Casablanca, réuni en septembre 1965, les chefs d'Etat s'engagent à ne plus s'attaquer entre eux et à empêcher leurs oppositions de nuire aux intérêts des Etats alliés. Un mois plus tard, un sommet des chefs d'Etat africains confirme la tendance : la raison d'Etat l'emporte désormais sur les « solidarités révolutionnaires » d'antan.

C'est dans ce contexte difficile que va s'ouvrir, en janvier 1966, à La Havane, la Tricontinentale - une conférence réunissant les représentants des trois continents, Amérique latine, Afrique et Asie. Ben Barka devait présider la réunion de La Havane. Sa disparition n'empêchera pas la conférence de se tenir. Mais la page est tournée. Le seul écho qu'a eu cette conférence s'est limité à Cuba et aux pays latino-américains. A cette date, le rêve d'unifier dans un même combat les trois continents est déjà mort.

Avec le recul des années, le langage que tenait Ben Barka à l'encontre du pouvoir royal apparaît d'une incroyable virulence...

Le ton de ses discours a beaucoup varié. Entre 1957 et 1959, quand il occupait les fonctions de président de l'Assemblée nationale, Ben Barka tenait des propos tout à fait modérés. Devant le roi Mohamed V, c'était un notable du régime. Cela ne l'a pas empêché, pendant la campagne des législatives, en 1963, d'attaquer le pouvoir en termes très crus. Lors d'un meeting, à Rabat, il avait lancé : « Le régime on ne l'amende pas, on le détruit ».

Mais il faut relativiser. Ben Barka n'a jamais remis en question le régime monarchique en tant que tel. Ce qu'il contestait, c'était la répartition des pouvoirs à l'intérieur du système chérifien. Plus personne n'oserait, aujourd'hui, faire ce genre de critique. C'est un sujet tabou. Le pouvoir s'est structuré, rigidifié, et aucun homme politique ne met en cause la façon dont il s'est construit. A l'époque de Ben Barka, le pouvoir était justement en train de se construire. La vraie différence est là.

Au Maroc, et plus généralement au Maghreb, que reste-t-il de Ben Barka ?

Il a été un novateur, sur le plan politique. Il a mené une vraie réflexion sur l'organisation du pouvoir, sur l'enseignement, sur la réforme agraire, des sujets qui restent très actuels au Maghreb. C'était un politique, mais aussi - cela ne va pas toujours ensemble - un intellectuel, érudit et polyglotte puisqu'il maîtrisait aussi bien l'arabe et l'anglais que le français.

Son nom reste inscrit dans la mémoire collective, comme celui d'un combattant de l'indépendance et comme celui du fondateur du principal parti d'opposition, l'UNFP, devenue aujourd'hui l'Union socialiste des forces populaires (USFP). C'est une figure emblématique pour l'ensemble des Maghrébins, même si elle est historiquement datée. Il y a, au Maroc, des jeunes qui, encore aujourd'hui, se réfèrent à lui.

Propos recueillis par Catherine Simon

* Coauteur avec l'historien marocain Maati Monjib, d'un livre biographique, *La Vie interrompue de Mehdi Ben Barka*, à paraître, en novembre, aux éditions Michalon. Zakya Daoud (née Jacqueline Logham) est une journaliste franco-marocaine. Elle a été rédactrice en chef, de 1966 à 1988, de la revue marocaine *Lamallif*, célèbre au Maghreb. Auteure de très nombreux articles, elle a publié plusieurs livres, dont *Féminisme et politique au Maghreb* (Ediff et Maisonneuve Larose, 1993-1994) et *Ferhat Abbas, une utopie algérienne* (avec Benjamin Stora, Denoël, février 1995).

Un entretien avec Françoise de La Serre et Helen Wallace

« Ce qui manque à Paris et à Londres, c'est de partager un projet pour l'avenir immédiat de l'Europe communautaire »

CHERCHEUSES en science politique de chaque côté de la Manche, Françoise de La Serre et Helen Wallace jettent depuis plusieurs années un regard croisé sur les politiques européennes de leurs pays respectifs. Françoise de La Serre est directrice de recherches au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) depuis 1968. Elle a publié notamment *Le Royaume-Uni et la Communauté européenne* (PUF, 1987) et *L'Union européenne : ouverture à l'Est* (en collaboration avec Jacques Rupnik et Christian Lequesne, PUF, 1994).

Helen Wallace est directrice du Sussex European Institute, après avoir été responsable du West European Program au Royal Institute of International Affairs (Chatham House). Elle a publié récemment *European Community, The Challenge of Enlargement* (en collaboration avec A. Michalski, Chatham House, 1992). Françoise de La Serre et Helen Wallace ont coécrit cette année pour le Conseil franco-britannique une étude publiée par le CERI et intitulée « Les relations franco-britanniques dans l'Europe de l'après-guerre froide ».

« Quelle opinion les Britanniques ont-ils aujourd'hui de l'Europe ? »

Helen Wallace. - Le débat, chez nous, ne porte pas - ou plus - sur l'appartenance à l'Europe, mais sur les conséquences de cette appartenance. Les citoyens britanniques ne sont d'ailleurs pas seuls à émettre des critiques envers l'Europe. Ils partagent ces réticences avec d'autres peuples. Ce qu'on ignore vraiment, c'est comment l'opinion britannique réagirait face à une politique européenne plus active de la part de leur gouvernement. Chez nous comme en France, on critique certains aspects des interventions de Bruxelles dans la vie quotidienne. Chez nous comme en France, on a de moins en moins confiance dans la vigueur et la capacité du pouvoir politique national. Mais, bien sûr, l'extrême division du gouvernement britannique sur l'Europe amplifie les réticences de l'opinion. Surtout, en Grande-Bretagne, contrairement à ce qui se passe en France, l'Europe a une très faible valeur symbolique.

Françoise de La Serre. - Il ne faut pas exagérer les réticences actuelles de l'opinion britannique. Celle-ci est assez volatile. Elle pourrait se retourner si un fort leadership se manifestait en faveur de l'Europe, comme lors du référendum de 1975 sur le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté. Nos deux pays affrontent la mondialisation et l'ouverture des frontières.

- La Grande-Bretagne, dit-on souvent en France, alimenterait une Europe à sa guise, libre-échangiste et la plus faible possible. Est-ce une réalité ou une idée reçue ?

Helen Wallace. - Le gouvernement conservateur actuel prêche la loi et le règne du marché partout et en toute occasion, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Grande-Bretagne. Sa position est cohérente. Il a voulu réduire le rôle du secteur public dans tous les domaines. Un autre gouvernement, plus favorable au secteur public, pourrait avoir une autre politique européenne.

Françoise de La Serre. - À l'inverse des Français, les Britanniques n'ont jamais éprouvé un grand engagement pour la dimension politique de la construction européenne. Pour la France, celle-ci représente le cadre de l'évolution future du continent, qu'il s'agisse d'économie ou de sécurité. Pour la Grande-Bretagne, ce rôle stabilisateur de la construction européenne est beaucoup moins important. C'est une différence substantielle entre les deux pays. Ils n'attribuent pas la même fonction à l'Europe. Depuis les origines de la construction européenne, il existe clairement un projet français. Les Britanniques n'ont jamais eu un projet semblable et ne l'ont toujours pas.

Helen Wallace. - C'est vrai, il n'y a jamais eu de projet britannique pour l'Europe. D'autant que les Britanniques de tous bords n'aiment pas beaucoup parler des institutions, y compris chez eux. Ils préfèrent parler du contenu et des effets de la coopération européenne que de ses structures. Ils



sont moins à l'aise dans une discussion institutionnelle que les Français, et encore moins que les Allemands. Cela tient d'évidence à l'histoire et à la géographie. Les Britanniques n'ont jamais été voisins des Allemands. Leur expérience de la guerre est différente. Ils n'ont jamais été envahis. L'Europe fut bien sûr l'un des éléments de leur histoire, mais jamais le facteur déterminant.

Françoise de La Serre. - John Major invoque d'ailleurs cette histoire spécifique pour justifier la « différence » britannique envers l'Europe. Il est normal, disait-il lors du récent congrès conservateur, que nous ayons une approche différente de la construction européenne, car, à l'inverse de nos voisins, nous n'avons jamais été occupés, jamais vaincus.

- Malgré ces différences historiques, la France et la Grande-Bretagne ont découvert ensemble - c'est une expérience commune - qu'elles n'étaient plus des puissances mondiales.

La France voit dans l'appartenance à l'Europe un substitut à cette perte de puissance. Pourquoi ne pense-t-on pas la même chose en Grande-Bretagne ?

Helen Wallace. - Oui, enfin, il faut voir aussi que de temps en temps, les Français prêtent à la Grande-Bretagne un rôle qu'ils ne jouent pas. Ils utilisent le cadre européen pour faire prévaloir leurs intérêts. Les Britanniques, au moins, sont beaucoup plus explicites.

Françoise de La Serre. - Même si la France considère que l'Europe est à la fois le véhicule et le support de son influence, cela ne l'empêche pas parfois d'être tentée de faire cavalier seul. Pour sa part, la Grande-Bretagne, en particulier dans son discours actuel, donne l'impression qu'il peut y avoir d'autres voies possibles que la construction de l'Europe, qu'on peut penser à revitaliser les liens transatlantiques, ou à l'extrême rigueur considérer, comme les Suisses, que l'intérêt national exclut parfois un développement de la coopération européenne. Mais il

est vrai que les deux pays se confortent mutuellement dans leur rôle de puissance moyenne, un peu « moins égales » que les autres.

- L'éventuelle arrivée des travaillistes au pouvoir changerait-elle l'approche européenne de la Grande-Bretagne ?

Helen Wallace. - Les dirigeants travaillistes ont beaucoup changé ces dernières années l'atmosphère et le contenu de la politique européenne de leur parti. Ce changement fondamental, entamé avec Neil Kinnock, s'est poursuivi avec John Smith et Tony Blair. C'est clair. Pour le moment, les travaillistes acceptent, en principe, l'appartenance à l'union monétaire. Si on peut faire un parallèle avec ce qui s'est passé en France, c'est un peu comme si le Parti travailliste

était dominé actuellement par une aile « déloriste ». Reste à savoir si une aile « chevènementiste » ne surgira pas plus tard en son sein en ouvrant un débat anglo-anglais semblable à celui que la France a connu. Mais, pour l'instant, on peut prévoir qu'un gouvernement travailliste accepterait, avec un enthousiasme relatif, l'adhésion à l'union monétaire et ses conséquences.

- Dans quels domaines la politique européenne de la Grande-Bretagne changerait-elle, en cas de victoire travailliste ?

Helen Wallace. - Outre le domaine monétaire, qui touche directement à la question de la souveraineté, la politique britannique changerait aussi sur le chapitre social. La Grande-Bretagne adopterait la clause sociale dont elle est actuellement dépourvue.

Françoise de La Serre. - Le problème c'est que, dans l'immédiat, nous risquons de ne pas avoir beaucoup d'élargissements sur la politique européenne d'un éventuel futur gouvernement travailliste. Compte tenu de l'état de l'opinion et du tour pris par la campagne du Parti conservateur, les travaillistes vont être la cible de violentes attaques. M. Blair va avoir énormément de difficulté à définir son projet européen, car s'il lui donne un contenu positif - notamment dans les domaines monétaire et social -, on va l'accuser de vouloir brader les intérêts et la souveraineté britanniques. D'ici les élections législatives, prévues en principe pour le printemps 1997, il aura donc beaucoup de mal à se « positionner » sur ces questions européennes.

- Ces divergences européennes entre les deux grands partis reflètent-elles un clivage de générations chez leurs électeurs ?

Helen Wallace. - C'est difficile à juger. En France, les plus âgés, qui ont vécu les drames de la guerre, sont, de ce fait, les plus européens. Chez nous, on a connu le phénomène inverse. Les plus anciens des décennies. Il y a, dans cette participation active, une cohérence et une continuité. La « différence », chez les Britanniques, tient au fait qu'ils parlent de l'OTAN comme d'une institution européenne. C'est un vocabulaire qui a pu choquer un peu les Français. Mais aujourd'hui les choses ont évolué et le débat sur la défense est plus prometteur. Les Français sont beaucoup plus décontractés dans leurs relations avec l'OTAN. Qu'il s'agisse de la Bosnie ou de la mise en place, la semaine prochaine, du groupe aérien européen franco-britannique, Londres et Paris développent maintenant une coopération militaire substantielle.

Françoise de La Serre. - On ne peut pas réinterpréter ce qui s'est passé depuis des décennies et dire que les Britanniques auraient été d'accord avec la construction européenne si l'on avait commencé par la défense et pas par la monnaie. Souvenons-nous du débat quasi-théologique lorsqu'il était question de la négociation de Maastricht, d'inclure dans le traité des dispositions sur la défense européenne. Les thèses françaises étaient complètement à l'opposé des thèses britanniques.

Pour le Royaume-Uni, la défense de l'Europe, c'était l'OTAN et il n'y avait donc aucune espèce de raison de promouvoir l'Union de l'Europe occidentale (UEO) comme bras armé de l'Union européenne.

- Les choses ont beaucoup changé depuis. Il y a eu des progrès en matière de coopération bilatérale, qu'il s'agisse du nucléaire, du groupe aérien ou de la Bosnie, avec, dans ce dernier cas, tout le suivi que cela va impliquer pour les deux pays. Mais un long chemin reste à parcourir pour un rapprochement significatif entre la France et la Grande-Bretagne sur les questions de défense européenne, notamment lorsqu'il s'agit de faire de l'UEO, comme le veut le Français, le facteur décisif de renouveau de l'alliance et de définir les contours d'un nouveau « partenariat » transatlantique.

Helen Wallace. - Certaines personnalités de la City sont déjà

- Français et Allemands souhaitent une fusion de l'UEO dans l'Union européenne tandis que les Britanniques plaident pour la création d'une sorte de « quatrième pilier » qui regrouperait la défense et la distingueraient de la politique étrangère commune. Londres peut-il se rapprocher de Bonn et de Paris sur ce sujet ?

Helen Wallace. - Une évolution britannique est concevable, mais elle prendra un peu de temps. Pour cela, il faut que Londres juge efficace le projet d'une défense européenne plus étroite. Les Britanniques soulignent que l'on dispose déjà, dans le cadre de l'OTAN, d'instruments de coopération militaire qui fonctionnent. Et ils s'inquiètent qu'on veuille les remplacer par quelque chose d'autre qui n'a pas fait ses preuves. Si on démontre que l'UEO peut efficacement jouer son nouveau rôle, les Britanniques pourraient accepter au bout du compte ce rôle soit institutionnalisé.

Françoise de La Serre. - Il faut distinguer le court et le moyen terme. À court terme, les positions sont assez tranchées. Les Britanniques ont, en effet, proposé un « quatrième pilier » pour que les décisions en matière de défense, tout en étant prises au sein de l'UEO, échappent à l'autorité du Conseil européen, aux interférences de la Commission et, en fait, ne puissent pas être contestées par des pays européens non membres de l'UEO. À l'inverse, les Français paraissent toujours souhaiter que l'UEO devienne le bras armé de l'Union. Mais ils sont sensibles à certains arguments britanniques, notamment quant à l'attitude spécifique de certains pays européens neutres, attitude qui s'est manifestée à propos des essais nucléaires français. En conséquence, Français et Britanniques pourraient s'entendre pour que finalement ce problème ne soit pas examiné par la conférence inter-

gouvernementale et qu'on l'aborde ultérieurement.

- La fameuse « relation spéciale » entre la Grande-Bretagne et les États-Unis existe-t-elle encore ?

Helen Wallace. - Le discours officiel britannique continue de souligner l'importance de la « relation transatlantique », en observant que l'engagement des Américains dans les affaires européennes est utile à l'Europe. Londres souhaite que les Américains conservent de bonnes raisons de rester impliqués en Europe. En revanche, on parle de moins en moins chez nous d'une « relation spéciale ». C'est un langage qui a vieilli. Pour la Grande-Bretagne, il est important que la France ait maintenant un président beaucoup plus décontracté dans ses relations avec l'Amérique, un homme qui est interviewé par CNN, et qui parle même l'argot américain. Cela a beaucoup frappé les Britanniques.

Françoise de La Serre. - Certains propos officiels britanniques laissent entrevoir une volonté de revitaliser le partenariat avec les États-Unis. Mais, en fait, ce qui intéresse Washington, c'est de revitaliser non pas un partenariat avec Londres mais un partenariat avec l'Union européenne en tant que telle. Le poids de la Grande-Bretagne, aux yeux des États-Unis, est directement fonction de l'influence qu'elle exerce au sein de l'Union européenne.

- À chaque changement de gouvernement ou de président en France resurgit l'idée d'un réajustement de l'axe Paris-Bonn par un resserrement des relations franco-britanniques. Ce réajustement est-il concevable ?

Françoise de La Serre. - Il est intéressant de voir que la même tentation a été éprouvée en France lors de l'élection de François Mitterrand en 1981. M. Balladur et M. Chirac ont eu cette même volonté. Aujourd'hui, la relation gouvernementale franco-britannique est bonne, et la coopération diplomatique et militaire en Bos-

nie a été de ce point de vue décisive. Le problème est de savoir si l'on peut indéfiniment cultiver cette relation pour la seule vertu du bilatéralisme. Il est à craindre qu'elle ne trouve très rapidement ses limites si elle ne débouche pas sur des propositions et sur une meilleure entente dans des cadres multilatéraux comme l'Union européenne. Autrement dit, cette relation bilatérale ne peut être une fin en soi.

- Quel regard porte-t-on à Londres sur le président Chirac ?

Helen Wallace. - Jacques Chirac intrigue, mais il est évidemment un peu tôt pour juger de son action. Ses relations personnelles avec John Major semblent bonnes. Pour un Parti conservateur, il vaut mieux, bien sûr, avoir en France un interlocuteur de droite. Cela ouvre des possibilités de discours communs.

Françoise de La Serre. - Un certain manque de visibilité de la politique européenne de Jacques Chirac a permis aux Britanniques d'entretenir certains espoirs, voire certaines illusions, sur un rapprochement éventuel des positions françaises et britanniques. À partir d'une analyse commune des réticences partagées de leurs opinions publiques, les Britanniques ont déduit que les Français étaient prêts à aller beaucoup plus que sous les septennats précédents au devant de leurs préoccupations en ce qui concerne, par exemple, le fonctionnement des institutions européennes.

- La conférence intergouvernementale sera le moment de vérité, le test véritable du degré de vision commune franco-britannique sur ces questions institutionnelles. Sur certains points, les deux pays pourront se mettre d'accord. S'agissant de transparence, de démocratie, Paris et Londres pourraient proposer un rôle accru des Parlements nationaux. S'agissant des processus de décision, des votes au sein du Conseil, les deux pays auront des positions proches. Mais cela ne débouchera pas sur une vision commune de l'avenir de l'Union européenne élargie.

- Autour du débat sur la géométrie variable, l'Europe à la carte, l'Europe à deux vitesses, la France et la Grande-Bretagne risquent de ne pas être exactement du même côté de la barrière. La France veut créer, sinon un noyau dur à l'Allemagne, du moins un groupe restreint de pays qui peuvent et qui veulent avancer. La France n'imaginerait pas ne pas faire partie de toutes ces solidarités renforcées, qu'il s'agisse de la monnaie ou de la défense. Alors que la Grande-Bretagne paraît plutôt privilégier des coopérations à la carte et préférerait une Europe flottante, flexible, moins organisée, moins structurée que ne le souhaite la France.

- Alain Juppé, quand il était encore au Quai d'Orsay, avait déclaré que le rôle de la France serait de réconcilier la vision allemande et la vision britannique de l'Europe. Cette réconciliation est-elle possible autrement que par des compromis boiteux ?

Helen Wallace. - Si on veut élargir l'Union à l'Est sans la détruire, il faut un projet de réforme, qui reste à décider. Pour être solide, ce projet devrait regrouper Allemands, Français et Britanniques. C'est cela pour moi, le vrai défi. L'ennui c'est que la perspective des élections empêche le gouvernement britannique de songer à de grandes réformes européennes. Elle le cantonne dans des objectifs limités et à court terme.

Françoise de La Serre. - Réconcilier les points de vue allemand et britannique supposerait qu'on donne une vraie substance à ce qui n'est pas un triangle Londres-Paris-Bonn mais une addition de relations bilatérales ne formant pas une figure géométrique très satisfaisante. Cela supposerait aussi que la France ait une idée un peu plus claire de sa propre politique européenne et qu'elle ait résolu ses contradictions : qu'elle cesse de vouloir une union économique et monétaire tout en n'acceptant qu'avec réticence ses prolongements politiques.

Propos recueillis par Jean-Pierre Langellier et Daniel Vernet

Le Monde

Les images de l'Amérique

Il y a encore un an, la déclaration de Jack Valenti, porte-parole des majors hollywoodiennes, aurait fait l'effet d'un coup de tonnerre. Le principal avocat de l'ouverture sans limite des grands et petits écrans d'Europe aux images américaines vient en effet d'affirmer qu'il était favorable aux quotas et à toutes les mesures que les États européens estimeraient souhaitables. Ce subit acquiescement à la défense de la culture européenne ne signifie pas un revirement de l'attitude américaine, mais une évolution des relations entre les Américains, les Français, défenseurs de l'exception culturelle, et les autres membres de l'Union européenne.

Dans la conquête de marchés qui représentent d'ores et déjà pour eux de gigantesques bénéfices, et en promettant bien davantage, la stratégie des Américains se développe sur plusieurs niveaux : loin des paroles lénifiantes de leur « ambassadeur », les lobbies américains sont plus présents que jamais à Bruxelles et à Strasbourg. Cet activisme démontre l'importance accordée outre-Atlantique au cinéma et à l'audiovisuel, dossier qui paraît souvent secondaire aux partenaires de la France. Paradoxalement, l'insistance américaine donne un argument aux représentants de Paris, face à l'indifférence de certains de leurs interlocuteurs.

Mais tous ne sont pas inactifs : si la presse d'outre-Atlantique

publie souvent l'état de négociations menées dans les enceintes réputées étanches des institutions de l'Union, avant même qu'en soit établi le compte-rendu officiel, c'est que le lobby américain est bien informé... par certains Européens, acquis à leurs thèses. Entre l'hostilité des uns et le manque d'intérêt des autres, la position française de défense d'une politique culturelle communautaire apparaît aujourd'hui complètement isolée.

En outre, cette position, dans sa forme actuelle, est peut-être en partie dépassée. Et c'est l'autre aspect de la politique américaine : la réglementation aux frontières de l'Europe repose sur un état ancien de la communication. D'où, par exemple, l'insistance de Catherine Trautmann, présidente de l'intergroupe cinéma au Parlement européen, pour que les services multimédias soient pris en compte par la directive Télévisions sans frontières, en cours de renégociation. Encore n'est-il pas certain, face à une diffusion en réseaux multiples, par l'espace, par le câble, par le téléphone, utilisant d'innombrables interconnexions, qu'une réglementation classique, pour nécessaire qu'elle est, soit suffisante. S'il y avait une part de vrai dans la déclaration de M. Valenti, elle signifierait que les Américains en seraient déjà à une étape ultérieure de l'emprise sur les images du monde. Et ce ne serait pas une bonne nouvelle.

CO₂

par Honoré



AU FIL DES PAGES/Economie

Moins de canons, moins de beurre

COMMENT se fait-il que les dividendes de la paix soient si maigres ? Cinq ans après l'effondrement du système soviétique, la question vaut d'être posée. La réponse pourrait tenir en une seule phrase : le fameux complexe militaire-industriel a suffisamment de ressort pour continuer à prospérer, même en l'absence de l'ennemi. On a presque autant de canons qu'au plus fort de la guerre froide et le chômage est toujours là. La fracture sociale s'est même élargie, comme on dit. Alors ? Les dividendes de la paix seraient-ils négatifs ?

Les rapports de colloques ne font pas la matière des best-sellers, surtout quand leur publication a plusieurs mois de décalage. Il faut féliciter d'autant plus la Documentation française de nous permettre aujourd'hui de lire les textes d'une conférence internationale qui s'est tenue en mai 1994 à Brest, ville particulièrement concernée par la reconversion des industries d'armement. Il eût été en effet dommage que ces papiers dorment au fond des tiroirs de leurs auteurs. Car il en ressort que les « marchands de canons » peuvent très bien se passer de la guerre pour continuer à rançonner les citoyens par l'intermédiaire du fisc.

Le principe de la conversion des industries d'armement est pourtant simple. Supprimer des dépenses militaires devrait permettre de réduire les impôts. Moins appauvri, le contribuable pourrait consacrer davantage de ressources à la consommation ou à l'investissement. Autant d'occasions d'activités nouvelles qui permettraient d'accueillir les employés des usines d'armement en désherence. Où est le bodge ?

D'abord, globalement les dépenses militaires ont fort peu diminué. Ensuite, à tous les niveaux, les patrons et les employés de ces industries, du cadre supérieur au manoeuvre, ne veulent pas changer de métier. Habités à vivre doublement sur les commandes de l'État, dans une ambiance de secret et de monopole, n'ayant jamais vraiment eu à prendre en compte les coûts de leurs activités, ils n'ont aucune envie de s'aventurer sur un marché concurrentiel. Et ils pèsent sur l'État pour obtenir des délais et subventions, au moment même où les finances publiques sont à bout de souffle. Le jeu de puissants lobbies achève de geler la situation. Incapables de payer la reconversion, les gouvernements se soumettent. Résultat : les industries d'armement ont droit à plus de considération et d'attention que les mines que l'on ferme ou les aciéries que l'on casse.

En France, les « autorités » continuent encore à discourir sur l'effet d'entraînement positif des dépenses militaires alors que partout ailleurs cette fable pseudo-économique est remise en cause

Apparaît ici le cas particulièrement dramatique de notre pays. En France, les « autorités » continuent encore à discourir sur l'effet d'entraînement positif des dépenses militaires sur l'ensemble de l'économie, alors que partout ailleurs cette fable pseudo-économique est remise en cause. En France, on continue à rêver d'une « technologie duale » où l'épée se transforme en soc de charrue et réciproquement au doigt et à l'oeil, alors que la spécificité du produit militaire l'éloigne de plus en plus de son éventuelle utilisation civile. Exemple : à quoi servirait un avion futur aux passagers d'une ligne régulière ? Autre exemple, plus général : les technologies d'électronique de défense sont aujourd'hui si spécifiques qu'elles sont en retard sur l'état de l'art de l'électronique incorporée dans les équipements industriels et même dans de nombreux produits domestiques. Ainsi ce serait le poids du militaire (35 % de la recherche-développement en France contre 12 % en Allemagne et 2 % au Japon) qui expliquerait la situation dramatique de l'industrie électronique française. Raison de plus pour réduire ce poids ? Eh bien non ! Car il s'est développée dans les arsenaux ostentatoires et dans les grandes entreprises d'armement une véritable « culture ouvrière d'État », avec garanties statutaires à l'appui.

Bref, moins de canons, donc moins de beurre, sauf pour une minorité ! L'absurdité du système est à son comble. Que cela ne puisse durer longtemps, le débat actuel sur le budget militaire le montre amplement.

Philippe Simonnot

* Reconversion des industries d'armement. Crise, adaptation sectorielle et développement régional, sous la direction de Roland de Panarros, introduction d'Emond Malinvaud, La Documentation Française, 230 p., 120 F.

Pause sociale

SANS ambiguïté aucune, un choix a été fait et annoncé par Jacques Chirac. Dans l'ordre des priorités, les préoccupations sociales sont bel et bien passées au deuxième rang, derrière la réduction des déficits publics. De ses propos, tenus à la télévision, on peut déduire que, contrairement aux discours précédents, la lutte contre le chômage et la résorption de la fracture sociale se trouvent désormais soumis à des préalables jugés autrement importants, la marche vers la monnaie unique et la baisse des taux d'intérêt. Par conséquent, et quoi qu'il ait pu en dire le président de la République, une pause sociale s'amorce, dont le terme est maintenant lié à l'évolution de l'état des finances.

Certes, et selon un parallèle qui nous ramène aux premiers temps de la gauche au pouvoir, en 1981-1982, il faut admettre que nombre de promesses électorales ont d'abord commencé par être tenues. Le contrat initiative emploi (CIE) existe, le SMIC a été relevé, et le principe de l'allocation dépendance arrêté. Même si bien des projets ont été reportés ou simplement renvoyés à des jours meilleurs, dont l'allocation parentale de libre choix, les gages de bonne volonté n'ont pas manqué. Mais les vacances sont manifestement terminées.

Force est aussi de reconnaître que les dossiers les plus sensibles ne sont pas oubliés pour autant. Le programme national d'intégration urbaine (PNIU), plus connu sous le nom de « plan Marshall pour les banlieues », devrait bientôt voir le jour. Repoussées à plus tard, les

mesures de lutte contre l'exclusion pourraient finir par être oubliées. Bref, tout ce qui a trait à l'extrême pauvreté et au mal-être des quartiers en difficulté continue de faire partie des cibles privilégiées de l'action gouvernementale. L'essentiel est donc préservé.

Pour tout le reste, en revanche, l'heure n'est plus vraiment à la précaution. Au contraire. Dans la lignée de l'augmentation du forfait hospitalier, voilà qu'il est question d'un forfait de 5 francs par feuille de maladie. Après les critiques d'Alain Madelin, l'idée revient en force de porter de 37,5 années à 40 années la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein de la fonction publique. On parle aussi d'une hausse de la cotisation vieillesse des salariés, d'un plan de rigueur pour la protection sociale, d'une augmentation du taux de la contribution sociale généralisée et peut-être de son assiette.

Alors que la sollicitude à l'égard des plus défavorisés s'exprime emphatiquement par la main qui doit leur être tendue, rien ne vient alléger les tourments des chômeurs ordinaires, des salariés modestes, voire des fonctionnaires. Aux uns et aux autres, qui souffrent déjà et s'inquiètent, il n'est promis que du sang et des larmes sans autres satisfactions intérieures que le retour à la bonne santé des « fondamentaux ».

Les sacrifices demandés au nom de la logique financière justifient la pause sociale. Il ne faudrait pas que, alimentant l'exaspération, ils se transforment en une bombe à retardement.

France-OTAN : la fin des tabous

Suite de la première page

Il reste quelques mois à la France pour préciser sa position, en ce qui concerne tant la révision de sa stratégie de dissuasion que son ouverture en direction des partenaires européens. Pour l'instant, le président de la République — comme il vient de le faire encore à l'occasion du sommet avec John Major — et le premier ministre se sont contentés d'évoquer les thèmes de réflexion. Toutefois, même ces esquisses brisent quelques tabous. Alain Juppé a été le plus précis dans ses discours à l'Institut des hautes études de la défense nationale, début septembre. « Que peut apporter la France que l'Allemagne ne possède déjà grâce à la dissuasion », s'est interrogé le chef du gouvernement. Pour qu'il puisse exister un jour une défense européenne, il faut que nos partenaires en veulent. Et ils n'en voudront qu'à deux conditions : premièrement, cette défense européenne doit leur apporter quelque chose qu'ils n'ont pas déjà grâce à leur appartenance à l'OTAN ; deuxièmement, la France ne doit pas donner l'impression de chercher à substituer cette défense européenne à la sécurité atlantique. Il ne suffit pas de proclamer ses bonnes intentions, comme on l'a fait jusqu'à maintenant ; il convient de manifester concrètement sa volonté de ne plus faire cavalier seul. C'est ce que M. Juppé a signifié en déclarant : « Nous devons apprendre à introduire la dimension collective comme facteur constitutif de notre doctrine ».

« DISSUASION CONCERTÉE »

Si les mots ont un sens, la « dimension collective » se réfère à nos alliés, dont la défense est assurée dans le cadre de l'OTAN, alors que la France a quitté l'organisation militaire intégrée de l'Alliance en 1966, afin d'assurer son autonomie de décision. Si bien que, malgré les petits pas faits ces dernières années vers une participation aux instances politico-militaires, les Français en savent moins que les Anglais sur les plans nucléaires de l'OTAN, c'est-à-dire des Américains ; peut-être moins que les Allemands eux-mêmes, qui mènent depuis des années avec Washington un dialogue nucléaire aussi suivi que discret.

La question des rapports de la France avec l'OTAN est donc posée. Si, on aboutirait très vite à la situation absurde et défavorable suivante : la France se concerterait avec ses partenaires européens mais serait absente de la concertation entre ces mêmes partenaires et les États-Unis. C'est un peu le cas actuellement dans le domaine de la défense classique, mais les désavantages seraient encore plus évidents si la « dissuasion concertée » proposée par Alain Juppé voyait le jour. Ni « dissuasion partagée », qui supposerait que d'autres aient aussi le droit sur le bouton rouge, ni « dissuasion élargie », comme il en fut naguère question, qui impliquerait le simple octroi à l'Allemagne d'une garantie supplémentaire, mais dissuasion « concertée », qui suppose un dialogue entre les partenaires.

La discussion menée depuis trois ans avec les Britanniques peut servir de précédent et de modèle, bien que l'état de puissance nucléaire de la Grande-Bretagne la rapproche la France, et alors que l'Allemagne s'est engagée à ne posséder aucune arme ABC (atomique, chimique, bactériologique) et n'a aucune intention d'accéder à l'arme nucléaire, fût-ce « par la porte de derrière ». Avec Londres, cette discussion a porté sur la doctrine, sur la définition de la menace et des nouveaux risques, sur la notion d'intérêts vitaux, sur la prévention et la lutte contre la prolifération. C'est un beau programme pour parler aux Allemands, soit en entendant avec eux des conversations bilatérales, soit en leur ouvrant, sur certains points au moins, les portes de la commission franco-britannique, voire en créant une commission tripartite qui pourrait par la suite s'élargir à d'autres pays européens.

Sans doute faudra-t-il procéder par étapes. Le rapprochement avec Londres bute sur les rapports différenciés des uns et des autres avec l'OTAN, et il en serait de même très rapidement avec Bonn. Mais le moment semble venu de faire faire à l'identité de défense européenne les progrès décisifs sans lesquels il n'y aura pas de politique extérieure commune, d'associer étroitement à ce projet et la Grande-Bretagne et l'Allemagne, sans lesquelles la France continuerait à prêcher dans le désert, de rendre ce pilier européen compatible et cohérent avec la défense atlantique, sans quoi nos partenaires se sentiraient contraints à un grand écart qu'ils refusent, de convaincre nos alliés américains que l'Europe peut oeuvrer dans l'Alliance et pas à côté d'elle. Justement parce qu'il se réclame du gaullisme, M. Chirac est bien placé pour donner l'impulsion décisive.

Le succès suppose qu'en matière européenne comme dans d'autres les actes ne contredisent pas les paroles ; ce qui est vrai pour la France vaut aussi pour les États-Unis. Bill Clinton est certainement plus favorable que ses prédécesseurs à ce pilier européen de l'OTAN, mais, depuis qu'il l'a admis au sommet de l'Alliance en 1994, rien n'a été fait, ou si peu, du côté américain pour favoriser l'autonomie de la défense européenne. Or la France pourra d'autant plus facilement repenser ses relations avec l'OTAN que l'organisation elle-même se transformera. Le président de la République pense d'ailleurs que cette réforme autour d'un pilier européen pourrait apporter une solution à l'élargissement vers l'Est sans mettre en cause les rapports avec la Russie. Ce sont tous ces thèmes que M. Chirac aura dû développer devant M. Clinton lors de sa visite officielle à Washington, début novembre. En la repoussant en février, il s'est donné, et a laissé à son interlocuteur, le temps de la réflexion.

Daniel Vernet

RECTIFICATIFS

FRANCE TÉLÉVISION

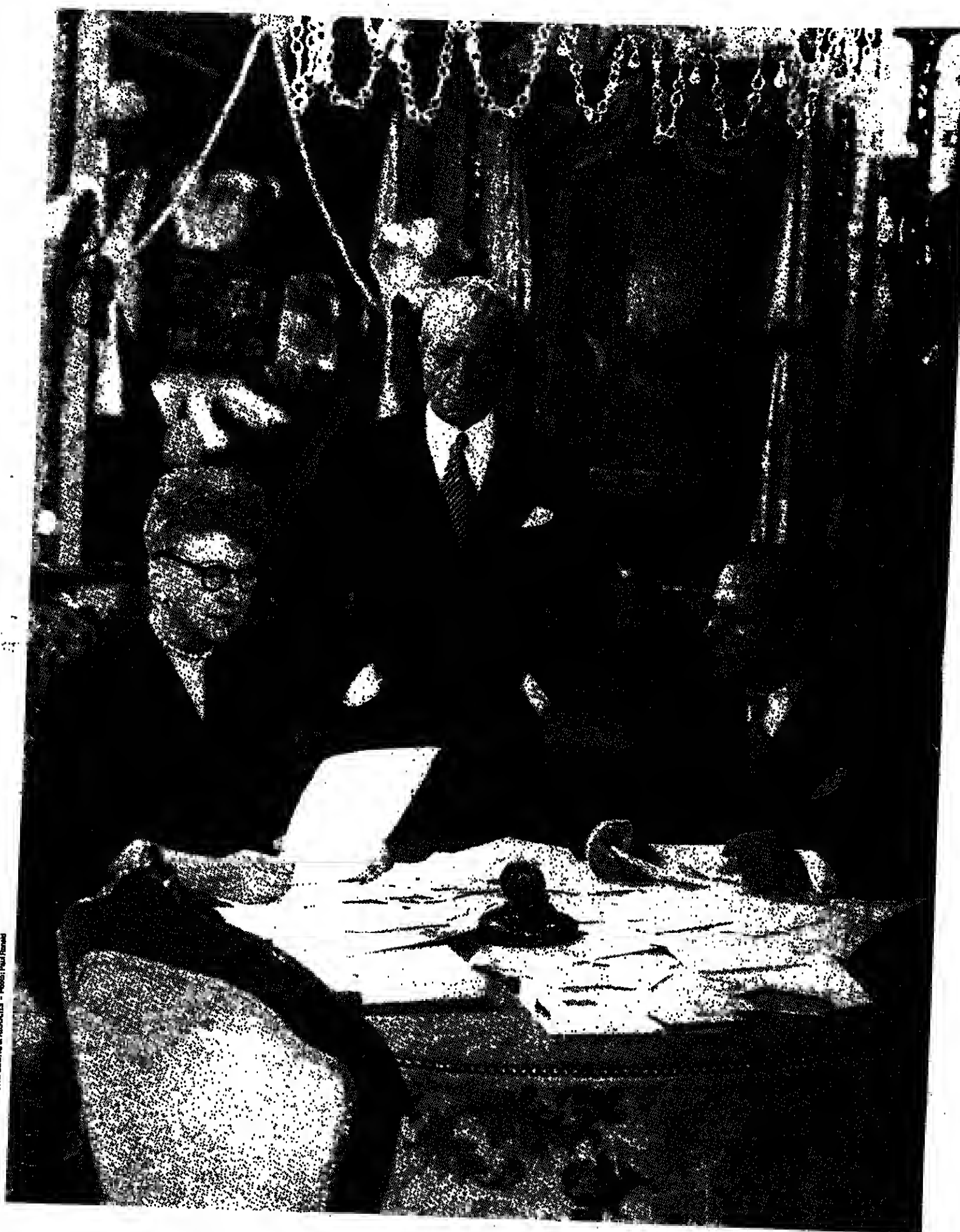
Le coût du futur siège de France Télévision est évalué à 1,7 milliard de francs et non 1,7 million, comme nous l'avons écrit par erreur dans notre article consacré à la mise en question de ce projet par des députés de la majorité dans nos éditions du 28 octobre.

CHEMINOTS

Dans l'article consacré au mouvement de grève du 25 octobre à la SNCF (Le Monde du 27 octobre), il fallait lire : « Les effectifs des cheminots de la région de Chambéry sont passés de 8 570 en 1985 à 6 219 [et non 5 219] en 1994 (soit - 27,43 %) ».

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
Directeurs : Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance, directeur de la publication ;
Domènec Mély, directeur général ; Noël Jean Bergevin, directeur de la rédaction
Eric Pélissier, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Pienel
Rédacteurs en chef :
Thomas Fournier, Robert Gail, adjoints à la direction de la rédaction
Jean-Paul Bessis, Bruno de Camille, Laurent Girelli, Jean-Philippe Lecoq, Daniel Heymann, Bernard Le Gendre, Manuel Luchet, Luc Rosenzweig
Alain Rollat, conseiller de la direction ;
Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fournier, secrétaire général de la rédaction
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Stéfani, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1964-1967), Jacques Ruesch (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaze (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : sept ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 125 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association France-Suisse-Valley, Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du conseil
RÉDACTION ET SERVICE SOCIAL : 15, RUE FALGUÈRE 75011 PARIS CEDEX 13
TEL. : (1) 46-46-26-25 Télécopieur : (1) 46-46-25-70 Tél. : 206.003
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-REUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TEL. : (1) 46-46-25-25 Télécopieur : (1) 46-46-30-10 Tél. : 261.311F

2000	2000
2000	2000



ELMO KSCG / CABINET, LDBA, TONG-CHONG & ASSOCIATES

Vous préférez
une entreprise
qui imagine
à une entreprise
qui copie.
Norma

صدينا من الامم

Le Monde

INITIATIVES

MÉTIER

NOUVELLES COMPÉTENCES

Mains vertes expertes

Entreprise recherche assistant technicien en décor végétal

HALLS d'accueil, bureaux de direction ou studios de télévision : à aucun de ces lieux ne manque, aujourd'hui, sa touche de verdure. Mais les fougères, kentias ou palmiers qui agrémentent notre quotidien ne sont pas de simples objets de décoration qu'il suffit de dépoussiérer et d'arroser de temps à autre. Ils nécessitent les plus grands soins, et installer ou entretenir des décors végétaux est devenu un vrai métier. Si le paysagisme d'intérieur s'est développé depuis plus de vingt ans, voilà cinq ans à peine qu'il bénéficie d'une qualification reconnue.

A l'initiative de l'Association de prévention du site de La Villette (APSV) est née, en 1989, la première formation d'assistant technicien en décor végétal. Sa vocation : favoriser l'insertion de jeunes de faible niveau scolaire. Depuis 1986, l'association s'attache à rechercher et à identifier de nouvelles qualifications. Pour ce faire, elle puise dans le potentiel que recèle La Villette, et s'appuie sur le réseau des professionnels de l'ensemble des établissements du site.

Qu'il s'agisse de la Cité des sciences et de l'industrie, de la Grande Halle ou encore du Zénith, tous ces espaces sont des lieux de passage qui ont en commun le développement d'activités tournées vers le grand public. Et qui font l'objet de soins paysagers particuliers. Ainsi naît l'idée d'identifier une nouvelle qualification dans ce domaine, portée par l'environnement végétal du site et par les recherches sur les nouvelles technologies horticoles menées par la Cité des sciences et de l'industrie. Et c'est l'exposition permanente du Pont Vert, consacrée aux nouvelles techniques de culture hors sol, qui donne à l'équipe de l'APSV un point d'appui.

« Ces nouvelles méthodes de culture des végétaux développées par la Cité des sciences offrent un contenu possible à une qualification », explique Marie-Dominique Moreau, responsable de formation de l'association. Et le développement des prestations de décoration végétale d'intérieur, l'expansion de ce nouveau marché, nous a confortés dans l'idée qu'il y avait matière à réfléchir à la définition d'un nouveau métier. » « Il y a, en matière de paysagisme d'intérieur, une forte demande de personnel connaissant les techniques spécifiques du décor végétal », relève Christian Lenard, chef de projets sur l'ensemble des domaines du vivant végétal sur le site de La Villette, qui appuiera l'idée. Cette demande restait alors insatisfaite car les filières de formations horticoles classiques se situent à des niveaux professionnels supérieurs, ouvrant la voie aux métiers de paysagiste et d'ingénieur horticole, et donc à des emplois de conception. »

Laetitia Van Eeckhout
lire la suite page III

LA BOÎTE À IDÉES



MANAGEMENT

Beaucoup de promesses, mais peu de résultats

800 entreprises du monde entier jugent sévèrement les principaux outils de management page II

SCIENCES ET TECHNOLOGIES

Sus au « cybercrime » !

Banques et assurances, notamment, se sont dotées d'agents chargés de la sécurité informatique page II

PORTRAIT

« Les nouvelles technologies ne doivent pas exclure les technopathes »

Yves Lasfargues, directeur du Crefac page III

LECTURES

Le point sur le temps partiel

page III

PROFESSIONS

Embouteillage de fonctionnaires à Bruxelles

Parmi les 600 lauréats, sur plus de 56 000 candidats, seuls 250 occupent un poste à la Commission page IV

FORMATIONS

Partenariat Sorbonne - Saint-Gobain

Des cadres issus du terrain acquièrent une formation généraliste

D'un monde à l'autre

Le passage à l'abstraction cathodique est difficile. A moins d'une pédagogie adaptée page IV

OBJECTIFS

Problème insoluble : toute tentative de motivation des équipes se traduit fatalement par l'exclusion de quelques-uns. Mais attention ! un verre à la place d'une coupe, ça va. Mais deux verres...

**Vous préférez
une entreprise
qui imagine
à une entreprise
qui copie.**

**Rendez-vous
en dernière page.**

**General Electric Medical
Systems vous donne
rendez-vous en rubrique
"secteur de pointe"
pour vos opportunités
de carrière.**



GE Medical Systems

Beaucoup de promesses, mais peu de résultats

800 entreprises du monde entier jugent sévèrement les principaux outils de management

C'EST une question qu'un chef d'entreprise pose fréquemment à un consultant en management lors de leur première rencontre : « Et vous, c'est quel outil ? Reengineering ? Analyse de la valeur ?... » Ce scénario, désormais classique, d'un face-à-face entre un consultant transformé en VRP et un dirigeant en client (parfois avéré, parfois non) est à bannir, à en croire les résultats d'une enquête menée conjointement par le cabinet américain Bain & Company, l'un des leaders mondiaux du conseil en stratégie, et l'Afplane, association qui regroupe praticiens d'entreprise et enseignants. Deux conclusions majeures en effet : « Il n'y a pas d'outil de management miracle. Tous sont extrêmement circonscrits. » (Leçon numéro un.)

« Chaque dirigeant doit s'assurer que les priorités en matière d'utilisation des outils et techniques de management sont dictées par les impératifs stratégiques plutôt que par les gaurous ou les phénomènes de mode. » (Leçon numéro deux.)

Réalisée auprès de huit cents entreprises de taille variable et de différents secteurs, aux États-Unis, au Canada, au Japon, en France, en Grande-Bretagne, en Espagne et en Australie, cette étude a des allures de première mondiale. Plusieurs regrets toutefois : l'absence de l'Allemagne parmi les pays explorés, la surreprésentation des entreprises américaines (52 % des interviewées) et la dominance des réponses émanant des directions financières, du marketing et de la stratégie, ce qui marginalise plutôt les ressources humaines. Autant de « biais » que Bain & Company et l'Afplane entendent bien faire disparaître en proposant une nouvelle version de

l'enquête d'ici plusieurs mois. Pour autant, celle actuellement disponible est riche en enseignements car elle permet de faire le point sur l'industrie des outils et techniques de management que Jean-Pierre Felenbok, vice-président et directeur de Bain & Company, n'hésite pas à comparer « à celle des régimes amaigrissants : beaucoup de promesses mais finalement peu de résultats réels ».

L'étude propose aux entreprises sélectionnées de juger vingt-cinq outils de management parmi ceux les plus répandus dans le monde (compétences-clés, qualité totale, reengineering, analyse de la chaîne de la valeur, mission/vision d'entreprise, équipes autogérées, etc.), en fonction des objectifs qui sont les leurs.

Quelques résultats pour commencer : l'utilisation des outils, assez similaire entre pays et entre secteurs d'activité, est assez importante (treize par entreprises en moyenne) et croissante tant en nombre qu'en intensité. Les entreprises se révèlent plutôt bouillonnantes, même si le niveau de satisfaction indiqué est « moyen » ou « médiocre », puisque, sur une grille étalonnée de un à cinq, la note moyenne est de 3,5. « Globalement, souligne Jean-Pierre Felenbok, les dirigeants jugent les outils moins efficaces qu'ils ne l'espèrent. » Quelques outils (benchmarking, reengineering...) ont leurs inconditionnels et sont très utilisés de manière intensive, même si, d'un autre côté, certains chefs d'entreprise ont tendance à se comporter comme des adeptes du zapping managérial.

Cinq outils remportent les faveurs des patrons au niveau inter-

national. En tête du hit-parade, la mission/vision d'entreprise - les objectifs stratégiques et les moyens de les conduire - (92 % d'utilisateurs), suivi de l'enquête de satisfaction de clientèle (86 %), le benchmarking (81 %), la qualité totale (79 %) et les profils concurrentiels (75 %). En queue de peloton, les modèles dynamiques de simulation (22 %), ainsi que les courbes technologiques en S (22 %), dont la fonction est de prévoir le calendrier et le montant des investissements nécessaires aux nouvelles générations de produits.

GROUPES

Le reengineering, le benchmarking et les alliances stratégiques sont les trois outils les plus en vogue, surtout auprès des entreprises américaines. Un constat qui confirme bien les phénomènes de mode. Bain & Company remarque ainsi que si le reengineering fait un si gros tabac, c'est au détriment des programmes de qualité totale auxquels il se substitue. Ces deux outils partagent en effet une approche transversale par processus. Éléments rassurant qui relative l'idée que tous les chefs d'entreprise deviennent des groupes du neuf à l'importer qui prix : l'effet d'apoptose. Ainsi, plus un outil donne satisfaction, plus il va être utilisé intensément, alors qu'au contraire les autres sont petit à petit abandonnés. Trois outils semblent échapper toutefois à cette règle de bon sens : le micro-marketing, la réduction des temps de cycles et la fidélisation de la clientèle, encore sous-utilisés par rapport aux bons résultats qu'ils procurent en moyenne.

Dernière question, mais de taille : qu'est-ce qui fait courir le chef

d'entreprise pour qu'il reste, malgré ces déceptions, un consommateur fidèle d'outils de management ? Réponse largement majoritaire des entreprises interrogées : « Améliorer les résultats financiers » (73 %). Loin derrière, à 43 %, « développer le capital-clients », suivi des « performances à long terme » (39 %) et « une meilleure position concurrentielle » (32 %). Le client et ses exigences apparaissent donc a priori comme mobilisateurs. On ne dira pas la même chose des hommes et de l'organisation, très rarement cités dans l'étude. D'ailleurs, « le renforcement de la cohésion de l'organisation » est un objectif que seulement 14 % des sociétés interrogées placent en priorité pour les années à venir. Sur ce point, les entreprises françaises, qui utilisent en moyenne moins d'outils que leurs concurrents anglais, espagnols ou américains, se montrent davantage impliquées avec un score de 22 %. Cela dit, contradiction forte, elles accordent nettement moins d'importance que les autres aux performances à long terme (- 20 % par rapport au score moyen obtenu), donnant alors au court terme une place de choix.

L'étude devrait permettre néanmoins de relativiser tout engouement frénétique. Elle pourrait y parvenir d'autant plus facilement que les experts qui l'ont réalisée confient volontiers une petite anecdote : une fois les questionnaires envoyés aux dirigeants des entreprises réputées utilisatrices des outils de management, le téléphone a sonné et résonné. Certains futurs interviewés voulaient être sûrs de bien connaître les outils sélectionnés et demandaient des explications de texte. Ils furent assez nom-

Vie et mort du consultant

Chronique

J. D. est conseil en organisation. Une formation économique et sociologique, plusieurs années en entreprise dans un service de ressources humaines, lui ont donné assez de bouteille pour qu'il décide de voler de ses propres ailes. Ce qu'il vit aujourd'hui. Mais pas toujours très bien. Récemment, il a remis un rapport qui lui avait été commandé par une grosse PME, officiellement soucieuse des conditions de travail de ses neuf cents salariés.

J. D. s'est immergé dans l'entreprise, a rencontré, communiqué. Catastrophe. Explosion. Le DG, son interlocuteur direct et décisif, après lecture, estime son boulot « pas au niveau », s'attendant à ce que J. D. prenne de la hauteur au lieu de lui raconter la réalité dans des termes bruts et précis qui décrivent, bien sûr, une malaise patent. Le DG dispose d'un rapport, mais n'a personne à qui le montrer. Le conseil d'administration ? Certainement pas. Qui voudrait voir une pénétration aussi abrupte de la réalité de l'entreprise ? Le DG s'y refuse absolument. Si, au moins, J. D. avait fait un peu de prospective, avait « intellectualisé » au lieu de montrer « vulgairement » du doigt les problèmes. Du concret. Le DG avait-il besoin de concret ? Il voulait au contraire « prendre de la hauteur ».

J. D. comprend que ce contrat est le premier et le dernier. Une fois de plus, l'effet de « traite » a « parfaitement » rempli son rôle. Ce n'est pas la première fois que J. D. se trouve confronté à ce type de situation. Allié de la direction, après les premières rencontres, avec son rapport, il en devient l'ennemi, celui qui dit la vérité. Insupportable. Son domaine de compétence y est aussi pour beaucoup. La sociologie des organisations expose davantage aux réactions subjectives que ne le ferait un audit des systèmes informatiques ou logistiques. J. D. doit s'effacer. C'est irréversible. Désormais, il en connaît plus que beaucoup d'autres dans l'entreprise. Il sait, et donc gêne. Le DG n'aurait pas que ses décisions puissent être jugées à l'aune de leur valeur. Or J. D. le pourrait.

Reste alors l'alternative du compromis. Certains consultants s'y résolvent, modifiant leurs conclusions, non sans se battre. D'autres, plus aguerris dans le cynisme, produisent les rapports que les directions attendent, les caressent dans le sens du poil. Ceux qui réussissent à faire leur boulot auprès de directions qui les écoutent et les entendent savent que la relation a tendance à n'avoir qu'un temps. Un danger structurel.

Marie-Béatrice Baudet

breux à s'interroger, suffisamment en tout cas pour que Bain & Company juge utile de réaliser un lexique de près de soixante-dix

pages. Le marché du conseil en management a encore de beaux jours devant lui. M.-B. B.

SCIENCES ET TECHNOLOGIES

Sus au « cybercrime » !

Banques et assurances, notamment, se sont dotées d'agents chargés de la sécurité informatique

« J'ai cru en des jeunes gens bardés de diplômes (centraux, polytechniciens...) à qui il manquait la dimension humaine, alors que notre métier, c'est 40 % de technicité et 60 % de psychologie. Depuis, les équipes ont été recomposées au profit de salariés beaucoup plus expérimentés. »

Soucieuses de se protéger efficacement contre les « hackers » (littéralement, « piocheurs » qui s'introduisent dans les réseaux) et autres pirates des temps modernes, les grandes sociétés sont

de plus en plus nombreuses à se doter d'un service (qui ne compte généralement que quelques personnes) chargé de « faire la police » dans leur système informatique. De nouvelles compétences sont donc apparues, d'abord dans les banques et les compagnies d'assurances il y a dix ans, dans les grands groupes industriels au tournant des années 90, dans les activités de services (grande distribution notamment) et, plus récemment, dans l'administration.

Surfant sur cet impératif de sécurité, plusieurs cabinets (Arthur Andersen, Coopers and Lybrand, PSI Partenaire sécurité informatique), XP Conseil, pour les plus connus) ont recruté leur propre escouade de « docteurs en sécurité » chargés d'une triple mission auprès des entreprises : audit, conseil et suivi dans l'application. Aux yeux de ces spécialistes, la sécurité s'apprécie schématiquement à l'aune de trois critères : disponibilité (réduire les risques de panne), intégrité (se protéger contre les virus et prése-

ver l'exactitude des informations), confidentialité (limiter l'accès du réseau aux seules personnes habilitées). « Encare faut-il aider le client à analyser ses risques et à définir ses besoins, précise Laurent Jollat-Ferrier, consultant à la mission sécurité informatique de Coopers and Lybrand : la Redoute et le ministère de la défense par exemple, n'ont pas du tout les mêmes impératifs en termes de disponibilité et de confidentialité ».

FAILLIE

Affectation d'un mot de passe à chaque utilisateur, recours au clavier à code d'accès pour la salle informatique, cryptage des données, utilisation d'un antivirus, élaboration d'un plan de secours informatique : les règles de sécurité les plus élémentaires se sont déjà largement répandues dans les entreprises. Seule faille dans la carapace : le salarié lui-même, dont l'éducation sur ce chapitre reste à faire. D'autant qu'il y a pas systématiquement intention de nuire : « Les gens n'ont pas conscience de la valeur de l'information qui circule dans les ordinateurs. Voilà pourquoi ils laissent traîner leur code d'accès sur leur bureau », tente d'expliquer l'un des membres du Forum des compétences qui regroupe les responsables de la sécurité informatique des banques.

Née il y a une dizaine d'années, l'activité de conseil en sécurité informatique brasse des profils très éclectiques : ingénieurs informatiques, diplômés de grandes écoles de commerce, comptables, voire psychologues. Serait-ce un métier promis à un bel essor à l'avenir ? Les consultants d'aujourd'hui n'y croient guère, à l'instar de Laurent Jollat-Ferrier : « Nous exerçons une compétence très pointue pour un marché qui va rester limité, pour la bonne raison que la sécurité est généralement l'un des premiers postes sur lesquels les entreprises cherchent à faire des économies. »

Piratage, contrefaçon de logiciels, détournement de fonds ou vol de données confidentielles par manipulation informatique, sabo-

tage, destruction de fichiers, propagation de virus... Aussi discret qu'efficace, le crime informatique - selon les estimations, la fraude assistée par ordinateur rapporte de cent à cent cinquante fois plus qu'un vol à main armée - est pourtant en pleine expansion. D'après les estimations du Clusif (Club de la sécurité informatique français qui rassemble cent cinquante grandes entreprises), les actes de malveillance par ordinateur interposés ont coûté l'an dernier 6,2 milliards de francs aux entreprises... soit 58 % des 10,8 milliards de francs de dégâts causés par les sinistres informatiques en général.

An hit-parade des dysfonctionnements, le « cybercrime » arrive donc loin devant les accidents et

autres erreurs de manipulation. Pis encore, 80 % des actes délictueux bénéficient d'une origine ou d'une complicité interne. Et la tendance irait en s'aggravant : en 2005, la malveillance informatique devrait coûter 14 milliards de francs aux entreprises.

Encore ne s'agit-il là que de la face émergée d'un énorme iceberg. « Nous n'avons connaissance que de 4 % à 5 % des cas de piratage », indique Daniel Padoin, commissaire principal, chef du Sefti (Service d'enquête sur les fraudes aux technologies de l'information) de la préfecture de police de Paris (lire encadré). « Le chiffre noir » qui mesure le décalage entre la délinquance réelle et celle qui est officiellement répertoriée, est donc très élevé », poursuit

Daniel Padoin. Pour des raisons commerciales évidentes, les entreprises n'aiment guère faire état de leurs déboires en matière de sécurité informatique. Pas la peine non plus de donner des idées aux pirates ! Enfin, bien des fraudes ne sont pas recensées parce que... jamais démasquées.

Pour limiter les dégâts en termes de responsabilité économique, bon nombre d'entreprises souscrivent des contrats d'assurances spécifiques. « Les assurances collectent entre un et deux milliards de francs de primes par an au titre du risque informatique », estime Jean-Marc Allouët, secrétaire général du Clusif. Un moyen facile, mais onéreux, de régler le problème.

Philippe Baverel

Pirates

SUS à la délinquance assistée par ordinateur ! Tel est le mot d'ordre des deux services de l'Etat officiellement chargés de réprimer la malveillance informatique : le Sefti (Service d'enquête sur les fraudes aux technologies de l'information), créé en février 1994 par la brigade financière de la police judiciaire de la préfecture de police de Paris, et la BCRCI (Brigade centrale de répression de la criminalité informatique), opérationnelle depuis septembre 1994, et qui relève du ministère de l'Intérieur.

Si le champ d'action de chacun est strictement défini (la compétence du premier est limitée à l'Ile-de-France, alors que celle de la BCRCI est nationale), la tâche de la douzaine d'inspecteurs qui travaillent dans chacun de ces organismes

est très variée : débusquer les pirates de logiciels et autres faussaires qui s'introduisent dans les circuits informatiques des distributeurs automatiques de billets... Plus globalement, il s'agit de prêter main-forte à la police pour toutes les affaires qui requièrent une compétence informatique.

Passionnés par ce secteur informatique (plusieurs ont des diplômes d'analystes-programmeurs, et la BCRCI compte dans ses rangs un ancien professeur de maths), ces fins limiers sont « d'abord de bons policiers qui viennent des services financiers de la police judiciaire », explique le commissaire Daniel Padoin, chef du Sefti, qui souligne la recrudescence des fraudes téléphoniques, via le trafic des cartes France Télécom.

LE MONDE DES LIVRES SUR MINTEL

200 000 livres : romans, biographies, essais...

Le Monde Editions : dessins de Plantu, l'Histoire au jour le jour, l'Album du Festival d'Avignon.

La sélection du Monde des livres.

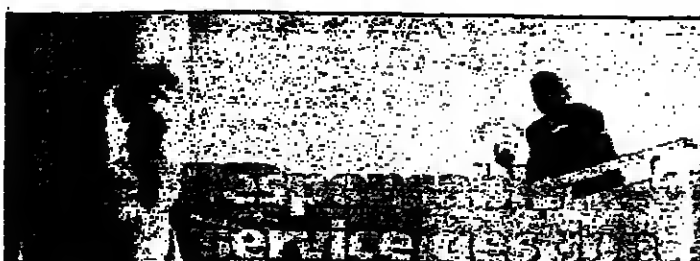
Recherchez et commandez vos livres par Minitel. Recevez-les à domicile.

36 15 LEMONDE

مكتبة الامم المتحدة

SECTEURS DE POINTE

REPRODUCTION INTERDITE



Service gestion et maintenance

Plus loin vous irez,
plus loin irent nos abonnés.

BÂTIR LE MONDE SANS FIL : voilà une ambition à la mesure de SFR, filiale de la Compagnie Générale des Eaux et premier opérateur privé français en radiotéléphonie.

Au sein de notre agence de Toulouse, et sous la responsabilité de la Direction Technique, vous développerez un pôle de compétences apte à rendre des services et des expertises dans le domaine de la maintenance des infrastructures d'accueil et de la gestion du parc de bâtiments techniques de la SFR : mise en place des méthodes pour effectuer la maintenance, organisation du système d'information et du traitement des données nécessaires à la gestion du patrimoine, etc.

Ingénieur bâtiment, option gestion/maintenance, vous possédez au moins 10 ans d'expérience dans le domaine de la maintenance : programmation pluriannuelle, gestion de la maintenance au quotidien et mise en place d'indicateurs de suivi d'interventions, d'incidents ou de défauts.

Rigueur, organisation et créativité sont des qualités indispensables pour réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous la référence RSGM2AM à : SFR, Département Recrutement, BP 108, 75663 Paris Cedex 14.

Le Monde Sans Fil est à Vous.



Ingénieur de Production Formation mécanique

UCAR SNC,
filiale
française de la
société
américaine
UCAR
International,
principal
producteur
mondial de
graphite,
recrute pour
son usine de
Calaix (200
personnes,
500 MF CA)

Diplômé d'une école d'ingénieur, option mécanique, ENSAM, INSA, ENSEM, ou équivalent, vous avez acquis une première expérience industrielle d'environ 2 ans. Vous y avez développé des qualités de leader avec une solide compétence technique.

Rapportant au responsable production, vous organisez la marche d'un atelier en deux équipes (1 ligne d'usinage - 32 personnes). Vous êtes responsable de la réalisation des programmes de fabrication en utilisant au mieux les moyens en personnel, les équipements et les matières dans le respect des normes de qualité et des règles de sécurité, de protection de la santé et de l'environnement.

Cette première mission à l'issue de laquelle vous aurez révélé tout votre potentiel sera un tremplin pour le développement de votre carrière au sein de notre groupe.

Notre environnement international permanent nécessite la pratique de l'anglais courant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à Monsieur Alain RUAUX, Direction des Ressources Humaines - UCAR SNC BP 478 - 62226 CALAIS CDX.

UCAR
UCAR S.N.C.

TEUCHOS
Société d'ingénierie intervenant dans
les domaines aéronautique, spatial,
ferroviaire, naval, automobile
et énergie.

INGENIEUR SUPPORT A LA GESTION DE PROJETS

Vous êtes chargé de la préparation et du développement des appels d'offres. Vous élaborez le montage de projets et les partenariats industriels, et êtes responsable de la planification et de la coordination des différentes équipes.

A 30-35 ans, de formation ingénieur (Bac + 5), vous justifiez d'une expérience en gestion de projets systèmes, mécanique et aérodynamique. Le contexte européen du poste nécessite une bonne maîtrise de l'anglais. Poste basé en région parisienne.

INGENIEURS INFORMATIENS

Vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans la distribution de services et de produits de voyage : GTO (Global Travel Distribution). Postes à pourvoir dans le Sud-Est de la France. La pratique courante de l'anglais est exigée.

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre de motivation) en précisant la référence LMD05 à TEUCHOS - 6 av. du Général de Gaulle - 78000 Versailles.



General Electric (60 milliards de \$ de C.A., 230 000 salariés, dont 45 000 en Europe) est l'un des premiers groupes mondiaux, aux activités diversifiées dans le domaine de l'industrie, de la technologie et des services. Sa division GE Medical Systems est le leader mondial de l'imagerie médicale et de la radiothérapie. GE Medical Systems Europe (4 000 salariés, plus d'un milliard de \$ de CA) recherche pour son département Plates-Formes Logicielles chargé du développement de l'architecture logicielle de sa future gamme de produits en radiologie numérique :

Un Architecte système et logiciel

Nous vous proposons

Vous serez l'architecte fondateur d'une nouvelle plate-forme d'acquisition, de visualisation et de traitement d'images radiologiques, répondant à nos objectifs de qualité, de coût et de performance. Vous serez également chargé de la coordination des spécifications, des développements et de la livraison des différents composants logiciels constituant ces produits.

Vous êtes

De formation ingénieur grande école (X, Télécom, Mines, Centrale...), vous possédez 3 à 5 ans d'expérience dans la définition d'architecture de systèmes logiciels ouverts, selon les modèles client/serveur, de leur implémentation dans les technologies orientées objet, en C/C++ sous UNIX, et UNIX temps réel. Pour réussir à ce poste, vous devez maîtriser impérativement C/C++, X/Motif, UNIX et ses extensions temps réel, architecture client/serveur, conception orientée objets (OMT). Une expérience dans la coordination d'une équipe d'ingénieurs de taille moyenne ainsi que de bonnes notions de Windows NT seraient des plus appréciées. (réf. DV01IM)

Un Ingénieur qualité logicielle et validation

Nous vous proposons

Vous serez responsable de la définition des processus qualité et des méthodes de test, de validation et de qualification des logiciels ainsi que de leur déploiement et de leur exécution. En outre, vous serez en charge de la base de données des spécifications d'une gamme de produits, et de l'adéquation des méthodes de qualification du produit à ses spécifications.

Vous êtes

De formation Bac + 5 (spécialité informatique et génie logiciel) ou Ingénieur grande école, vous possédez une expérience de 3 ans minimum de programmation sous UNIX, C/C++, X11/Motif, selon des architectures client/serveur, et de définition de processus de qualité logicielle. (réf. DV02IM)

Un Ingénieur fiabilité logicielle et système

Nous vous proposons

Vous serez responsable de la définition des contraintes architecturales et logicielles permettant de développer les techniques de diagnostic pré-actif, de calculs de disponibilité, de mesure de performance et de fiabilité "en ligne" de nos systèmes cibles. Vous serez également en charge de la spécification, du développement et de la validation des modules logiciels mettant en oeuvre ces techniques.

Vous êtes

Vous avez une formation d'ingénieur informaticien (bac + 5) alliée à une expérience de 3 ans vous ont permis de maîtriser la programmation en C/C++ sous UNIX et en particulier les drivers UNIX ainsi que les techniques de calcul de disponibilité (AMDEC), de fiabilité et de performance de systèmes informatisés. (réf. DV03IM)

Un Ingénieur système

Nous vous proposons

Vous serez chargé des spécifications, du développement et de la validation des scripts de configuration semi-automatique des machines cibles, et de l'installation des différents logiciels constituant une gamme de produits livrés "clés en main". Vous serez également responsable des outils de gestion de configuration et de l'environnement de développement.

Vous êtes

Ingénieur grande école ou équivalent, option informatique et génie logiciel, vous possédez 3 ans d'expérience en tant qu'ingénieur système pour stations de travail sous UNIX, et sous Windows NT. Vous maîtrisez sh, csh, C/C++, X-Motif, l'administration système UNIX et Windows NT, et les outils de gestion de configuration logicielle. (réf. DV04IM)

Un Ingénieur gestion des données

Nous vous proposons

Vous serez responsable des modules de stockage, d'archivage et de transfert sur réseau local, des données acquises et manipulées en environnement temps réel. Dans un environnement client/serveur, vous devrez développer les techniques permettant d'assurer la prévisibilité des performances du système.

Vous êtes

Vous avez complété votre formation d'ingénieur grande école ou équivalent, option informatique et génie logiciel, par une expérience de 5 ans en tant qu'ingénieur conception et développement de logiciels client/serveur sous UNIX, de librairies objets C/C++, de logiciels s'interfaçant avec des bases de données relationnelles. (réf. DV05IM)

Écrivez-nous

Si vous êtes énergique et passionné(e), si vous aimez travailler au sein d'équipes multiculturelles et multifonctionnelles (anglais courant indispensable) et si l'opportunité de rejoindre une des compagnies les plus performantes du monde vous motive, envoyez dès maintenant votre CV en mentionnant la référence du poste choisi à Emmanuelle PARMENTIER, Direction des Ressources Humaines, Division Global X-Ray, GE Medical Systems Europe, 283 rue de la Minière, BP 34, 78555 BUC cedex. Tous ces postes sont basés à Buc (78).



GE Medical Systems

Intégrité, sens de l'engagement, goût du changement, rapidité, esprit d'équipe, respect des différences culturelles, souci du développement des hommes sont les valeurs que nous aimerions partager avec vous.

SECTEURS DE POINTE

Schlumberger

ANADRILL

UNE
CARRIÈRE
DANS LES
SERVICES
PÉTROLIERS

■ Anadrill, Division de Schlumberger Services Pétroliers, est spécialisée dans le forage directionnel, et numéro un mondial des mesures en cours de forage.

La forte croissance de nos activités nous amène à renforcer nos équipes d'ingénieurs chargées des opérations sur les chantiers de recherche et d'exploitation de pétrole et de gaz à travers le monde.

INGÉNIEURS DE TERRAIN

Nous souhaitons recruter des hommes et des femmes de toutes nationalités, récemment diplômés d'une école d'ingénieurs ou équivalent, pour les former et les préparer à devenir des experts au service de nos clients.

Ces postes à forte mobilité nécessitent un réel sens pratique, une bonne aptitude au travail en équipe, des qualités d'autonomie et d'initiative ainsi qu'une bonne condition physique.

Si vous êtes attiré par une carrière de terrain dans un environnement technologique innovant, merci d'adresser votre candidature (lettre et C.V.), sous la référence CF/10-95, à

Schlumberger Anadrill
Recruiting Department
1 Kingsway - London WC2B 6XH
Grande-Bretagne

ERICO

DIRECTEUR DE FILIALE REGION STEPHANOISE

Dans l'immédiat, vos responsabilités couvrent les ressources humaines, techniques et financières pour déboucher à terme sur une responsabilité globale, incluant le commercial.

A 35 ans environ, ingénieur électricien, vous avez une solide expérience de direction d'équipes, de structures de production et une compétence reconnue dans le domaine de la construction électrique.

Vous savez pouvoir compter sur vos qualités d'écoute, votre sens de l'équipe et de l'intérêt commun, vos capacités de rigueur et de synthèse. Votre ouverture aux aspects commerciaux vous permet d'aspirer à une Direction de PME. Votre anglais est courant.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 3 cours Albert Thomas, 69416 Lyon Cedex 03, sous la référence 55.3009/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Jeunes INGENIEURS

CETTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIEURIE DE RÉPUTATION INTERNATIONALE RECHERCHE, POUR DES AFFECTATIONS EN EUROPE OCCIDENTALE :

spécialistes de l'I.L.S. (soutien logistique intégré) et de la gestion de configuration

Leur expérience significative les rend immédiatement opérationnels pour participer à des projets importants de haute technologie. Veuillez adresser votre dossier de candidature sous référence 95817 à Media System, 6 impasse des Deux Cousins 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra en toute confidentialité.

FILIALE DE L'UN DES PRINCIPAUX GROUPES INTERNATIONAUX DE SERVICES, NOTRE SOCIÉTÉ FABRIQUE ET DISTRIBUE DU CHARBON ACTIF, ET SE PLACE DANS CE DOMAINE, ÉGALEMENT PARI LES LEADERS MONDIAUX. POUR POURSUIVRE NOTRE DÉVELOPPEMENT ET RÉPONDRE À NOTRE EFFORT COMMERCIAL, NOUS INTÉGRONS DANS NOTRE PETITE ÉQUIPE, UN :

Ingénieur d'affaires international

Vous êtes nécessairement de formation Ingénieur (Chimiste de préférence). L'anglais est votre langue de travail, et votre disponibilité à voyager, une seconde nature. Nous souhaitons être convaincus par votre expérience de la vente de produits techniques élaborés, dans un contexte mondial, et dans une démarche commerciale où vous aurez su conjuguer : technique, conseil et service.

Nous vous proposons de partager nos ambitions de croissance en développant de nouveaux marchés sur l'ensemble de nos "produits", principalement dans les secteurs de la Chimie et de l'Agronomie.

La qualité de votre dossier référence UM/425, sera appréciée par notre Conseil Robert BOULET - ORYADE - 16, avenue Hoche 75008 PARIS.

Membre de Syntec

oryade

Conseil en Ressources Humaines

Vous avez le sens du challenge et le goût de l'aventure alors rejoignez-nous en tant que

Directeur Commercial International

NOUS SOMMES UN GROUPE FRANÇAIS À VOCATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE À FORT RAYONNEMENT INTERNATIONAL, BASÉ EN GRANDE RÉGION PARISIENNE.

- Membre du Comité de Direction et impliqué dans la stratégie de développement de notre activité, vous aurez pour mission d'accroître notre présence à l'export.
- Vous intervenirez sur l'ensemble de la gamme de nos produits (ingénierie, étude...) et ce pour l'ensemble du groupe.
- Avec votre équipe, vous mettrez en place et organiserez une gestion commerciale rigoureuse et insuffirez cette approche à l'ensemble des acteurs.

De formation supérieure, vous avez acquis une solide expérience dans des fonctions de responsabilités commerciales à l'export dans la vente de prestations intellectuelles.

Possédant une bonne culture scientifique, vous savez vous adapter à différents contextes sans perdre de vue vos objectifs.

Vous avez, enfin, une certaine habitude du montage de dossiers financiers et juridiques à l'export. La pratique de l'anglais est indispensable. Celle de l'espagnol et/ou de l'arabe sera appréciée.

Envoyer votre dossier sous référence AS/DCI à INTERSEARCH ORHUS - 25, rue Michel Salles - 92210 SAINT CLOUD.

InterSearch
ORHUS

Société industrielle (900 personnes, 500 MF) filiale d'un puissant Groupe Multinational nous produisons des équipements techniques complexes destinés aux marchés automobile et ferroviaire. La nouvelle structure de nos activités appelle le renforcement de notre Service Informatique.

Chef de Projet Informatique

Vous gerez les applications de gestion (industrielle et commerciale) et assistez les utilisateurs dans le paramétrage et l'exploitation de la base de données. Vous développez et mettez en œuvre, après analyse des besoins, des applications complémentaires. Vous animez une petite équipe d'analystes programmeurs.

Après une formation supérieure (BAC + 4) et une première expérience de 5 ans environ, vous avez acquis des compétences en GFAO ou Gestion Commerciale et maîtrisez l'environnement AS/400 et RPG. Poste basé dans une ville agréable du Centre, sur les bords de Loire.

SEPOP, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier sous la référence BPI 1057 LM, 11, rue des Pyramides - 75001 Paris

MEMBRE DE SYNTec

Michael Page Informatique
Le spécialiste du recrutement Informatique

Découvrez dans la rubrique "Carrières technologiques Internationales"

TP

UNE OPPORTUNITÉ
ERNST & YOUNG LLP

REPRODUCTION INTERDITE

GESTION - FINANCE

Etablissement financier de toute 1ère importance, recherche, pour accompagner le développement des activités de marché :

Responsable BACK-OFFICE

MARCHÉS
DE
GRÉ À GRÉ

Au sein du département des marchés, vous rejoignez le secteur en charge du traitement et du contrôle des transaction effectuées par les tables actions et taux, sur les marchés de produits dérivés de gré à gré et sur les marchés organisés français et internationaux.

Dans ce cadre, vous prenez la responsabilité de l'équipe de 10 personnes, sur l'ensemble des opérations de gré à gré : swap, options, FRA, CAP et FLOOR et supervisez le bon déroulement depuis la prise en charge par le front office jusqu'au règlement.

Vous mettez en place l'organisation, les procédures de contrôle et le reporting d'activité. Vous participez à la mise en place du nouveau schéma directeur informatique et accompagnez l'évolution des systèmes existants.

Pour ce poste à pourvoir très rapidement, nous souhaitons rencontrer un jeune professionnel du back-office pouvant justifier :

- d'une expérience de l'ordre de 5 ans dont 3 ans minimum sur les marchés de gré à gré,
- d'une formation supérieure en banque finance, gestion ou comptabilité, éventuellement complétée par un troisième cycle back-office.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et présentations s/réf. SM901 à EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra.



Glass Europe

CA : 3,2 milliards de francs, 3200 personnes, 3 usines en France, 3 usines en Italie, 15 filiales en Europe.

Nous faisons partie d'un groupe international de 35 000 personnes leader mondial dans les domaines du verre, de la chimie et de la peinture.

Pour succéder au titulaire actuel qui est promu notre Direction Financière recrute un

CONTROLEUR DE GESTION

pour ses filiales françaises de production de pose et de commercialisation de verre bâtiment

Disposant d'une formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent ainsi que d'une première expérience de 4 à 5 ans en contrôle de gestion acquise de préférence dans le milieu du bâtiment et ayant l'habitude d'agir dans un système décentralisé, vous valoriserez vos compétences en suivant de près la vie d'un ensemble de PMI.

Rattaché à notre contrôleur de gestion européen et agissant en collaboration étroite avec le Directeur des filiales, vous serez responsable non seulement du reporting, de l'analyse des résultats et de l'établissement des budgets mais aussi de l'assistance auprès de ces huit filiales en France. Associé aux prises de décision, vous vous ferez reconnaître auprès des opérationnels et des managers du siège par la rigueur de vos études, la pertinence de vos recommandations mais aussi par vos qualités de terrain, d'ouverture et de disponibilité.

Votre réussite dans ce poste vous ouvrira de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe en France ou en Europe.

La pratique de la micro-informatique est nécessaire.

La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Poste basé au siège du groupe à Paris La Défense.



71, rue d'Auteuil
75016 Paris

eurolitec

Contrôleur financier

Spécialiste européen de filtration industrielle, reconnu à travers le monde pour la qualité de ses équipements, de ses produits et de son service, recherche dans le cadre de son expansion un Contrôleur Financier.

Rattaché au Directeur Général, vous procéderez aux analyses périodiques (bilans mensuels, prévisions de trésorerie...), en étudierez les écarts et les anomalies et proposerez des actions correctives, formaliserez et mettez en œuvre les procédures adaptées. Vous maîtriserez parfaitement l'informatique et êtes un véritable apporteur dans la création d'outils dans ce domaine.

De formation supérieure, vous justifiez, à 30/35 ans environ, de 5/7 ans d'expérience opérationnelle de ce type de mission, soit en audit externe, soit en contrôle de gestion industriel.

Vous avez certes démontré vos compétences techniques, mais surtout votre rigueur, votre sens du service, votre implication au quotidien, votre aptitude à la relation.

Vous êtes très attaché aux résultats de votre action. La parfaite maîtrise de l'anglais et de l'informatique est indispensable.

Si vous vous reconnaissez dans ce message, merci d'adresser votre candidature sous la réf. 1326C, à Sabine Brunin-Tripodi, OC Conseil, 3 rue E. & A. Peugeot, Tour Corosa, 92500 Rueil-Malmaison.



CONSEIL
Ressources humaines

Organisme inter-professionnel regroupant plus d'un millier de PME recherche :

Directeur de l'Assistance Financière

Rattaché au Secrétaire Général, vous mettez en œuvre de nouvelles procédures en matière d'Assistance Financière et coordonnez les actions auprès de notre réseau.

Dans le cadre de notre politique actuelle de décentralisation, vous assistez nos unités régionales dans la gestion et l'approche risque des dossiers de financement et développez des accords de partenariat avec les interlocuteurs bancaires ainsi qu'auprès des autorités locales.

Dans le cadre de la réalisation de vos missions, vous êtes assisté de correspondants financiers en région que vous managez et formez aux nouvelles orientations données par notre structure.

Agé de 40-45 ans, vous êtes doté d'une solide expérience acquise dans le conseil financier ou dans la prestation de services financiers.

Vos qualités humaines ainsi que vos compétences techniques feront de vous un acteur clé de notre développement.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. 24.790241.M, à notre conseil Onoma, 29 rue de Berri, 75008 Paris.



GRUPE COURTAUD

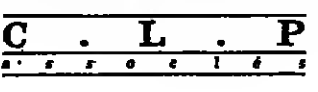
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Avec 550 MF de chiffre d'affaires, nos activités se développent autour de 4 sociétés.

Rattaché au Président Directeur Général, il aura la responsabilité de la fonction finance de la société et de ses filiales, de la comptabilité, du contrôle de gestion, du reporting, de la fiscalité et de la trésorerie.

A 40/45 ans, diplômé de l'enseignement supérieur et si possible du DECS, vous avez une expérience en cabinet d'Expertise Comptable ou d'Audit, complétée par une solide expérience acquise à un poste équivalent dans un groupe industriel anglo-saxon. Un très bon niveau d'anglais est exigé.

Si vous souhaitez participer à notre expansion, merci de contacter notre conseil Ivan Poind, CLP associés, 33 avenue du Maine, Tour Maine Montparnasse, BP 170, 75755 Paris cedex 15, sous réf. IP591



MAIRIE DE MONTPELLIER

recrute

1 CONSEILLER EN GESTION

MISSIONS :

- Intervenir auprès des départements, directions services de la Ville en matière d'organisation interne du travail, mise en place d'outils de gestion, suivi de gestion, études économiques, incidences financières des projets.
- assurer la cohérence du système d'information de gestion de la Ville.
- mettre en place et contrôler d'un point de vue juridique administratif et financier l'action des partenaires de la Ville (S.E.M., O.P.A.C., associations, concessionnaires) et notamment montages financiers et juridiques complexes.
- effectuer toutes études économiques et financières de la Ville et, à la demande, pour ses partenaires (District, S.E.M.)

NIVEAU D'ETUDES :

- Bac + 5
- Expérience professionnelle d'ingénierie et conseils aux Collectivités Locales.

Date limite d'ouverture inscriptions : le 20 novembre 1995

RENSEIGNEMENTS ET DOSSIERS : MAIRIE DE MONTPELLIER - Service Recrutement

1 Place Francis Ponge - 34064 MONTPELLIER Cédex 2 - Tél : 67.34.72.11

Etablissement Public de Recherche pour le Développement Rural des Pays Tropicaux recherche pour son département forestier (180 personnes, budget : 90 MF)

un DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

emploi à pourvoir en région parisienne, puis à partir de février 1996, à Montpellier.

Ses fonctions :

- Gestion du personnel - Elaboration et suivi du budget
- Suivi de la comptabilité - Suivi administratif des contrats et marchés.

Son profil :

- Diplôme d'une Ecole Supérieure de Gestion ou de Commerce ou équivalent - Expérience de plusieurs années de direction administrative et financière
- Expérience en matière de gestion de projets pour les pays en développement - Pratique de l'Anglais.

Candidatures :

Monsieur le Directeur du CIRAD-FORST
45 bis, avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent sur Mame cedex - Tél : 43.94.43.33

GESTION - FINANCE



Premier assureur de personnes en France, avec un CA en 1994 de 76 milliards de Francs, 14 millions d'assurés, 2200 personnes, nous recherchons pour le Service d'Actuariat de notre Direction des Assurances Collectives

UN ACTUAIRE SPECIALISE PREVOYANCE ENTREPRISE

Il contribuera à la création ou au réaménagement de produits d'assurance collective.
Il assurera un conseil technique auprès des inspecteurs commerciaux dans le cadre de leur suivi de portefeuille (calcul de primes, établissement des politiques de tarification...).
Il participera à la mise à jour de la situation financière des portefeuilles.
Il sera amené à réaliser des études spécifiques (courbes démographiques, études de concurrence...).
Vous êtes Actuaire diplômé (ISFA, IAF, ISUP).
Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en Compagnie d'assurance ou éventuellement en cabinet de courtage, dont 6 mois à 1 an sur des dossiers de Prévoyance-Entreprise.
Vous avez le goût des contacts et des qualités relationnelles pour la vie en équipe.
L'aisance en anglais serait souhaitée.

Ecrire à F. PRUGNAT sous réf. E.P.A.C.T. :
CNP ARH 21 - Bureau 2T15 - 4, place Raoul Dautry - 75015 Paris

CONTROLEUR DE GESTION INTERNATIONAL

Pour être rattaché au service international adjoint à une équipe française de tout premier ordre, nous recherchons un contrôleur de gestion.

- Auprès de nos bureaux en Amérique du Nord, en Europe et en Asie :
- Il collaborera à l'élaboration des budgets prévisionnels et analysera les réalisations en vue du reporting.
 - Il aura des missions spécifiques, procédera des missions de restructuration et en suivra l'évolution.
 - Il participera à l'élaboration et à l'implémentation des procédures.
 - Il effectuera des consultations et des négociations de sociétés et aux autres projets de développement.

La réussite dans ce poste implique :

- une formation universitaire
- 4 à 5 ans d'expérience acquise dans un cabinet d'audit ou un contrôle de gestion
- des qualités techniques de rigueur, de contact et d'adaptabilité
- d'opérations
- la maîtrise de l'anglais et si possible d'un deuxième langage.

Poster l'annonce

etap

Ecrire sous réf.
44A-2929 SM
Discrétion absolue

71, rue d'Autueil
75016 Paris

ASSOCIATION HUMANITAIRE DE DEVELOPPEMENT

(budget annuel 47 MF, 55 programmes en cours dans 8 pays) recrute son :

Responsable du service financier

Mission : animation d'une équipe de 6 personnes, suivi des relations avec les bailleurs de fonds (rapports financiers, recherche de fonds), supervision de la comptabilité et de la trésorerie, gestion financière de programmes.
Profil : 30/40 ans, formation Bac + 4 (type ESC, Gestion, Finances), expérience d'encadrement d'équipe, bonne capacité relationnelle, rigueur, forte motivation pour les P.V.D. Anglaises et connaissances d'Excel et de Word sont souhaitées. Rémunération tenant compte de l'objet de l'association. Poste à pourvoir immédiatement en région parisienne (CDI).
Merci d'envoyer lettre de motivation, C.V., photo et prétentions, sous réf. RFA à :

Eurofact

44, RUE DE LA PAROISSE - 78000 VERSAILLES

Deux Initiatives par semaine,
c'est bien le minimum
que l'on puisse faire
pour l'emploi.

Cahiers Initiatives,
Lundi et mardi.

Le Monde

S U D - O U E S T

Cette entreprise de 120 personnes, filiale d'un important groupe industriel, est spécialisée dans le domaine de la santé. Elle crée le poste de

responsable administratif & financier

Rattaché au directeur de cette société et à la tête d'une équipe de 4 personnes, vous aurez pour mission de superviser les activités financières et comptables, l'administration générale et le paie. Vous veillerez à l'amélioration des procédures de gestion et à l'optimisation des solutions informatiques. Agé d'au moins 35 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur comptable et financier. Votre expérience de généraliste acquise dans un poste et une entreprise de taille similaire vous permet de maîtriser l'ensemble des activités rattachées à cette fonction.
Pour ce poste basé dans une agréable ville du Sud-Ouest, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), en précisant sur l'enveloppe la référence 213, à COMMUNIQUÉ 50/54 rue de Sully - 92513 Boulogne-Billancourt Cedex.

La ville de Dijon
(Cote d'Or) 151.000 habitants
recherche un RESPONSABLE par voie de notation

DIRECTEUR DES SERVICES FINANCIERS

Placé sous l'autorité directe du Secrétaire Général, vous serez chargé de coordonner l'ensemble des activités de la Direction comprenant :

- la préparation et l'exécution du budget depuis les orientations jusqu'à l'élaboration du compte administratif (budget de 120 millions de francs) ;
- l'élaboration d'une programmation financière pluriennale ;
- la gestion active de la dette et de la trésorerie ;
- la réalisation d'études et d'analyses financières et fiscales ;
- le suivi des associations subventionnées et des garanties d'emprunt ;
- la mise en place de la MIA ;
- le fonctionnement du service "marchés publics".

Titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur (niveau bac+4) et possédant une expérience professionnelle de 10 ans, vous devez avoir une formation et une expérience confirmées de la gestion financière acquises, notamment au sein d'une collectivité territoriale ou d'une administration d'Etat ou dans des secteurs de référence.

Homme de terrain, vous saurez démontrer vos aptitudes à dialoguer avec les partenaires du service (bailleurs, responsables des autres directions, fournisseurs, comptable public, organismes financiers...).

A la tête d'une équipe d'une trentaine d'agents, vous devrez avoir des capacités d'organisation, votre sens d'initiative, votre sens du dialogue et votre disponibilité seront déterminants.

Une bonne connaissance de l'informatique sous environnement Windows serait un atout supplémentaire.

Groupe bancaire, intervenant majeur sur les marchés (taux d'intérêts, change, actions...) poursuit son développement centré sur 3 métiers :

- Gestion pour compte propre.
- Inter médiation.
- Gestion pour compte de tiers.

Nous recherchons :

UN RESPONSABLE DES PROCEDURES COMPTABLES

Vous serez chargé de l'analyse des process ainsi que des besoins, de la définition des cahiers des charges, du suivi des projets et de l'encadrement d'une équipe de 6 personnes.

Ingénieur de formation, vous êtes diplômé d'un 3ème cycle (IM ou DESCF). Vous avez entre 6 et 10 ans d'expérience, tant en comptabilité/Back Office des opérations de marché dans un établissement bancaire qu'en informatique/organisation dans un cabinet de conseil ou SSI.

Vous avez un bon niveau d'anglais, vous maîtrisez la bureautique et les SGBD, la connaissance de BAFI serait un plus.

Ce poste demande : rigueur, sens de l'analyse, esprit de synthèse.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 88213 à l'OCBF - 7, rue de Madrid - 75008 PARIS.

1500

FONCTION COMMERCIALE

En raison des fêtes
de la Toussaint
toutes les rubriques
d'offres d'emplois
seront regroupées dans

INITIATIVES

EMPLOI

le mardi 7 novembre *

* daté 8 novembre.

Nous sommes l'une des toutes premières
enseignes européennes de distribution
spécialisée et nous nous développons en France
et à l'international de façon particulièrement
significative.
Nous réalisons chaque année plusieurs
ouvertures de magasins de l'ordre de 8 000 m²
à 15 000 m² et recherchons :

Responsable d'affaires

de
haut
niveau

Participez aujourd'hui, au sein d'une équipe
pluridisciplinaire, à l'animation de cette
expansion. Libérez vos talents à partir
de vos compétences effectives et de votre
niveau général élevé. Développez votre
capacité à construire en menant des projets
variés ambitieux avec tous les interlocuteurs
privés ou publics concernés. Intégrez
la dimension socio-économique majeure

de notre activité en la vivant pleinement
au quotidien.
A 30/35 ans, votre expérience de l'immobilier
commercial ou d'un secteur connexe mais
de cette envergure, vous permet d'être
à la fois un homme de vision prospective
et de réalisation effective, capable de
précéder l'événement mais d'aller au fond
des dossiers, soudeux de résultats dans
la durée et attaché à nos valeurs de progrès
dans le partage et d'éthique dans ce métier.
Merci d'adresser votre dossier de candidature
sous réf. 17831 à Media System, 6 impasse
des Deux Cousins 75849 Paris Cedex 17.

VOUS ETES UN PROFESSIONNEL DE L'ANIMATION COMMERCIALE ET UN SPECIALISTE DE L'AFRIQUE Venez nous rejoindre !

Nous sommes une société de négoce et de distribution de produits
chimiques (200 MF de CA - 30 personnes) essentiellement à
destination de l'Afrique. Outre notre siège parisien et notre bureau
de Thonon, nous nous sommes implantés dans de nombreux pays
d'Afrique (Bénin ou participations).

Afin d'accélérer notre développement, nous créons le poste de

DIRECTEUR COMMERCIAL basé à THONON LES BAINS (Haute-Savoie)

Avec le Directeur Général, vous participez à la définition de la
politique commerciale et vous en assurez la mise en œuvre. Vous
encadrez l'équipe commerciale de Thonon (10 personnes) et
animez les filiales et implantations africaines. Vous supervisez les
opérations d'achat et de vente au quotidien.

A 40/45 ans, vous avez acquis, en dix années, une solide
expérience d'animation commerciale comme Directeur Export sur
l'Afrique ou comme Responsable d'une filiale locale.

Vous êtes un animateur et un habile médiateur, et utilisez
couramment l'anglais comme langue de travail.

Nous vous proposons une rémunération attractive, la conjugaison
d'un cadre de vie agréable (près du
lac Léman) et l'attrait de séjours
réguliers en Afrique (3 mois par an).

Ecrire à notre Consultante,
Mme Claude PEROIER
sous référence 6157/M.



ALEXANDRE TIC SA
19, RUE ROYALE - 75008 PARIS

Groupe de Presse leader sur son marché
recherche

CHEF de PUBLICITE

Nous recrutons, à Paris, un tempérament de vrai
vendeur d'espaces publicitaires (25/29 ans).

Il (elle) aura à sa disposition un argumentaire et
des atouts solides permettant une stratégie
marketing efficace pour développer sur des
secteurs porteurs, des publications internationales
leaders sur le marché.

Il (elle) doit être impérativement parfaitement
bilingue anglais (écrit et parlé). De formation
supérieure, il (elle) aura su démontrer durant 3 à 5
ans d'expérience son efficacité commerciale. Il
(elle) aura la disponibilité pour effectuer
ponctuellement des déplacements en Europe et aux
USA.

Sous la responsabilité du directeur de la publicité,
il (elle) disposera d'une opportunité de carrière
évolutive et motivante, dans un Groupe réputé.

Envoyer lettre, CV et prétentions sous Réf. 8937
au Monde Publicité 133 Avenue des Champs-Élysées
75409 Paris Cedex 08

Banque à réseau de proximité

STRASSBOURG. Banque régionale à vocation générale, bénéficiant du
soutien d'un groupe financier d'envergure nationale, notre ambition est
d'être un partenaire actif et significatif au service du développement
économique de la région Alsace, en nous appuyant sur un réseau de
points de vente de proximité pour les marchés des particuliers,
professionnels et PME.

DIRECTEUR MARKETING

SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

Votre mission : L'objectif fondamental à atteindre est de faire croître
les parts de marché sur les différents marchés cibles. Pour ce faire, en
vous appuyant sur les études marketing que vous aurez fait réaliser,
vous déterminerez la politique Marketing, notamment sur le plan
opérationnel, en construisant les méthodologies et outils d'aide à la vente,
en élaborant les opérations de promotion, de communication et d'offres
commerciales. Vous serez ensuite le fer de lance pour mettre en œuvre
cette politique et vous vous appuierez sur les responsables de marché et
leurs équipes ainsi que sur les responsables du réseau, pour animer et
motiver la force de vente à appliquer les méthodes et outils mis à leur
disposition.

Votre profil : Vous avez une formation supérieure à dominante commer-
ciale ou gestion (type HEC, ESSEC, Sup de Co...) et disposez d'une
expérience professionnelle d'au moins une dizaine d'années, notamment
dans des fonctions d'encadrement de force de vente et/ou d'animation de
développement commercial. Parallèlement, vous avez une expérience de la
commercialisation de produits bancaires, mais vous pouvez également
venir d'autres horizons si vous y avez acquis un savoir-faire soit dans la
distribution vers un marché grand public ou professionnel, soit dans la
pratique de la conduite d'équipes commerciales. Votre connaissance
indispensable de la langue allemande vous permettra d'évoluer dans le
contexte rhénan dans lequel nous avons inscrit notre développement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 8128,
en précisant l'ordre de grandeur de vos prétentions, à notre conseil
Hay Management Consultants, 10 rue Erckmann-Chatrian, 67000 Strasbourg.

HayManagers

HAY GROUP 1er CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES



Pour passer vos annonces :



44-43-76-03

44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32

Merci

aux Entreprises et aux candidats acteurs
de notre développement.

C'est grâce à vous que nous intensifions
notre croissance dans nos nouveaux locaux
à compter du 30 octobre.



UN des TROIS
101, rue St Lazare - 75009 Paris - Tél. (1) 42.82.05.58
Conseil en dynamique Humaine

LE MONDE DES CADRES

Rejoignez Nokia Télécommunications

**pour révéler
et développer vos capacités
dans un contexte motivant**

NOKIA est l'une des plus importantes entreprises de télécommunications européennes, et emploie plus de 30000 personnes dans près de 40 pays. Second constructeur mondial de réseaux GSM, Nokia est également l'un des principaux fournisseurs de systèmes de transmission et de commutation publique. En France, Nokia Télécommunications a fourni des matériels destinés aux réseaux de téléphonie mobile GSM et NMT, ainsi que des équipements de transmission pour applications fixes et mobiles. Pour faire face à une croissance rapide, Nokia est en train de renforcer considérablement son organisation commerciale en France. Nous recherchons des candidats dynamiques et motivés, attirés par les possibilités de carrières offertes dans le domaine en pleine croissance des télécommunications.

NOKIA
CONNECTING PEOPLE

DIRECTEUR COMMERCIAL

Responsable du Développement d'un grand compte, vous lancez et négociez des contrats avec des opérateurs. Vous participez à la conception technique de projets de réseaux de télécommunications ; vous en assurez l'étude financière et vous dirigez la mise en œuvre au plan commercial. Ingénieur spécialisé en télécommunications, ou dans un domaine connexe, votre expérience en marketing ou en vente est complétée par la maîtrise de la gestion d'affaires.

Habitué à travailler dans une grande entreprise internationale, vous savez prendre des décisions et vos responsabilités ; vous parlez et écrivez couramment l'anglais comme le français. Vous dépendez du Directeur Général. **Réf. DCGP/8485**

Veuillez faire parvenir votre lettre de candidature et un CV, en précisant la référence choisie, à notre conseil : Claude IMBAULT - Cabinet TAILLANDIER 34, rue de Panthieu - 75008 PARIS.

JCDecaux

Leader européen de mobilier urbain,
recherche un

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Vous serez responsable des ventes d'un système de repérage des autobus par satellite à destination des collectivités locales et des usagers.

Vous vous intéresserez, dans un premier temps, au marché français puis aux autres marchés internationaux.

Agé de 27-30 ans, vous avez le goût de la vente et la connaissance des services techniques des villes. Diplômé d'une école d'ingénieurs, vous bénéficiez d'une expérience de 3 ou 4 ans au sein d'un service technique de collectivités ou d'un grand groupe de services.

Une formation complémentaire dans le domaine commercial serait un plus.

Pragmatisme, approche positive et concrète des problèmes, aptitudes pédagogiques et goût pour la négociation sont les qualités qui contribueront à votre réussite.

Ce poste qui implique de nombreux déplacements est situé en région parisienne.

Merci d'adresser CV, lettre de motivation et photo, sous la référence INFOBUS, à JCDecaux Services - DRH BP 11 - 78373 Plaisir Cedex.

JCDecaux

Responsable Commercial

Paris

■ **LA SOCIÉTÉ :** Un des plus prestigieux souscripteurs des LLOYD'S occitane sa politique de développement européenne. Dans le cadre de son implantation en France, le groupe recherche un responsable commercial.

■ **LE POSTE :** Vous prospectez, gérez et fidélisez avec la Direction Générale une clientèle de partenaires-assureurs conseils-courtiers et autres prescripteurs. Votre dynamisme commercial et votre sens relationnel seront des éléments indispensables.

■ **LE CANDIDAT :** De formation supérieure, vous possédez une première expérience de 5/10 ans en tant qu'animateur commercial et/ou responsable du développement auprès d'un réseau de courtiers. Ce poste évolue vers un fort potentiel technique et humain. Le poste est basé à Paris avec de nombreux déplacements. Maîtrise de l'anglais souhaitée.

■ Merci d'envoyer un dossier complet de candidature + photo en mentionnant la référence 2782/TCL par fax au (1) 42.89.09.83 ou à NORMAN PARSONS, Division Banque & Assurance, 6 rue Paul Boudry, 75008 Paris.



Norman Parsons
GROUPE ROBERT HALF

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT FINANCIER AVEC PLUS DE 140 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS



McDONALD'S FRANCE
RECHERCHE UN

RESPONSABLE REMUNERATIONS ET AVANTAGES

Numéro 1

mondial

de la

restauration

à service

rapide.

■ Environ 30 ans, vous avez exercé la fonction «comp & bene», pendant 5 ans environ, au sein d'une entreprise filiale d'un groupe anglo-saxon.

■ Rattaché au DRH, vous avez pour mission de définir la politique salariale en conformité avec les objectifs de l'entreprise et du groupe, de communiquer et de mettre en œuvre cette politique, de gérer les tableaux de bord sociaux et d'administrer les différents plans d'avantages sociaux.

■ Très ouvert sur l'entreprise, votre poste implique un bon sens relationnel, la rigueur, le goût des chiffres, la pratique de l'anglais et de la micro-informatique. La connaissance d'un logiciel de paie serait un plus.

■ Ce poste est basé à Saint Quentin en Yvelines.

■ Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à McDonald's France Services - 1, rue Gustave Eiffel, 78045 Guyancourt cedex, sous référence «Rem 2», à l'attention de Nicole WILMET.

DOCKS DE FRANCE PARIS

Filiale du Groupe DOCKS DE FRANCE,
CA de 9 milliards de francs,
100 Super/Hypermarchés en Région Parisienne,
recherche

DIRECTEUR ACHATS/LOGISTIQUE PRODUITS FRAIS

■ Ingénieur AGRO, vous avez une expérience réussie de quelques années dans un poste de direction d'un centre de profit.

Manager de tempérament, à la tête de 150 collaborateurs, vous prendrez la responsabilité du secteur produits frais, tant sur le plan des achats que de la logistique, au sein de notre centrale.

Aujourd'hui, excellent négociateur et organisateur de premier plan, vous êtes attiré par cette mission à fortes responsabilités et par une carrière évolutive dans la grande distribution.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. DPFLM, à DOCKS DE FRANCE PARIS - DRH - Centre d'Affaires - 94 rue Albert Calmette - 78350 JOUY-EN-JOSAS.

Organisation Professionnelle Secrétaire Général

Notre syndicat regroupe plusieurs familles professionnelles dont les points communs se situent, soit autour d'une technique, soit autour de marchés.

Il s'agit aujourd'hui et c'est le sens de la définition nouvelle de ce poste - d'augmenter la cohésion de cet ensemble en travaillant avec tous les partenaires concernés sur les questions d'intérêt général comme la promotion des produits, la réglementation, la normalisation ou les problèmes liés à l'environnement, d'intéresser de nouveaux adhérents et de donner ainsi à des industries de premier plan une organisation professionnelle adaptée à leur développement.

Il faut une certaine expérience pour mener à bien une telle mission, une bonne culture industrielle et, à l'origine, une formation économique supérieure. Ajoutez à cela un don relationnel (qui est ici sens politique + loyauté) et la capacité à trouver son plaisir dans la réussite des autres. L'anglais est indispensable, l'allemand bien utile.

SEFOP est notre conseil. Merci de lui adresser votre dossier sous référence LSF 1060 LM.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

L'Entreprise
mode d'emplois.

Cahiers Initiatives.
Lundi et mardi.

Le Monde

صوتنا من الامم

JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

Directeur ressources humaines

Nous sommes un équipementier automobile, filiale d'un grand groupe industriel présent sur les cinq continents. Nous recrutons aujourd'hui un directeur des ressources humaines pour l'un de nos sites de production situés dans la région Nord-Est et comprenant 800 personnes.

Intégré au comité de direction et rattaché au DRH France, vous prenez la responsabilité de toutes les missions de ressources humaines sur site industriel. Présent sur le terrain, en relation avec les autres responsables opérationnels, vous jouez un rôle de premier plan : former, informer, motiver, animer les relations sociales (CE, DP, CHSCT), optimiser les ressources humaines en fonction de l'activité... Pour atteindre vos objectifs, vous êtes assisté par une équipe de professionnels de la fonction ressources humaines.

Votre sens relationnel et de l'écoute est complété par votre goût du travail en équipe et votre disponibilité : vous conjuguez ainsi efficacité, capacité d'analyse et rigueur. La maîtrise de l'anglais et de l'informatique est indispensable. De formation supérieure (DESS gestion du personnel, IEP, CELSA, IGS) confirmée par un diplôme de troisième cycle dans la fonction ressources humaines, vous avez environ 35 ans et disposez d'une expérience opérationnelle significative en milieu industriel. Rémunération et perspectives d'évolution motivantes pour un(e) candidat(e) de valeur.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et prétentions en précisant la réf. 18069 à Media System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra en toute confidentialité.

Industrie
Pharmaceutique
et Cosmétique

Pierre
Fabre



5500
personnes
CA : 5 Milliards

Les Laboratoires Pierre Fabre
renforcent leur Direction des Affaires Publiques
et Politiques de Santé et recherchent un

RESPONSABLE AFFAIRES EUROPEENNES

Vous développez les contacts avec les instances communautaires (Commission & Parlement), afin d'améliorer la prise en compte des politiques dans la stratégie du Groupe. Vous diffusez l'information relative aux politiques communautaires à tous les niveaux concernés de l'entreprise.

Responsable de l'analyse des projets de textes communautaires, vous en appréciez l'impact puis proposez et conduisez les actions à entreprendre. Votre réseau relationnel auprès des décideurs européens vous permet d'accroître l'accès du Groupe aux procédures de financements communautaires.

Juriste spécialisé en Droit Européen, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction communautaire. Votre parfaite maîtrise de l'anglais est complétée de préférence par la connaissance d'une autre langue européenne. Vous disposez d'excellentes qualités rédactionnelles, avez le sens des contacts et êtes disponible pour de fréquents déplacements.

Ce poste est basé à Boulogne (92).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en précisant la référence E543, aux Laboratoires Pierre Fabre SA - DRH - Recrutement Cadres 11 rue Théron Périé - 81106 CASTRES.

juriste SECTEUR BTP

A 30 ans environ, de formation juridique civiliste supérieure (DEA, DESS, DICE), vous justifiez de 5 ans minimum d'expérience dans le BTP ou l'immobilier. Vous avez de bonnes connaissances en droit de la construction, de l'urbanisme, des baux ou de la copropriété. Votre rôle :

- intervenir en conseil et en assistance auprès des opérationnels (chefs de projets construction, responsables fonciers, directeurs d'agences...)
- participer au montage d'opérations complexes
- assurer le traitement et/ou le suivi externe des dossiers contentieux
- informer et former les opérationnels en matière de risques juridiques.

Rejoignez notre Groupe, fort de 1500 personnes, leader dans son domaine, et plus particulièrement les quatre personnes qui composent l'équipe juridique. Vos qualités relationnelles, votre sens du conseil, votre pragmatisme et votre dynamisme vous permettront de développer votre "clientèle interne".

Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser votre candidature incluant une lettre manuscrite et spécifiant votre niveau de rémunération actuel à ORC sous référence PP 4926 à EUROMESSAGES, BP 30, 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra ou par minitel au 3615 EUROMES code PP 4926 (1,01 F/mn)

Responsable du pôle de soutien juridique "Bordeaux"

France Télécom, l'un des plus grands groupes mondiaux de télécommunications, renforce sa Direction Juridique. Nous cherchons un responsable du pôle de soutien juridique, au sein de la Direction Juridique, pour assurer la gestion des affaires juridiques dans les régions Atlantique et Paris-Ouest.

Le titulaire sera responsable de l'ensemble des affaires juridiques de la Direction Juridique, en particulier de la gestion des affaires juridiques dans les régions Atlantique et Paris-Ouest. Il aura sous sa responsabilité la gestion des affaires juridiques dans les régions Atlantique et Paris-Ouest. Le poste est basé à Bordeaux (33).

Le titulaire sera responsable de l'ensemble des affaires juridiques de la Direction Juridique, en particulier de la gestion des affaires juridiques dans les régions Atlantique et Paris-Ouest. Il aura sous sa responsabilité la gestion des affaires juridiques dans les régions Atlantique et Paris-Ouest. Le poste est basé à Bordeaux (33).

France Telecom

Société internationale de services recherche
pour sa direction juridique :

Juriste d'affaires

Région parisienne

■ Pour ce poste à dominante droit bancaire et financier, le titulaire gère l'ensemble des questions juridiques relatives aux financements, aux relations avec les banques et les investisseurs en France et à l'étranger et au droit des sociétés. Rattaché au directeur juridique du groupe, il anime une petite équipe chargée du montage juridique des opérations et travaille en concertation avec la direction financière de la société.

■ De formation supérieure en droit des affaires (maîtrise, troisième cycle), bilingue français/anglais, vous avez acquis une pratique de 3 à 5 ans du droit bancaire et financier. Autonome, disponible, vous possédez d'excellentes aptitudes relationnelles et un très bon esprit d'équipe. Dynamique et proactif, vous saisissez, exprimez vos qualités professionnelles et humaines dans une entreprise aux projets passionnants.

■ Merci de contacter Frédéric Faucaud au (1) 42 89 09 17 ou de lui adresser un dossier complet, sous la référence 2755/FMF, à Norman Parsons, 6 rue Paul Baudry, 75008 Paris ou par fax au (1) 42 89 09 85.



Norman Parsons
GROUPE ROBERT HALF

ARTHUR ANDERSEN INTERNATIONAL Société d'Avocats recherche

COLLABORATEURS FISCALISTES

Débutant ou expérimenté, vous intégrerez l'équipe qui travaille sur les questions fiscales, sociales et juridiques des expatriés des sociétés multinationales.

Titulaire d'une maîtrise en droit fiscal ou l'équivalent américain ou britannique, vous êtes impérativement bilingue (français / anglais) et disponible immédiatement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à
Laurence Berioletti, Arthur Andersen International,
Barreau des Hauts de Seine, Tour Gan, Cedex 13, 92082 Paris La Défense 2.

Notre Société de Conseil
et Formation en Management
des Ressources Humaines et
des Ressources Humaines,
à spectre d'intervention large,
recherche pour l'une de ses
agences, implantée dans
une grande ville universitaire
du Val de Loire, un consultant
senior.

Merci de nous adresser un dossier
complet : lettre de motivation,
CV détaillé, photo, prétentions
à PG Consultants, 17 rue Nationale,
37000 Tours, sous réf. MOU085.

Consultant senior

polyvalent en Conseil/Formation prioritairement,
recrutement, bilans et outplacement

Il aura à : • mener une forte action de développement et de suivi commercial, auprès d'une clientèle diversifiée • concevoir et réaliser, en tout ou partie, des interventions de qualité auprès de grandes entreprises, administrations et PME - PMI. Vous avez : • 35 ans minimum • une formation supérieure de niveau bac + 5 (sciences humaines idéalement) • une pratique confirmée de conseil et

Angers, Bordeaux, Nantes,
Paris, Toulouse, Tours

Hgc
consultants

L'Entreprise
mode d'emplois

JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

RECRUTEMENT

Juriste

M/P

Un parc à thèmes, six hôtels, un centre de divertissement, un « ranch »... Disneyland® Paris est le premier site touristique européen. Vous aussi, découvrez un univers professionnel où l'organisation et le savoir-faire permettent d'offrir un spectacle merveilleux à des millions de visiteurs.

Au sein de la direction des affaires juridiques, vous participez au programme de développement immobilier de la société et à la réalisation des montages liés aux opérations immobilières et d'urbanisme.

De formation juridique spécialisée en droit immobilier et de la construction, vous avez acquis une expérience de 2 à 3 ans en cabinet ou en entreprise. Bilingue français-anglais, vous faites preuve de dynamisme, d'un très bon esprit d'équipe et d'une grande capacité de travail.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions), sous réf. AD-IM30/10, à Disneyland Paris, Service Recrutement, BP 110, 77777 Marne-la-Vallée Cedex 4.

DISNEYLAND PARIS Mon rôle, c'est Cast Member

RECRUTEMENT GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Un Cabinet peu ordinaire Un Consultant hors du commun

Notre Cabinet, l'un des premiers en France, souhaite étoffer son équipe. La recherche directe est l'un de nos métiers et évidemment nous l'utilisons pour nos propres besoins. Si nous faisons passer une annonce, c'est pour augmenter les chances d'une rencontre originale.

Notre métier : c'est conseiller en s'engageant dans la décision, avoir des appréciations « justes », savoir rechercher « l'oiseau rare » et ne pas penser qu'il est rare à la seule vue de ses plumes, être au « service » tout en sachant affirmer ses convictions, avoir des convictions et savoir les remettre en cause.

Vous partagez cette approche ?

Un diplôme d'études supérieures, l'expérience du recrutement, la connaissance des entreprises nous permettront de gagner du temps.

Cette annonce vous a intrigué ?
Alors écrivez-nous et nous pourrions nous découvrir l'un l'autre.

Merci d'envoyer lettre, CV et prétentions indiquant la référence CS/95M sur la lettre et sur l'enveloppe à : PUBLIPANEL - 13, rue Rosenwald - 75015 Paris, qui transmettra.

Directeur du Personnel et des Affaires Juridiques

Il s'agit d'un poste opérationnel, au sein d'un groupe international évoluant dans le domaine des services aux entreprises.

Basé au siège, vous développerez fortement votre action en direction du terrain.

Vous assurerez, outre l'administration et la gestion du personnel, les relations avec les partenaires sociaux et les instances professionnelles extérieures ; vous prendrez également en charge les affaires juridiques générales, y compris l'aspect juridique des dossiers d'acquisition (nous avons une politique de développement par croissance externe). A ce titre, vous superviserez un service d'une dizaine de personnes.

De formation juridique (DESS en Droit), vous avez une solide expérience de généraliste de la fonction, acquise si possible dans un environnement international. Vous parlez de ce fait couramment anglais.

Enfin, vous êtes à l'aise aussi bien dans l'élaboration de la stratégie et de la politique du personnel que dans le règlement de détails avec les opérationnels.

Merci d'envoyer lettre de candidature et CV sous la réf. M/DP à notre conseil, MGA, 6 avenue Delcassé, 75008 PARIS.

MGA

Michel Garnier & Associés

LES DIRIGEANTS

GROUPE COFINOGA

COFINOGA, 1800 personnes, se positionne aujourd'hui en tête des établissements financiers, à destination du particulier et sur un marché multiproduit très diversifié, crédit ou non crédit. Notre développement, conséquence directe d'un savoir-faire reconnu, nous conduit naturellement à féliciter notre Direction des engagements et filiales spécialisées en 2 entités : Filiale Crédit et Filiale Non Crédit. Pour les diriger, nous recherchons 2 directeurs

Directeur filiale Crédit

A 35 ans environ, diplômé d'une école supérieure de commerce, vous souhaitez valoriser une expérience réussie, reconnue de dix ans minimum à un poste de Manager :

dans un établissement financier, laquelle vous permet de revendiquer une compétence, dans l'acceptation des comptes, notamment dans le domaine de l'automobile, ainsi qu'une bonne connaissance de l'ensemble des métiers du crédit à la consommation. (R6/AB21092)

Organisée aujourd'hui par métiers, la volonté de COFINOGA est de mettre en place une organisation centrée client, avec un souci prononcé de privilégier la relation clientèle dans un esprit de conseil multicompetence de qualité.

La mission que nous proposons est donc globale et s'inscrit dans le respect des valeurs qui sont les nôtres, des enjeux qui nous mobilisent et qui assurent notre réussite dans un environnement concurrentiel très sollicité. Ce sont entre autres : une stratégie audacieuse, une forte anticipation des marchés, la recherche permanente de l'excellence au service de nos clients.

Pour réussir à ces deux postes clés, les qualités que nous jugeons indispensables sont avant tout un fort relationnel, un sens aigu de la réactivité, de l'organisation et de l'anticipation qui vous permettront de définir immédiatement l'impact de la décision prise, dans un contexte d'amélioration permanente. Naturellement, votre passé de Manager vous a appris à motiver et impliquer des équipes importantes (50 à 200 personnes). Ces deux postes sont basés à Bordeaux.

Merci d'adresser lettre, CV et photo, en précisant la référence choisie sur l'enveloppe, à Tahany PHILIPPON, RH PARTNERS, 18, rue Fénéron, 33000 Bordeaux et consulter le 3617 RH-PARTNERS.

RH PARTNERS

Directeur filiale Non Crédit

en centre de profit, dans une importante société de services ou en grande distribution, où vous avez affiché votre sens du réseau, de l'économie, de la rentabilité et de l'organisation. (R6/AB21092)

Diriger et animer

LE SECTEUR CLEF D'UN ORGANISME IMMOBILIER.

Les responsabilités qui vous seront confiées, à la tête d'une équipe que vous animerez, couvrent plusieurs volets de nos prestations : • production des nouveaux logements avec pour objectifs la maîtrise des coûts et l'amélioration de la qualité • opérations de réhabilitation en coordination avec les services de gestion locative • politique de développement vers les collectivités locales ou d'autres partenaires.

Professionnel reconnu de la construction immobilière, vous en maîtrisez les aspects stratégiques, financiers et réglementaires. Votre expérience opérationnelle, dans une fonction de responsable technique, vous a rodé au montage d'opérations et à la maîtrise d'ouvrage déléguée.

Excellent relationnel, charisme naturel, sens du service aux clients, sensibilité marketing, sont les qualités personnelles indispensables pour réussir dans cette fonction.

**Groupe
FORCE**

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivations et photo), sous référence JYL/101/IM, à notre Conseil : GROUPE FORCE 695 route de Paris, 79180 Chauray - Niort.

سكان الامل

CARRIÈRES INTERNATIONALES

The business world really needs professionals who know there is more to SAP than just implementation.



SAP
in the
United States

Why settle for being just another SAP implementation specialist when you can broaden your skills with a challenging career in this prestigious "Big 6" management consulting firm, and have the pleasure of living in the United States?

We are Ernst & Young, and we pioneered business process re-engineering - recognising that the real value in SAP comes from integrating this cutting-edge software with the BPR knowledge and skills of sophisticated management consultants. Your expertise in SAP becomes only the initial foundation upon which your career in management consultancy is broadened and developed.

You already know how SAP technology revitalises major corporations. Now is the time to use your SAP skills to re-engineer your own career. At Ernst & Young, our dedication to a team-oriented approach means your professional life will be

fulfilling and challenging. Our culture is unique amongst "Big 6" firms because we know that the real source of our expertise is the value we can add to our customers' businesses through the knowledge and skills of our people.

Opportunities are available across the USA for multi-year assignments, as well as appointments in the UK and throughout Europe.

Our outstanding salary package reflects the calibre of professional we are seeking. We'll handle your relocation, visa and other details.

Your qualifications should include a degree, a minimum of one year's SAP experience, and a desire to become an integral part of a growing team.

For consideration, please forward your C.V. to: Alain Chénne at Michael Page Informatique, 3 Boulevard Bineau, 92300 Levallois-Perret or fax him on 16 (1) 47.57.39.18.

ERNST & YOUNG LLP

DIRECTEUR TRANSIT D'UN CONTINENT À L'AUTRE !

Grand groupe international de services, nous intervenons sur les routes du commerce mondial. Nous renforçons aujourd'hui nos équipes sur l'Afrique et souhaitons intégrer un professionnel du transit de très bon niveau.

Directeur du Transit, adjoint opérationnel direct du Directeur Général local et en liaison fonctionnelle étroite avec le Directeur du Transit Afrique, vous animerez une équipe de 250 personnes. Vos excellentes relations avec les autorités et la clientèle locales vous permettront de développer de façon significative votre chiffre d'affaires.

Pour cette première affectation, une expérience significative d'au moins 10 ans du transit, une formation supérieure et la maîtrise de l'anglais sont absolument indispensables. Bien sûr, vous avez déjà travaillé en Afrique et souhaitez y retourner. Ensuite, vos succès dans ce poste vous ouvriront de larges perspectives d'évolution dans le groupe, sur ce continent ou sur un autre... Pour en savoir plus, écrivez à notre conseil Sirca, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, sous la référence 873 736 LM.

SIRCA
ANTICIPER LA RÉUSSITE

MEMBRE DE SYNTIC



L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)
institution spécialisée des Nations Unies
recherche
pour son siège à Genève
un **TRADUCTEUR** (h/f)
grade P.3

ayant le français pour langue maternelle et pour langue de travail et possédant une connaissance approfondie de l'anglais et de l'espagnol. Les candidats devront être diplômés d'une grande école de traduction ou être titulaires d'un autre diplôme universitaire approprié (langues modernes ou droit, par exemple) et justifier de plusieurs années d'expérience de la traduction auprès d'organisations internationales ou dans un domaine juridique.

Prière d'envoyer votre candidature avant le 10 novembre 1995 en joignant CV détaillé, photo et lettre de motivation et en indiquant la référence P1127/MON, à l'adresse suivante :

Section du recrutement du personnel, OMPI
34, chemin des Colombettes, 1211 Genève 20, Suisse
(Fax : 4122 7309820)

La Faculté de droit ouvre une inscription pour un poste à plein temps de

PROFESSEUR ORDINAIRE
de droit européen

Titre exigé : Doctorat en droit ou titre jugé équivalent
Le cahier des charges comprend :
- environ 6 heures d'enseignement par semaine (licence et post-grade).
- la direction de recherches en droit européen.
- d'éventuelles charges administratives ou de direction dans le cadre de l'Université.

Entrée en fonction : 1er septembre 1996 ou date à convenir.

Le ou la titulaire devra résider dans le canton de Genève.

Les dossiers de candidature incluant 15 exemplaires du curriculum vitae et de la liste des publications, 3 exemplaires des 5 publications qui paraissent au candidat les plus représentatives de ses travaux, une copie certifiée du diplôme le plus élevé doivent parvenir à l'administrateur de la Faculté de droit, 102, bd Carl-Vogt, CH -1211 Genève 4, avant le 30 novembre 1995.



UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Société financière d'excellente notoriété, nous cherchons pour développer une gamme de services auprès de PME/PMI espagnoles exportatrices, un

CHARGÉ DE MISSION BASÉ À BARCELONE

Dans un premier temps, vous défrichez le marché espagnol, constituez un réseau de prescripteurs.

Dans un deuxième temps, en fonction de votre réussite, vous créez une structure locale et développez un courant d'affaires.

A 35/45 ans, de nationalité française, vous avez acquis de solides compétences financières en entreprise ou dans un environnement bancaire. Vous connaissez très bien le marché espagnol, de préférence à travers une expérience locale.

Espagnol courant. Bon niveau d'anglais.

Ecrire à notre Consultante,
Mme Marie-Claude TESSIER
sous référence 6156/M

«Carrières Internationales»



ALEXANDRE TIC SA
14, RUE ROYALE - 75006 PARIS

Diriger

VOUS ÊTES UN PROFESSIONNEL DE L'ANIMATION COMMERCIALE ET UN SPÉCIALISTE DE L'AFRIQUE

DIRECTEUR COMMERCIAL
Retrouvez-nous en rubrique fonction commerciale



ALEXANDRE TIC SA
14, RUE ROYALE - 75006 PARIS



Laitière de Picardie

Contrôleur de Gestion

L'usine que nous construisons près de Shanghai sera opérationnelle en janvier 96. Elle emploiera 80 personnes, tous Chinois, et son chiffre d'affaires prévu doit doubler d'ici l'an 2000.

Son Directeur veut être secondé sur place par un Contrôleur de Gestion, Chinois, qui sera chargé de l'ensemble des questions concernant la comptabilité, l'administration, la gestion et le personnel ainsi que de toutes les relations avec l'environnement local.

Après un complément de formation en France pour se familiariser avec nos méthodes de travail, notamment en comptabilité et en reporting, il rejoindra son poste dès que possible.

Pour vous confier cette importante mission, nous souhaitons que vous soyez originaire de la région de Shanghai, que vous ayez fait en France des études de finances-comptabilité, type OESCF et/ou une Ecole Supérieure de Commerce et que vous ayez, par conséquent une connaissance pratique des deux mondes et des deux cultures, française et chinoise, indispensable à la réussite du projet.

Nous vous remercions d'adresser, dans ce but, votre dossier sous référence LCG 1063 M à notre Conseil, SEPOP, 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTIC

中国

Vous pensez qu'une idée qui a 20 ans d'avance
peut avoir un avenir immédiat. Normal.



Vous êtes en droit d'attendre beaucoup d'une entreprise qui attend beaucoup de vous. L'électronique est un métier exigeant, où le niveau d'implication de chacun n'a d'égale que les multiples satisfactions qu'il apporte à tous. Quoi de plus normal, alors, de tout faire pour que nos 140 000 collaborateurs puissent évoluer dans notre groupe. Tous les jours, nous favorisons l'aboutissement d'idées nouvelles ; nous encourageons les initiatives individuelles ; nous faisons s'épanouir de nouveaux talents ; nous privilégions la recherche de nouveaux axes de développement... Vous souhaitez vous investir dans une entreprise qui vous maintienne au top de votre expertise ? Normal ! Notre avenir dépend de votre avenir, nos projets de vos idées, notre énergie de votre enthousiasme. Innovez, créez, proposez, communiquez, échangez, progressez. Où vous voulez. Quand vous voulez. Avec Motorola, vous êtes libre. Merci d'adresser votre candidature, sous réf. LM30/10, à la Direction des Ressources Humaines :



Motorola Semiconducteurs,
av. du Général-Eisenhower,
31023 Toulouse Cedex, ou
18 rue Grange Dame Rose,
BP 95, 78143 Vélizy-Villacoublay.



Motorola Electronique automobile,
8 bd Charles-Dériché, BP 1028,
49015 Angers Cedex.



Motorola Radiotéléphonie cellulaire
et Motorola Tel.co,
3 rue Georges-Besse, Parc d'activité
Antony II, 92182 Antony Cedex.
Motorola Infrastructure cellulaire,
7 av. Léon-Eyrrolles, 94230 Cachan.



Motorola Radiomessagerie,
3 av. du Canada, BP 304,
91958 Les Ulis-Courtabœuf Cedex.



Motorola Systèmes d'information,
7 av. Léon-Eyrrolles, 94230 Cachan.

MOTOROLA — 140 000 personnes qui donnent le meilleur d'elles-mêmes dans toutes les activités de pointe de l'électronique professionnelle : composants, radiocommunications et téléphonie cellulaire, informatique industrielle et bureautique, électronique de contrôle pour l'automobile et l'industrie. MOTOROLA — 10 % du CA investis en recherche et développement. MOTOROLA — une forte implantation en Europe avec 10 usines, 12 centres de recherche et des dizaines de bureaux de vente et de service.



MOTOROLA

Inventons le futur

صوتنا من الامل

صكنا من الامل

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / MARDI 31 OCTOBRE 1995 / 31

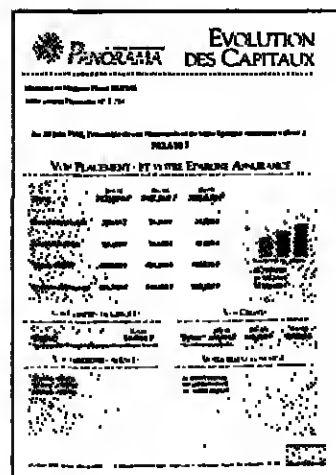
LE MONDE / MARDI 31 OCTOBRE 1995 / 17

PANORAMA

Nous avons débarrassé la table.



Jusqu'à présent, pour faire le point sur votre patrimoine financier, vous étiez obligé de rassembler et de déchiffrer un nombre impressionnant de documents. Désormais, avec Panorama, tout devient simple. Pour la première fois, un relevé unique vous permet d'un seul coup d'œil de connaître la situation et l'évolution de votre capital, même si vous possédez plusieurs comptes dans différentes agences. Ce document regroupe, selon une périodicité que vous pouvez choisir, toutes les données chiffrées essentielles pour savoir où vous en êtes, optimiser vos placements financiers et votre fiscalité. Pour découvrir Panorama, contactez votre conseiller BNP ou téléphonez au 05.19.95.03.



BNP

A CHAQUE INSTANT ON DOIT POUVOIR COMPTER SUR SA BANQUE.

ORDINATEURS IBM estime que l'informatique entre dans une troisième phase de son développement, explique au Monde Lucio Stanca, PDG d'IBM Europe. Après la

phase de centralisation autour des gros ordinateurs de gestion, puis la deuxième phase, décentralisée autour des ordinateurs personnels, nous serions entrés dans une troi-

sième période où les réseaux de télécommunications jouent le rôle essentiel. Une recentralisation des données et des logiciels est possible dans les ordinateurs serveurs de ces

réseaux. ● **AUX GAINS DE PRODUCTIVITÉ** individuels correspondant aux PC (Personal computer), se substitue un progrès qui dépend de la qualité des réseaux informatiques.

● **LE GROUPE AMÉRICAIN IBM** est sorti en 1994 d'une période de trois ans de pertes. Ses effectifs mondiaux sont tombés de 383 000 en 1989 à 215 000 à mi-1995.

IBM prévoit que l'essor des réseaux recentralisera l'informatique

Lucio Stanca, le PDG d'IBM Europe, explique au « Monde » que les ordinateurs abordent une nouvelle phase. Les données et logiciels seront désormais situés dans les grands « serveurs » des réseaux et non plus dans les PC. Il ne sera donc plus nécessaire de les acheter

L'INFORMATIQUE va se recentraliser. Pour Lucio Stanca, PDG d'IBM Europe, nous sommes entrés dans une troisième phase du développement des ordinateurs. La mutation en cours va permettre à cette industrie de sortir progressivement de la brutale crise qu'elle a traversée au début des années 90 et de retrouver le rôle moteur qu'elle a joué dans la modernisation sociale. « Il y a vingt ans, l'univers informatique était centré autour des grands ordinateurs », explique M. Stanca au Monde. « Les programmes d'applications étaient écrits par les constructeurs eux-mêmes. Puis, il y a quinze ans, les micro-ordinateurs personnels, les PC, ont créé la première révolution. Les logiciels d'applications sont venus directement dans les PC. La productivité était renvoyée du niveau général de l'organisation au niveau individuel. »

La phase nouvelle qui s'ouvre aujourd'hui, IBM la nomme « net-

work centric », c'est-à-dire une ère centrée sur le réseau. « Des millions de PC sont désormais connectés entre eux. Et c'est cette connexion qui est devenue essentielle. L'utilisateur n'a plus besoin d'avoir les programmes au sein des données dans son PC. Il peut aller les chercher dans le réseau » sans même savoir où ils sont exactement. Pour IBM, cette nouvelle informatique n'oblige plus l'utilisateur à posséder les logiciels (jeux, traitement de texte, courrier électronique, gestion...). Il peut les louer pour leur temps d'utilisation. Le PC connecté (ou connectable) peut devenir beaucoup plus simple, donc plus léger, mobile et surtout beaucoup moins cher. De surcroît, « les données sont réparties aujourd'hui partout sans économie ni sécurité. Désormais, on va les recentraliser », dit M. Stanca. Bientôt, les grands ordinateurs, dits « serveurs » des réseaux, retrouvent

une place de première importance dans ce schéma, au grand plaisir d'IBM qui en est le premier fabricant mondial.

Cette vision de l'avenir informatique correspond, on l'aura compris, au propre intérêt d'IBM. Mais elle est partagée par d'autres constructeurs américains comme Oracle. Les PC toujours plus coûteux ne peuvent plus monopoliser les progrès de la technologie. Ce matériel a eu son heure de gloire quand il a permis de casser les bureaucraties des services informatiques des années 70. Désormais, cette voie est saturée. Il est temps d'en explorer de nouvelles et de cueillir les fruits des immenses avancées des télécommunications et de celles qui s'annoncent dans le multimédia.

UNE ORGANISATION MONDIALE

IBM a commencé à se réorganiser en conséquence. La multinationale se veut « transnationale », explique M. Stanca. IBM Europe, dont le siège est à Paris, s'ordonne « par marché » et non plus par pays. Une même équipe répond, par exemple, aux besoins des compagnies d'assurances, pour toute l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique (deux régions qui dépendent de l'Europe chez IBM). Idem pour le secteur des banques ou de l'industrie. Pour le secteur pétrolier et chimique, l'organisation est directement mondiale et non plus continentale.

Les usines suivent le même principe de spécialisation rigoureuse. Les composants sont faits

en France et en Italie puis sont envoyés en Ecosse pour la fabrication des PC ou en Allemagne pour les unités de stockage (disques), etc. D'où des restructurations douloureuses dans les huit grandes usines européennes du groupe américain. IBM Europe perdra encore 2 000 à 3 000 em-

ploiés ici. Deuxième axe de changement : l'accent est mis sur les services. Comme tous les constructeurs d'ordinateurs, « Big Blue » remarque que « les clients réclament moins des technologies que des aides à s'en servir ». Selon M. Stanca, IBM est bien placée puisque le constructeur est le nu-

leurs ». Les années 80, celles du PC roi, ont vu les grands groupes informatiques se désagréger. Lucio Stanca prévoit que cette tendance va s'inverser. Les groupes vont se reconstituer car les clients ont assez d'acheter leur informatique par petits bouts : « c'est comme si on vendait les voitures par morceaux en obligeant les automobilistes à les monter eux-mêmes ».

De l'individualisme au « cyberspace »

A l'image des autres techniques, l'informatique a toujours collé de près à la société. Avec plus ou moins d'avance ou de retard, ses différentes phases ont correspondu aux différents types d'organisation sociale. Dans la première phase de l'informatique centralisée, les progrès sont venus des gains de productivité tirés en bloc de l'espace informatisé (entreprise, institution). Puis est venue la deuxième phase qui a renvoyé les gains au niveau de chaque personne. Le PC correspondait à l'individualisme des années 80.

Dans la troisième phase qu'évoque le PDG d'IBM Europe, le progrès dépend à nouveau d'un collectif. Mais cette fois à un niveau qui dépasse l'organisation elle-même pour atteindre l'ensemble plus vaste du réseau. C'est de la qualité de la société informationnelle tout entière, nationale voire internationale, que découle le rythme des gains de productivité de chacun. Les entreprises se sont modernisées. Les salariés ont donné ce qu'ils pouvaient. Désormais, le progrès provient de l'accès et de la qualité du « cyberspace », comme le désignent les Américains.

plis par an, « mais nous en créons chez les sous-traitants », tient à ajouter M. Stanca. IBM ira-t-elle plus loin en fermant des installations en Europe et en important des produits ou des sous-ensembles fabriqués dans des pays à bas salaires ? Lucio Stanca dément formellement : « aucune délocalisation n'est planifiée ». L'Europe représente 37 % du chiffre d'affaires de la compagnie, c'est assez pour que l'ensemble du cycle, c'est-à-dire la recherche, le développement et la fabrication, même type « en Europe et oil-

ment un mondial des services avec 30 000 personnes dans la formation, le conseil ou l'intégration de systèmes (habileté à faire tourner des ensembles complexes et bétéroclites). Présent à grande échelle depuis les gros ordinateurs jusqu'aux micros, IBM « est la seule compagnie à offrir toute la gamme ». Pour étendre son savoir-faire, le groupe a conclu un accord avec l'opérateur public de télécommunications italien Stet et cherche d'autres partenaires du même type « en Europe et oil-

ment un mondial des services avec 30 000 personnes dans la formation, le conseil ou l'intégration de systèmes (habileté à faire tourner des ensembles complexes et bétéroclites). Présent à grande échelle depuis les gros ordinateurs jusqu'aux micros, IBM « est la seule compagnie à offrir toute la gamme ». Pour étendre son savoir-faire, le groupe a conclu un accord avec l'opérateur public de télécommunications italien Stet et cherche d'autres partenaires du même type « en Europe et oil-

ment un mondial des services avec 30 000 personnes dans la formation, le conseil ou l'intégration de systèmes (habileté à faire tourner des ensembles complexes et bétéroclites). Présent à grande échelle depuis les gros ordinateurs jusqu'aux micros, IBM « est la seule compagnie à offrir toute la gamme ». Pour étendre son savoir-faire, le groupe a conclu un accord avec l'opérateur public de télécommunications italien Stet et cherche d'autres partenaires du même type « en Europe et oil-

Le constructeur se redresse

● **Chiffre d'affaires** : IBM a enregistré un chiffre d'affaires de 16,7 milliards de dollars (83,5 milliards de francs) au troisième trimestre 1995. Sur les neuf premiers mois, les ventes du groupe ont atteint 50 milliards de dollars (245 milliards de francs). ● **Résultats** : IBM est sorti en 1994 d'une période de trois ans de pertes. Au troisième trimestre 1995, le groupe affiche une perte de 538 millions de dollars, suite à une provision de 1,8 milliard de dollars, après l'acquisition du groupe de

logiciel Lotus Development. Sur les neuf premiers mois, le résultat du groupe (hors charge de restructuration) a été multiplié par trois pour s'établir à 4,3 milliards de dollars. ● **Produits** : le groupe reste très dépendant de ses ventes de matériel qui représentent 7,7 milliards de dollars au troisième trimestre. Les services et les ventes de logiciels réalisent chacun 3,1 milliards de dollars. Le reste provient de la maintenance et des produits financiers.

L'année 1995 s'annonce excellente pour les compagnies aériennes

Le trafic augmente depuis 1994. Les coûts ont diminué en moyenne de 12 % depuis 1992

1995 devait être une excellente année pour les compagnies aériennes. « Elles devraient dégager sur leurs lignes internationales près de 6 milliards de dollars [30 milliards de francs] de profit cette année », estime Pierre Jeannot, directeur général de l'IATA, l'Association du trafic aérien international, dont les deux cent trente compagnies aériennes membres tiennent leur congrès annuel à Kuala Lumpur les 30 et 31 octobre.

En 1994, déjà, les membres de l'IATA avaient gagné 1,8 milliard de dollars (9 milliards de francs) sur leurs vols internationaux, affichant le premier bénéfice depuis le début de la décennie. Entre 1990 et 1993, les compagnies aériennes avaient perdu 15,6 milliards de dollars (78 milliards de francs). C'est égale-

ment en 1994 que le nombre total (vols nationaux et internationaux) de passagers des compagnies a franchi la barre symbolique du milliard.

Le trafic aérien a retrouvé depuis deux ans une certaine vigueur. En hausse de 8,2 % sur les lignes internationales en 1994, il s'est encore accru de 9 % sur les neuf premiers mois de l'année. « Il devrait augmenter de 6,6 % par an en moyenne entre 1996 et 2000 », précise Pierre Jeannot. Les capacités des compagnies croissent aussi mais dans une moindre mesure : elles se sont accrues de 8 % sur les neuf premiers mois de l'année. En conséquence, « le coefficient de remplissage des avions, 68 %, est actuellement l'un des plus élevés jamais enregistré », développe Pierre Jeannot. Et pour la première fois depuis au moins quatre ans, les prix se raffermissent : sur les neuf premiers mois de l'année, la recette unitaire a augmenté de 0,5 % tandis que le coût unitaire baissait de 1,5 %.

UNE SITUATION TRÈS CONTRASTÉE

Au-delà de la reprise conjoncturelle du trafic, les compagnies aériennes ont, pour la plupart d'entre elles, effectué ces dernières années une profonde restructuration. « Pour survivre au mouvement de déréglementation et de privatisation du secteur, l'industrie aérienne est en train de se convertir à la rentabilité structurelle », constate Pierre Jeannot. « Les compagnies aériennes ont complètement réexaminé leurs coûts de production », poursuit le directeur général de l'IATA. Notamment le coût de la main-d'œuvre, qui représente 35 % en moyenne des coûts d'exploitation d'une compagnie. « C'est essentiellement grâce aux économies réalisées dans ce domaine que les coûts d'exploitation ont pu diminuer de 12 % sur les trois dernières années », précise M. Jeannot, qui mentionne également le recours croissant des compagnies aériennes à la délocalisation ou à l'externalisation. Lufthansa a passé en mai dernier un accord avec les

Un contexte mondial positif



Le trafic aérien croît depuis 1994. Cette évolution devrait se poursuivre jusqu'à l'an 2000 à un rythme soutenu.

syndicats allemands pour pouvoir embaucher 10 % de ses hôtes et stewards, soit 800 personnes, à l'étranger avec des contrats locaux. Le groupe allemand sous-traite de surcroît une partie de la comptabi-

lité de sa billetterie en Inde. Il envisage également de sous-traiter une partie de la maintenance de ses avions à la société irlandaise Shannon Aerospace, dont il détient 35 %.

La situation reste malgré tout très contrastée selon les compagnies : si KLM et Lufthansa semblent aujourd'hui sorties de la crise, si British Airways est extrêmement rentable, Iberia, Alitalia et Air France apparaissent, en revanche, comme les canards boiteux de l'industrie aérienne mondiale. Les compagnies américaines dans leur ensemble ont dégagé des profits en hausse depuis le début de l'année. American Airlines, par exemple, a gagné 444 millions de dollars (2 milliards de francs) sur les neuf premiers mois de l'année, soit 47,5 % de plus que sur les trois premiers trimestres de 1994. Même US Air, déteoré à hauteur de 24,6 % par British Airways, pourtant traditionnellement déficitaire, devrait être rentable en 1995. Le grand nombre d'acteurs aux États-Unis pourrait toutefois déboucher sur une série de concentrations : American et United Airlines ont déjà fait connaître leur intérêt pour US Air. Pour Pierre Jeannot, ce serait un retour regrettable à une situation de moindre concurrence.

Virginie Malinère

Freddie Laker ou le retour d'un pionnier

INVENTEUR du célèbre « train du ciel » sur l'Atlantique nord, sir Freddie Laker reprend du service. A partir du printemps 1996, le célèbre aviateur britannique doit exploiter une liaison aérienne entre Londres, Glasgow et Manchester, et deux villes de Floride, Fort Lauderdale et Orlando.

Par la suite, Laker Airways nouvelle formule espère relier la Floride à des villes européennes comme Milan et Francfort.

En 1977, après six années de bataille acharnée contre les dirigeants de l'aviation civile britannique et le gouvernement travailliste, Freddie Laker avait monté le « skytrain », offrant des prix imbattables sur les lignes les plus fréquentées de l'Atlantique nord.

La formule était simple : absence de réservation, service minimum à bord et utilisation de gros appareils, des DC 10, bourrés au maximum. En 1982, la

baïse de la livre par rapport au dollar, la récession économique thatcherienne, la hausse du prix du carburant, et surtout l'implacable guerre des tarifs déclenchée par une dizaine de compagnies régulières, en particulier la British Airways, verra Laker Airways, fortement endettée, contrainte à la faillite.

Trois ans plus tard, après bien des pérégrinations, Sir Freddie accepte un accord à l'amiable avec ses rivaux qui lui versent 8 millions de dollars à titre de compensation pour cette déconvenue non fortuite. La fin du conflit avait ouvert la voie à la privatisation de la British Airways par Margaret Thatcher en 1987. S'installant par la suite aux Bahamas, Freddie Laker y avait créé une petite compagnie locale.

Freddie Laker, âgé aujourd'hui de soixante-treize ans, a tiré les leçons de sa déroute passée : tout en mettant l'accent sur des prix compétitifs, il veut offrir un plus à bord pour fidéliser la clientèle, que ce soit des écrans vidéo individuels, des menus au choix et des fauteuils plus spacieux.

Le Monde
PUBLICITE
FINANCIERE

SERVICE COMMERCIAL

Régis DENIS
44.43.76.47

Hervé DEQUATRE
44.43.76.15

Assistante Commerciale
Barbara BLEUSE
44.43.76.26

Administratif
Jacqueline GAZZABIN
44.43.76.22

Alcatel Alsthom inaugure une nouvelle usine de batteries

CONFIRMANT son avance technologique, Saft, filiale d'Alcatel Alsthom, a inauguré à Bordeaux, vendredi 27 octobre, sa première usine de batteries au nickel-cadmium. Elles équiperont les véhicules électriques lancés parallèlement à échelle industrielle par ses deux partenaires, PSA et Renault, alors que les constructeurs américains et japonais n'en sont qu'au stade des petites séries.

Ces batteries d'une autonomie de 100 kilomètres, rechargeables sur une prise de 16 ampères et « dont le silence va faire du bruit », visent le marché de la seconde voiture. Chaque année en Europe, on vend 500 000 véhicules qui ne roulent jamais plus de 70 kilomètres quotidiennement. D'ici dix ans, la production de batteries au lithium-carbone, permettant une autonomie de 200 kilomètres, « va considérablement ouvrir les possibilités de développement », a expliqué Serge Tchuruk, PDG d'Alcatel Alsthom. Pour l'heure, les prévisions de développement des trois partenaires demeurent modestes : 5 000 batteries par an au début, 50 000 en 1998 et autour de 1 million en 2002.

Les pouvoirs publics ont pris des mesures en faveur des véhicules électriques - l'Etat et EDF ont instauré un système de prime à l'achat, la Ville de Paris leur offre le stationnement gratuit... - mais des efforts plus importants dans l'équipement en infrastructures - bornes de recharge rapide, équipement en prises... - doivent être faits pour permettre leur réelle démocratisation. Sur ce point, le ministre de l'Industrie, M. Galland, présent à Bordeaux vendredi, a répondu négativement à la demande d'aides supplémentaires formulée par Serge Tchuruk.

Le référendum québécois et l'économie mexicaine inquiètent les marchés financiers

Un vote en faveur de l'indépendance du Québec pourrait faire chuter le dollar américain

Les marchés financiers attendaient avec inquiétude, lundi 30 octobre, les résultats du référendum sur la souveraineté du Québec. Ils

craignent qu'en cas de victoire du « oui », le dollar canadien baisse fortement et entraîne dans son sillage le dollar américain. Pourtant, le billet

vert faisait preuve, lundi matin, d'une grande fermeté, soutenu par la croissance américaine plus forte qu'attendu.

LA SEMAINE qui s'annonce promet d'être à nouveau agitée sur les marchés de change. Mais avant de se préoccuper de la réunion jeudi 2 novembre du conseil central de la Bundesbank et de la publication vendredi des statistiques américaines mensuelles sur le chômage, les investisseurs auront les yeux tournés vers le Canada... et le Mexique. Un vote en faveur de l'indépendance du Québec ou de nouvelles inquiétudes sur la situation de l'économie mexicaine auraient des effets immédiats sur les marchés financiers américains.

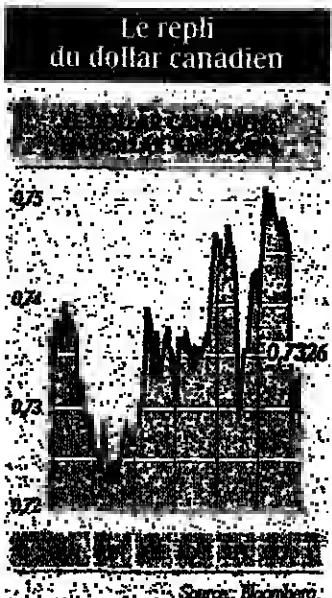
« Le dollar américain pourrait se retrouver en quelque sorte pris en tenaille entre le peso mexicain et le dollar canadien », souligne Masayuki Takaura, de la Sanwa Bank.

Le billet vert faisait pourtant preuve d'une grande fermeté lundi 30 octobre en début de journée et continuait à s'apprécier. Il s'échangeait à 102,05 yens, 1,4106 mark et 4,8875 francs contre 101,85 yens, 1,4090 mark et 4,8850 francs vendredi soir à New York.

RICOCHET

Il n'empêche, l'attente des résultats du référendum québécois était au centre de toutes les conversations dans les salles de marché. Un vote en faveur de la souveraineté se traduirait immédiatement par une secousse sur les marchés de change et entraînerait le dollar canadien à la baisse. Il

existe trop d'inconnues sur les conséquences économiques et financières pour le Canada de l'indépendance du Québec. Par ricochet, une « sécession » aurait des conséquences non négligeables sur les États-Unis, dont le Canada est le principal partenaire commercial. Si les Québécois



RETRAITS DE CAPITALS

L'autre voisin des États-Unis, le Mexique, est aussi une source d'inquiétude pour les marchés. La chute brutale jeudi de 5,7 % du peso mexicain, qui a atteint son plus bas niveau depuis sept mois face au dollar (7,235 pesos pour un billet vert) pèse sur la devise américaine. Ce retour de la défiance sur la monnaie mexicaine est la conséquence de l'inquiétude croissante des investisseurs sur la santé de l'économie. Ils considèrent que les espoirs de retour à la croissance l'an prochain risquent d'être balayés par la hausse continue des taux d'intérêt. C'est l'accélération du retrait des capitaux étrangers qui provoque une baisse des taux. Afin de sortir d'une spirale dangereuse, le département américain du Trésor a annoncé vendredi qu'il acceptait le report d'un remboursement de 1,3 milliard de dollars de la dette mexicaine initialement prévu pour ce lundi 30 octobre. Le

peso a pu se reprendre vendredi pour atteindre 7,09 pour 1 dollar.

En attendant, la devise américaine bénéficie toutefois d'un certain nombre de soutiens. A commencer par la croissance de l'économie américaine, une nouvelle fois très supérieure aux prévisions, et par les inquiétudes sur l'état de santé du président russe, Boris Eltsine, qui permet au dollar de jouer son rôle traditionnel de valeur refuge. Les informations diffusées lundi par l'hebdomadaire *Newsweek*, qui soulignent, selon une source du Kremlin, que le malaise cardiaque du président russe est plus sérieux que ne l'avouait officiellement ses collaborateurs, a entraîné des achats de billets verts. Tout comme l'annonce, vendredi, d'une croissance au troisième trimestre de 4,2 % en rythme annuel du produit intérieur brut américain, qui a surpris par son ampleur les économistes mais a eu des conséquences très favorables pour le dollar.

Le maintien d'une croissance élevée outre-Atlantique signifie que la Réserve fédérale ne baissera pas ses taux d'intérêt pour éviter des tensions inflationnistes. Les cambistes attendent maintenant avec beaucoup d'intérêt la publication des chiffres du chômage pour le mois d'octobre.

Eric Leser
(avec l'agence Bloomberg)

EDF va prendre 2 % du capital d'Elf pour 1,7 milliard de francs

LE GROUPE ELF et EDF ont annoncé, dimanche 29 octobre, la signature d'un accord de coopération industrielle à l'étranger comme en France. Pour sceller cette alliance, l'entreprise publique va prendre 2 % du capital du groupe pétrolier privé. Cette entrée se fera par acquisition « sur le marché » de 5,4 millions d'actions. Au cours actuel (315 francs), cela représente un investissement d'environ 1,7 milliard de francs pour EDF, qui obtiendra un siège au conseil d'administration. La nomination de François Ailleret, directeur général de l'entreprise publique, devrait être proposée lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires d'Elf, en juin 1996.

« UN ACTIONNAIRE À LONG TERME »

Chez Elf, on se réjouit de la présence d'EDF dans le capital, seul partenaire industriel au milieu de nombreux financiers. L'arrivée de l'entreprise publique est d'autant mieux venue qu'elle vient stabiliser un tour de table appelé à être modifié dans les mois qui viennent. L'Etat ne cache plus son intention de céder la participation qu'il détient encore dans Elf. Mais il ne sait pas encore s'il vend la totalité de ses 10 %, comme le préconise Berty, ou s'il en conserve 5 %, comme le souhaite le ministère de l'Industrie.

EDF, qui entend « être un actionnaire à long terme », justifie cette prise de participation, une des plus importantes de son portefeuille, par l'ampleur de l'accord industriel entre les deux groupes. Les deux partenaires vont créer une société commune, détenue à parité, qui aura pour vocation de réaliser à l'étranger des projets de production d'électricité à base d'hydrocarbures. « Le marché de l'électricité connaît une très forte croissance dans le monde, nous allons nous fournir de gaz et de pétrole, nous allons pouvoir présenter une offre complète aux pays qui désirent s'équiper de centrales électriques à partir de l'énergie primaire », explique-t-on chez EDF, qui continue ainsi ses ambitions internationales.

Cette alliance ne devrait pas porter de fruits très rapidement. De l'aveu des deux groupes, aucun projet n'est pour le moment en vue. « Les premières réalisations ne viendront pas avant six ou sept ans », explique-t-on chez Elf. Et encore ! Il y a deux ans, EDF avait signé un accord similaire avec Total qui, pour l'instant, n'a rien donné.

Le volet français de l'alliance, en revanche, a une portée plus immédiate. Atochem, la filiale chimie d'Elf, va acquérir pour 2 milliards de francs « un droit d'usage de la copacité électrique d'EDF », correspondant au tiers de sa

consommation annuelle. Deuxième client du groupe public après Pechiney, le groupe chimique va avoir accès pendant vingt-cinq ans à une électricité à un prix très compétitif, qui ne prendra en compte ni les amortissements ni les charges de capital d'EDF.

EDF et Atochem ont aussi décidé de prolonger les accords nés en 1987 pour les sites de production de chlore (Fos, Jarré, Lavéra, Saint-Auban) du groupe chimique. Pendant quinze ans, ces unités bénéficieront d'un tarif préférentiel. En contrepartie, elles adapteront leur production en fonction des besoins de production d'EDF, ce qui permet à l'entreprise publique de disposer de capacités d'électricité supplémentaires en période de forte consommation. En outre, Atochem va apporter à EDF l'ensemble des droits de production d'hydroélectricité (500 gigawatts par an), que le groupe chimique détenait dans le cadre de la loi de 1946.

Ce dispositif répond à un objectif commun dans les deux groupes. Atochem comme EDF veulent réduire leurs coûts de production, par le biais de contrats d'approvisionnement à long terme. Ces efforts devraient permettre, selon Atochem, de « conforter » ses sites français de production de chlore.

Martine Orange

La CFDT dresse un constat critique des accords sur l'emploi

Une étude interne déplore le manque de suivi par les entreprises

SAUF À Y ÊTRE CONTRAINT, il est rare qu'une organisation syndicale établisse une analyse critique de son action passée. C'est pourtant ce que vient de faire discrètement la CFDT sur un thème majeur : les accords d'entreprise sur l'emploi.

L'observatoire des relations professionnelles et de l'innovation sociale, créé début 1994 par la CFDT, vient, en effet, de publier une étude sur « la CFDT face à l'emploi », reposant sur l'analyse de cent quatre-vingt-dix-sept accords signés par la centrale syndicale dans les entreprises en 1993 et en 1994 et complétée par neuf études de cas.

L'observatoire estime avoir pris en compte la moitié des accords signés par la CFDT qui font explicitement référence à l'emploi. Ceux-ci organisent soit la réduction des licenciements programmés, soit le maintien des emplois dont la suppression était envisagée, soit l'embauche de nouveaux salariés, soit la gestion prévisionnelle de l'emploi.

Premier constat : ces accords se caractérisent par des négociations longues mais des durées d'application limitées (85 % sont à durée li-

mitée et la moitié sont valables, un an au plus). 60 % des accords concernent des volontaires, et, contrairement à une idée reçue, moins de 7 % prévoient le recours à un référendum.

Les deux mesures principales qu'ils comportent sont les prétraitements progressifs et le développement du temps partiel. La ré-

Valoriser les initiatives

A la suite d'une réunion organisée autour d'Alain Juppé, sept grandes entreprises (Renault, UAP, Lyonnaise des eaux, Rhône-Poulenc, SNCF, Schneider et Strafor) ont créé l'association Innov' pour l'emploi dont l'objectif est d'éditer une lettre mensuelle présentant les initiatives initiales dans le domaine de l'emploi. « Nous ne voulons pas donner des leçons, mais échanger nos expériences », ont expliqué Jacques Friedmann (UAP) et Louis Schweitzer (Renault), à l'origine de l'association. La lettre sera envoyée à de nombreux « décideurs » économiques et politiques. Elle sera financée par les cotisations des adhérents.

duction du temps de travail concerne un accord sur quatre et se traduit souvent par l'obtention de congés supplémentaires.

LETTRE MORTE

Une fois ce bilan établi, l'analyse de l'observatoire est onéreuse : « La plupart des entreprises n'ont pas de réelle politique de l'emploi (...). Les syndicats ne remettent pas en cause les stratégies économiques des entreprises (...). Le syndicalisme risque d'être perçu comme un acteur tentant de rendre acceptable par les salariés des contraintes sur lesquelles il ne peut pas peser réellement. »

De plus, « de la signature à la concrétisation, il y a une marge », relève l'observatoire. Non seulement parce que de nombreux accords font appel à des dispositifs publics longs à mettre en route mais aussi parce que, souvent, « les résistances de la hiérarchie freinent la mise en œuvre ». Or les moyens de suivi des accords restent formels. « Les négociateurs ne se préoccupent pas suffisamment des freins ou développement du temps partiel », déplore en particulier la centrale de Nicole Notat. Généralement, les accords pré-

voient que les salariés à temps partiel ne souffrent pas de discrimination mais, dans les faits, ces belles déclarations restent lettre morte.

Plus grave, la CFDT reconnaît que « dans l'esprit de beaucoup : l'emploi reste conjoncturel. Pour les entreprises, c'est d'abord une variable d'ajustement : pour les salariés, l'emploi reste une question individuelle ». Pour les auteurs de l'étude, la question salariale reste d'autant plus « incontournable » qu'aujourd'hui « il n'y a plus de salaire d'appoint, il y a ou on ou deux salaires à statut égal, ce qui rend difficile la progression du temps partiel en temps de chômage, sauf s'il est mieux rémunéré que le strict prorata ».

La conclusion est sans concession pour la CFDT : « So possibilité d'infléchir les stratégies de l'entreprise est faible, sa capacité de s'impliquer concrètement dans la mise en œuvre et le suivi est insuffisante. » Un constat que Nicole Notat aura en tête lors de la deuxième « rencontre au sommet » que patronat et syndicats doivent avoir mardi 31 octobre.

Frédéric Lemaître

Nick Leeson renonce à contester son extradition vers Singapour

LE COURTIER BRITANNIQUE Nick Leeson, soupçonné d'avoir provoqué la faillite de la banque d'affaires Barings, renonce à contester son extradition vers Singapour et accepte d'y retourner volontairement pour y être jugé. Dans un communiqué publié dimanche 29 octobre par ses avocats à Londres et à Singapour, Nick Leeson indique qu'« après avoir consulté ses avocats » il est désormais « convaincu qu'il aura un procès juste et équitable à Singapour ».

Le jeune courtier, incarcéré depuis le 2 mars à Francfort, où il avait été arrêté, présente dans le communiqué « ses excuses aux habitants de Singapour pour avoir pu douter qu'il y recevrait dans cette ville un procès juste et équitable ». « J'ai décidé de retourner volontairement à Singapour, et en conséquence je ne donnerai pas suite à mon appel contre la décision d'extradition prononcée récemment par la cour d'appel de Francfort », Nick Leeson avait prudemment perdu tout espoir d'éviter un procès à Singapour après qu'un tribunal londonien eut retenu, il y a deux semaines, une demande de convocation à Londres du courtier, consécutive à un dépôt de plainte privée par des détenteurs de titres Barings.

Mediobanca a renforcé sa position au sein de Ferfin

LA BANQUE D'AFFAIRES semi-publique italienne Mediobanca a acquis plus de 10 % de la holding Ferruzzi Finanziaria (Ferfin), y renforçant sa position majoritaire face à la banque San Paolo di Torino, a indiqué samedi 28 octobre l'administrateur délégué M. Maranghi. Il a aussi précisé que Mediobanca avait acquis 158,14 millions d'actions ordinaires Ferfin pour un prix de 250 milliards de lires (760 millions de francs), soit 10,7 % du capital de la holding de Ferruzzi-Mondoson. Le titre Ferfin a été plusieurs fois suspendu la semaine dernière en raison de spéculations excessives à la baisse, liées à une rude bataille pour son contrôle menée par des sociétés boursières contrôlées par Mediobanca et San Paolo di Torino, première banque privée du pays. Ferfin avait annoncé une augmentation de capital de 1,18 milliard de lires (3,5 milliards de francs), mettant officiellement en rebef sa volonté d'apurer son endettement.

DÉPÊCHES

■ **MANNESMANN** : le groupe industriel allemand a annoncé lundi qu'il allait vendre le groupe Hartmann et Braun (techniques d'automatisme, de mesure et d'analyse) à la firme néerlandaise Elsas Bailey Process Automation N. V. pour un montant « de l'ordre de 1 milliard de deutschmarks ». « Un accord vient d'être trouvé entre les deux entreprises », précisait-il dans un communiqué de Mannesmann. Le groupe Hartmann et Braun, filiale à 100 % de Mannesmann, a atteint un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de marks en 1994 et au premier semestre 1995, les entrées de commandes ont augmenté de 12 % à 700 millions de marks. Hartmann et Braun, qui emploie 7 500 personnes, est l'un des fabricants leaders en Europe et en Allemagne pour les instruments de mesure et les systèmes de guidance appliqués aux techniques d'extraction de sources d'énergie et aux techniques expérimentales. Elsas Bailey Process Automation N. V. est détenu à 51 % par l'italien Finmeccanica SpA et a réalisé en 1994 un chiffre d'affaires de quelque 680 millions de dollars.

■ **CRÉDIT LYONNAIS** : le secrétaire d'Etat aux finances, Hervé Gaymard, a déclaré dimanche 29 octobre que face aux responsables des difficultés financières du Crédit lyonnais, les autorités « ne seront pas amnistiées ». « Ceux qui devront être sanctionnés dans cette affaire ne bénéficieront d'aucune mansuétude », a déclaré M. Gaymard sur Radio J. « La justice est saisie. Elle se sera à chaque fois que des éléments nouveaux apparaîtront et la justice passera », a-t-il affirmé en précisant que « s'agissant du parquet, en étroite liaison avec le garde des sceaux, Jacques Trubon, les poursuites seront diligentées contre tous ceux qui, à la tête du Crédit lyonnais ou de ses filiales, ont eu une action qui relève de la sanction des lois de la République ».

■ **RENAULT** : le président de Renault, Louis Schweitzer, estime qu'une privatisation du groupe automobile français « sera le mieux » le plus tôt possible du point de vue de l'entreprise. Ainsi, dans un entretien accordé au *Figaro* du lundi 30 octobre, il déclarait : « La privatisation est une opération de marché et la décision revient à l'actionnaire majoritaire, mais du point de vue de l'entreprise, le plus tôt sera le mieux », ajoutant toutefois que la privatisation ne peut pas se faire à n'importe quel prix. M. Schweitzer a par ailleurs qualifié de « souhaitable » une cotation à New York.

■ **PÉTROLE** : le Koweït, impatient de prouver sa volonté de libéraliser le secteur pétrolier envisage de réduire une partie du capital détenu par l'Etat dans cette branche au cours des cinq prochaines années. La part de capital mise en vente sera de 3 milliards de dollars (14,7 milliards de francs). Ali Al Bader, directeur de l'Office koweïtien d'investissement, a déclaré avoir reçu vingt-buit offres de différentes compagnies. Mais le gouvernement koweïtien n'envisage sérieusement de vendre qu'à quatre d'entre elles, qui doivent par ailleurs impérativement appartenir à des Koweïtiens ou à des citoyens du Golfe.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit Agricole REMUNERATION DES TITRES PARTICIPATIFS - OCTOBRE 1985

La rémunération annuelle des titres participatifs du Crédit Agricole - octobre 1985 se compose d'une partie fixe égale à 50 % du TMO (taux moyen mensuel de rendement à la date de règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés) et d'une partie variable égale à 39 % de ce TMO, multipliée par un coefficient de participation qui varie selon l'évolution des résultats nets du groupe Crédit Agricole.

Les résultats de référence déterminés selon le contrat d'émission s'établissent à F. 5 429 millions en 1994 contre F. 5 701 millions en 1993. Compte tenu du coefficient de participation de 3,546 retenu pour le coupon de 1994, le nouveau coefficient applicable à la rémunération de 1995 s'élève à 3,377 ; dans ces conditions, la rémunération globale atteindrait donc 181,70 % du TMO.

Conformément au contrat d'émission, la rémunération globale ne peut dépasser 120 % du TMO. Sur la base d'un TMO moyen de 7,82 % (période de référence d'octobre 1994 à septembre 1995 inclus), le coupon sera donc égal à F. 93,84 pour un titre participatif de F. 1 000 nominal et sera mis en paiement le 4 novembre 1995.



+2,75 %
CAC 40 :
1790,31

+2,75 %
CAC 40 :
1790,31

±	variation 31/12 (1)
0,13	37,95
0,03	2,26
0,01	1,62
0,05	4,37
0,95	1,41
-	-
-	-
1,94	2,94
1,22	12,72
3,06	39,56
1,05	2,56
1,83	34,42
1,48	7,63
0,37	12,34
1,19	5,12
4,26	29,64
1,18	12,92
0,55	3,84
0,65	2,92
-	-
0,99	49,37
1,77	10,78
1,53	12,32
0,19	11,13
0,39	26,38
0,72	18,22
1,45	19,62
1,30	12,53
0,80	15,71
0,80	13,33
1,21	26,16
1,85	20,41
0,20	22,06
0,21	4,32
0,32	17,56
1,36	34,68
0,59	24,41
0,91	1,81
0,96	2,46
0,78	22,41
1,35	36,71
1,36	3,77

[illegible][illegible][illegible]

LUNDI 30 OCTOBRE

000	DAT 8,125% 89-89#	105,65
001	DAT 8,50% 89-00 CAM	107,40
002	DAT 8,50% TRA CA	---
003	DAT 10% 85-00 CAM	113,00
004	DAT 89-01 TIME CA	101,20
005	DAT 8,5% 87-02 CAM	106,15
006	DAT 8,50% 89-19 #	106,50
007	DAT 8,50% 89-23 CAM	106,50
008	PTT 11,2% 85-85 CBA	161,10
009	SNCF 8,8% 87-99CA	105,70
010	Lyons Extr 6,5% 90CV	891,10
011		
012		
013		
014		
015		
016		
017		
018		
019		
020		
021		
022		
023		
024		
025		
026		
027		
028		
029		
030		
031		
032		
033		
034		
035		
036		
037		
038		
039		
040		
041		
042		
043		
044		
045		
046		
047		
048		
049		
050		
051		
052		
053		
054		
055		
056		
057		
058		
059		
060		
061		
062		
063		
064		
065		
066		
067		
068		
069		
070		
071		
072		
073		
074		
075		
076		
077		
078		
079		
080		
081		
082		
083		
084		
085		
086		
087		
088		
089		
090		
091		
092		
093		
094		
095		
096		
097		
098		
099		
100		

rank	country	count	country	count
237	20	2,258	France SA	1
238	20	2,258	France FR	1
239	20	2,258	Gaumont 1	1
7	10	116	Genief	1
7	10	116	IG (Transport)	2
545	33	33	Immodat 2	1
89,50	39	39	Innoqueano 2	1
269	29	29	in Monnaie 2	1
18	18	18	Intel Secur (Du)	1
18	18	18	Intel Secur	1
336	34	34	Isclafendiere	1
336	34	34	Leont 1	1
607	50	50	Luck	1
15,60	33	33	Machines Bull	1
33	33	33	Microtop	1
33	33	33	Miles Design	1
330	330	627	Monparnais (N)	1
409	409	627	Mors 2	1
273	273	975	Pal Clafendier (N)	1
273	273	975	Parifance 2	1
780	780	789	Pari Orleans	1
89,50	39	39	Peilschick	1
340	340	340	Purchar	1
87	87	37	Prodomes (C)	1
87	87	37	PS8 Industries 2L	1

195	750	ÉTRANGER
598	569	Bayer/Ver
260	260	Com
178	180	Fin
392	405	Flat Ord.
124	124	Gevaert
673	671	Cold Fil
145,50	143,50	Gold
163	165	Monnaie
354	354	Olympus
178	180	Ornam
354	355	Ornam
1000	1000	Robur
400	400	Rolimo
180	180	Sand
267	267	Wagons
197	197,18	
476	476	
127,0	127,00	

ABRÉV.
B = Bord
Ny = N
SYMBOLS
1 ou 2
catégorie
o = offert
‡ = déma

[illegible]

Une sélection Cours relatifs à la semaine du 23 au 29 septembre

ONIM Cas	150
Codestour	230
Comp.Euro.Tele.CET	282
Confrenlay S.A.	280
C.A. de la Brie 2	345,60
C.A.Gironde (B)	444,40
C.A.Haute Normandie	376
C.A.Ille & Vilaine	337
C.A.Paris IDF 1	692
C.Ade Fleure Lyr	334,90
C.A.Loire ATLANS	213
C.A.Loiret/Lolreit	260
C.A.Morbihan (Ns)	346
C.Adu Nord (L)	240
C.A.Oise CD	254
C.A.Pas de Calais	219
C.A.Somme CC12	434,60
C.A.Toulouze (B)	352
CFJFE/CAN part#2	108,10
Chaine et Trame s	163,60
C.A. Midi CCE(Ly)	250
Credit de l'Est	426,10

301	611	Mifnorova
306	615	monobez-1, 2
310	616	Monobez (Ly)
310	616	Monobez
310	616	monobez-1
310	616	monobez-2
310	616	monobez-3
310	616	monobez-4
310	616	monobez-5
310	616	monobez-6
310	616	monobez-7
310	616	monobez-8
310	616	monobez-9
310	616	monobez-10
310	616	monobez-11
310	616	monobez-12
310	616	monobez-13
310	616	monobez-14
310	616	monobez-15
310	616	monobez-16
310	616	monobez-17
310	616	monobez-18
310	616	monobez-19
310	616	monobez-20
310	616	monobez-21
310	616	monobez-22
310	616	monobez-23
310	616	monobez-24
310	616	monobez-25
310	616	monobez-26
310	616	monobez-27
310	616	monobez-28
310	616	monobez-29
310	616	monobez-30
310	616	monobez-31
310	616	monobez-32
310	616	monobez-33
310	616	monobez-34
310	616	monobez-35
310	616	monobez-36
310	616	monobez-37
310	616	monobez-38
310	616	monobez-39
310	616	monobez-40
310	616	monobez-41
310	616	monobez-42
310	616	monobez-43
310	616	monobez-44
310	616	monobez-45
310	616	monobez-46
310	616	monobez-47
310	616	monobez-48
310	616	monobez-49
310	616	monobez-50
310	616	monobez-51
310	616	monobez-52
310	616	monobez-53
310	616	monobez-54
310	616	monobez-55
310	616	monobez-56
310	616	monobez-57
310	616	monobez-58
310	616	monobez-59
310	616	monobez-60
310	616	monobez-61
310	616	monobez-62
310	616	monobez-63
310	616	monobez-64
310	616	monobez-65
310	616	monobez-66
310	616	monobez-67
310	616	monobez-68
310	616	monobez-69
310	616	monobez-70
310	616	monobez-71
310	616	monobez-72
310	616	monobez-73
310	616	monobez-74
310	616	monobez-75
310	616	monobez-76
310	616	monobez-77
310	616	monobez-78
310	616	monobez-79
310	616	monobez-80
310	616	monobez-81
310	616	monobez-82
310	616	monobez-83
310	616	monobez-84
310	616	monobez-85
310	616	monobez-86
310	616	monobez-87
310	616	monobez-88
310	616	monobez-89
310	616	monobez-90
310	616	monobez-91
310	616	monobez-92
310	616	monobez-93
310	616	monobez-94
310	616	monobez-95
310	616	monobez-96
310	616	monobez-97
310	616	monobez-98
310	616	monobez-99
310	616	monobez-100

580	590	HO
451,30	491	Une se
187	83,96	LUND
200	200	
240	200	VALE
300	88,30	Se
129,90	018	Nob
♦ 118	129,90	Mum
117,90	118	Général
697	637	
256,20	256,90	
79,30	79,30	
356	356	
210	35	
510	240	
56,35	430	
334	56,35	
367,80	369	
94	94	
342	346	
659	655	

[illegible]

VALEURS	Émission Financière
---------	------------------------

Off. Mut. Ep. Jong T.	2087
Off. Mut. Ep. Monie	1037
Off. Mut. Ep. Quatre	1088
Diese	1629
Boedic	12148
Ecopar	12148
Eur. Actions futur	*
Eur. Obligations	10571
Eur. Expansion	310006
Eur. Cavaliers	266
Eur. Investissement	193
Elancid D	1118
Elancid	86917
Elancid Poster D	926
Euparc	46111
Euronext-Sicov	1959
Eurgate-Unité	1494
Euro Solidarité	12560
Eurotec Leaders	1362
Euroton	14931
France 01	18329
France Obligations	4639
France	46489
France Pierre	10525
France-Regions	14949
Globis 1	581
Globis 2	5671

[illegible]

101	755,37	240,56	Unit-Gran
102	417,23	201,65	Unit-Gran
103	217,94	219,89	Unit-High
104	105,82	492,35	Unit-High
105	109,19	109,19	Unit-High
106	755,37	240,56	Unit-Gran
107	1229,38	1286,18	Unit-Gran
108	1749,07	1285,54	Unit-Gran
109	755,37	240,56	Unit-Gran
110	1112,23	1093,23	Unit-Gran
111	1597,52	1566,20	Unit-Gran
112	2291,23	2288,49	Unit-Gran
113	1212,43	1093,23	Unit-Gran
114	1029,85	1029,85	Unit-Gran
115	1200	1170,73	Unit-Gran
116	985,13	913,32	Unit-Gran
117	985,13	913,32	Unit-Gran
118	1010,51	1000,59	Unit-Gran
119	624,19	451,17	Unit-Gran
120	1357,94	1317,57	Unit-Gran
121	1550,44	1550,44	Unit-Gran
122	1357,94	1349,23	Unit-Gran
123	1025,54	1076,39	Unit-Gran
124	1025,54	1076,39	Unit-Gran
125	1310,32	1310,32	Unit-Gran
126	880,52	827,79	Unit-Gran
127	1749,07	1699,55	Unit-Gran
128	1444,23	1444,23	Unit-Gran
129	348,99	348,99	Unit-Gran
130	806,96	796,71	Unit-Gran
131	1169,22	1169,22	Unit-Gran
132	1021,44	1017,35	Unit-Gran
133	1699,55	1699,55	Unit-Gran
134	2513,92	2513,92	Unit-Gran
135	5135,09	5089,77	Unit-Gran

	119,52	118,12
	554,44	550,07
	1560,57	1591,67
C	1341,63	1320,97
D	1391,36	1357,62
	300,70	297,78
ons	1590,55	1581,74
garçons	2090,63	2059,57
	2457,77	2401,74
	3367,01	3360,18
de-Honart	249,92	238,59

ES
Jour; ♦ cours précédent.

LA BOURSE EN DIRECT
5 LEMONDE

financière Le Monde: (1) 44 76 26

MAI 1993

VALEURS	préc.
Sts lecteurs du Monde	210
Nobel	199
Mumm	643
Générale Occidentale	81

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; LI = Lille; Ly = Lyon
 Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de notation
 catégorie 3; ● cours précé-
 détié; ● droit détié
 d = demandé; † offre rédu-
 réduite; # contrat d'animation.

Univar.....	5	20
Univers Actions.....		15
Univers Obligations.....		20

Valorg... ♦ 246
Valreal... 336
Winterthur St-Honoré... 24

SYMBOLES
♦ cours du jour ; ♦ cours précéd.

TOUTE LA BOURSE
3615 LEM

Publicité financière Le Monde

AUJOURD'HUI

SPORTS

RUGBY À QUINZE Les Néo-Zélandais ont écrasé l'équipe d'Italie (70-6), lors d'un test-match, samedi 28 octobre à Bologne. Les All Blacks sont arrivés en France, dimanche

29 octobre, pour une tournée de trois semaines et de six rencontres, dont deux test-matches face au XV de France. ● **APRÈS LEUR DÉCEPTION** de la finale de Coupe du monde per-

due face à l'Afrique du Sud, alors qu'ils relevaient d'une intoxication alimentaire, les All Blacks, devenus professionnels, entendent démontrer qu'ils n'ont pas renoncé à leurs

ambitions de rugby offensif et spectaculaire. ● **LAURIE MAINS**, qui dirige pour la dernière fois la sélection, a réitéré avant son arrivée à Toulon son opposition radicale aux essais

nucléaires effectués par la France dans le Pacifique Sud. Dans un entretien accordé au Monde, il a réaffirmé qu'à ses yeux, la politique nucléaire française était pire que l'apartheid.

Les Néo-Zélandais préparent le grand jeu pour leur tournée en France

Grâce au style qu'ils ont inauguré lors de la Coupe du monde en Afrique du Sud, les All Blacks ont écrasé les Italiens (70-6) avant leur arrivée en France pour six matches, dont deux tests, en trois semaines

BOLOGNE
Correspondance
La Coupe du monde aurait pu leur servir de leçon et cette finale perdue ressembler à un camouflet douloureux renvoyant aux oubliettes les rêves d'un jeu séduisant et expansif. Quatre mois après la défaite face à l'Afrique du Sud, les Néo-Zélandais commencent d'ailleurs à parler de drôles d'événements qui ont gâché cette fête, et notamment de la mystérieuse intoxication alimentaire qui les a décimés avant la finale. « Nous voulions faire reporter le match mais nous pensions que ce n'était pas possible. Avec le recul, nous voyons que c'était une erreur et que nous aurions dû insister », confie Laurie Mains, l'entraîneur des All Blacks, reprenant un sentiment déjà exprimé par le manager Colin Meads.

RUGBY

Le jeudi après-midi, avant-veille du match, vingt-sept des trente-cinq membres du squad néo-zélandais étaient tombés malades : diarrhée, vomissements, vertiges.

Les dates de la tournée

- Mercredi 1^{er} novembre à Toulon : All Blacks-Barbarians français.
- Samedi 4 novembre à Béziers : All Blacks-sélection régionale.
- Mardi 7 novembre à Bayonne : All Blacks-sélection régionale.
- Samedi 11 novembre à Toulouse : test-match France-Nouvelle-Zélande.
- Mardi 14 novembre à Nancy : All Blacks-sélection française.
- Samedi 18 novembre à Paris : test-match France-Nouvelle-Zélande.

En entrant sur le terrain, samedi 24 juin, la plupart d'entre eux n'avaient rien mangé depuis deux jours. « Moi-même j'avais du mal à me concentrer, se souvient Mains. Cette intoxication nous a privés d'au moins 5 à 10 % de notre potentiel. Les Sud-Africains n'étaient pas bons au point de pouvoir nous empêcher de jouer comme nous l'avions fait depuis le début. Même si c'était accidentel, c'est une énorme tragédie qu'un événement pareil puisse être gâché. »

Mais les All Blacks ne se complaisent pas dans l'évocation de ce mauvais souvenir. Malgré leur ressentiment contre cette rencontre en partie perdue avant d'avoir été jouée, les joueurs du capitaine Sean Fitzpatrick n'ont pas l'intention de changer de cap. Malgré l'échec de Johannesburg, ils arrivent en France plus que jamais attachés à l'idée d'un rugby fait de mouvement et de rythme.

Ce sont les Italiens - les mêmes qui ne se sont inclinés que sur un score de 34 à 22 face aux Français en Coupe latine - qui ont fait les frais de cette détermination, samedi 28 octobre à Bologne. Le XV transalpin s'est plutôt bien battu pendant une mi-temps mais, dépassé par le rythme, laminé par la puissance des impacts, le mur des Azzurri a cédé peu après la pause, coassant la bagatelle de dix essais.

REVOLUTIONNER LE JEU

Cependant personne dans le camp italien ne s'est senti humilié. « Ces joueurs débordent d'une autre plénitude. Ils ont un potentiel physique et physiologique énorme », s'exclame Georges Costes, leur entraîneur français. Ce que font les Néo-Zélandais est radicalement différent par rapport au passé. Ils jouent à cent à l'heure pendant toute la partie, imposant un rythme incroyable. Nous n'avons pas à rou-

gir de notre performance face à une telle équipe. »

Quant à Massimo Cutitta, le capitaine italo-sud-africain, il n'y avait pas de doute : les Blacks étaient clairement les meilleurs du monde. « Pour moi, dit-il, leur défaite en finale n'est qu'un incident de parcours. Je n'ai jamais joué contre une équipe pareille. A mes yeux, ils méritent plus que les autres de remporter la Coupe du monde, uniquement à cause de la qualité de leur jeu. »

Quel est donc ce secret qui permet aux joueurs des antipodes non seulement de révolutionner le jeu en termes de spectacle, mais d'inscrire, en passant, 30, 40 ou 50 points, face aux meilleures équipes du monde ? Laurie Mains, homme secret, pour ne pas dire un brin paranoïaque, ne veut rien dévoiler de

ses théories avant la fin de la tournée, mais on peut déjà lire entre les lignes. « Ce que nous faisons n'est pas très compliqué, explique-t-il, le dirais-je même que notre recette est très simple. Seulement voilà, nous avons atteint la perfection dans certains domaines clés et lorsque le regard plusieurs équipes à travers le monde, elles pourraient faire exactement ce que nous accomplissons. Si elles avaient le courage de le tenter. »

UN ALIER GAUCHE INCOMPARABLE

Mise à part la recherche d'un niveau de condition physique jamais atteint, les Néo-Zélandais se sont concentrés sur la précision des gestes, l'élimination des fautes de main qui permettent à la fois la maîtrise du ballon, sa conservation et sa réutilisation. Lorsqu'on ajoute

tout cela aux vertus traditionnelles de discipline, de concentration et de technique collective, on se trouve avec une équipe dynamique, capable de déplacer le jeu à volonté et d'attaquer de n'importe quelle partie du terrain.

« L'une des satisfactions de la Coupe du monde est que nous avons su pratiquer un style de jeu au niveau international que personne ne croyait possible », explique Mains.

Certes, les All Blacks bénéficient de l'apport de l'incomparable Jonah Lomu, leur ailier gauche qui frise les 120 kilos et court le 100 mètres en moins de 11 secondes. Mais il n'y a pas que lui. Michael Jones a retrouvé son tout meilleur niveau. Jeff Wilson a fait un match époustouflant à l'arrière contre les Italiens, tandis que Eric Rush, longtemps considéré le

meilleur spécialiste du monde du rugby à sept, semble lui aussi avoir franchi un nouveau palier dans le jeu.

Pour Laurie Mains, « jouer à quinze » n'est pas un vain mot. Il y a des piliers et deuxièmes lignes qui affectionnent les percées, un troisième ligne centre qui tente des drops et un talonneur qui marque en position d'ailier. « Le public français peut s'attendre à voir choc de nos joueurs en action. Le rôle d'un pilier n'est pas simplement d'accomplir les tâches ingrates de la mêlée, mais aussi de participer au jeu. Nous allons faire courir le ballon et si les équipes adverses respectent l'esprit du jeu, je suis sûr qu'on verra des matches divertissants et spectaculaires. »

I. B.

Laurie Mains, entraîneur des All Blacks

« Notre opposition au nucléaire ne sera pas une motivation supplémentaire »

APRÈS QUATRE ANNEES à la tête des All Blacks, Laurie Mains s'appareille à tirer sa révérence, épuisé par les exigences du poste d'entraîneur national en Nouvelle-Zélande. Il a hâte de reprendre les rênes de sa société de construction et de pouvoir s'adonner à son autre passion : la pêche. Elevé dans la province d'Otago, région baignée au sud de l'île du Sud, Laurie Mains, comme la plupart de ses compatriotes, voue un profond respect à la nature et à un environnement que l'homme, lui-même, n'a guère touché. C'est pour cela qu'il compte bien profiter de cette dernière tournée pour évoquer les soucis des Néo-Zélandais et leur opposition viscérale aux essais nucléaires.

« On a récemment lu en Nouvelle-Zélande, d'après vous, faire des essais nucléaires aujourd'hui était pire que l'apartheid en Afrique du Sud. Est-ce vraiment ce que vous avez dit ? »

« Oui, c'est exactement ce que j'ai dit. Mon souci principal, en ce qui concerne les essais nucléaires, est qu'ils servent surtout à développer

des armes de destruction de masse. Que je sache, l'apartheid n'a jamais été capable de faire cela. »

« Il y a d'autres raisons pour lesquelles vous êtes opposé à ces essais ? »

« Disons que l'autre raison principale concerne la dégradation écologique infligée à notre planète. Je ne prétends pas être un expert, mais j'ai beaucoup lu et je me suis beaucoup documenté sur le nucléaire, ce que soit sur les essais, sur les déchets ou sur les retombées radioactives. Et je suis certainement convaincu que, à part ce que l'on fait sur ordinateur, aucun essai nucléaire ne peut être sûr à 100 %. Nous savons que, dans le passé, beaucoup d'habitants du Pacifique sud ont déjà subi les conséquences des essais nucléaires. Et il n'y a strictement aucune garantie que d'ici dix, vingt, quarante ou cinquante ans ils ne seront pas de nouveau touchés. »

« Est-ce que ce différend qui oppose actuellement les deux pays servira de motivation supplémentaire lors des matches ? »

« Non, certainement pas. Nous n'avons pas

besoin de cela. Toutefois, nous savons que bon nombre de joueurs français sont également contre les essais nucléaires. D'ailleurs, je crois savoir que la majorité des Français aussi. Et laissez-moi vous dire que j'ai un grand respect et une grande admiration pour le monde du rugby français. J'attends avec impatience de rencontrer le peuple français. »

« On dit que vous êtes aussi proche de l'Organisation Greenpeace. Qu'en est-il précisément ? »

« Oui, je soutiens Greenpeace : je leur envoie un chèque tous les ans pour leur programme de protection des baleines dans le Pacifique sud. Je dirai même que je ne suis pas d'accord avec certaines de leurs tactiques, mais que je les soutiens à fond leur raison d'être et les principes qu'ils essaient de respecter. Je suis un grand amateur de la vie en plein air et j'ai un profond respect pour la nature telle qu'elle est. »

Propos recueillis par
Ian Borthwick

Paul Vatin et Roland Jourdain gagnent au sprint la Transat en double entre Le Havre et la Colombie

CARTAGENA (Colombie)

de notre envoyé spécial

Le mat de trente mètres, drapé de son immense voile blanche, à tout à coup surgit des étoiles, un fin croissant de lune à son sommet : le suspense était terminé, et le fort de San Jose, construit par les conquistadors au XVI^e siècle pour défendre la baie de Cartagena des pirates anglais a lancé une salve multicolore de feux d'artifice. Le trimaran Régional-Haute-Normandie, skipper par Paul Vatin et Roland Jourdain, venait de traverser la ligne d'arrivée, suivi de peu - 36 minutes - par Banque-Populaire, le multicoque de Francis Joyon et Jack Vincent, au terme de la Transat en double Jacques Vabre, qui s'est convertie en un duel acharné sur l'Atlantique.

Sur les quatorze jours de navigation entre la côte normande et la côte caribéenne - exactement 348 heures et 25 minutes pour le vainqueur -, les bateaux ont passé les cinq derniers jours à se disputer les premières places bord à bord, comme s'ils étaient en train de concourir dans une regate côtière. Les derniers milles ont été parcourus dans un vent faible de huit nœuds, les bateaux tirant des bords de vent arrière pour augmenter leur vitesse.

A l'arrivée, en pleine nuit (0 h 25 dimanche 29 octobre), la première question de Paul Vatin a été : « Qui est devant ? » Car jusqu'à ce que le soir de la nuit les enveloppe de ce double mystère - où est la ligne ? où est l'autre ? - les deux navires ne s'étaient pas quittés de vue. Depuis l'île de la Barbade,

trois jours auparavant, Roland Jourdain révélait chaque matin Paul Vatin avec un angoisse : « Il est là », indiquant la présence de Banque-Populaire, baptisé pour l'occasion Banque-Populaire II. La tête de classement aura changé plus de dix-sept fois au cours de la course. Primogaz est arrivé troisième, six heures après le vainqueur. L'équipage, Laurent Bourgnon et Cam Lewis, avait choisi en début de course une autre option de route, plus au sud, qui ne lui a jamais permis de combler son retard.

LONGUE RÉGATE

La course, qui est aujourd'hui la plus longue des régates sur l'Atlantique, avec une distance théorique de 4 860 milles (les bateaux ont en réalité parcouru plus de 5 000 milles), aura été aussi, cette fois, l'une des plus rapides. La moyenne du vainqueur a été d'environ quinze nœuds (30 km/h), alors qu'au cours des précédentes traversées les bateaux n'atteignaient pas treize nœuds de moyenne. « Il n'y a pas eu de round d'observation. La machine s'est emballée très vite », constate Paul Vatin, qui, à peine le pied à terre, commentait la « violence et la dureté » de la Transat.

Après neuf jours de descente de l'Atlantique nord, le croisement des Açores et le passage des alizés, les bateaux se sont tous retrouvés, comme dans un entonnoir, au large de Saint-Barthélemy. Régional-Haute-Normandie en tête. À la Barbade, Banque-Populaire est passée une heure avant. Ensuite, les bateaux devaient se croiser et se recroiser. « La dernière après-midi avait des allures de mise à mort », explique Vatin. Le drame était noué.

La course aura montré que les

moyens sophistiqués utilisés par les meilleures équipes rendent le palmarès de plus en plus serré. Les deux premiers bateaux auront suivi exactement la même route. Régional-Haute-Normandie, un bateau de 7 millions de dollars (35 millions de francs), est le seul à s'offrir deux routeurs, qui se relaient 24 heures sur 24. C'était aussi le bateau le plus léger de la course. Son procédé de désalinisation de l'eau lui permet de s'alléger des 150 litres nécessaires à la traversée.

« On poise des millions un nuit en carbone », explique Vatin, on ne peut pas se permettre de risquer des écarts de poids. On emporte donc 40 kilos de nourriture lyophilisée, pas un gramme de plus. Régional-Haute-Normandie est aussi le plus récent des trimarans de catégorie 60 pieds. Il a été construit en 1994, la même année que Banque-Populaire, qui, lui, bénéficie d'un plus petit budget.

La Transat Jacques Vabre est la première grande victoire en double de Paul Vatin. Il avait gagné la première édition de cette course, alors nommée Route du café et qui se courait en solitaire. Il était arrivé second à la dernière Route du rhum. Son équipier, Roland Jourdain, a la réputation d'être le meilleur régatier de sa génération. Sur les onze bateaux partis du Havre le 14 octobre, trois ont abandonné, dont le monocoque Cosmo d'Éric Dumont qui a dû affronter une tempête tropicale. Les derniers concurrents devaient rallier Cartagena d'ici à quinze jours. Ils connaîtront alors ce « choc brutal » qu'est le passage du monde de la course à la terre ferme, sans, comme le remarque Vatin, de « sas de décompression ».

Anne Prouenza

Michael Schumacher offre à Benetton le titre des constructeurs

AU TERME d'une course parfaite

menée quasiment de bout en bout, Michael Schumacher repart du Japon nanti d'un nouveau titre et d'un record, le champion du monde

a offert la couronne des constructeurs à son équipe, Benetton-Renault, après avoir écarté avec désinvolture l'ultime

menace des Williams. Dès sa descente de voiture, armé du sourire habituel des jours de victoire, Schumacher est tombé dans les bras de Flavio Briatore, le « patron », celui qui le premier avait détesté son talent, et avait mis à son service la formidable compétence d'une équipe tout entière dévouée à son pilote. Le champion du monde va mettre le cap sur Ferrari des les lendemains du dernier grand prix de la saison, le 12 novembre, en Australie. Pourrait-il faire à son ingénieur, Pat Symonds, si efficace, à ses mécaniciens virtuoses des périlleux exercices des stands, plus beau cadeau d'adieu ?

Michael Schumacher a aussi pris le temps de penser à lui. À l'avant-dernière étape d'une saison qu'il qualifie lui-même de « rêve », il a accroché une énième breloque à sa combinaison déjà surchargée. Il a égalé le record de Nigel Mansell, celui de neuf victoires en une année de grands prix, et peut caresser l'espoir de l'améliorer dans deux semaines à Adelaïde, histoire de réaffirmer pour le compte qu'il est bien et le seul maître à bord, que l'ère Schumacher a pris la succession de l'ère Prost ou de l'ère Senna, marquée de la même impitoyable domination. Mansell, « le vieux lion », incapable de retrouver

ses griffes lors d'une brève apparition chez McLaren-Mercedes au début de l'année, n'appartient désormais plus qu'au passé, en dernier témoin d'une époque révolue. Le présent est l'affaire de Schumacher, définitivement, et l'un des seuls intérêts du Grand Prix du Japon fut sans doute de soulever la question de son avenir.

CHASSÉ-CROISÉ

Dans une dramaturgie involontaire et presque impeccable, le plus beau duel de la course a mis aux prises les deux acteurs du grand chassé-croisé de la saison. Michael Schumacher, Benetton au futur Ferrari, et Jean Alesi, Ferrari au futur Benetton, se sont élançés côte à côte, pendant le premier tiers de la course ils ne se sont quasiment pas lâchés. Le pilote de la Scuderia, malgré une pénalité de dix secondes pour départ volé, s'est accroché aux basques de la Benetton à coups de records du tour et de dépassements audacieux réussis sur une piste encore mouillée.

Au 24^e tour, il a dû s'incliner, victime de la régularité du moteur Renault de son adversaire, et du manque de fiabilité de son propre V12. La fumée qui sortait de sa voiture blessée, l'échappement régulier de celle du champion du monde qui s'envolait irrémédiablement, avaient soudain valeur de présage. Michael Schumacher pouvait s'acquiescer des faiblesses de sa future équipe et Jean Alesi se féliciter de l'étalage de force de la sienne.

Dans cet incident de course, le champion du monde lançait d'un coup la mesure des efforts à accomplir, et son rival français l'étendait de ses espoirs de victoires. Michael Schumacher s'est choisi une tâche qui ne lui laissera aucun repos. Car, en cette fin de saison, Fer-

rari s'est montrée avare de progrès. Le pilote allemand aura en 1996 à assurer le développement d'un nouveau châssis, et surtout celui d'un moteur dont on ignore encore les caractéristiques techniques. Serrait-il aussi capiteux que le modèle 1995 ? Enfin, Schumacher devra s'accoutumer aux méthodes de la Scuderia, parfois entachées d'un manque de rigueur dont Jean Todt, le directeur sportif, s'attache à supprimer les néfastes effets. Bref, le double champion du monde descend d'une voiture presque parfaite pour monter dans une autre bardée d'incertitudes.

En regard de ce bilan en forme de point d'interrogation, Jean Alesi a de quoi afficher l'assurance tranquille qu'il montrera à Suzuka, en dépit de son abandon. Il trouvera peut-être, dans l'escarcelle Benetton, le moteur Renault, le génie stratégique de l'écurie, une capacité extrême à se mobiliser autour de son pilote numéro un, et une voiture qui devra tirer bénéfice de sa seconde année d'association avec le motoriste français. Alesi a pu ajouter une autre satisfaction, née du double abandon des Williams-Renault sur une sortie de piste des pilotes. En cette fin de saison, les rivaux présumés les plus sérieux de Benetton ont perdu pied, comme s'ils avaient dû s'incliner devant la force morale d'une équipe qui semble avoir découvert le moyen d'apprivoiser la victoire.

Pascal Ceaux

■ Damon Hill s'est vu infliger une amende de 10 000 dollars (environ 50 000 francs) par les commissaires de course pour un excès de vitesse dans les stands (139,6 km/h au lieu des 120 km/h autorisés).

هكذا من الأهل

Dino Zoff défend la pérennité de la Lazio contre l'excès des passions romaines

L'ancien gardien de but préside le club qui reçoit Lyon en Coupe de l'UEFA

Trois clubs français jouent, mardi 31 octobre, les matches retour du deuxième tour de la Coupe de l'UEFA. A Rome, les Lyonnais tenteront de pré-

server l'écart acquis à l'aller (2-1) face à la Lazio qui a écarté les Juventus (4-0) en championnat, dimanche 29 octobre. Auxerre, battu sur son ter-

rain (0-1), se déplace chez les Anglais de Nottingham Forest, et Bordeaux, vainqueur (2-1) joué sur le terrain des Russes du Rotor Volgograd.

ROME
de notre envoyé spécial
On le retrouve aussi vigilant derrière son bureau qu'il l'était devant sa ligne de but. Entré, selon son expression, dans la « troisième saison » de sa carrière, Dino Zoff ne s'aligne pas en cet automne de football. Après un interminable printemps de gardien de but,



FOOTBALL
après un été d'entraîneur, le voici, à cinquante-trois ans, président de club. Atypique dans cette fonction comme il était unique dans son maillot gris derrière les tunique bleue d'une *squadra azzura* qu'il a défendue cent douze fois. Depuis un peu plus d'un an, Dino Zoff préside la Lazio de Rome sans en être le propriétaire. Les dangers de ce statut, rarissime en Italie, ne l'ont pas fait hésiter une seconde lorsque le poste lui a été proposé par Sergio Cragnotti, l'industriel qui a acheté le club en 1992.

Dino Zoff a accepté sans crainte que son image ne s'accorde pas avec celle du club qu'il doit gérer au quotidien. A première vue, il n'y a en effet pas grand-chose de commun entre ce natif du Frioul, qui a toujours gardé ce sceau de rigueur et d'austérité apposé par sa région du Nord, et l'équipe du Latium. Car la Lazio, c'est un peu plus que le calcio italien. C'est le football à Rome, qui trempe ses passions dans les excès de la ville. Les tifosi y glissent, plus vite qu'ailleurs, de l'enthousiasme aux critiques. Les dirigeants y ont érigé le caprice en mode de gouvernement. Il ne sem-

blait pas non plus y avoir de rapport entre le détenteur du record d'invincibilité en sélection - 1143 minutes - et l'équipe la plus offensive du dernier championnat. Pourtant, Sergio Cragnotti ne s'est pas trompé. « Dans le football italien, tout le monde joue un personnage », dit Paolo Gottardi, rédacteur en chef du mensuel *LazioLife*, la revue officielle du club. *Dino Zoff a su*

Mais Dino Zoff n'amène pas seulement à la Lazio l'humanité qui s'est forgée autour de son nom. Il semble user encore de son expérience de gardien de but pour défendre son club contre le tumulte qui le menace sans cesse. Il lui faut tout son sens du placement pour ne pas se laisser surprendre par les trajectoires de l'imprévisible Sergio Cragnotti, tout son sang-froid pour

Un seul titre de champion

Fondée en 1900, vingt-sept ans avant l'AS Roma, la Lazio est le plus ancien club de football de la capitale italienne. Ses couleurs, bleu et blanc, rendent hommage à la Grèce qui avait accueilli, quatre ans auparavant, les premiers Jeux olympiques modernes. La Lazio est traditionnellement soutenue par la bourgeoisie de la ville, par opposition à la Roma, au public plus populaire. Ses supporters ont longtemps été comptés parmi les plus dangereux du pays et lui ont valu une expulsion des coupes d'Europe dans les années 70.

Le club n'a remporté qu'un titre de champion d'Italie, en 1974. Six ans plus tard, il connaissait l'opprobre d'une rétrogradation en série B à cause de son implication dans le scandale du *Totonero*. L'Europe ne lui a pas souvent réussi. La Lazio, entraînée par Dino Zoff, n'a retrouvé la Coupe de l'UEFA qu'en 1993 après l'avoir quittée en 1978 sur un douloureux 6-0 à Lens.

rester une personne, un homme qui ne varie pas selon les événements. Et c'est exactement ce qu'il fallait au club. » Le propriétaire du club a sans doute aussi compris que l'on pouvait facilement s'abriter derrière une statue vivante. Aux yeux de l'Italie, le gardien de but reste figé dans sa pose de dernier capitaine de l'équipe nationale, à avoir brandi la Coupe du monde, en 1982. Cette carrière de joueur, interrompue à quarante-deux ans et à laquelle Dino Zoff a également eu le bon goût d'ajouter un parcours irréprochable d'entraîneur, le préserve des clichés qui divisent son sport.

intervenir dans les situations les plus chaudes.

Ainsi, cet été, le propriétaire s'était-il décidé à céder son attaque vedette, Giuseppe Signori, à Parme pour environ 80 millions de francs. Les tifosi, réputés aussi turbulents que le millionnaire de l'agroalimentaire, ne l'ont pas entendu ainsi. Ils ont multiplié les signes de mécontentement, organisé des manifestations jusque devant le domicile de Sergio Cragnotti. Dino Zoff a dû, une fois de plus, intervenir pour calmer le jeu en annonçant publiquement que Signori ne serait pas vendu, tout en retenant l'industriel qui, de dépit, avait laissé entendre qu'il céderait aussitôt le club.

LE SENS DU COLLECTIF

Dans un sport qui déborde de plus en plus des terrains, Dino Zoff a également appris qu'il lui fallait parfois sortir du champ sportif, comme naguère il s'éloignait de ses buts pour en contempler le danger. La semaine dernière, le président est allé spontanément se présenter

Premier titre en base-ball pour Atlanta

L'équipe de Ted Turner a battu les Indiens de Cleveland, samedi 28 octobre, en finale des World Series

ATLANTA
de notre correspondant
Ted Turner n'oubliera jamais l'automne 1995. Mais les premiers souvenirs qu'il conservera de cette remuante saison ne seront peut-être pas ceux que l'on croit. Samedi 28 octobre, le patroo de la chaîne CNN semblait se soucier infiniment plus de l'évolution du score de la sixième rencontre des World Series que de la vente, pour tant réécrite, de son groupe multimédia au géant Time Warner. Les Braves d'Atlanta remontaient les Indiens de Cleveland. Cette partie pouvait, en cas de victoire, assurer à la future ville olympique le premier titre de son histoire.

Un succès derrière lequel Ted Turner courait depuis ce jour de 1976 où il avait eu la curieuse idée de se porter acqureur de l'équipe des Braves. A l'époque, l'Amérique avait commenté cet achat avec moquerie, puis avait franchement éclaté de rire lorsque l'homme d'affaires avait affirmé, le regard droit et la voix claire, que son objectif [était] de conduire ce club vers les sommets du base-ball et [son] rêve de remporter les World Series. En avouant ainsi son rêve d'éco-

fant, Ted Turner imaginait mal que le succès mettrait aussi longtemps à se dessiner. Mais c'est désormais chose faite. Dominant les Indiens par quatre victoires à deux, les Braves se sont offerts leur premier titre depuis 1957, année de leur déménagement de Milwaukee à Atlanta. Un triomphe que la ville olympique a fêté jusqu'à fort tard dans la nuit. Alors que Ted Turner, lui, avait bien du mal à contenir une émotion qu'il expliquait n'avoir plus ressentie depuis 1977 et son succès à la barre du volier *Courageous*, dans la Coupe de l'Amérique.

Samedi 28 octobre, sa victoire dans les World Series a réveillé l'orgueil d'une ville étouffée par près de quarante années d'échecs et de frustration. Atlanta a su apprécier cette première récompense, mais la capitale de la Géorgie attend désormais beaucoup plus des prochains Jeux du centenaire, l'été prochain, et veut profiter des événements olympiques pour montrer au monde qu'elle n'est pas seulement la ville des Braves et de Ted Turner.

Alain Mercier

■ **RUGBY** : Eric Morisse est mort des suites d'une crise cardiaque qui l'avait terrassé lors du match de championnat de France (groupe A 2, poule 3) opposant son club, le Stade bordelais université club (Sbuc), à La Rochelle, dimanche 29 octobre. Le troisième ligne aile, âgé de vingt-huit ans, est décédé dans l'ambulance qui le transportait vers l'hôpital de La Rochelle. L'accident s'est produit à la 61^e minute de jeu. A la suite d'un regroupement, Morisse s'est relevé, avant de s'effondrer sur le terrain.

■ **ATHLÉTISME** : une affaire de dopage mettant en cause des responsables de l'équipe d'Angleterre a éclaté à la suite des révélations d'un ancien sprinter écossais dans le *Sunday Times* du 29 octobre. Drew McMaster y affirme qu'il a pris des stéroïdes anabolisants à partir de 1977 sur les conseils de Jimmy Ledingham, médecin de l'équipe de Grande-Bretagne de 1979 à 1987, et avec l'aval de Frank Dick, directeur des entraîneurs de la fédération britannique jusqu'à l'an dernier. Dick, décoré de l'Ordre de l'Empire britannique en raison de ses nombreux succès sportifs, a rejeté en bloc ces « accusations haineuses ». (AFP.)

■ **AUTOMOBILISME** : un pilote est mort des suites d'une crise cardiaque lors de la 40^e édition du rallye d'automne de La Rochelle, samedi 28 octobre. Jean-Yves Gadal, quarante-neuf ans, s'est brusquement effondré sur son volant alors qu'il venait de terminer la troisième épreuve spéciale de ce rallye, comptant pour le championnat de France de deuxième division.

■ **RUGBY A XIII** : l'Australie est devenue championne du monde en battant l'Angleterre 16 à 8 en finale, samedi 28 octobre à Wembley. Elle remporte ainsi son deuxième titre consécutif et le cinquième de son histoire. (Reuters.)

Sept matches retransmis à la télévision

● **Mardi 31 octobre**, sur TF 1, Rotor Volgograd-Girondins de Bordeaux (Coupe UEFA), à 17 h 00 (direct) ; sur Canal Plus, Lazio Rome-Lyon (Coupe UEFA), à 20 h 25 (direct) et Nottingham Forest-Auxerre (Coupe UEFA), à 22 h 30 (différé).
● **Mercredi 1^{er} novembre**, sur

Canal Plus, Lens-Odessa (Coupe UEFA), à 17 h 25 (direct) ; sur TF 1, Aalborg-FC Nantes (Coupe UEFA), à 20 h 30 (direct).
● **Jeu 2 novembre**, sur TF 1, Celtic Glasgow-Paris SG (Coupe des coupes), à 20 h 35 (direct) et Milan AC-RC Strasbourg (Coupe UEFA), à 00 h 00 (direct).

RÉSULTATS

AUTOMOBILISME

GRAND PRIX DU JAPON
1. M. Schumacher (All.), Benetton-Renault, les 310,792 km en 1 h 36 min 32 s 930 ; 2. M. Hakkinen (Fin.), McLaren-Mercedes 19 s 337 ; 3. J. Herbert (GB), Benetton-Renault à 1 min 23 s 804 ; 4. I. Irvine (Gr.), Jordan-Peugeot à 1 min 42 s 136 ; 5. O. Panis (Fra.), Ligier-Mugen Honda à 1 h 40 ; 6. M. Sato (Jap.), Tyrrell-Yamaha à 1 h 41.
Championnat du monde des pilotes : 1. M. Schumacher (All.), 102 pts ; 2. D. Hill (GB), 59 pts ; 3. D. Coulthard (GB), 49 pts ; 4. J. Herbert (GB), 45 pts ; 5. A. Prost (Fra.), 42.
Championnat du monde des constructeurs : 1. Benetton-Renault, 137 pts ; 2. Williams-Renault, 102 pts ; 3. Ferrari, 79 ; 4. McLaren-Mercedes, 27 ; 5. Jordan-Peugeot, 21.

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE Pro A
8^e journée
Montpellier-Villeurbanne 76-68
Levallois - Pau-Orthez 65-64
Dijon-Nancy 94-83
Besançon-Gravelines 106-89
Limoges-PSG Racing 71-68
Evreux-Lyon 84-81
Strasbourg-Le Mans 95-87
Cholet-Angers 86-91
Classement : 1. Limoges et Pau-Orthez, 15 pts ; 3. Villeurbanne, 14 ; 4. Angers, Nancy, Dijon et Montpellier, 13 ; 8. PSG-Racing et Evreux, 12 ; 10. Strasbourg et Besançon, 11 ; 12. Levallois, Le Mans et Gravelines, 10 ; 15. Cholet, 9 ; 16. Lyon, 8.

BOXE

CHAMPIONNAT D'EUROPE
Légers
A. Mora (Fra.) b. O. Palomino (Esp.) aux points.
Moyens
L. Scalzo (Hon.) b. S. Galkar (Fra.) par KO (1^{re} reprise).
Mi-moyens
E. Daponte (Fra.) b. C. Terrones (Fra.) aux points.
Moyens
A. Galfi (Hon.) b. C. Basualdo (Esp.) jet de l'éponge 4^e reprise.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D2
17^e journée
Valence-Nancy 0-0
Charleville-Lorient 1-3
Sochaux-Aix 2-0
Le Mans-Laval 0-0
Epinal-Mulhouse 1-1
Angers-Toulous 0-1
Lorient-Corseau-Cann 0-2
Amiens-Dunkirk 2-1
Nîmes-Poitiers 0-0
Châteauroux-Perpignan 2-0
Red Star-Marseille 2-2
Classement : 1. Caen, 36 pts ; 2. Sochaux, 29 ; 3. Laval, 29 ; 4. Red Star, 27 ; 5. Nancy, 27 ; 6. Tou-

lous, 27 ; 7. Lorient, 27 ; 8. Le Mans, 27 ; 9. Châteauroux, 26 ; 10. Valence, 25 ; 11. Perpignan, 25 ; 12. Marseille, 24 ; 13. Poitiers, 22 ; 14. Epinal, 22 ; 15. Angers, 21 ; 16. Lorient-Corseau, 20 ; 17. Charleville, 19 ; 18. Nancy, 19 ; 19. Mulhouse, 17 ; 20. Dunkirk, 15 ; 21. Angers, 14 ; 22. Aix, 5.

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE
17^e journée
FC Cologne-Borussia Mönchengladbach 0-2
Karlsruhe-SC Freiburg 1-1
Fortuna Düsseldorf-Bayer Leverkusen 1-1
Hamburg-SVFC Kaiserslautern 1-0
FC Schalke 04-Borussia Dortmund 1-2
Werder Brême-FC St-Pauli 1-3
Bayern Munich-VFB Stuttgart 3-1
Hamburg-SVFC Kaiserslautern 1-0
Uerdingen-Münch 1860 2-0
Classement : 1. Bayern Munich, 27 pts ; 2. Borussia Dortmund, 24 ; 3. Borussia Mönchengladbach, 22 ; 4. FC Hansa Rostock, 17 ; 5. Bayer Leverkusen 16 ; 6. FC Schalke 04, 15 ; 7. Werder Brême et Schalke 04, 15 ; 9. Hamburg SV et Karlsruhe SC, 13 ; 11. Uerdingen et St-Pauli, 12 ; 13. FC Kaiserslautern, 11 ; 14. Fortuna Düsseldorf, Eintracht Frankfurt et Münch 1860, 10 ; 17. FC Cologne, 8 ; 18. SC Freiburg, 6.

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE
11^e journée
Aston Villa-Everton 3-0
Blackburn-Chelsea 3-1
Leeds-Coventry 2-0
Liverpool-Manchester City 2-0
Manchester United-Middlesbrough 2-0
Queens Park Rangers-Nottingham Forest 1-1
Sheffield Wednesday-West Ham 0-1
Wimbledon-Southampton 1-2
Tottenham-Hewesdale 1-1
Classement : 1. Newcastle, 26 pts ; 2. Manchester United, 26 ; 3. Liverpool, 23 ; 4. Arsenal, 21 ; 5. Nottingham Forest, 21 ; 6. Middlesbrough, 21 ; 7. Aston Villa, 20 ; 8. Leeds, 20 ; 9. Tottenham, 16 ; 10. Chelsea, 15 ; 11. Blackburn, 14 ; 12. West Ham, 13 ; 13. Sheffield Wednesday, 11 ; 14. Queens Park Rangers, 10 ; 15. Wimbledon, 10 ; 16. Everton, 9 ; 17. Southampton, 9 ; 18. Coventry, 7 ; 19. Bolton, 5 ; 20. Manchester City, 2.

CHAMPIONNAT D'ESPAGNE
10^e journée
Albacete-Real Madrid 1-1
S. Jacques Compostelle-FC Barcelone 2-1
Sevilla-Deportivo La Corogne 0-0
Salamanca-Real Betis 2-1
Tenerife-Oviedo 3-3
Real Sociedad-Rayo Vallecano 2-1
Racing Santander-Real Saragoça 0-0
Atlético Madrid-Mérida 1-1
Sporting Gijón-Valladolid 4-2
Español Barcelone-Celta Vigo 2-2
Valencia-Athletic Bilbao 3-1
Classement : 1. Atlético Madrid, 26 pts ; 2. FC Barcelone, 23 ; 3. Espanol Barcelone, 21 ; 4. S. Jacques Compostelle, 19 ; 5. Valencia, 17 ; 6. Sporting Gijón, 16 ; 7. Betis Séville, 15 ; 8. Real Madrid, 15 ; 9. Deportivo La Corogne, 14 ; 10. Real Saragoça, 14 ; 11. Athletic Bilbao, 13 ; 12. Tenerife, 13 ; 13. Real Sociedad, 13 ; 14. Mérida, 11 ; 15. Albacete, 11 ; 16. Valladolid, 9 ; 17. Salamanca, 9 ; 18.

Celta Vigo, 9 ; 19. Oviedo, 9 ; 20. Racing Santander, 9 ; 21. Séville, 7 ; 22. Rayo Vallecano, 7.

CHAMPIONNAT D'ITALIE
8^e journée
Atalanta-Juventus 0-0
Cagliari-AS Rome 0-2
Fiorentina-Bari 3-2
Lazio-Juventus 4-0
Naples-Crotone 4-0
Parma-Pesaro 1-1
Piemonte-Torino 3-2
Torino-Vicenza 1-0
Inter de Milan-Milan AC 1-1
Classement : 1. Milan AC et Parme, 17 pts ; 3. Lazio, 16 ; 4. Naples et Fiorentina, 15 ; 5. Juventus, 14 ; 7. Udinese, 12 ; 8. Vicenza, 11 ; 9. Sampdoria, AS Rome, Atalanta et Inter Milan, 10 ; 13. Torino, 9 ; 14. Bari, 8 ; 15. Cagliari et Pescara, 7 ; 17. Crotone, 3 ; 18. Padova, 2.

GOLF

MASTERS EUROPEEN
Classement final
1. A. C. C. (All.), 282 ; 2. C. Montgomerie (Eco.), 284 ; 3. S. Torrance (Eco.) et D. Colford (GB), 285 ; 5. J. Rivera (Esp.) 8. Langer (Aut.), 11. V. Sorensen (Dan.), P. U. Johansson (Sue.) et A. Forsblad (Sue.), 286.

GYMNASTIQUE

CHAMPIONNATS DE FRANCE
Messieurs
Séniors : 1. P. Cassin (Antheit), 55,175 pts ; 2. E. Poujade (Châteauneuf), 54,400 ; 3. S. Dumont (Epruy), 53,525.
Espoirs : 1. F. Jerez (Angoulême), 50,700 pts ; 2. A. Fosse (St-Pierre de la Réunion), 50,325 ; 3. G. Ducourt (La Méditerranée), 46,225.
Juniors : 1. E. Cadrin (Antheit), 53,600 pts ; 2. L. Landi (Antheit), 52,300 ; 3. G. Stalio (Forbach), 51,850.
Dames
Séniors : 1. L. Severino (Gargès-les-Gonnesse), 38,938 pts ; 2. C. Canquereau (Marseille), 38,688 ; 3. O. Troncet (Red. St-Cher), 37,838.
Espoirs : 1. N. Ramassary (St-Pierre de la Réunion), 36,050 pts ; 2. M. Delaportie (Cretail), 35,580 ; 3. C. Malatesta (Apt), 35,325.
Juniors : 1. F. Goussier (Cretail), 35,813 pts ; 2. L. Payet (Neau), 35,463 ; 3. J. Gaudin (Marseille), 35,200.

HANDBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE N° 1
9^e journée
Villeneuve d'Ascq-Toulouse 21-19
Istres-Chambéry 21-18
Sélestat-OM Viroflay 24-25
Istres-Gagny 29-21
Bordeaux-PSG Anvers 27-32
Crest-Dunkerque 27-18
Montpellier-Pontault-Combault 27-15
Classement : 1. OM Viroflay, 18 pts ; 2. Montpellier, 17 ; 3. PSG-Anvers, 14 ; 4. Crest, 13 ; 5. Istres, 11 ; 6. Istres, 9 ; 7. Dunkerque, 9 ; 8. Villeneuve d'Ascq, 8 ; 9. Chambéry, 8 ; 10. Pontault-Combault, 8 ; 11. Bordeaux, 5 ; 12. Toulouse, 4 ; 13. Sélestat, 4 ; 14. Gagny, 0.

HOCKEY SUR GLACE

TOURNOI D'ASAGIO
1^{re} journée
Slovaquie-France 8-1
Canada 5-2
2^e journée
Canada-France 4-4
Slovaquie-Canada 4-2
Classement : 1. Slovaquie, 4 pts ; 2. Canada, 2 ; 3. Italie et France, 1.
RUGBY
CHAMPIONNAT DE FRANCE
Finale
Australie-Angleterre 16-8

Day-Family
Montpellier-Montpellier 37-3
Castres-Colomiers 35-27
Classement : 1. Baylès-Bordeaux, 16 pts ; 2. Montpellier, 14 ; 3. Bourges, 14 ; 4. Dax, 12 ; 5. Brive, 12 ; 6. Pau, 12 ; 7. Castres, 12 ; 8. Colomiers, 10 ; 9. Rully, 10 ; 10. Montpellier, 8 ; 11. Agen, 7 ; 12. Clermont, 6 ; 13. Narbonne, 5 ; 14. Nîmes, 4 ; 15. Perpignan, 3 ; 16. Toulouse, 2 ; 17. Auch, 1 ; 18. Bayonne, 0 ; 19. Béziers, 0 ; 20. Castelnau, 0 ; 21. Cognac, 0 ; 22. Dax, 0 ; 23. Lézignan, 0 ; 24. Montauban, 0 ; 25. Narbonne, 0 ; 26. Nîmes, 0 ; 27. Perpignan, 0 ; 28. Toulouse, 0 ; 29. Auch, 0 ; 30. Bayonne, 0 ; 31. Béziers, 0 ; 32. Castelnau, 0 ; 33. Cognac, 0 ; 34. Dax, 0 ; 35. Lézignan, 0 ; 36. Montauban, 0 ; 37. Narbonne, 0 ; 38. Nîmes, 0 ; 39. Perpignan, 0 ; 40. Toulouse, 0 ; 41. Auch, 0 ; 42. Bayonne, 0 ; 43. Béziers, 0 ; 44. Castelnau, 0 ; 45. Cognac, 0 ; 46. Dax, 0 ; 47. Lézignan, 0 ; 48. Montauban, 0 ; 49. Narbonne, 0 ; 50. Nîmes, 0 ; 51. Perpignan, 0 ; 52. Toulouse, 0 ; 53. Auch, 0 ; 54. Bayonne, 0 ; 55. Béziers, 0 ; 56. Castelnau, 0 ; 57. Cognac, 0 ; 58. Dax, 0 ; 59. Lézignan, 0 ; 60. Montauban, 0 ; 61. Narbonne, 0 ; 62. Nîmes, 0 ; 63. Perpignan, 0 ; 64. Toulouse, 0 ; 65. Auch, 0 ; 66. Bayonne, 0 ; 67. Béziers, 0 ; 68. Castelnau, 0 ; 69. Cognac, 0 ; 70. Dax, 0 ; 71. Lézignan, 0 ; 72. Montauban, 0 ; 73. Narbonne, 0 ; 74. Nîmes, 0 ; 75. Perpignan, 0 ; 76. Toulouse, 0 ; 77. Auch, 0 ; 78. Bayonne, 0 ; 79. Béziers, 0 ; 80. Castelnau, 0 ; 81. Cognac, 0 ; 82. Dax, 0 ; 83. Lézignan, 0 ; 84. Montauban, 0 ; 85. Narbonne, 0 ; 86. Nîmes, 0 ; 87. Perpignan, 0 ; 88. Toulouse, 0 ; 89. Auch, 0 ; 90. Bayonne, 0 ; 91. Béziers, 0 ; 92. Castelnau, 0 ; 93. Cognac, 0 ; 94. Dax, 0 ; 95. Lézignan, 0 ; 96. Montauban, 0 ; 97. Narbonne, 0 ; 98. Nîmes, 0 ; 99. Perpignan, 0 ; 100. Toulouse, 0 ; 101. Auch, 0 ; 102. Bayonne, 0 ; 103. Béziers, 0 ; 104. Castelnau, 0 ; 105. Cognac, 0 ; 106. Dax, 0 ; 107. Lézignan, 0 ; 108. Montauban, 0 ; 109. Narbonne, 0 ; 110. Nîmes, 0 ; 111. Perpignan, 0 ; 112. Toulouse, 0 ; 113. Auch, 0 ; 114. Bayonne, 0 ; 115. Béziers, 0 ; 116. Castelnau, 0 ; 117. Cognac, 0 ; 118. Dax, 0 ; 119. Lézignan, 0 ; 120. Montauban, 0 ; 121. Narbonne, 0 ; 122. Nîmes, 0 ; 123. Perpignan, 0 ; 124. Toulouse, 0 ; 125. Auch, 0 ; 126. Bayonne, 0 ; 127. Béziers, 0 ; 128. Castelnau, 0 ; 129. Cognac, 0 ; 130. Dax, 0 ; 131. Lézignan, 0 ; 132. Montauban, 0 ; 133. Narbonne, 0 ; 134. Nîmes, 0 ; 135. Perpignan, 0 ; 136. Toulouse, 0 ; 137. Auch, 0 ; 138. Bayonne, 0 ; 139. Béziers, 0 ; 140. Castelnau, 0 ; 141. Cognac, 0 ; 142. Dax, 0 ; 143. Lézignan, 0 ; 144. Montauban, 0 ; 145. Narbonne, 0 ; 146. Nîmes, 0 ; 147. Perpignan, 0 ; 148. Toulouse, 0 ; 149. Auch, 0 ; 150. Bayonne, 0 ; 151. Béziers, 0 ; 152. Castelnau, 0 ; 153. Cognac, 0 ; 154. Dax, 0 ; 155. Lézignan, 0 ; 156. Montauban, 0 ; 157. Narbonne, 0 ; 158. Nîmes, 0 ; 159. Perpignan, 0 ; 160. Toulouse, 0 ; 161. Auch, 0 ; 162. Bayonne, 0 ; 163. Béziers, 0 ; 164. Castelnau, 0 ; 165. Cognac, 0 ; 166. Dax, 0 ; 167. Lézignan, 0 ; 168. Montauban, 0 ; 169. Narbonne, 0 ; 170. Nîmes, 0 ; 171. Perpignan, 0 ; 172. Toulouse, 0 ; 173. Auch, 0 ; 174. Bayonne, 0 ; 175. Béziers, 0 ; 176. Castelnau, 0 ; 177. Cognac, 0 ; 178. Dax, 0 ; 179. Lézignan, 0 ; 180. Montauban, 0 ; 181. Narbonne, 0 ; 182. Nîmes, 0 ; 183. Perpignan, 0 ; 184. Toulouse, 0 ; 185. Auch, 0 ; 186. Bayonne, 0 ; 187. Béziers, 0 ; 188. Castelnau, 0 ; 189. Cognac, 0 ; 190. Dax, 0 ; 191. Lézignan, 0 ; 192. Montauban, 0 ; 193. Narbonne, 0 ; 194. Nîmes, 0 ; 195. Perpignan, 0 ; 196. Toulouse, 0 ; 197. Auch, 0 ; 198. Bayonne, 0 ; 199. Béziers, 0 ; 200. Castelnau, 0 ; 201. Cognac, 0 ; 202. Dax, 0 ; 203. Lézignan, 0 ; 204. Montauban, 0 ; 205. Narbonne, 0 ; 206. Nîmes, 0 ; 207. Perpignan, 0 ; 208. Toulouse, 0 ; 209. Auch, 0 ; 210. Bayonne, 0 ; 211. Béziers, 0 ; 212. Castelnau, 0 ; 213. Cognac, 0 ; 214. Dax, 0 ; 215. Lézignan, 0 ; 216. Montauban, 0 ; 217. Narbonne, 0 ; 218. Nîmes, 0 ; 219. Perpignan, 0 ; 220. Toulouse, 0 ; 221. Auch, 0 ; 222. Bayonne, 0 ; 223. Béziers, 0 ; 224. Castelnau, 0 ; 225. Cognac, 0 ; 226. Dax, 0 ; 227. Lézignan, 0 ; 228. Montauban, 0 ; 229. Narbonne, 0 ; 230. Nîmes, 0 ; 231. Perpignan, 0 ; 232. Toulouse, 0 ; 233. Auch, 0 ; 234. Bayonne, 0 ; 235. Béziers, 0 ; 236. Castelnau, 0 ; 237. Cognac, 0 ; 238. Dax, 0 ; 239. Lézignan, 0 ; 240. Montauban, 0 ; 241. Narbonne, 0 ; 242. Nîmes, 0 ; 243. Perpignan, 0 ; 244. Toulouse, 0 ; 245. Auch, 0 ; 246. Bayonne, 0 ; 247. Béziers, 0 ; 248. Castelnau, 0 ; 249. Cognac, 0 ; 250. Dax, 0 ; 251. Lézignan, 0 ; 252. Montauban, 0 ; 253. Narbonne, 0 ; 254. Nîmes, 0 ; 255. Perpignan, 0 ; 256. Toulouse, 0 ; 257. Auch, 0 ; 258. Bayonne, 0 ; 259. Béziers, 0 ; 260. Castelnau, 0 ; 261. Cognac, 0 ; 262. Dax, 0 ; 263. Lézignan, 0 ; 264. Montauban, 0 ; 265. Narbonne, 0 ; 266. Nîmes, 0 ; 267. Perpignan, 0 ; 268. Toulouse, 0 ; 269. Auch, 0 ; 270. Bayonne, 0 ; 271. Béziers, 0 ; 272. Castelnau, 0 ; 273. Cognac, 0 ; 274. Dax, 0 ; 275. Lézignan, 0 ; 276. Montauban, 0 ; 277. Narbonne, 0 ; 278. Nîmes, 0 ; 279. Perpignan, 0 ; 280. Toulouse, 0 ; 281. Auch, 0 ; 282. Bayonne, 0 ; 283. Béziers, 0 ; 284. Castelnau, 0 ; 285. Cognac, 0 ; 286. Dax, 0 ; 287. Lézignan, 0 ; 288. Montauban, 0 ; 289. Narbonne, 0 ; 290. Nîmes, 0 ; 291. Perpignan, 0 ; 292. Toulouse, 0 ; 293. Auch, 0 ; 294. Bayonne, 0 ; 295. Béziers, 0 ; 296. Castelnau, 0 ; 297. Cognac, 0 ; 298. Dax, 0 ; 299. Lézignan, 0 ; 300. Montauban, 0 ; 301. Narbonne, 0 ; 302. Nîmes, 0 ; 303. Perpignan, 0 ; 304. Toulouse, 0 ; 305. Auch, 0 ; 306. Bayonne, 0 ; 307. Béziers, 0 ; 308. Castelnau, 0 ; 309. Cognac, 0 ; 310. Dax, 0 ; 311. Lézignan, 0 ; 312. Montauban, 0 ; 313. Narbonne, 0 ; 314. Nîmes, 0 ; 315. Perpignan, 0 ; 316. Toulouse, 0 ; 317. Auch, 0 ; 318. Bayonne, 0 ; 319. Béziers, 0 ; 320. Castelnau, 0 ; 321. Cognac, 0 ; 322. Dax, 0 ; 323. Lézignan, 0 ; 324. Montauban, 0 ; 325. Narbonne, 0 ; 326. Nîmes, 0 ; 327. Perpignan, 0 ; 328. Toulouse, 0 ; 329. Auch, 0 ; 330. Bayonne, 0 ; 331. Béziers, 0 ; 332. Castelnau, 0 ; 333. Cognac, 0 ; 334. Dax, 0 ; 335. Lézignan, 0 ; 336. Montauban, 0 ; 337. Narbonne, 0 ; 338. Nîmes, 0 ; 339. Perpignan, 0 ; 340. Toulouse, 0 ; 341. Auch, 0 ; 342. Bayonne,

Paris rend hommage à ses ingénieurs ingénieurs

Une exposition fait sortir de l'anonymat les auteurs de ponts, réseaux, voies et autres ouvrages d'art qui, eux aussi, ont façonné la capitale

SI PARIS n'existait pas, il faudrait l'inventer. La forme de la ville, l'harmonie de son plan, la régularité de ses boulevards, avenues, promenades, places et esplanades, les proportions raisonnables de ses quartiers, le soin qu'elle a pris de signaler un monument (Panthéon, Sacré-Cœur, palais de Chaillot), ses buttes et ses hauteurs, la manière équitable dont elle admet le partage du fleuve, la diversité et la grâce des ponts qu'elle a lancés pour joindre les rives, tout semble indiquer la force d'une pensée continue. De la suite dans les idées. Jusqu'au maillage régulier du métropolitain, l'invisible et le visible, qui donne une dernière touche de lisibilité à l'ensemble. Avec l'apothéose monumentale du parcours aérien, couronnant le tout, et soulignant de ses piliers de pierre et de ses charpentes métalliques, le tracé qui enveloppe la cité. A taille humaine, à taille humaine.

Ce sera une autre histoire avec le périphérique du XX^e siècle, pensé plutôt en termes d'évacuation d'une circulation excessive, encombrante et si bruyante que la ville doit maintenant se protéger de murs et de murailles. Tourner le dos, couper les ponts. Changement d'échelle et fatale perte de qualité urbaine - qui apparaissent nettement - même en maquettes - au cours de la visite au pavillon de l'Arse-

nal. L'exposition « Paris d'ingénieurs », préparée de longue main par Bertrand Lemoine et Marc Mimram, qui ont l'un et l'autre la double formation d'architecte et d'ingénieur, en collaboration avec les équipes permanentes de l'Arse-

des travaux publics (déménagé du palais d'Iéna qui avait été construit tout exprès) ; d'admirables dessins d'ingénieurs sortis des collections de l'école des ponts, où les teintes pastel et la finesse du trait servent une précision toute technique de croquis de chantier ; une belle série de photographies prises au tournant du siècle lorsque les nouveaux adeptes de la chambre noire s'essayaient à saisir dans leurs cadrages audacieux les moments les plus spectaculaires des chantiers issus d'une autre révolution technique, celle de la construction en fer. Le Grand Palais n'est jamais plus beau qu'inachevé, et il se trouve que la rue de Rivoli, où l'on refait les voitures de la ligne de métro numéroté 1, ressemble actuellement à ces clichés pris il y a bientôt cent ans.

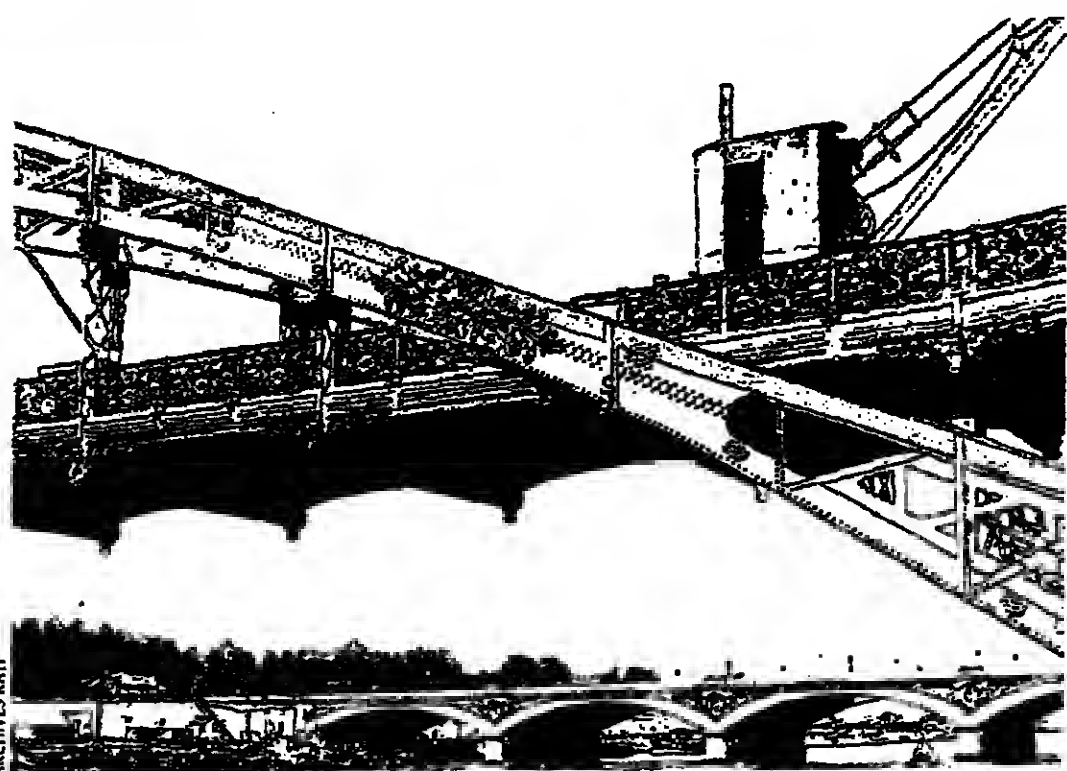
La gloire de Gustave Eiffel a fait de l'ombre à ses confrères. Qui connaît l'auteur du pont Alexandre-III et du pont Mirabeau ?

Le dessin, le calcul, parfois le modèle réduit (voir l'étonnant pont levant de la rue de Crimée), toujours l'expérience du chantier, sont les outils de réflexion de l'ingénieur. Avant que ne s'installe, au XX^e siècle, l'opposition farouche entre deux familles d'esprit - ingénieurs « sains et virils (...) moraux et joyeux », selon la formule provocatrice de Le Corbusier, qui voulait se-

couvrir ses confrères architectes -, ce qui apparaît d'abord, c'est plutôt la recherche de l'harmonie et d'une entente cordiale.

C'est à Paris que s'invente un métier qui obtient dès la fin du XVIII^e siècle ses lettres de noblesse. Paris où Navier sera le premier à calculer la résistance des matériaux. Paris où Perronet, auteur du pont de la Concorde et du pont de Neuilly notamment, crée l'école des ponts et chaussées. Paris qui va devenir la capitale modèle du XIX^e siècle, quand Haussmann et ses troupes lui impriment une armature neuve et quand « derrière la violence des percements de voies nouvelles », note Marc Mimram, on voit à l'œuvre une « civilisation très fine et très attentive », lorsqu'Adolphe Alphand, qui n'est pas architecte mais ingénieur, se fait « grand jardinier » de l'empereur et donne à la capitale parcs et promenades. Paris qui fait travailler ensemble Louis Bléthe, l'ingénieur, et Camille Fornigé, l'architecte, à la réussite du métro aérien. Paris, qui a adopté comme signe de reconnaissance le coup d'audace d'un ingénieur, objet tellement technique et strictement poétique, la tour Eiffel.

La gloire de Gustave Eiffel a fait de l'ombre à ses confrères. Qui connaît l'auteur du pont Alexandre-III et du pont Mirabeau ? Qui saurait attribuer l'étonnant viaduc d'Austerlitz (dit aujourd'hui de Bir-Hakeim) et celui d'Austerlitz ? Et Bercy, l'autre entrée fluviale de la ville, où le métro surpasse les autos ? Qui connaît les noms de Rastel, Bléthe et Bassompierre ? Contraints de servir dans l'ombre, les ingénieurs sont aussi les auteurs discrets et méconnus de la plupart des réseaux d'alimentation, les responsables de la fluidité des circulations, les animateurs - et réanimateurs - de la respiration générale. Leur



Détail du viaduc d'Austerlitz, 1907.

heure de gloire, même si l'anonymat perdure, c'est le bien-nommé « ouvrage d'art ».

Paris n'est pas achevé. Contée dans le détail par Bertrand Lemoine dans le catalogue, même l'histoire des ponts de Paris n'a pas fini d'être écrite. Deux projets - l'un en cours de construction, l'autre sur le point d'être lancé - retiennent, ou vont retenir l'attention.

Le premier est le pont Charles-de-Gaulle, en chantier entre la gare de Lyon et la gare d'Austerlitz, et dont certains craignent que les prolongements routiers, rive gauche, menacent à terme l'intégrité de la gare d'Austerlitz. Une voûte métallique qui figure justement - à cause de sa très large portée - parmi les prouesses de cette architecture-là.

Le second est le résultat d'un concours, jugé en 1992, et qui tarde à être réalisé : la passerelle piétonne Solferino, qui doit relier les deux rives, des Tuileries au Musée d'Orsay, comme le faisaient un pont centenaire, démolé en 1961, et son remplaçant « provisoire », qui durera plus de trente ans.

Si les crédits ministériels sont

réunis, le chantier de cette passerelle panoramique - on pourra circuler dans la structure et pour la première fois admirer l'objet tout en l'empruntant - devrait commencer au début de 1996. Ce sera, sans doute, le dernier pont de Paris, un hommage de Marc Mimram aux pères-ingénieurs salués dans l'exposition qu'il a cosignée avec Bertrand Lemoine. Un signe de conciliation aussi entre les qualités des uns et des autres, architectes et ingénieurs. La guerre est finie : les contributions de Paul Chemetov (à qui l'on doit la cathédrale souterraine de la piscine des Halles) ou de Paul Andreu (grand maître à Reims, des aéroports et de l'étonnante gare TGV-RER), le rôle éminent joué par le regretté Peter Rice (du Centre Pompidou à l'Arche de la Défense en passant par les serres de La Villette) sont autant de témoignages récents que l'art des uns et la technique des autres ont de plus en plus l'occasion de concourir à une réussite commune.

Le métal et le verre, matériaux nouveaux du XIX^e siècle triomphant, ne se cachent plus derrière

des murs de pierre et des statues tutélaires. La vieille querelle qui opposait les artistes aux bâtisseurs a sans doute trouvé son point de non-retour sur le pont Alexandre-III, dont on admire aujourd'hui autant l'envers - une structure piranésienne - que l'endroit, avec ses lustres rococo et ses guirlandes dorées qui plaisent tant aux photographes de mode et à nos amis les touristes japonais.

Michèle Champenois

* Exposition au Pavillon de l'Arse-

nal, 21, boulevard Morland, Paris 4^e, du mardi au samedi de 10 h 30 à 18 h 30, le dimanche de 11 heures à 19 heures. Entrée libre. Jusqu'à fin décembre.

* Livre : *Paris d'ingénieurs*, 232 p., 204 ill. noir et couleur. Editions du Pavillon de l'Arse et Picard, 290 F. Ouvrage collectif coordonné par Bertrand Lemoine et Marc Mimram. Avec des contributions d'Antoine Picon, Michel Vernes, Pierre Pinon, Bernard Landeau, Annie Téra-

rade, Jean-Louis Cohen, Paul Chemetov et Paul Andreu.

AUTOMOBILE ... AUTOMOBILE ...

PROFITEZ DE NOS PRIX :
Un petit coup de feu peut vous faire gagner entre 10.000 et 40.000 F (voir plus).

Remise spéciale aux F.F.S.A., corps européens. Nous procurons les documents permettant l'immatriculation dans la série spéciale plaque bleue.

400 diesel et essence disponibles rapidement.

Nous assurons nos livraisons. N'hésitez pas à nous consulter.

FPM AUTOMOBILE DIFFUSION
Tél : 88.24.13.24 - Fax : 88.36.03.46
Mandataire CEE 123/85

Vente de Véhicules récents
Faibles kilométrages
Millésime 95
Garantie 1 an ou 12.000 Km
Possibilité d'essai ou financement intéressant

AVIS CENTRE OCCASION
5, rue Bixio - 75007 PARIS
(1) 44.18.10.65
Pascal Bonnet
07.84.10.33

PORTE DE VERSAILLES AUTO
45.31.51.51

- BMW 318i T.O. - 92
- BMW 525i TDS Pack - 92
- BMW 325i Auto - 93
- BMW 735i T.O. - 90
- Clio Williams - 94
- Clio Baccara T.O. - 93
- Honda Civic LSi - Clim - 92
- Chevrolet Beretta - 93
- Audi 80 TDi - 93
- Range TD 5P. - 89

L'AUTOMOBILE dans "LE MONDE"
c'est chaque Lundi daté Mardi,
pour vos annonces publicitaires contactez
le : 44.43.76.23 - (Fax : 44.43.77.31)

CITROËN ZX 1.4 IE - 1993
Rouge - 45.000 Km - Garantie 1 an
BMW 318i - 1991
Gris argent - 100.000 Km - Gîte 1 an
BMW 525 TDS Touring - Mod. 94
Clim. - alarme - 97.000 Km - Gîte 1 an

SGGD
Paris 15^e - Tél : 45.31.96.31

CORSA VIVA 1.4i 3P.
12.000 km - bleu nacré - 95
CLIO BACCARA auto.
11.500 km - vert métal - 95
ASTRA GSi 150 ch.
18.000 km - noir métal - 95

AVIS CENTRE OCCASIONS
(1) 44.18.10.65
Port. 07.84.10.33

RENAULT POMPE
Plusieurs modèles :
SAFRANE RT 2.0 DT - 97 - 174.500 F
LAGUNA VS 2.0 16V - 95 - 170.000 F
ESPACE VS RKE 2.0 - 95 - 213.000 F
CLIO 1.2 3P. BVS - 95 - 94.000 F
SAFRANE RDE 2.0 - 95 - 242.000 F

Véhicules remis et de direction millésime 95
50, rue de la Pompe - PARIS 16^e
Tél : 45.03.75.75

S.A. OCCAUTO
46.54.40.00

- SAFRANE A172e 2.1 TD. 95
Clim, chaîne, alarme, 128.500 F
- R 19 TD Latitude. 96
Chaîne, 6500 km, 79.500 F
- CLIO 1.5 D Be Bop 5P. 95
Blanche, 4500 km, 86.500 F
- CLIO 1.2 Be Bop 5P. 95
Noir métal, 4500 km, 86.500 F
- CLIO 1.4 RT 91, 39.000 F

RENAULT
SAFRANE A172e 2.1 TD. 95
Clim, chaîne, alarme, 128.500 F
R 19 TD Latitude. 96
Chaîne, 6500 km, 79.500 F
CLIO 1.5 D Be Bop 5P. 95
Blanche, 4500 km, 86.500 F
CLIO 1.2 Be Bop 5P. 95
Noir métal, 4500 km, 86.500 F
CLIO 1.4 RT 91, 39.000 F

RENAULT AUTEUIL
Le choix et le service

- HONDA LEGEND - 94
moins de 1000 km - 153.000 F
- ESPACE CYCLOADE 2.1 DT - 95
Chaîne - Point métal - qpe circuit 146.000 F
- LAGUNA RT 2.0 - 95 - 20.000 Km
Clim. - Point métal - qpe circuit 108.000 F

300 Occasions pour vous servir
105, Boulevard Murat - PARIS 16^e
45.03.75.99 ou 45.03.74.98

HONDA CIVIC ESI 4 P
Janv. 95 - Gris métal - 11.800 Km
Garantie 1 an
ALFA ROMEO 165 Turbo D 2.5 L
1994 - Gris - 75.000 Km - Gîte 1 an
BMW 318i - 1992 - NV
Bleu métal - 86.000 Km - Gîte 1 an

SGGD
Paris 15^e - Tél : 45.31.96.31

WILLY'S JEEP. 1942, M 38
4 roues directrices (très rare),
bache, 4 chaînes, avec
remorque Land Rover

FF 59.000
Tél. (1) 50.93.68.60 (Chamonix)

SUZUKI VITARA Cab. J1X1
Jul. 94 (mod. 95) - Gris Antirouille Verr
Int. velours gris - Glaces électriques
Direction assistée - Jantes alu
Pneus Bridgestone - Coupe circuit
Télusage - Radio K7 Alpine 4 HP
Jante 17" - Prémium Main
20.000 Km - Prix : 85.000 F

Tél : 64.21.06.33 (Dom.)

GEANT
229, Bd A. France
93200 SAINT DENIS
(1) 49.33.60.90

REGION ALSACE
STRASBOURG CARREFOUR DE L'EUROPE
Notre souhait : être à votre service

VOITURES NEUVES A PRIX D'OCCASIONS !!!

FPM DIFFUSION AUTOMOBILE
Mandataire CEE 123/85
11, rue de la 1^{re} Armée, 67000 STRASBOURG
Tél : 88.24.13.24 - Fax : 88.36.03.48
AUTO FERNANDEZ - KEHL R.F.A.

MERCEDES 220 TE Break - 93
Clim, 33.000 km, 148.000 F
BMW 318i Coupé - 94
Cuir, alarme, 22.500 km, 123.500 F
RENAULT 21 Turbo D - 93
Manager, 95.000 km, 69.500 F

Tél : 46.54.40.00

MERCEDES S 350 TD
08/06/94
40.000 Km
Tél : 45.31.96.00

VOITURES NEUVES de 8 à 20 % moins chères
Toutes marques
tous modèles, nous consulter

Mandataire CEE 123/85
CARS CHEAP IMPORT
85 rue Desnouettes - 75015 PARIS
Tél : 45.31.96.00

OCCASIONS TOUTES MARQUES
SELECTION DE LA SEMAINE
parmi 300 véhicules exposés

- LANCIA Thema 165 LS AM 94 11700 Km
- SAFRANE Tbo 0 Albié AM 95 14900 Km
- ZX BK FUGUE Tbo D Clim. AM 95 7230 Km
- 505 SRTi Clim/ABR AM 95 10250 Km
- PUNTO 55 S 3P. AM 95 11700 Km
- BOXER Minibus Tbo D AM 95 8930 Km
- GOLF 5 Tbo D AM 95 24825 Km
- FIESTA 1.6 S AM 92 40000 Km
- ASTRA 1.4 GLSi AM 92 49500 Km
- 305 GREEN 3P. T.O. AM 93 47000 Km

La Mégane remplace la Renault 19

LA RENAULT MÉGANE est une automobile bien élevée. Cela tombe bien. Sur ce milieu de gamme, qui détermine largement les volumes de production et les profits des constructeurs, la clientèle est plutôt traditionnelle. Aussi, lorsqu'on se fixe comme objectif de conserver le « portefeuille » de la clientèle de la Renault 19 (près de trois millions d'exemplaires produits), dont la fiabilité lui a valu de remporter de jolis résultats, y compris sur le marché allemand, il ne faut beurrer personne. D'où cette façade avant qui reprend le nouveau design Renault avec sa calandre en forme de bec plongeur. En revanche, le dessin tout en ellipses du pavillon de toit et celui du hayon comme des feux arrière procurent à cette voiture une personnalité un peu plus marquée.

Ni simple remake d'un produit à succès ni modèle foncièrement original, la Mégane est surtout une adaptation aux exigences de son temps. Outre la qualité de fabrication, l'effort a été mis sur la sécurité et le respect de l'environnement. Le SRP (système à retenue programmée), qui permet, grâce à une pièce en acier fixée à la base de la ceinture de sécurité, d'atténuer les charges imposées au cou et au thorax en cas de choc, équipe tous les modèles. D'ailleurs, pour la première fois, un témoin lumineux s'affichera bien placé dans le champ de vision du conducteur lui signalant inlassablement qu'il n'a pas bouclé sa ceinture. Aux impératifs de sécurité, qui, avec les efforts d'insonorisation, ont contribué à augmenter de 70 kilos le poids de la voiture, s'ajoutent ceux qui réclament le respect de l'environnement. Cette automobile est en effet recyclable à 85 %.

Plus courte de trois centimètres que la Renault 19, la Mégane (4,12 mètres) dispose pourtant d'un espace intérieur plus important à l'arrière et d'un coffre plus carré. Explication : la partie mécanique a été « comprimée », et l'angle des amortisseurs arrière modifié. La planche de bord, tout en rondeurs elle aussi, occupe l'espace avec une certaine harmonie. L'autoradio, articulé en deux parties avec un afficheur de fonctions situé dans le

haut de la planche, fait aussi dans l'elliptique. Côté motorisation, un nouveau groupe propulseur de 1 600 centimètres cubes pour 90 chevaux est inauguré. Plus léger, il est presque aussi performant (en termes de couple) que l'ancien 1.8 litre et offre une consommation moyenne inférieure d'un litre au cent kilomètres par rapport à celui-ci.

Le résultat est encourageant sans être renversant. On appréciera néanmoins que ce moteur n'exige d'être révisé que tous les 15 000 kilomètres au lieu de 10 000. Pour les amateurs de diesel (60 % des ventes de Renault 19), il n'est pour l'instant prévu qu'un lymphatique 1,9 litre. Le turbo diesel n'arrivera qu'en février 1996.

UN COUPÉ AGILE
Si la berline Mégane est sage, sa version coupé, présentée simultanément, est beaucoup plus délurée. Ramassé et agréablement dessiné avec sa moue boudeuse à l'arrière, le coupé peut se prévaloir de réelles qualités de vivacité et de tenue de route. Homogène et agile, le cabriolet Mégane devient un véhicule vraiment sportif avec le moteur 2 litres (disponible en 16 soupapes et 150 chevaux) dérivé de celui de la Clio Williams. En version 1,6 litre, il n'est pas du tout ridicule.

Ces deux premières versions de la Mégane seront suivies, dans les dix-huit prochains mois, d'un monospace et d'un tricorps (avec un coffre arrière apparent donc), puis d'un cabriolet et vraisemblablement d'un break. La stratégie de la firme est claire : à la berline de confirmer, aux autres versions de conquérir de nouvelles clientèles. Malgré des tarifs assez supérieurs à ceux de nombreuses concurrentes étrangères et un niveau d'équipement proposé en série manquant encore de générosité.

Jean-Michel Normand

* Renault Mégane berline : de 87 300 à 135 600 F ; disponible à partir du 15 novembre. Le coupé (de 104 100 à 151 700 F) à partir du 1^{er} décembre.

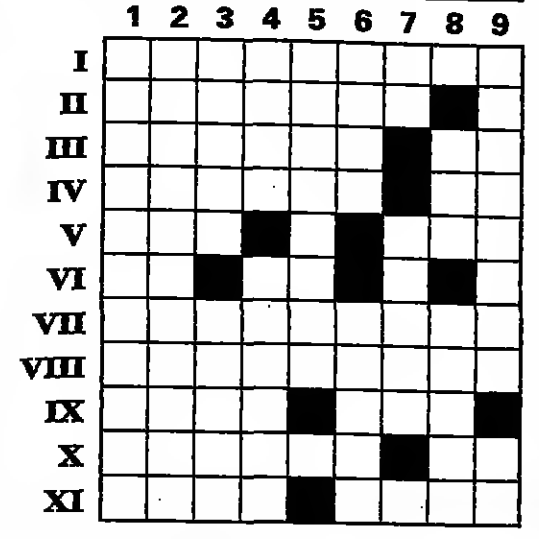
صكنا من الامل

RADIO-TÉLÉVISION

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6681



HORizontalement
I. Un qui est capable de soigner une fièvre de cheval. - II. Pas brillant. - III. Un homme qui n'arrête pas de fumer. Entre deux propositions. - IV. Très atteint. Demi-tour. - V. Marche

à son pas. Son anagramme est un carré. - VI. Dieu. Symbole. - VII. Qualifie un personnage amateur de petites distractions. - VIII. Dans la littérature provençale. - IX. Parmi les légendes d'autrefois. Instrument de chasse. - X. Provoque beaucoup de confusion. En France. - XI. Dans l'Orme. Invoqué quand il y a du tirage.

VERTICALEMENT
1. Des hommes parmi les simples. - 2. Façon de parler chez des voisins. - 3. Comme une montagne en Martinique. Une pièce très sombre. - 4. Certaines sont mères. Qui vont pouvoir manger le morceau. - 5. Dont on ne verra pas la fin. - 6. On y brûle de l'essence. Règnent en Amérique. - 7. Consolide un assemblage. Le bon côté des choses. - 8. D'un auxiliaire. Mettre plus d'espace. - 9. Les nouveaux venus. Quartier d'Utrecht.

SOLUTION DU N° 6680
HORizontalement
I. Balthazar. Aleph. - II. Étrange. Endémie. - III. Atre. Iles. Avis. - IV. Ures. Sentiments. - V. Tissus. Ela. Coi. - VI. Es. Aramon. Niel. - VII. Tourment. Tu. Eu. - VIII. Ma. Tabou. Flets. - IX. An. EC. Aines. - X. Itération. Essai. - XI. Let. Asis. Ost. - XII. Unir. Emu. Cri. - XIII. Ordinaire. Réale. - XIV. Tues. Anse. Ger. - XV. Ses. Cécité. Mess.

VERTICALEMENT
1. Beauté. Maillois. - 2. Attristante. Rue. - 3. Lires. Etudes. - 4. Tressauter. Nis. - 5. Ha. Urraca. In. - 6. Agissant. Tarare. - 7. Zèle. Maoris. - 8. En. ONU. Oserai. - 9. Restent. Animent. - 10. Il. FI Su. Se. - 11. Adamantine. Ré. - 12. Levé. lides. Ce. - 13. Emincé. Essorage. - 14. Pistolet. Asiles. - 15. Hé. Si. Usait. Ers.

TOUSSAINT

Les services ouverts ou fermés

■ Presse : les quotidiens paraîtront normalement mercredi 1^{er} novembre.
■ Bureaux de poste : ils seront fermés.
■ Banques : elles seront fermées.
■ Grands magasins : ils seront ouverts.
■ Assurance-maladie, assurance-vieillesse, allocations familiales : les centres d'accueil seront fermés au public du mardi après-midi 31 octobre au jeudi 2 novembre, à 8 h 30.

JEUX

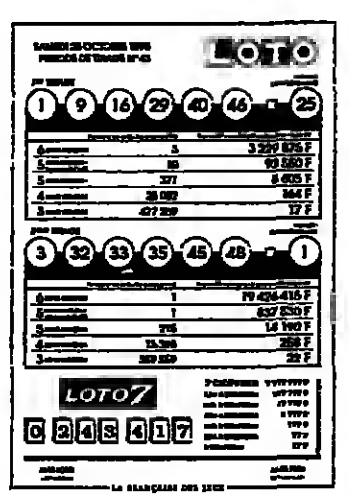


Table with 2 columns: Loterie, Résultats. Rows include Loto 7, Loto 10, and Loto 20.

IL Y A 50 ANS DANS

Le Monde

Réflexions sur un procès

UN RECUL de quelques semaines permet d'épiloguer avec plus d'objectivité sur le procès Laval, démonstration supplémentaire, s'il en était besoin, des mauvaises méthodes de la justice française. D'abord l'interrogatoire est la plus mauvaise pratique imaginable. Le juge est, par essence, un arbitre, et l'interrogatoire qu'il entreprend le transforme, qu'il le veuille ou non, en accusateur.

Au fur et à mesure que l'interrogatoire se poursuit, le juge ne serait pas un homme s'il ne s'échauffait, et il sort de son rôle, qui doit rester serein. Et puis, lorsque le président a affaire à forte partie, comme ce fut le cas au procès Laval, il lui arrive d'avoir le dessous, ce qui est fâcheux pour l'autorité du siège.

Pourquoi, comme en d'autres pays, ne pas charger de l'interrogatoire le ministère public ? Pourquoi ne pas donner à la défense la faculté de contre-interroger accusé et témoins sous le contrôle impartial de la cour ou du tribunal, afin d'éviter les abus aux quels risquerait de donner lieu cette pratique ? Voilà une réforme à la portée de notre main. Ensuite, ce procès, comme le procès Pétain, comme tant d'autres, a mis en lumière crue notre tendance au préjugé, plaie de nos mœurs nationales. Cette tendance consiste à tenir pour condamnés les inculpés avant qu'ils n'aient comparu en audience publique.

C'est un sérieux travers qui devrait être réprimé comme en Angleterre, où le fait de publier une opinion prématurée sur une affaire en cours constitue un délit. Sage disposition, qui a pour effet, non pas d'abolir les informations auxquelles le public a droit, mais de contraindre la presse à une juste mesure.

Jean Duhamel
(31 octobre 1945.)

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABD

Table with 2 columns: Abonnement, Prix. Rows include 3 mois, 6 mois, 1 an.

Form for subscription details including name, address, and payment method.

LES SERVICES DU Monde

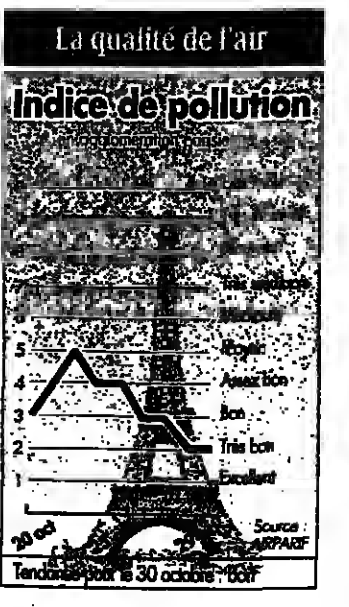
Le Monde 40-65-25-25
Télématique 3615 code LE MONDE 3617 UNIPUS
Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM : (1) 43-37-66-11
Index et microfilms : (1) 40-65-29-33
Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 films)
Le Monde est télé par 3 SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance
La reproduction de tout article est interdite sans l'autorisation de l'administrateur.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN : 0395-2037
Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gumbourg, 94852 Ivry-sur-Seine
PRINTED IN FRANCE
Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Mordant
Administrateur délégué : Dominique Allégry, Gisèle Peyrou
Secrétariat : 133, avenue des Champs-Élysées, 75009 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

MÉTÉOROLOGIE

A la suite de mouvements sociaux à Météo-France, nous sommes dans l'impossibilité de publier les prévisions météorologiques habituelles. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Brouillard

LES HAUTES PRESSIONS vont se renforcer un peu sur le nord de la France. La zone dépressionnaire au large du Portugal sera quasi stationnaire. Le flux de sud-est à est sera faible sur le pays et ce sont donc les phénomènes de basses couches qui seront prédominants. Les brouillards et les nuages bas alterneront sur l'Auvergne et la région Rhône-Alpes. Sur la Lorraine, l'Alsace, la Bourgogne, l'Île-de-France, le Centre, le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, la Normandie, les Pays de la Loire, Poitou-Charentes et le Limousin, les brouillards seront nombreux et denses. Le thermomètre indiquera le matin 4 à 7 degrés près des frontières belges, 8 à 11 degrés ailleurs du nord au sud du pays. L'après-midi, il fera 14 à 20 degrés. (Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Le Monde ET SES PUBLICATIONS Un ancien numéro vous manque ? C'est le moment de vous le procurer

BON DE COMMANDE à retourner à : « Le Monde » - vente au numéro - 15, rue Falguière - 75501 PARIS CEDEX 15

Form for ordering back issues of Le Monde, including sections for Education, Diplomacy, Literature, and Debates.

SCÈNES La querelle récurrente entre théâtre privé et théâtre public a connu un nouvel épisode après la publication, par la Société des auteurs et compositeurs dramatiques

(SACD), d'une lettre ouverte au ministre de la culture accusant le Théâtre national de la Colline et celui de l'Odéon de casser les prix pour camoufler la désaffection de leurs pu-

blics. ● CETTE OFFENSIVE se déroule au moment où le théâtre public s'interroge sur sa mission. Après les années 80, qui ont marqué le triomphe du marketing, la situation sociale du

pays mène à une réflexion nouvelle sur les moyens à mettre en œuvre pour attirer un nouveau public au spectacle vivant. ● DÉJÀ CERTAINES TROUPES, comme le Théâtre du Ha-

sard de Blois, se mobilisent pour amener pénétrer le théâtre dans les quartiers difficiles et faire du spectacle et de ses métiers un moyen de réinsertion dans la vie de la nation.

Le théâtre s'interroge sur son rôle et cherche de nouveaux spectateurs

Le spectacle vivant n'attire qu'un Français sur sept. Sur fond de querelle public-privé, il réfléchit aux moyens de renouer avec le rôle pédagogique et social que le marketing des années 80 avait fait oublier

IL Y A DEUX théâtres en France, non pas le bon et le mauvais, mais le théâtre public, subventionné par l'État et les collectivités locales, et le théâtre privé, essentiellement parisien, qui, malgré les apparences, ne l'est pas complètement, recevant lui aussi des subventions par l'entremise d'un fonds de soutien. L'un et l'autre se livrent aujourd'hui à un nouvel épisode du combat récurrent qui les oppose. L'offensive a été lancée par les représentants du privé accusant les scènes publiques de pratiques tarifaires déloyales pour attirer vers elles un public qui se serait écarté de leurs productions « somptuaires » et par trop « intellectuelles ».

C'est la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), association à but non lucratif – mais néanmoins prospère – qui a servi de relais à cette offensive. Elle a publié dans les

éditions du 27 septembre dernier du *Monde* et de *Libération* deux spectaculaires pages de publicité sous forme de lettre ouverte au ministre de la culture pour vilipender le Théâtre national de la Colline et celui de l'Odéon qui casseraient les prix pour camoufler la désaffection de leurs publics. Philippe Douste-Blazy a répondu sèchement au metteur en scène Marcel Bluwal, président de la SACD (lire ci-contre).

Cette attaque en règle est déclenchée justement au moment où le théâtre public s'interroge sur ses missions et les moyens de raffermir ses liens avec les différents spectateurs de théâtre dont on estime qu'il ne séduit qu'un Français sur sept chaque année. Se souvenant du combat des Pottecher à Bussang, tout au long du siècle (*Le Monde* du 9 août), de celui de Copecau battant les campagnes, de Vilard construisant sur la colline de Chaillot la première des « cathédrales de la culture » qu'André Malraux appellera de ses vœux au milieu des années 60, les servants des scènes publiques se sont réunis à Rouen, du 19 au 21 octobre, pour réfléchir à la position du spectateur aujourd'hui. Six cents responsables de salle, metteurs en scène, chorégraphes, acteurs et universitaires ont débattu des moyens de fidéliser des spectateurs sollicités comme jamais par les formes audiovisuelles de diffusion de la culture.

ÉVOLUTIONS

« On était un peu trop devenu les curés de gauche du théâtre ; notre génération a voulu se recentrer sur la dimension artistique », confesse Jacques Blanc, directeur du Quartz de Brest. Révélant pourtant comme leurs devanciers d'un théâtre populaire, les artisans du théâtre public ne s'étaient pas vraiment rendus compte des évolutions sociologiques de leur audience. Les efforts entrepris tout au long des années 70, qui relevaient alors de l'action culturelle, puis ceux



imaginés, dans les années 80, inspirés plus directement des lois du marketing, ont éloigné du théâtre le public populaire pour le rapprocher des classes moyennes, pilotes d'une main plus ou moins ferme par les enseignants. Les subventions augmentant rapidement à partir de 1982, les bailleurs de fonds exigent plus de professionnalisme. L'ère Jack Lang se veut celle de l'excellence artistique relayée par des formes « mo-

dermes » de communication avec le public – publicités, services de presse... « Le terme d'animateur culturel est devenu un gros mot », ironise le metteur en scène Robert Cantarella. Des postes de relations publiques ont été créés dans toutes les institutions. A présent, ils sont convertis en « relations avec le public ». Nuance. A mesure du maillage du territoire par un réseau de lieux nouveaux, le nombre de spectateurs progresse plus dans

les villes moyennes que dans les grandes ; celui des abonnés diminue dans les grands théâtres parisiens. Le spectateur se fait zappé, ses goûts sont éclectiques.

Deux réponses sont désormais envisagées. Outre les techniques de séduction qui sont partout mises en œuvre, les directeurs artistiques veulent modifier le contenu même de leurs productions pour marquer la différence du spectacle vivant.

PARLER ET FAIRE PARLER

« Le public nous convoque pour que nous lui parlions du monde. Mais il n'y a plus d'image globale et cohérente de ce monde que nous ne savons pas représenter », affirme le metteur en scène Stéphane Braunschweig. « Il faut repartir au charbon, faire comme Armand Gatti », estime le chorégraphe François Raffinot qui met l'accent sur la recherche de nouveaux publics – lycéens, ruraux, RMistes. « Parler de la ville, la faire parler : c'est essentiel », plaide Francis Peduzzi, directeur de la scène nationale de Calais. « Nous sommes là pour rappeler que, dans les quartiers, la République existe aussi. Quand elle n'y est plus, c'est le Front national qui s'installe. D'autres sont à la recherche du spectateur éclairé, connaissent averti, à grand renfort de pédagogie, de lectures, de débats. « Il faut résister à la tendance populiste actuelle, qui voudrait que les salles de spectacle résolvent tous les problèmes de société », proteste Dominique Jambon, directeur de la scène nationale de Chambéry. Pédagogie ? Selon Jacques Blanc, elle consiste d'abord à montrer au public « le grand théâtre – Kantor, Wilson... ». Chiffres à l'appui, il martèle qu'une programmation de haut vol n'est pas incompatible avec un large public. « Il est faux d'opposer l'exigence artistique, qui viderait les salles, à la médiocratie, qui les remplirait. A Brest, une pièce de théâtre fait plus d'entrées qu'un concert de Johnny Hallyday ! » Il n'y aurait donc pas plus de fin

du spectateur que de fin de l'histoire. Christine Buci-Glucksmann, professeur d'esthétique à l'université Paris-VIII, analyse « la crise du modernisme en art comme un lieu de naissance possible d'un nouveau spectacle ». Le renouvellement des formes – comme les croisements danse-arts plastiques, théâtre-chant-vidéo – est une voie possible. Cet éclatement des frontières « n'est pas obscurité du regard, mais amorces de pratiques et de perceptions fructueuses ». Christine Buci-Glucksmann soutient qu'un artiste comme Robert Wilson en dessine les contours : ses œuvres favorisent le « toucher-voir, le toucher-entendre » que seul le théâtre peut offrir. C'est donc par l'excellence de ses novations et leur explication attentive que le théâtre, serait-il menacé, se sauverait lui-même.

Catherine Bédarida

Pratiques culturelles

● Sorties : 14 % des Français de plus de quinze ans (soit un sur sept) se sont rendus à un spectacle de théâtre joué par des professionnels au cours des douze derniers mois. 14 % ont vu un spectacle joué par des amateurs. En comparaison, 49 % sont allés au cinéma, 45 % à une fête foraine, 30 % au musée, 28 % à un match sportif payant, 21 % à une exposition de peinture, et 13 % à un concert rock ou jazz. Source : Les Pratiques culturelles des Français (ministère de la Culture-Documents français).

● A lire : *Le Prix des places de spectacle*, ministère de la culture, département des études et de la prospective, 2 rue Jean-Lautier, 75001 Paris. *La Position de spectateur aujourd'hui*, actes du colloque de Rouen, à paraître en mars 1996 dans la revue *Du Théâtre*, chez Actes Sud Papiers.

La réponse du ministre

Par retour du courrier en date du 26 octobre, le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy répondait en ces termes à la lettre ouverte publiée sous forme de publicité dans *Le Monde* et *Libération* par la SACD :

« La tâche primordiale du ministère de la culture est de faire en sorte que tous nos concitoyens sans exception puissent accéder à la création artistique. Il va de soi que les politiques tarifaires mises en œuvre par les établissements publics ont pour mission d'aller en ce sens et de les soutenir (...). Tout en évitant, sans preuve d'ailleurs, une rupture entre les spectateurs et certains théâtres nationaux, ajoute le ministre, vous prétendez leur interdire de façon caricaturale tout effort en leur faveur. Ce faisant, vous n'hésitez pas à laisser entendre que la présence du public n'est pas pour le président de la SACD une priorité. »

Tarifs : priorité aux jeunes et aux abonnés

SEULS les jeunes spectateurs ont droit à des prix vraiment réduits. Scolaires ou non, ils bénéficient dans les théâtres publics de tarifs vraiment bas – 30 F à 50 F contre 60 F à 100 F pour les adultes abonnés et jusqu'à 180 F au plein tarif. En outre, ils ont parfois droit à des brochures spécifiques de présentation des spectacles, avec une maquette et un style rédactionnel différents.

Les théâtres proposent souvent à leurs abonnés des avantages particuliers et des services. Les formules classiques comptent quatre spectacles, dont deux sont imposés et deux autres au choix de l'abonné.

AVANTAGES

Le fait d'imposer des choix de programmation aux abonnés est « certainement la question la plus débattue dans les institutions actuellement », note une étude récente du ministère de la culture (*Le Prix des places de spectacle*), au terme d'une enquête auprès de deux cents théâtres publics. La tendance est à l'assouplissement des formules d'abonnement, qu'on préfère appeler « carte complice », « carte passion », « carte plus ».

Les théâtres les plus novateurs s'adaptent à la vie chaotique des citadins – les dates peuvent être changées à tout moment – et à leur besoin d'émotion – les abonnés peuvent retourner voir gratuitement un spectacle qu'ils ont aimé.

Plus une programmation compte de créations, et donc de risques pour les spectateurs, plus les avantages consentis sont importants. Les abonnés ont souvent droit à une priorité de réservation,

une réduction pour leurs amis, des tarifs préférentiels sur des stages payants de pratique artistique pour enfants ou adultes amateurs. Ils peuvent parfois régler le montant de l'abonnement en deux fois, sont invités à une présentation de la saison ou à des rencontres avec les artistes et les techniciens d'un spectacle. Les spectateurs occasionnels profitent d'autres services, de plus en plus

responsable de l'abonnement du groupe amical (invitation à des spectacles ou des soirées spectacles, réduction plus importante). Les recettes de la billetterie ne représentent guère plus du quart du budget des théâtres publics, précise l'enquête du ministère de la culture, l'essentiel provenant des subventions. Les institutions cherchent donc à augmenter leurs ressources propres, pour gagner

Invitations et premières à moitié prix

Sylvie est au chômage à la sortie d'une école de photo parisienne. Elle a eu quelques contrats courts dans un laboratoire photo, mais peu à peu les employés en congé n'ont pas été remplacés et on n'a plus fait appel à elle. Aujourd'hui, elle vit avec le RMI et conserve de fortes aspirations culturelles. Elle sort beaucoup, dans les meilleures salles. Son secret ? Les nombreuses invitations distribuées par France-Culture, France-Musique, Radio-Notre, etc.

L'augmentation du chômage, y compris parmi les diplômés, a créé une population de jeunes cultivés, dépourvus de pouvoir d'achat. Quand ils ne « squattent » pas les invitations, ils profitent des premières à moitié prix. A l'imitation de Londres et de New York, la plupart des théâtres parisiens finissent de rôder leurs créations devant les spectateurs en échange de réductions avantageuses.

répandus dans les théâtres publics : réservations facilitées, informations sur Minitel, librairie et bar-restaurant ouverts avant et après le spectacle, parking surveillé.

La sortie au spectacle devient un moment de plaisir à partager avec des amis. Les groupes de dix personnes accèdent aux mêmes réductions que les comités d'entreprise et autres collectivités. Autant la part des billets vendus par ces derniers diminue, autant celle des groupes d'amis augmente. Certains théâtres ont déjà pris en compte cette évolution, en offrant un avantage supplémentaire au

en autonomie. Les tutelles veulent tout connaître des « résultats », depuis les statistiques brutes jusqu'aux analyses géographiques ou sociologiques. L'information de la billetterie, qui se généralise rapidement, permet de compter le nombre de places vendues dans chaque tarif et de mieux connaître le public. Elle facilite la gestion d'un fichier de spectateurs et permet l'expédition de lettres d'information circonstanciées qui, visant à l'efficacité des mailings commerciaux, s'en distinguent par leur forme et bien sûr leur contenu.

C. B.

La Compagnie du Hasard en avant-garde dans les quartiers

BLOIS

de notre correspondant
« C'est le rôle des hommes et des femmes de culture de faire de la résistance contre l'exclusion et la discrimination » : à peine installé rue de Valois, Philippe Douste-Blazy annonçait une série d'initiatives « sur vingt sites expérimentaux situés dans les quartiers les plus difficiles » (*Le Monde* du 24 juin). Dans la ville de Jack Lang, Nicolas Peskine et la Compagnie du Hasard sont prêts. Cette troupe professionnelle, installée à Blois depuis dix-huit ans, y dispose d'un petit théâtre. Mais le nomadisme est sa raison de vivre : le Hasard, ses caravanes et ses tréteaux se sont posés à Saint-Petersbourg, à Berlin, à Ouagadougou et aussi à Candé-sur-Beuvron, à Dunkerque, à Saint-Florent-sur-Cher.

Depuis 1992, la compagnie dispose d'un théâtre mobile de quatre semi-remorques, qui déploient un théâtre à l'italienne de 400 places avec baignoires, paradis, chène et velours. Nicolas Peskine, directeur, auteur et metteur en scène, a vite pris la dimension de la « fracture sociale » : « Il n'est plus nécessaire d'aller à Moscou ou Lima. L'exclusion, la souffrance, elles sont autour de nous. » Dans une ZUP de Verdun et un bourg du Berry, les comédiens sont passés. Ils ont fait des animations scolaires, des répétitions publiques, des petites fêtes avec la fanfare du cru ou les gamins du quartier. Et ça marche. A Onzain, 3 200 habitants, on a compté un millier de spectateurs en quinze jours. Dans la banlieue de Tours, le Hasard se terrait entre deux parties d'immeubles. A Bourges, il s'était planqué en contrebass de la maison de la culture.

A Blois, cet automne, il constituait le cœur d'un village d'artistes installé sur une friche industrielle. Jusqu'à la veille de Noël, avec le public des comités d'entreprise, des associations, des écoles, et même celui de la scène nationale de la ville, il propose théâtre, cinéma, salle d'expositions... Et la ville tout entière se déguise avec les guirlandes et banderoles de *Christmas Pudding*, le nouveau spectacle de la compagnie.

A FLEUR DE CRISE

Annie Chaplin, la dernière fille de Charlot, y est Suzanne, qui danse et chante. Elle a joué avec Altman et Béjar. Karim Azougach est Hassan, le petit rocker. Lui, il vient des Cornillettes, un quartier défavorisé de Blois. Il a rencontré le Hasard l'été 1994 quand la troupe de Nicolas Peskine avait décidé d'inviter les foyers de SDF, les groupes d'alphabétisation et de femmes en difficulté à la première d'un spectacle « à fleur de crise ». *Les Roses blanches*. Des rencontres régulières, un atelier de théâtre, des parades de rue, sont nés de ce jour-là. Et six mois plus tard, Jacques Lang applaudissait Karim et les autres dans leur premier vrai spectacle, *Aboulabab*, qui pourrait ouvrir la saison de Dreux, en janvier 1996.

Dreux, symbole de toutes les exclusions et dérives, figure parmi les « sites prioritaires » du ministère de la culture. Sans attendre un feu vert officiel, Nicolas Peskine et sa compagnie travaillent depuis trois mois sur leur projet pour la ville : neuf mois de présence continue dans l'un des quartiers périphériques. En ouverture, dans le théâtre mobile installé pour trois semaines, *Aboulabab*

et *L'Opéra de travers*, un spectacle lyrique et magique avec vingt-cinq comédiens et musiciens. « Il s'agit d'éveiller une fièvre du théâtre dans le quartier », explique Peskine. De février à août, des ateliers hebdomadaires seront ouverts aux jeunes des ZUP et aux lycéens et collégiens de la ville, avec stages de trois jours et de courtes interventions à la gare, dans des salles de quartier ou des cafés. Trois spectacles professionnels invités s'inscriront au programme.

« Les jeunes du quartier seront les témoins et les complices de l'activité générale. Autour de la troupe, il faut créer des cercles d'engagement impliquant ceux qui le désirent, autant qu'ils le désirent. Et surtout, insiste Nicolas Peskine, il faut associer toutes les initiatives et les associations. Construire sans rien détruire. » Les premières rencontres avec Dreux, ses élus et ses associations ont été très positives.

A l'automne 1996, le théâtre mobile reviendrait un mois et demi pour une conclusion en forme de petit festival : un mois pour concevoir un spectacle, quinze jours pour le jouer. « En neuf mois, l'objectif devra être atteint : un groupe de jeunes du quartier aura pratiqué le théâtre, d'autres auront aidé dans l'ombre, un plus grand nombre encore seront devenus spectateurs. Tous pourront utiliser leur expérience comme un moyen de réalisation personnelle. » Manière d'illustrer le propos de Philippe Douste-Blazy : « L'idéal serait que, lorsque ces professionnels partiront, les jeunes aient acquis une véritable autonomie d'action. »

Jacques Bugler

صبراً من الامل

Diffusé les 30 et 31

Un fil

L'Américain Jack Valenti soudain favorable aux quotas

Aux rencontres cinématographiques de Beaune ce revirement du porte-parole d'Hollywood n'a pas convaincu une assistance sceptique

BEAUNE
de notre envoyé spécial
Tous les ans depuis cinq ans, un peu avant la Toussaint, l'Association Américains, réalisateurs, producteurs (ARP) réunit ses membres et ses invités pour un week-end de débats à Beaune (Côte-d'Or). Le succès de cette manifestation en a fait l'un des principaux rendez-vous des gens de cinéma, ou ayant affaire avec lui, jusqu'au ministre de la culture, depuis 1993. Les professionnels du cinéma français (et européen) y ont l'habitude de pratiquer l'art qu'ils connaissent le mieux : dire du mal des Américains. Claude Lelouch, nouveau président de l'ARP et Pascal Rogard, délégué général, ont choisi cette année de modifier ce scénario... en invitant les Américains eux-mêmes. Il fallait aux Rencontres cinématographiques toute leur première journée, celle du vendredi 27 octobre, pour inventer une dramaturgie tenant compte de ces nouveaux acteurs.

Cette première journée a permis de retrouver les bons vieux dualismes création/commerce, art/dollar, toujours affirmés comme symétriques de l'opposition Europe/Hollywood - approche simpliste qui mène à la victoire du plus fort, si aucune voie n'est trouvée pour dépasser ces oppositions. Dans cette prévisible partie de ping-pong, les représentants américains de la création (cinéastes, scénaristes, producteurs indépendants) se firent donc volontiers les plus ardents contempteurs de leur propre système.

ISSUE FINESTRE

Il semble pourtant qu'il faille en passer par ce dialogue de sourds, pour permettre, au cours de la deuxième journée, des échanges plus techniques, mais plus fructueux. Ainsi de Joseph Farrell, président du Research Group - qui compile à longueur d'année des statistiques pour aider les majors américaines à sortir leurs films dans les meilleures conditions. Il mit en évidence les mécanismes et le coût de la distribution (quand on sait que la mise sur le marché américain d'un film de studio coûte en moyenne 18 millions de dollars, on mesure mieux la difficulté d'y imposer des productions étrangères). Ainsi de Jean-François Boitini, qui fut l'un des principaux négociateurs français au GATT, qui a dépeint la place centrale du audiovisuel dans l'économie de l'avenir et rappela que les Américains sont favorables aux quotas lorsque cela les arrange, par exemple à propos des automobiles japonaises.

Marc Tessier, le nouveau directeur général du Centre national du cinéma, a souligné que le débat européen ne laissant le choix qu'entre l'alignement sur la France et une totale dérégulation, posé en des termes trop simplistes, menait à une issue funeste. Aline Paillet, députée européenne, témoignait de l'intensité du lobbying des Américains auprès des instances européennes, preuve de l'importance qu'ils accordent aux mesures de protection qui pourraient être prises. Du face-à-face franco-américain, on passait aux débats - ou du moins à l'ardente nécessité - du développement des cinématographies européennes.

Enfin, le porte-parole des studios hollywoodiens, Jack Valenti, s'en vint tout à la fois déclarer son amour sans limite pour la patrie de Voltaire, rappeler que les Améri-

cains avaient libéré la France en 1944, et affirmer qu'il était favorable aux quotas et à toute mesure qui prendrait les autorités européennes : exercice de diplomatie en forme de show sentimental qui inspira un parfait scepticisme à la salle. Claude Lelouch annonça le « passage à l'action » de l'ARP avec trois mesures : l'ouverture au printemps 1996 de trois salles programmées par l'ARP à Paris, place Clichy, pour montrer les films français et offrir un lieu d'échanges à ceux qui les font ; le projet d'achat de deux cinémas, l'un à New York l'autre à Tokyo, afin de fournir une vitrine aux productions nationales ; la création d'une émission de télévision mensuelle consacrée chaque fois à un réalisateur français, au cours de laquelle des billets seraient prélevés aux téléspectateurs. Sollicité pour soutenir ces initiatives, le ministre de la culture n'a pas dit non. Philippe Douste-Blazy réaffirma son engagement aux côtés des cinéastes français. A défaut d'annonces très concrètes, il reçut l'ovation des professionnels pour sa prestation enjouée et décontractée.

Après que M. Valenti eut été intronisé par la confrérie des Grummeurs de Santenay, les Américains sont repartis, laissant les Européens entre eux pour le débat consacré à l'état des négociations sur deux dossiers cruciaux : le plan Média 2 et la directive Télévisions sans frontières. Média 2 définit l'action des Quinze en faveur du cinéma : après Média 1 (1991-1995) qui a réparti en dix-neuf domaines ses 260 millions d'écus (environ 1 690 millions de francs), le nouveau plan quinquennal doit concentrer ses ressources (310 millions d'écus, ou un peu moins de 2 015 millions de francs) sur des enjeux plus ciblés : la formation, le développement et - surtout - la distribution des films européens dans les pays autres que celui d'origine. Média 2 interviendra selon des procédures elles aussi centralisées, ce qui n'a pas manqué d'inquiéter certains des professionnels présents.

GARANTIES

A propos de la directive Télévisions sans frontières, dont la négociation vise notamment à renforcer les fameux quotas de diffusion, le producteur René Cleemann a souligné qu'elle ne concernait que marginalement le cinéma. Il insistait sur le rôle que joue ce dernier - grâce à la célébrité de ses auteurs et de ses acteurs et à sa nature évidemment culturelle - comme moyen de pression au sein d'un dossier qui concerne la production audiovisuelle au sens large. C'était d'ailleurs le sens du vibrant plaidoyer de Catherine Trautmann, présidente de l'intergroupe cinéma au Parlement européen, appelant les professionnels du grand écran à se mobiliser en faveur d'une initiative sur laquelle les Français apparaissent aujourd'hui totalement isolés.

La résolution finale publiée par l'ARP à l'issue des rencontres a répondu à son appel, en faisant de la directive un enjeu majeur pour tous les gens d'image, insistant pour qu'elle soit renforcée sur les œuvres de création (à l'exclusion des émissions de plateau), et réclamant des garanties contre la délocalisation permise par les nouvelles techniques de diffusion, en particulier par satellite.

Jean-Michel Frodon

Lire notre éditorial page 15

L'Egypte célèbre dans la nostalgie le siècle du cinéma

L'Institut du monde arabe présente à Paris une centaine de films pour cet anniversaire

Le cinéma égyptien, menacé par la télévision, la vidéo et la censure, n'aura sorti en 1995 qu'une quinzaine de films. A Paris, l'Institut du monde

arabe (IMA) n'en célèbre pas moins les cent ans d'une industrie cinématographique qui fut l'une des plus prolifiques du monde. Célébra-

tion un peu nostalgique des années 40-60, quand l'Egypte imposait ses vedettes au monde arabe.

CENT ANS DE CINÉMA EN EGYPTÉ, exposition-spectacle et rétrospective. Jusqu'au 25 février 1996. Catalogue, éditions Plume, 320 p., 250 F. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris. Tél. : 40-51-38-38.

LE CAIRE

de notre envoyé spécial
Le premier de tous les cinémas arabes va mal. Cent ans après la première projection (au Caire ou à Alexandrie, selon qu'elle fut privée, publique ou payante), le cinéma égyptien, qui avait connu son âge d'or dans les années 40 à 60, n'aura produit qu'une quinzaine de films cette année, contre une soixantaine les années précédentes. Il ne reste plus que cent soixante salles (trois fois moins qu'à Paris), pour un pays peuplé comme la France. Leur rénovation luxueuse a transformé la grande récréation populaire en une sortie coûteuse. Le temps des comédies musicales, qui avaient imposé leurs vedettes au monde arabe, est clos. « Elles collaient

Douze titres...

L'Institut du monde arabe présente une centaine de films sélectionnés parmi les trois mille tournés en Egypte depuis 1923. Douze d'entre eux pourraient les résumer :

- *La Volonté* (1939), de Kamal Selim
- *Défense d'aimer* (1942), comédie musicale de Mohamed Karim
- *Madame la diablesse* (1949), film d'après Hédi Barakat, avec Farid El Atrache et Samia Gamal
- *Nos plus beaux jours* (1955), de Hedi Hanim, avec Faten Hamama et Omar Charif
- *Le Caidan* (1957), de Salah Abou Seïf
- *Gare centrale* (1958), de Youssef Chahine
- *Les Révoltes* (1968), de Tewfik Salim
- *Le Facteur* (1968), de Hussein Kamal
- *La Momie* (1970), de Chadi Abdel Salam
- *L'Innocent* (1986), d'Ataf Al Tayeb
- *Les Rêves de Hind et Camélia* (1988), de Mohamed Kham
- *Mercédès* (1993), de Youssef Nasrallah

trop cher, et il n'y a plus de chanteurs de la toile d'Oum Kholoud», souligne Youssef Chérif Rizkallah, directeur du Festival du Caire.

Pourtant, le cinéma égyptien demeure l'objet de multiples tentatives de contrôle. A défaut de vedettes, les productions reposent sur les ventes de vidéos dans les pays du Golfe, qui n'apportent leurs capitaux et leur publicité (incorporée dans les cassettes vendues) qu'en exerçant leur propre censure préalable. Une pression supplémentaire qui attise la colère envers les Saoudiens, accusés de cynisme l'Egypte, de financer les intégristes, d'infiltrer la presse, la télévision et le cinéma. « L'Arabie saoudite nous gouverne, nous ruine », déplore le critique Rafiq El Sabban, qui note comme effet de leur mainmise « ces films où les

filles se baignent habillées, alors que dans les années 50 elles étaient en maillot de bain », et la production d'images au kilomètre pour alimenter les magnétoscopes et les antennes paraboliques.

Le ministre de la culture, Farouk Hosni, paraît à cent lieues de ces problèmes. D'ailleurs, le cinéma n'est plus de son ressort, mais de celui de son homologue de l'industrie et du commerce. C'est en pur esthète qu'il démarque en Europe pour financer le tournage de cet *Akhenaton* dont feu Chadi Abdel Salam avait laissé le découpage détaillé, accompagné de dessins.

LA CENSURE ET LA RUÏNE

« La crise du cinéma est une crise du marché, affirme-t-il. En sortir dépend des cinéastes. C'est à eux de conquérir de nouveaux territoires, dans le monde arabe, en Afrique noire et jusqu'en Amérique latine. »

Tout film continue de passer par la censure préalable, sur scénario. Mais le ministre se veut rassurant : « Il n'y a pas d'interdiction politique. Nous veillons simplement sur ce qui touche aux religions (il insiste sur le pharaon) et à la vie sexuelle. Et si la population pièce de théâtre On a besoin d'une Constitution a été interdite deux ou trois jours, ce n'est pas parce qu'elle s'en prenait à lui, mais à cause de ses excès de langage, dénoncés par une campagne de presse ».

« La censure, c'est comme une molaidie avec laquelle vous vivez. On se débrouille très bien avec elle, elle oblige à rester rusé, dit Youssef Nasrallah, le jeune et brillant réalisateur de *Mercédès* (diffusé le 6 novembre à 22 h 05 sur Arte). Aujourd'hui, j'ai le sentiment qu'on peut tout discuter en Egypte. Les procès contre l'émigré, de Youssef Chahine, montrent que la bataille pour la laïcité, qui n'avait pas été menée jusqu'au bout, peut l'être maintenant, même si le gouvernement est exécrable. Cette lutte est nouvelle : sous Nasser, l'Etat était trop puissant. Aujourd'hui, il y a une vraie société en Egypte, qui se pose les questions que je me pose en tant que ci-

néaste, et le cinéma fait partie de la bataille actuelle. »

En signifiant la fin du cinéma égyptique, *Mercédès* manifeste l'effondrement des certitudes, le triomphe de la confusion des valeurs, hors celles de l'esthétique. Comme si, désormais, les fresques et le traitement social pouvaient être abandonnés à la télévision, comme l'a montré le populaire feuilleton *La Famille*, et comme devrait le faire au prochain Ramadan *Ma tante Sophie* et le *Monastère*, qui fait retour aux années 60 pour prêcher la bonne entente entre chrétiens et musulmans.

Mais le cinéma n'a pas abdiqué toute volonté d'intervention. En quatre films, une équipe dont on a pu voir en France *Terrorisme* et *Khabab* (1992), celle du réalisateur Chérif Arafat et d'Adel Imam, petit quinquagénaire au visage mobile, l'unique et incontestée star du pays, qui remplit à coup sûr les salles, a inventé un cinéma tragique qui répond à l'appétit politique des Egyptiens.

Le dernier film de cette équipe, *Les Oiseaux de nuit*, sorti il y a deux mois dans vingt-cinq salles (énorme pour le pays), a encaissé

et le corrompu se retrouvent à la fin dans la même prison. L'ultime séquence les voit rivaliser pour shooter dans un ballon de football qui retombe à la façon d'une bombe sur Le Caire, brisant l'écran, comme un miroir, en mille morceaux.

Cette conjonction de volontés destructrices évoque celle à laquelle a été confronté Youssef Chahine avec *L'Emigré* (son premier grand succès, surtout auprès des jeunes).

Après procès et appels, son film est toujours projeté dans une petite salle caennaise. « On ne peut pas dire que la justice ne soit pas infiltrée, dit le cinéaste. Le premier qui m'a condamné avait une barbe comme ça (geste). Et l'avocat qui a engagé le procès se prenait pour le représentant de Joseph, si ce n'est Joseph lui-même. Mais il ne faut pas mélanger l'intégrisme et le terrorisme. Beaucoup de barbus étaient communistes avant. Face à la corruption, je me trouve dans les mêmes tranchées qu'eux. Quand je filme un quartier moi j'ichu, sans eau, je dénonce. Eux aussi. Le but est différent. Ils veulent le pouvoir. Pas moi. La cloche moyenne

Un parcours dans l'histoire

Une colonne de dromadaires passe devant le Sphinx et la pyramide de Khéops. L'image qui ouvre l'exposition-spectacle de l'IMA a été filmée par l'équipe Lumière à la fin du siècle dernier. Elle a cette évidence qu'on ne peut pas mettre la caméra ailleurs, et que l'histoire du cinéma ne pourra que la répéter. Seule menace : la progression de la ville, qui annonce l'ambivalence sonore. Chaque extrait jalonnant l'histoire du cinéma égyptien est ainsi mis en situation : le cinéma égyptique (*Saladin de Chahine*) dans un désert de synthèse, les comédies musicales dans un studio ou un café. Le parcours s'achève naturellement dans la salle hypostyle de l'IMA, associant l'Egypte des temples aux derniers films produits, dans un curieux effet d'enfermement. Celui du pays ou de son cinéma ? Une pause en forme de tête-à-tête télévisé avec Chadi Abdel Salam, Hedi Barakat, Youssef Chahine, Salah Abou Seïf et - scénariste de nombre de leurs films - l'irremplaçable Naguib Mahfouz répond à cette question.

l'équivalent des deux tiers de son coût dès la première semaine ! Trois amis que leurs vies séparent : un honnête homme, un corrompu-corrupteur et un intégriste. Ce dernier, un lâche qui veut faire raser tous les cinémas, organise des attentats, tandis que le corrompu sauvera l'honnête homme de la misère. L'intégriste

commence à disparaître. Une partie devient très riche, une autre intègre. Les Egyptiens résistent par l'humour, par les boutades. » Et lorsqu'il ajoute : « On ne fête pas cent ans de cinéma, mais des funérailles ! », sor quel ton le prendre ?

Jean-Louis Perrier

Mercredi 25 octobre 12h30

Le groupe Havas prend le contrôle de l'Express et du Point, propriété d'Alcatel-Alsthom, par l'intermédiaire de sa filiale CEP-Communication.

(Source Europe 1)

Diffusion sur France 2
les 30 et 31 octobre 1995
à 20h50

L'AFFAIRE
DREYFUS
Un film d'Yves BOISSET

2
France

Un film qui fera date dans l'histoire de la télévision française

Entre Téhéran et Paris, les doutes d'un maître de la musique traditionnelle iranienne

Virtuose des instruments à cordes classiques, Dariush Tala'i est pour un soir au Théâtre de la Ville

Les rapports entre l'Islam et la musique ont toujours souffert d'ambiguïtés. A l'heure où l'enseignement de la musique aux enfants vient

d'être interdit à Téhéran, Dariush Tala'i, éminent joueur de tar et de setar, les luths de la tradition iranienne, donne un concert à Paris. Il

se produit en compagnie de deux virtuoses de premier ordre, Mohsen Keramati au chant et Madjid Khaladj au zarb.

DARIUSH TALA'I. Musique traditionnelle d'Iran. Théâtre de la Ville, place du Châtelet. M^e Châtelet. Lundi 30 octobre, 20 h 30. 80 F.

La musique a la vie rude en Iran, passant de l'éclat aux turbulences, toujours à la merci d'un décret islamique. En 1979, au lendemain de la révolution, l'imam Khomeiny préconisait son élimination. Puis en 1988, il acceptait la vente des instruments et par là même, la pratique musicale. En 1991, une myriade d'artistes iraniens se produisaient au Festival d'Avignon. Aujourd'hui, la musique semble à nouveau dans le collimateur des autorités. Prétextant une prolifération des synthétiseurs dans les lycées, elles ont décidé d'interdire les cours de musique aux enfants. Décision qui peut paraître paradoxale au moment où le gouvernement envoie aux Etats-Unis une importante délégation de musiciens.

« Des lors qu'elle est mal servie, la musique apparaît en Iran comme quelque chose de néfaste pour l'âme », explique Dariush Tala'i, illustre interprète du *radif* - l'ensemble du répertoire de la musique savante persane. « Le but des auto-

rités n'est pas de l'interdire, mais d'éviter les débordements. En fait, la question de la perception de la musique par l'Islam existe depuis des siècles. Elle n'a jamais été vraiment clarifiée et a toujours souffert d'ambiguïtés. » Homme posé et discret, Dariush Tala'i fait montre d'une grande sensibilité et d'une extrême invention dans son interprétation du répertoire classique iranien. Un répertoire qui lui a été transmis par

Trois précieux interprètes

Au Théâtre de la Ville, Dariush Tala'i a convié deux artistes qu'il avait déjà invités en 1993, lors d'un concert de Radio France. Egalement peintre et calligraphe en Iran, Mohsen Keramati est un disciple de l'illustre maître de chant Mohammad Reza Shadjarian. D'une humilité absolue, chanteur exceptionnel à la voix pure et tendue, il est très rare à la scène. Le joueur de zarb Madjid Khaladj vit en France depuis quinze ans. Il s'est imposé comme l'un des percussionnistes les plus talentueux dans la musique savante persane.

les maîtres de la tradition, tels Ali Akbar Shabazi, Nur Ali Borumad ou Abdollah Davami. Tala'i est aujourd'hui lui-même considéré comme un maître, bien qu'il s'en défende, et fait figure d'autorité musicale aussi bien aux Etats-Unis qu'en France et en Iran.

« En Iran, il fallait quitter le moment du renversement du chah, choisissant Paris comme terre d'exil. Voilà un peu plus d'un an, il est retourné s'y installer. « J'avais besoin de retrouver ma famille, mes amis, la musique, la lumière, la terre... ce pays auquel je me réfère sans cesse culturellement. Je savais très bien que je n'allais pas là-bas pour faire des concerts, mener une carrière artistique, avoir une vie musicale publique. » En Iran, toute la vie musicale passe par le Centre des chants révolutionnaires qui gère l'organisation des concerts, une ou deux fois par mois, salle Vahdat, à Téhéran, et organise les tournées à l'étranger. Pour sortir une cassette, son agrément est nécessaire, tant sur le choix de la jaquette que sur celui du répertoire. Cet environnement, Dariush Tala'i ne peut s'y fonder totalement. Il a gardé un pied-à-terre à Paris, et envisage de venir à nouveau enseigner en France, à l'issue de son contrat à l'université de Téhéran, où les pro-

fesseurs n'ont pas l'autonomie idéale pour transmettre leur savoir. « Mais y a là-bas beaucoup d'autres choses intéressantes à faire. J'ai par exemple sorti un livre sur le *radif*, une transcription complète du répertoire, les 250 modèles mélodiques qui servent de base à la musique improvisée et aux compositions. » Cet ouvrage, édité en Iran, bientôt publié aux Etats-Unis, est en fait la version papier, notée en partitions, de la somme enregistrée sur CD - cinq heures de musique - par Dariush Tala'i pour le label Al Sur et sortie en 1994. « Ce livre m'a demandé deux années de travail acharné, poursuit-il. J'avais délaissé concerts et enregistrements. J'ai envie maintenant de remettre tout ça en route. »

Patrick Labesse

★ Dariush Tala'i: *Radif: Intégrale de la musique savante persane*. 5 CD Al Sur 116/120. Distribués par Média 7. Vendus séparément. Dariush Tala'i: Iran: les Maîtres de la musique traditionnelle (vol. 1 avec Musavi et Kiani - vol. 3 avec Nazeri). 2 CD Ocora C 560024 et C 560026. Distribués par Harmonia Mundi. Madjid Khaladj: Iran: l'art du *tombak (zarb)*. 1 CD Buda Records 92594-2. Distribué par Adès-Musidisc.

Le Hot Brass de La Villette vibre sous le signe du jazz new-yorkais

Jean-Paul Bourelly s'y est distingué à la guitare

PHOTOGRAPHIE de dos, un trompettiste joue vers la ligne bleue de Manhattan. En lettres majuscules le slogan « New York Is Now » vient faire de l'œil à quelques-unes des révolutions du jazz (Charlie Parker, Sonny Rollins, Ornette Coleman...). Le Hot Brass a ainsi affiché, durant quelques jours, l'annonce de son festival dans les couloirs du métro parisien.

Pour le club situé dans le parc paysager de La Villette, cela représente un effort financier important, mais tout le monde le dit - alors que, cet été, le discours était plus euphorique -, la seule curiosité du public du jazz ne suffit plus à remplir les salles.

Du 14 octobre au 2 novembre, la programmation thématique du Hot Brass est à la fois audacieuse et dans l'air du temps. New York, aujourd'hui, le jazz qui ne se reconnaît plus sous son intitulé - ça ne date pas d'hier -, qui écoute le funk, le rap, les musiques du monde, mais aussi celui qui a ses entrées dans le *bo* actuel.

Le Hot Brass balance de manière assez fûtée entre la Knitting Factory, club des avant-gardes new-yorkaises, et quelques poids moyens de la vague des tournées de l'automne (Steve Turre, Greg Osby, Buckshot LeFouque...). Ces der-

niers font aisément danser le club. Parallèlement, une combinaison de soirées devait favoriser la découverte, du Very Very Circus d'Henry Threadgill (14 et 15 octobre), Graham Haynes (20 et 21) et Jean-Paul Bourelly and the Bluewaves Bandits (26 et 27). Le premier est abonné depuis trente ans à la catégorie « prestigieuse et historique avant-gardiste », le second est présent depuis 1980 comme « jeune talent en devenir », le troisième tient de l'inconnu pour certains fidèles.

Threadgill, saxophoniste, flûtiste et compositeur, a essayé de nombreuses combinaisons orchestrales, pour la plupart non conventionnelles. Son Very Very Circus - deux tubas, deux guitares, une batterie, un cor - est une de ses étapes qui va avoir du mal à embarquer son monde. Threadgill, qui dit se méfier du répertoire, traite pourtant son orchestre de chambre comme un orchestre de répertoire : le sien, complexe, peu complaisant mais qu'il fige dans la récréation impossible d'une musique pourtant très lisible sur disque.

POUR LA PREMIÈRE FOIS

Cette impossibilité, Graham Haynes va la vivre à son tour. Il loupe sa première soirée comme on loupe un premier set. Franchement, Haynes passe un temps à côté de sa musique. Le trompettiste cherche, rattrape son orchestre lâché dans la nature, transforme au final l'ébauche en mouvement d'ensemble. Ces concerts-là donnent de belles suites. Le lendemain, Haynes renait.

Et puis il y a Jean-Paul Bourelly, pour la première fois en France en leader. Dès la première note, il est dans son jeu, comme Peter Brötzmann, ou Larry Ochs (en septembre à Mulhouse); David S. Ware (le 17 octobre au festival de Nancy), ou encore Outlaws in Jazz (dix jours plus tard, aux Instants chavirés), versant hexagonal du free qu'il aurait été colé de programmer dans ces nuits new-yorkaises.

Jean-Paul Bourelly, guitariste, se lance dans son concert d'un coup. Il est déjà très loin dans la musique et il ira encore plus loin. CV impressionnant : Pharoah Sanders, Steve Coleman, Kip Hanrahan, David S. Ware, Miles Davis... Un son façon Jimi Hendrix, sans en faire des tonnes, et derrière cette référence des intervalles harmoniques et une technique peu communs pour les guitaristes.

Il a aussi une voix, quelque chose d'indéfinissable entre Richie Havens, Curtis Mayfield ou Marvin Gaye, sensuel, chaud, fort. Il est à la fois avant-gardiste et dans l'héritage du blues, il joue avec le funk en inventant de nouveaux codes, les sons, que la prochaine génération viendra un jour copier. Les curieux avaient eu le nez fin.

Sylvain Sticler

★ Prochains concerts : Buckshot LeFouque, les 30 et 31 octobre et les 1^{er} et 2 novembre. Tél. : 42-00-14-14.

« Noces de Figaro » juvéniles à l'Opéra de Rennes

LES NOCES DE FIGARO de Mozart. Raphaëlle Farman (la Comtesse), Margot Pares-Reyna (Susanne), Delphine Haldan (Chérubin), Mary Saint-Palais (Catherine), Françoise Martineau (Marceline), Franck Le Guérinel (le Comte), Nicolas Cavaller (Figaro), Mario Hocquard (Bartolo). Chœur de l'Opéra de Rennes, Orchestre de Bretagne, Jean-Yves Ossonce (direction). Christian Gangeron (mise en scène), Claude Masson (costumes), Yves Bernard (décors). Opéra de Rennes, le 26 octobre.

Les *Noces de Figaro*, faut-il le rappeler, sont sous-titrées « La folle journée ». Et nombreux sont les metteurs en scène à s'être engouffrés dans un parcours trépidant. Mais Christian Gangeron a conçu un déroulement subtil : tout avance sans précipitation, et derrière la façade du *gioco* la mélancolie point.

Le plus étonnant, dans cette direction d'acteur, est le traitement du personnage chanté par Frank le Guérinel. Ou a l'habitude de voir dans le Comte Almaviva un hobeau rageur ; Guérinel, qui semble d'abord un peu malhabile et sans réelle consistance « machiste », finit par composer un personnage attachant dont les repères vacillent. Dans son récit et air « *Ho! già vinta la causa* », d'habitude chanté furioso, le jeune baryton français fait entendre la faillite du personnage, et ce dès avant la scène finale.

Nicolas Cavaller (Figaro) est un acteur-né qui occupe l'espace avec une aisance confondante. Et il possède cette qualité qu'avait Richard Foran dans la version théâtrale de Beaumarchais montée par Vi-

tez : une virilité agile et naturelle. Les femmes ne sont pas en reste : sœurs de lait ou presque, Suzanne, la campérisse, et Rosine, la comtesse, complètent de connivence. L'une et l'autre sont exquises, surtout Margot Pares-Reyna, l'une des plus tendres et mutines Suzanne qu'on ait vues.

Vocalement, la partie est moins facilement gagnée : Nicolas Cavaller aurait intérêt à raffiner son chant, parfois un peu gros de trait, malgré une voix large au timbre riche. Franck le Guérinel est un baryton plus clair, mais jamais sa vaillance n'est mise en défaut. C'est assurément le plus musicien des hommes de la distribution, surtout si on le compare à un Bartolo, pour qui le *soirée* semble une notion lointaine.

MÉLANCOLIE DÉSPÉRÉE

Margot Pares-Reyna était en convalescence, d'où une voix qui n'était pas à son meilleur. Passant difficilement l'orchestre au premier acte, elle s'est progressivement chauffée, pour parvenir à un beau moment de poésie dans son dernier air. Raphaëlle Farman semblait nerveuse : son chant est un peu métallique et fait entendre des couleurs nasales trop appuyées. Elle esquisse le fameux contre-tut anémié par un redoutable chromatisme, dans le trio suivant la scène du cabinet, et ses deux aïeux manquent de cette sensualité un peu lasse qui fait toute leur beauté.

Delphine Haldan est un Chérubin délicieux et presté, à la voix coisée et sonore (une nature à suivre assurément, dans le jeune chant français) ainsi que Mary Saint-Palais dans le rôle de Catherine, le plus bel air des *Noces*, dans lequel Mozart semble avoir concentré toute la mélancolie désespérée de

l'adolescence amoureuse. Marceline, Don Curzio et Don Basilio sont impeccablement tenus.

L'un des intérêts de ce spectacle franco-français (un courage du directeur Daniel Bizetay qu'il faut saluer, dans la lignée de la production de Jean-Pierre Vincent à Lyon, puis aux Amandiers de Nanterre (*Le Monde* du 17 décembre 1994) est de permettre de découvrir, pour notre part, le jeune chef d'orchestre français Jean-Yves Ossonce, dont les premiers disques parus chez Hyperion et Naxos (des Chabrier et des Massenet excellents à la tête d'orchestres étrangers, qui l'invitent désormais régulièrement) laissent entendre un vrai talent.

Il dirige les *Noces* vite, trop parfois (le duo de la lettre, le dernier air de Suzanne manquant de poésie et de suspension), mais obtient de l'Orchestre de Bretagne une lecture souvent perverse du discours mozartien. On constatait de très nombreux décalages entre la scène et la fosse, mais dus de manière évidente au manque de souplesse de certains chanteurs, lesquels entraînent et compromettent la lisibilité des ensembles. Ossonce a certainement raison de vouloir tenir ses mouvements, mais on regrette qu'un ou deux spectacles supplémentaires n'aient pu permettre aux chanteurs et à leur chef de retravailler l'agilité rythmique et de s'accorder sur les tempos. Malgré la chaleur insupportable de l'Opéra de Rennes (à quand une climatisation ?), on sort de ce spectacle rafraîchi et heureux.

Renaud Machart

Conférence sur le prix Nobel 1995 de physique

Michel Crozon, physicien, directeur de recherches au CNRS, commentera les travaux sur les constituants élémentaires de la matière, en particulier la découverte du neutrino et de la particule tau, qui ont valu aux américains Frederick Reines et Martin L. Perl le prix Nobel 1995.

mercredi 8 novembre à 17h

Animation :

Christine Blondel, chargée de recherche au CNRS, Centre de recherche en histoire des sciences, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Corentin Cariou 75019 Paris
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99

CONCERTS

Théâtre Champs-Élysées
Vendredi 3 novembre
20 h 30
IMG Artists présente
Orchestre du Gewandhaus de Leipzig
Dir. : Kurt MASUR.
Strauss, Beethoven.
Tél. Loc. : 49.52.50.50

SALE PLEYEL
ITZHAK PERLMAN, violon
BRUNO CANINO, piano
MOZART, FAURÉ, POULENC
PL 50 à 350 F. Tél. : 45-61-53-00

LUNDI 6 NOVEMBRE - 20 h 30
AUDITORIUM DU LOUVRE
Musique Filmée
CLOUZOT Filme KARAJAN
SCHUMANN

LUNDI 6 NOVEMBRE - 20 h 30
SALE GAVEAU
Olaf BAER
baryton
Lieder de Schumann-Bräms
Tél. rés. : 49-53-05-07

MERCREDI 8 NOVEMBRE - 20 h 30
SALE GAVEAU
Michael LEVINAS
Intégrale Beethoven-Sonates n^{os} 5, 6, 8, 17
Tél. rés. : 49-53-05-07

MERCREDI 8 NOVEMBRE - 12 h 45
THÉÂTRE DU CHATELET
MIDIS MUSICAUX
Grands Prix Internationaux
RICARDO CASTRO, piano
BEETHOVEN, LISZT

VENDREDI 10 NOVEMBRE - 12 h 45
THÉÂTRE DU CHATELET
MIDIS MUSICAUX
Christopher Warren-Green
1^{er} violon solo philharmonia orchestra
ROSEMARY FURNESS, violon et alto
PROKOFIEV, MOZART, HANDEL

10 nov. 20 h
Châtelet
40 28 28 40
Arnold Schoenberg
L'on houte auf morgen opus 32
(version de concert)
œuvres de
Alban Berg, Anton Webern
ensemble INTERCONTEMPORAIN
Deutsche Kammerphilharmonie
direction Pierre Boulez

cité de la musique
11 et 12 novembre
Les Musiciens
du Louvre
M. Minkowski, dir.
V. Gens, A. Massis, T. Félix
11 novembre
Concerto Soave
12 novembre
A Deux Violes Esgales
œuvres pour violes
Porto de Puntin
1.44.84.44.84

VENDREDI 17 NOVEMBRE - 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
YARDAN MANKONIAN, piano
BACH, BRAHMS, CHOPIN, LISZT
Tél. rés. : 49-52-50-50 de 40 à 290 F

صحنه من الراحل

« Libération » prévoit un déficit de 110 millions

Le groupe Chargeurs est prêt à soutenir le quotidien à condition qu'une restructuration du journal permette d'abaisser ses coûts

UN PEU PLUS D'UN AN après le lancement de sa nouvelle formule, *Libération* se prépare à une restructuration sévère, aux niveaux social, rédactionnel et financier. L'urgence est de mise, puisque Serge Joly, directeur de la publication, écrit dans une note à la rédaction que, « pour la première fois depuis 1981, l'existence de *Libération* est en danger ». Le quotidien devrait perdre plus de 110 millions de francs en 1995, pour un chiffre d'affaires d'un peu plus de 400 millions. Pour Serge Joly, « l'échec de la restructuration de l'été 1994 et l'échec de la relance à l'automne 1994 ont mis les finances sous perfusion ».

Depuis la fin des années 90, *Libération* était en léger déclin. Son lectorat vieillissait et il touchait de moins en moins les jeunes générations. Sa diffusion a baissé au deuxième semestre 1993, comme au premier semestre 1994, notamment à Paris. La nouvelle formule a permis de terminer l'année 1994 avec une diffusion légèrement en hausse et d'attirer une augmentation de 2,8 % sur les huit premiers mois de l'année, par rapport à la même période de 1994. Mais la maquette rénovée et les pages consacrées à la région Ile-de-France n'ont pas permis d'enrayer la baisse des ventes dans la capitale. Elles sont en baisse de 5 % sur les neuf premiers mois de l'année. Enfin, ce nouveau journal, généreux en pagination et cahiers supplémentaires, a aussi coûté très cher.

Avec la crise des années 90, la situation de *Libération* se dégradait, comme celle de la plupart des quotidiens. Il a perdu 73 millions de francs en 1994, mais le déficit aurait été, selon la direction, de 38 millions de francs sans les frais supplémentaires engendrés par la nouvelle formule. Les études prévisionnelles réalisées à l'occasion du plan « *Libération 3* » prévoyait une perte de 120 millions de francs en 1995, ramenée à 75 millions au printemps.

PARTENAIRE À LONG TERME

Les mesures prises alors – réduction de la pagination et des effectifs – n'ont pas suffi. Le résultat sera finalement supérieur à 110 millions de francs, mais devrait comprendre des provisions importantes, notamment pour financer le plan social, prévu à la fin du mois de novembre. L'arrivée comme directeur général et cogérant de Pierre-Jean Bozo, un ancien du groupe Hershaut, qui est passé par *L'Union* (Reims) et *Paris-Normandie* (Rouen), marque la volonté de rendre plus efficace la gestion du journal.

Une reorganisation de la rédaction est en cours pour ramener les structures imposées par un quotidien de 80 pages à un journal de 44 ou 48 pages. Une nouvelle organisation qui devrait se traduire par une réduction d'effectifs de 80 à 120 personnes, sur un nombre de salariés d'un peu plus de 400.

Cette restructuration en profondeur est une condition posée par

le groupe Chargeurs de Jérôme Seydoux à une poursuite de son soutien à *Libération*. « Chargeurs s'engage publiquement si le plan permet d'atteindre un équilibre structurel d'exploitation à horizon rapproché », explique Serge Joly. En 1994 et 1995, Chargeurs a investi 100 millions de francs : 25 millions dans le cadre de l'augmentation de capital et 75 millions sous forme d'obligations convertibles en actions.

La conversion de ces obligations permettra à Chargeurs de devenir l'actionnaire principal du journal – ce qu'il est déjà en fait –, à condition que la société modifie ses règles. Une clause prévoit en effet qu'un actionnaire ne peut avoir plus de 20 % du capital. Ces statuts adoptés avant la nouvelle formule de *Libération* prévoyait l'entrée dans le capital du journal de plusieurs actionnaires, qui n'ont finalement jamais souscrit.

L'autre principal actionnaire, Danone, n'ayant pas souhaité aller au-delà des 12,5 % qu'il détient, Chargeurs doit franchir cette base de 20 % pour rester celui que Serge Joly appelle le « partenaire prêt à nous accompagner à court, à moyen et à long terme ». Une opération vitale pour le président de la société Investissement Presse : « Sans ce plan, nous ne pourrions pas solder la fin de l'année, mais surtout pas de restructuration (...), pas de sortie de crise et surtout pas de redéploiement. »

Alain Salles

La CLT s'implante en Grande-Bretagne

Le cinquième réseau hertzien a été attribué à un consortium associant autour du groupe luxembourgeois des financiers et l'éditeur Pearson

AVEC QUELQUES SEMAINES de retard, le cinquième réseau de télévision britannique a été attribué par l'Independent Television Commission (ITC), commission de contrôle de la télévision en Grande-Bretagne. L'élu est Channel 5 Broadcasting, un consortium regroupant la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et le groupe financier MAI, pour 29 % chacun, le groupe Pearson, propriétaire de *Financial Times* et du quotidien *Les Echos* (24 %) et Warburg Pincus, société américaine de capital risque (18 %).

Malgré une enchère fixée à 36,2 millions de livres (environ 288 millions de francs), contre seulement 22 millions de livres (environ 170 millions) pour Channel 5 Broadcasting, l'offre concurrente du consortium UKTV, réunissant le canadien CanWest, l'australien Network 10 et le scandinave Broadcast System, n'a pas été retenue par l'ITC (*Le Monde* du 4 mai). La commission de contrôle avait précédemment indiqué qu'elle se déterminait

en fonction du prix offert, de la qualité des programmes proposés et des garanties financières apportées. Il semble que les garanties présentées par Channel 5 Broadcasting en matière d'informations ont convaincu la commission de contrôle. L'échec de UKTV pourrait être dû, aussi, aux trasseries boursières dont fait l'objet Select TV, seul partenaire britannique du consortium. En 1992, une première tentative d'attribution avait échoué faute de candidat. Seule en lice, Thames TV, avait vu sa candidature repoussée par le gouvernement. A Londres, on explique ainsi l'appât de la compétition et la multiplicité des postulants : « Le gouvernement a accordé des fréquences supplémentaires » au cinquième réseau.

Channel 5 Broadcasting disposera d'une autorisation d'émission de dix ans. Mais la date de démarrage a été fixée, au plus tard, au 1^{er} janvier 1997. Seuls 70 % des 25 millions de foyers britanniques pourront avoir accès à ce nouveau réseau. Très disputée, cette nouvelle chaîne nécessite pour-

tant de lourds investissements. Aux 150 millions de livres prévus (environ 1,1 milliard de francs), les gagnants devront aussi débours 80 millions de livres supplémentaires (620 millions de francs) pour mettre le réseau aux normes techniques. Les nouveaux opérateurs devront faire modifier gratuitement près de 5 millions de magnétoscopes actuellement synchronisés sur la fréquence attribuée à la cinquième chaîne.

Channel 5 Broadcasting, qui espère obtenir entre 8 % et 15 % de parts de marchés en cinq ans, devra affronter la concurrence des autres chaînes hertziennes (BBC1, BBC2, ITV et Channel 4) mais aussi celle du satellite et, à un degré moindre, du câble. Contrairement à NBC Super Channel qui, en cas de victoire, souhaitait proposer un programme de divertissement, ou de Virgin qui voulait consacrer 1,5 milliard de francs pour lancer More Entertainment, la CLT, MAI et Pearson pourraient être tentés de s'inspirer de Channel 4. Toutefois, la CLT pourrait infécher la grille vers plus de divertissement.

De son côté Pearson, producteur du quart des émissions de BBC Prime, chaîne de divertissement diffusée par satellite, risque de s'associer à cette démarche. Le groupe britannique a déjà prévu de fournir 30 millions de livres de programmes par an (232 millions de francs). Le groupe pourrait mettre à profit la nouvelle loi sur la presse en Grande-Bretagne pour porter à 25 % sa participation dans la capitale de Channel 5.

Guy Duthiel

Un seul bouquet numérique européen

Présente en Allemagne, au Benelux et en France avec les chaînes RTL, la CLT s'implante en Grande-Bretagne au moment où elle restructure son capital. L'opération a pour but de financer des bouquets de programmes numériques par satellite concurrents de celui de Canal Plus en France et de Bertelsmann en Allemagne (*Le Monde* daté 29-30 octobre). Cette montée en puissance ne va pas sans quelques craintes chez des actionnaires de la CLT. Dans un entretien au *Journal du dimanche* du 29 octobre, Pierre Dautier, président d'Havas, actionnaire du groupe luxembourgeois et de Canal Plus, assure qu'« il ne peut pas y avoir deux bouquets européens ». Et menace : « Je ne financerai un bouquet qu'à une seule condition : être persuadé de sa réussite. »

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
12.50 Magazine : A vrai dire. 13.00 Journal, Météo. 13.38 Magazine : Femmes. 13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour. 14.25 Feuilleton : Dallas. 15.25 Série : La loi est la loi. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.45 Club Dorothée. 17.20 Série : Salut les Musclés ; Clip ; Jeux. 17.20 Série : La Philo selon Philippe. 17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté. 18.25 Série : Le Miracle de l'amour. 19.00 Série : Alert à Malibu. 19.50 Les Pourquoi de M. Pourquoi. 20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.	12.59 Journal, Transat, Météo. 13.45 INC. 13.50 Série : Derrick. 14.55 Série : Soko. 15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.00). 16.45 Des chiffres et des lettres. 17.20 Série : Les Premières Fois. 17.45 Série : Génération musique. 18.10 Série : Le Prince de Bel-Air. 18.45 Jeu : Que le meilleur gagne (et 3.05). 19.15 Bonne nuit les petits. 19.20 Studio Gabriel (et 1.20). 19.59 L'Open de tennis de Bercy, Météo.	12.45 Journal. 13.05 Jeu : Tout en musique. 13.35 Sport : Tennis. 14.05 Open de Paris au Palais omnisports de Paris-Bercy. 17.10 Les Minikléons. 17.10 Le Cahier de l'az ; Batman. 17.50 Série : Les deux font la loi. 18.20 Jeu : Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08 Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport.	12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie. 13.25 Téléfilm : Une mère courageuse. De John Patterson, avec Alfre Woodard, A.J. Johnson. Une femme noire qui élève seule ses huit enfants s'efforce pour sa fille aînée, dont les résultats scolaires sont en baisse et les fréquentations de moins en moins recommandables. 15.05 Boulevar des clips (et 5.25). 16.30 Variétés : Hit Machine. 17.00 Série : Classe mannequin. 17.30 Dessin animé : Tintin. 17.30 (1/2) L'Orléans cassé. 18.00 Série : Highlander. 19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman. 19.50 Sport : Voile. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Série : Notre belle famille. 20.35 Magazine : Ciné 6.	En clair jusqu'à 13.45 12.30 Magazine : La Grande Famille. Présenté par Alexandre Devoise et Philippe Vecchi. 13.40 Magazine : Le Journal de l'emploi. 13.45 Téléfilm : La Maison de verre. De Rainer Bar, avec Katja Riemann, Hansa Czipionka. 15.05 Surprises (et 17.45, 0.45). 15.20 Documentaire : Le Cinéma des effets spéciaux. Monstres et dinosaures, de Use Romanoff et Steven Rocha. 15.45 Cinéma : Jurassic Park. Film américain de Steven Spielberg (1993). Avec Sam Neill, Laura Dern, Richard Attenborough. 17.55 Dessin animé : Les Multioches. Le départ du 100 mètres. 18.00 Le Dessin animé : Zogou. 18.30 Magazine : Cyberflash. En clair jusqu'à 20.35 18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi ; a 19.10, par Philippe Gildas, Bruno Gaccio et Valérie Payet. 19.30 Flash d'informations. 19.40 Magazine : Zéromama, le contre-journal. 19.55 Les Guignols. 20.30 Magazine : Le Journal du cinéma. 20.35 Documentaire : Yougoslavie, suicide d'une nation européenne. De Brian Lapping. 0.45 Cinéma : Les Gens de la rivière. Film franco-canadien de Rithy Panh (1992, v.o., 125 min). Avec Peng Phan, Mom Soth.	12.30 Atout savoir. 13.00 Les Merveilles de l'univers. 13.27 Le Journal du temps (et 18.57). 13.30 Cinéma : La Nuit de l'iguane. Film américain de John Huston (1964, N.). Avec Richard Burton. 15.30 Qui vive ? La Génétique... 15.45 Allô ! La Terre, les Volcans [1/5]. 16.00 La Preuve par cinq. La Zone Asie [1/5]. 16.30 Région. Midi Pyrénées 2. 17.00 Rintintin, la Fêche empoisonnée. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Cogito. Bachelard. 18.15 Les Grandes Inventions. 18.30 Le Monde des animaux.

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris Lumière. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55) 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Thalassa. 21.00 Enjeu le point. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Surprise sur prise. 23.55 Ex Libris. 03.00 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min) PLANÈTE 19.40 Le Noir, le Jaune et le Rouge. De Richard Olivier. 20.05 Cameroun, la dégringolade. D'Alex Feuz. 20.35 Deux frères. De Jean-Marc La Rocca. 22.05 Sports équestres. [80'] Rodéo II, les cow-boys De Roger Parson. 23.00 Des yeux plus grands que les oreilles. De Jean Arlaudet Annie-Hélène Dufour. 23.35 Portraits d'Alain Cavalier. [52'] La Brodeuse. 23.50 Des animaux et des hommes. [21'] Touchez pas aux grizzards. De Roger Jackson. PARIS PREMIÈRE 19.00 Musiques en scènes. 19.35 Stars en stock. Paul Newman. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 La Dolce Vita. Film italien de Federico Fellini (1959, N., v.o.). Avec Marcello Mastroianni. 23.50 Concert : Frank Power. 0.25 Paris dernière (55 min).

CANAL 1 17.25 Comte Mordicus. 17.50 Les Fables géométriques. 18.00 Soulee Cajou. 18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, 90 lire ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Top clip ; 19.00, Regarde le monde ; 19.15, Jeux ; 19.20, E comme énergie ; 19.30, Série : Mission top secret ; 19.55, Résultat des élections à l'audiovisuel. CANAL JIMMY 20.00 Série : M.A.S.H. Tentative de suicide. 20.35 Souvenir. Une heure avec Claude François. Diffusée le 14 mai 1975. 21.35 Série : New York Police Blues. Episode n° 20. 22.20 Chronique de la combine. 22.25 Un type comme moi ne devrait jamais mourir. Film français de Michel Vianey (1976). Avec Jean-Pierre Lutz. SÉRIE CLUB 19.00 Série : Chapeau melon bottes de cuir (et 23.15). Le Club de l'enfer. 19.50 Série : Cher oncle Bill. Le Héros de la fête. 20.15 Série : Skippy le kangourou. Follow my leader. 20.45 Série : Sam Cade (et 0.10). Adieu au passé. 21.35 Série : Les Espions. L'Épaveur. 22.20 Le Club. 23.30 Série : 200 dollars plus les frais. Fêtes et profits. MCM 19.00 Zoom zoom (et 19.45). Invitée : Julie Gayet. 19.15 Passion cinéma. 19.55 Mangazone (et 23.25). 20.00 Zoom zoom. Guest. 21.00 MCM découvertes. 21.30 MCM Rock Legends. Def Leppard. 22.30 Rebel TV

23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Groove. D.00 Passagers. 1.00 Clips non-stop (30 min). MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Concert. Herbert Grönemeyer. Enregistré le 15 mai 1994 à Berlin. 22.00 Feuilleton. The Real World London. 22.30 Regal i Rebel. 23.00 News at Night. 23.15 CinéMatic. 23.30 Reggae Soundsystem. D.00 The End (90 min). EUROSPORT 19.30 Tennis. En direct. 10^h Open messieurs de Paris-Bercy. 21.30 Eurosports (et 1.00) 22.00 Eurogoals. 23.00 Catch. 0.00 Eurogol (60 min). CINÉ CINÉFIL 18.45 L'Amour d'une femme. Film français de Jean Grémillon (1953, N.). Avec Michèle Presle. 20.30 La Route Napoléon. Film français de Jean Delannoy (1953, N.). Avec Pierre Fresnay. 22.00 La Mauvaise Graine. Film américain de Mervyn LeRoy (1956, N., 130 min). CINÉ CINÉMAS 18.50 L'Indice. Film français de Hollande. Donnée le 20 juin 1994, en l'égise Oude d'Amsterdam, par le Chœur de chambre néerlandais et l'Ensemble Huelgas, dir. Paul Van Nevel. Les Larmes de Saint-Sacre. de de Lassus. 22.00 Soliste. Thomas Hampson, bayton. Sachs frôles. Lieders op. posthume et autres Lieders, de R. Schumann. 22.25 Dépêche-notes. 23.30

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Tout un monde sonore moult. 1. Timbre et morphologie. Œuvres de Schoenberg, Varèse, Penderecki, Schaeffer, Cage. 20.30 Art brut, Écarts bruts. A l'occasion des 24 heures du livre, au Mans. 21.30 Fiction. Cinquantième anniversaire de la Série Noire. 5. Pas de grès pour les nantis. 22.40 Accès direct. Marie-Laure Bernadac et Bernard Marcadé, commissaires de l'exposition Masculin Féminin, au Centre Georges-Pompidou. D.05 Du jour au lendemain. Paul Ham (Marchand de couleurs). D.50 Musique : Coda. Schoenberg et les autres. 1. Quelques propos de Schoenberg sur Bach. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Festival de Hollande. Donnée le 21 juin 1994, en l'égise Oude d'Amsterdam, par le Chœur de chambre néerlandais et l'Ensemble Huelgas, dir. Paul Van Nevel. Les Larmes de Saint-Sacre. de de Lassus. 22.00 Soliste. Thomas Hampson, bayton. Sachs frôles. Lieders op. posthume et autres Lieders, de R. Schumann. 22.25 Dépêche-notes. 23.30

Musique pluriel. Via Crucis pour chœur mixte et dix instruments (extraits), de Lend-vay. Three Slavichs op. 14, de Ferguson. 23.05 Ains la nuit. Quatuor à cordes n° 17 La Chasse, de Mozart, par le Quatuor Amadeus ; Trio pour violon, violoncelle et piano n° 2, de Mendelssohn, par le Beaux-Arts Trio. 0.00 La Rose des vents Inde du Nord (style hindoustani). 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Johann Nepomuk Hummel. Symphonie n° 26, de Mozart, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Josef Krips ; Concerto n° 3, de Hummel, par The English Chamber Orchestra, dir. Bryden Thomson, Stephen Hough, piano ; La Création, extrait, de Haydn, par les Solistes, le Chœur Arnold Schoenberg et l'Orchestre symphonique de Vienne, dir. Nikolaus Harnoncourt ; La Bataille de Victorra, de Beethoven, par l'Ensemble Octophorus, dir. Paul Dombrecht ; Quatuor n° 1, par le Quatuor Delmé ; Inleide, de Mendelssohn, par l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. Kurt Masur, Edda Moser, soprano ; Trio, op. 35, de Hummel, par le Trio Parnassus. 23.30 Les Soirées... (Suite).

20.40 Cinéma : A nos amours. Film français de Maurice Pialat (1983). 22.25 Cinéma : Passe ton bac d'abord. Film français de Maurice Pialat (1978). 23.50 Court-métrage : courts métrages. How I got Rhythm, de Michael Gutmann (1993, 14 min) The Big Swinger, de Dedan Red's (1989). 0.20 Documentaire : Cinéma de poche. [2'] Le Temps des onguettes. Claude-Jean Philippe et Hélène Mochiri racontent l'histoire de ceux qui ont brulé pour le septième art les passionnés des salles obscures. 1.10 Documentaire : Lumumba, la mort du prophète. Film haïtien de Raoul Peck (1992 rediff., 69 min).

مكتبة الأمل

lin, entre ciel et terre. Avec Dietmar Lott, 100 m).

21.50 ► Soirée thématique : Halloween.
Proposée par Christoph Jörg.

21.51 Documentaire : Halloween Cavalcade
De Philippe Truffaut (et 23,00, 0.50).

22.20 Documentaire : Le Retour des esprits.
De Thomas Johnson.

23.20 Cinéma : La Nuit des morts-vivants. Ⅲ
Film américain de George A. Romero (1968, v.o.). Avec Judith O'Dea, Russel Streiner, Duane Jones.

1.10 Velvet Jungle.
Les Who, Louie, d'Olivier Legrand avec The Who. The Who. Thirty Years of Maximum R&B. Sône : Les Zombes de la stratosphère, de Fred C. Brannan, 14/12. Contrabando Cargo, avec Judd Holdren, Aline Towne (v.o.); Close Up : Brigitte Fontaine, par Annie Amsellem (rediff., 100 m).

Le Meccano à Nanard

par Pierre Georges

C'EST un petit jeu. Mais il est amusant. Bernard Tapie qui ne se tait jamais qu'en présence de ses juges - et encore ! - vient de reprendre la parole. A sa manière, gouailleuse et imagée.

Donc, les choses étant ce qu'elles sont, Bernard Tapie vient de décider la construction d'une machine de guerre. N'y manquent plus qu'une pièce maîtresse et quelques boulons. « Avec Jack Lang à Radical, on va pouvoir monter un Meccano. » Et de fournir la notice de montage à l'Info-Matin.

Bernard Tapie qui n'est un « couillon » qu'à l'audience fixe et repentir variable à tout prévu. Pièces et main-d'œuvre. D'un côté, il y a lui. Et lui, c'est « moi [qui] parle aux ouvriers ». De l'autre, il y a Jack. Et Jack se chargera « des intellectuels parigots qui ne viennent pas à mon anniversaire ».

Voilà une machine qu'elle serait belle comme une horloge radiale ! Nanard et Jack, rois du pétrole. Tout le monde serait d'accord. Même les pas d'accord. Tout le monde serait content. Même les pas contents. Tout le monde, à Radical, penserait que ce serait « une bonne idée ». « Même Crépeau qui ne pense plus ».

Ainsi parle le « ricard » Tapie, prince de la politique et roi des phénix de ces lieux. Un beau et solide Meccano rien que pour soutenir et équilibrer Jospin. Une belle machine infernale, prolos-intellectuels-parigots, lancée dans les pattes de celui dont il conviendrait d'urgence, selon le radical inventeur, de dégonfler l'ego. A propos de Jospin : « Il va bien falloir qu'il arrête de croire qu'il représente 47 % des Français. Il a fait 23 % du premier tour. C'est une catastrophe, un score de merde ».

Qu'en termes élégants... Donc, la gauche ou communiste aura besoin de ses deux pôles pour marcher, le PS et Radical, le PS et

le Meccano. « Faire un tandem avec Jack Lang, pour peser de nouveau, c'est pour pouvoir dire à Jospin : « Ou bien tu nous prends en considération. Ou bien tu vas te faire foutre. »

Sic. Comme dirait l'oracle : « Moi, Jospin, je ne l'aime pas, mais je bosserai pour lui. » Contrairement à d'autres, saluez son regard, qui font semblant et déjà dégaînent. Sur, Arthur, que la « grand-messe socialiste, ça va pas durer deux ans. Bon, bref, ils vont se chicaner ».

Bon, bref, Bernard Tapie demeure égal à lui-même. Camelot et ancien ministre. Tricard et stratège. Vulgaire et séducteur. A peine tombé de cheval, déjà en selle. Mais reste à savoir ce que fera l'ami des intellectuels parigots. Jack Lang viendra-t-il apporter sa science et sa contribution à l'élaboration de cette machinerie de rêve ? Sous peine d'avoir à se « chicaner » très vite avec l'ami des ouvriers ? Tant, d'évidence, il ne saurait y avoir deux ingénieurs dans le même Meccano !

La réponse viendra très vite - lundi, l'intéressé faisait savoir qu'il ne sentait pas une âme d'OS, fût-ce pour Tapie. Mais, si la machine à trancher de Jospin commençait à se construire, on ne saurait trop conseiller aux deux joyeux inventeurs d'aller effectuer un petit stage chez Citroën. La firme automobile dont le but évident est de faire marcher la machine vient d'innover. Elle s'est dotée d'un logiciel de formation pour ses techniciens-experts. Celui-ci recense les bruits anormaux des véhicules. Stifflements, craquements, grincements, rien n'échappe au Meccano informatique. L'ordinateur au service de Porelle, voilà de la belle et bonne invention. On imagine ce que pourrait être le logiciel Radical, quand il s'agira d'huiler le Meccano à Nanard !

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Russie : craintes sur l'avenir démocratique du pays 2
France-Grande-Bretagne : inauguration d'un état-major aérien commun 3
Canada : Lucien Bouchard ou « saint Lucien » du Québec 4
Proche-Orient : querelles à la conférence d'Amman 5

FRANCE

Conjoncture : la rigueur dope le franc 7
Réduction du temps de travail : patronat et syndicats souhaitent un accord-cadre 8
Marseille : M. Gaudin s'empare de la rupture avec les méthodes de son prédécesseur 9

SOCIÉTÉ

Sanitaires : le renforcement du rôle de la police 10
Religion : La Fédération protestante de France examine son action sur le terrain social 11

HORIZONS

Histoire : la disparition de Mehdi Ben Barka 13
Débats : un entretien avec Françoise de La Serre et Helen Wallace 14

BOURSE

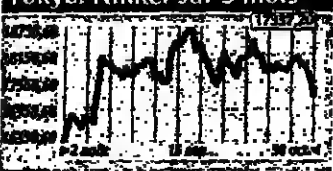
TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 L'ÉCONOMIE

Cours relevés le lundi 30 octobre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 17337,20 -2,30 -11,22
Hong Kong Index 9680,78 -0,96 -18,18

Tokyo Nikkei sur 3 mois



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 10 h 15
Paris CAC 40 1742,38 -0,67 -7,38
Londres FT 100 3491,50 -0,80 -13,89
Zurich 2710 2670 -14,08
Milan MIB 30 1010,63
Francfort Dax 30 3099,17 -1,53 -0,35
Bruxelles 1413,05 -0,75 -1,68
Stuttgart S&P 30 313,38
Madrid Ibrax 35 227,79
Amsterdam CDS 227,79

DEMAIN dans « Le Monde »

LE DIPLOMATE-BULLDOZER DES BALKANS : architecte de la Pax americana qui se dessine dans l'ex-Yougoslavie, Richard Holbrooke est l'un des vingt-cinq adjoints du secrétaire d'Etat américain. S'il réussit, une voie royale s'offre à lui.

Tirage du Monde daté dimanche 29-10-1995 : 522 901 exemplaires

Sarah, la jeune employée philippine dans les Emirats, échappe à la peine de mort

En appel, elle est condamnée à un an de prison et à cent coups de fouet

LA COUR D'APPEL d'El Aïn, dans les Emirats arabes unis, a condamné, lundi 30 octobre, la jeune Philippine Sarah Balaban, accusée du meurtre de son employeur, à cent coups de fouet - selon le droit coranique, le bourreau garde un livre sous l'aisselle en flagellant pour éviter que les coups soient violents -, et à une peine d'un an de prison, ont annoncé ses avocats. Mais, alors que ces derniers ont estimé que la jeune fille devait être inlassamment libérée puisqu'elle a déjà effectué quinze mois de détention préventive, le juge, Cheikh Baya Ben Salik, a affirmé que « la peine d'un an est valable à partir d'aujourd'hui ».

Sarah a aussi été condamnée à payer 150 000 dirhams

(200 000 francs environ) de dommages à la famille de la victime. Selon un diplomate philippin, Danilo Cruz, cette somme, réunie aux Philippines, est à la disposition de la Cour.

« DÉDOMMAGEMENT »

Condamnée une première fois à la prison, échappant ensuite à une sentence de mort, Sarah était accusée de meurtre avec préméditation. La défense soutenait qu'elle avait agi en légitime défense, son employeur, Mohamad Balouchi, l'ayant violée. L'affaire traîne depuis des mois devant les tribunaux des Emirats, où les faits n'ont jamais été établis avec certitude, ni même l'âge de la victime - 70 ou 85 ans - ou celui de la meurtrière - elle avoue 16 ans,

mais son passeport lui en donne 28.

Le procès a suscité une vive émotion aux Philippines où l'opinion publique était déjà traumatisée par l'exécution, le 17 mars, à Singapour d'une compatriote, Flor Contemplacion. Le président Fidel Ramos a demandé la grâce de la jeune fille. Un « Comité pour sauver Sarah » s'est créé en France, où Jacques Chirac a tenté de calmer le jeu et demandé d'attendre que la justice des Emirats suive son cours.

Pour ses avocats, lorsque Sarah a tué Mohamad Balouchi de trente-quatre coups de couteau, le 19 juillet 1994, elle ne faisait que se défendre. Le tribunal islamique d'El Aïn rendra la thèse du viol et, en juin, la condamne à sept ans de

prison et 200 000 francs de dommages et intérêts. En revanche, elle obtient 135 000 francs de « dédommagement » pour avoir été violée.

Le jugement est ensuite annulé par les autorités des Emirats pour des raisons qui n'ont jamais été rendues publiques. Lors du procès en révision, des experts affirment que la jeune fille n'a pas été violée. Le tribunal rend alors une sentence de mort.

Le procès en appel s'ouvre le 9 octobre et, le 14, Faraj Balouchi, le fils de la victime, annonce qu'il a demandé du président des Emirats, Cheikh Zayed Ben Sultan Al Nahyane, la famille renonce à la peine de mort et accepte la « diya » de 150 000 dirhams. Le « prix du sang ». - (AFP)

Un Australien élu secrétaire général de la Commission du Pacifique sud

Robert Dun devra résoudre la crise financière de l'organisation regroupant 27 Etats et Territoires

NOUMÉA

de notre correspondant

Inauguré, comme il convient dans cette région, par des discours, des chants, des prières et une cérémonie coutumière, le nouveau siège de la Commission du Pacifique sud (CPS) à Nouméa, qui accueillait jusqu'au vendredi 27 octobre la 35^e conférence de l'organisation, a vu, jeudi, la désignation comme secrétaire général d'un Australien, contrairement à une pratique d'un quart de siècle qui voulait que le poste revienne à un petit pays insulaire. Le vote n'a été acquis qu'à l'issue de deux tours de scrutin qui ont mis Robert Dun en compétition, notamment, avec un Néo-Zélandais : du jamais vu, là encore, dans un organisme où l'on a toujours pratiqué le choix consensuel, « à l'océanienne ».

Le changement survenu à Nouméa illustre la volonté des grands payeurs de mettre fin à la crise financière qui agite cet organisme d'assistance technique et de coopération régionale. La CPS, fondée

en 1947, regroupe vingt-sept Etats et Territoires du Pacifique sud. Son budget s'élevait à 143 millions de francs en 1994. La commission est très active dans les domaines de la pêche, de la santé et de la formation. Ses prestations intéressent vingt-deux petits Etats insulaires, polynésiens, micronésiens et mélanésiens, peuplés de sept millions d'habitants, dont elle a accompagné la montée vers l'indépendance depuis les années 60.

GESTIONNAIRE RIGOREUX

L'Australie, la Nouvelle-Zélande, la France et les Etats-Unis sont les principaux bailleurs de fonds, mais la CPS éprouve des difficultés croissantes à financer ses programmes. Cette année est marquée par deux nouvelles préoccupations : le départ, pour cause de rigueur budgétaire, du Royaume-Uni, qui versait 13 % des contributions statutaires, et l'annonce par les Etats-Unis d'une substantielle réduction de sa quote-part pour 1996.

Dans ce climat, M. Dun, 65 ans, un scientifique devenu spécialiste du développement, présenté par Canberra comme un gestionnaire rigoureux (il fut notamment directeur, de 1983 à 1993, du Bureau de coopération internationale, AIDAB), est apparu comme l'homme de la situation face à deux adversaires dotés pourtant d'atouts solides : le Fidjien Sijoli Kotovabalu, un haut fonctionnaire diplômé d'Oxford, et le Néo-Zélandais d'origine maorie, Tia Barrett, ex-haut-commissaire aux Salomon.

Cette élection a satisfait Paris, qui, à l'instar de ses Territoires de

Polynésie, Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna, ne présentait pas de candidat : « Ce renouvellement était souhaité par tous, nous voulions un consensus pour éviter la fracture », expliquait après le vote Alain Jaurès, représentant permanent adjoint de la France. Par ailleurs Gordon Biney, ministre australien des affaires du Pacifique, a déclaré, en français et en anglais, que « le Pacifique sud n'est en aucun cas un lac anglophone et que la tradition et la culture françaises font partie intégrante de la région ».

Franck Madouf

Un membre du groupe Carlos arrêté en Italie

LA CITOYENNE ALLEMANDE Margot Christa Fröhlich, cinquante-trois ans, ancien membre de la Fraction armée rouge (RAF), rattachée au groupe du terroriste vénézuélien Illich Ramirez Sanchez, dit Carlos, a été interpellée, samedi 28 octobre à Rome. Elle fait l'objet d'un mandat d'arrêt international délivré par le juge français Jean-Louis Brugère, chargé de l'enquête sur les attentats commis en France par Carlos. Une demande d'extradition devrait être rédigée prochainement. Margot Fröhlich est soupçonnée d'avoir loué l'opéra Kadett qui avait explosé, le 22 avril 1982, rue Marbeuf à Paris, devant le siège du journal arabe *Al Watan al Arabi*, tuant un passant. En 1983, elle avait été condamnée en Italie à six ans d'emprisonnement pour détention d'explosifs et libérée en 1986.

■ Les assises nationales de la Fédération protestante de France (FPF) ont démarré, dimanche 29 octobre, à leur président, le pasteur Jacques Stewart, qu'il « intervienne auprès du président de la République pour lui demander de renoncer à la poursuite des essais nucléaires en Polynésie ». A la suite du troisième essai, le soir du vendredi 27 octobre à Mururoa, la FPF, réunie du 27 au 29 octobre à Toulouse, a également adressé un « message fraternel » à l'Eglise évangélique de Polynésie française.

■ Selon *L'Humanité* du 30 octobre, l'essai nucléaire du vendredi 27 octobre représente « un nouveau gâchis d'un milliard » de francs « au moment où Jacques Chirac affirme faire la chasse (aux) déficits ». Samedi, à Strasbourg, Francis Wurtz, membre du bureau national du Parti communiste, a estimé que « les menaces qui pèsent aujourd'hui sur la sécurité de la France et du monde ne seront pas écartées, au contraire, par l'accumulation et la sophistication des armes nucléaires ».

Dans « Le Monde de l'éducation » de novembre

DANS SON NUMÉRO de novembre *Le Monde de l'éducation* publie notamment : une enquête sur la réussite scolaire des enfants d'origine étrangère ; deux entretiens, l'un avec le secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur, Jean de Boissieu, qui précise ses intentions sur le futur « statut étudiant », l'autre avec le secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement scolaire, Françoise Hostalier, qui expose ses priorités ; un reportage

sur les écoles du Pérou ; un dossier, comprenant de nombreux conseils, sur « les séjours à la carte » à l'étranger ; une étude des méthodes de travail en seconde ; une nouvelle rubrique, « L'espace orientation », au service des lecteurs, etc. La vente de ce numéro est couplée avec celle du palmarès 95 des IUT.

★ En vente 35 F chez tous les marchands de journaux.

LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

SVM

Science & Vie Micro

SPÉCIAL GUIDE D'ACHAT

CHOISIR SON MICRO

■ 50 nouveaux modèles testés à fond

■ Nos 10 coups de cœur

+ un CD-Rom en cadeau avec plus de 800 micros analysés

SVM, toute la vie de la micro

سكينة الامل